MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002 publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :

www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles, tél. 02 552 22 11 - Conseiller : A. Van Damme

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :

op : **www.staatsblad.be**

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42, 1000 Brussel, tel. 02 552 22 11 - Adviseur : A. Van Damme

175e ANNEE

N. 35

175e JAARGANG

MERCREDI 2 FEVRIER 2005

DEUXIEME EDITION

WOENSDAG 2 FEBRUARI 2005

TWEEDE EDITIE

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Ministère de la Région wallonne

9 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique, p. 3146.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Ministerie van het Waalse Gewest

9 DECEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen, bl. 3223.

174 pages / bladzijden

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 284 [C − 2004/27001]

9 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning;

Vu le décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme, et plus particulièrement son article 68;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 21 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 21 avril 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2004;

Vu l'avis n° 37.244/4 du 25 mai 2004 et l'avis n° 37.479/2/V du 19 juillet 2004 du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

TITRE Ier — Dispositions générales

CHAPITRE Ier. — *Du champ d'application*

Article 1er. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1er, de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Des définitions*

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique;

2° Ministre : le membre du Gouvernement wallon qui a le tourisme dans ses attributions;

3° bâtiment nouveau : tout bâtiment construit en exécution d'un permis d'urbanisme pour lequel une demande a été introduite trois mois après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exclusion des bâtiments existants qui font l'objet de travaux de transformation;

4° établissement de type A : tout établissement d'hébergement touristique proposant uniquement le logement et, le cas échéant, le nettoyage des pièces mises à disposition;

5° établissement de type B : tout établissement d'hébergement touristique à l'exclusion des établissements de type A;

6° vitrine de terroir : l'espace réservé, dans un hébergement touristique de terroir, à la présentation de produits caractéristiques du terroir local et régional tels que produits de bouche ou d'artisanat ainsi qu'à la promotion de sites, marchés et attractions, du patrimoine et du folklore propres à ce terroir;

7° abris de camping : l'abris mobile ou l'abris fixe au sens de l'article 2, 15° et 19° du décret.

CHAPITRE III. — *De la publication de brochures touristiques*

Art. 3. Les titulaires d'une autorisation et les associations de tourisme social sont tenus de fournir au Commissariat général au tourisme, conformément à l'article 5 du décret, toute information concernant respectivement :

1° l'équipement de leur établissement d'hébergement touristique autorisé et de leurs centres de tourisme social;

2° la capacité de base et la capacité maximale de leur établissement d'hébergement touristique et de leurs centres de tourisme social;

3° les services proposés;

4° les tarifs pratiqués;

5° le cas échéant, leur table d'hôtes et leur vitrine de terroir.

Art. 4. Sur la base des renseignements recueillis en vertu de l'article 3, le Commissariat général au tourisme publie chaque année une brochure officielle de l'hôtellerie, une brochure officielle du tourisme de terroir, une brochure officielle des meublés de vacances, une brochure officielle des terrains de camping touristique, une brochure officielle des centres de tourisme social et une brochure officielle des villages de vacances. Le Commissariat général au tourisme peut toutefois regrouper dans une même brochure plusieurs types d'établissements d'hébergement touristique.

Si les informations visées à l'article 3 n'ont pas été fournies dans les délais, l'établissement d'hébergement touristique sera mentionné dans la brochure par ses nom et adresse uniquement.

TITRE II. — Des établissements hôteliers, hébergements touristiques de terroir, meublés de vacances, villages de vacances et terrains de camping touristique

CHAPITRE Ier. — *De l'autorisation*

Art. 5. La demande d'autorisation est introduite au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme. Elle est accompagnée des documents suivants :

1° une notice donnant les caractéristiques principales de l'établissement d'hébergement touristique, établie au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme;

2° en cas d'application de l'article 73 du décret, une copie de l'attestation de sécurité-incendie;

3° en cas d'application de l'article 74 du décret, une copie de l'attestation de contrôle simplifié;

4° le cas échéant, une copie des permis administratifs requis, lesquels doivent avoir acquis un caractère définitif;

5° un certificat de bonne vie et mœurs destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au nom du demandeur et, pour les établissements hôteliers, les meublés de vacances et les terrains de camping touristique, de la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement d'hébergement touristique et pour les villages de vacances, de la personne chargée de la gestion journalière de l'entité représentante;

6° pour les établissements hôteliers, les meublés de vacances, et les terrains de camping touristique dont l'exploitation est assurée par une société commerciale, une copie de la publication au *Moniteur belge* de l'acte constitutif de la société et de ses modifications éventuelles et pour les villages de vacances, une copie de la publication au *Moniteur belge* de l'acte constitutif de l'entité représentante et de ses modifications éventuelles;

7° pour les terrains de camping touristique, à l'exception des terrains de camping à la ferme, un plan précis, à l'échelle 1/500e ou 1/1000e, présentant l'aménagement, l'équipement du terrain, les différentes zones visées à l'article 7, alinéa 2, 1°, du décret ainsi que le nombre d'emplacements par zone et permettant d'apprécier le respect des conditions énoncées aux articles 21 à 26 et 28, ainsi qu'un extrait de la matrice cadastrale reprenant les tenants et aboutissants des parcelles concernées;

8° pour les terrains de camping à la ferme, un plan à l'échelle permettant d'apprécier le respect des conditions énoncées aux articles 27 et 28 ainsi qu'un extrait de la matrice cadastrale reprenant les tenants et aboutissants des parcelles concernées;

9° pour les villages de vacances, un plan réalisé par un géomètre ou un architecte, à l'échelle 1/1000e, délimitant son périmètre et présentant l'emplacement des unités de séjour et des autres bâtiments ainsi que son aménagement et ses équipements et permettant d'apprécier le respect des conditions énoncées aux articles 29 à 35;

10° en cas d'application de l'article 10, alinéa 3, du décret, tous les documents et renseignements susceptibles de permettre d'accorder la dérogation sollicitée.

Le Ministre peut préciser les éléments visés à l'énumération contenue à l'alinéa précédent.

Art. 6. L'autorisation est apposée dans l'établissement d'hébergement touristique correspondant de façon visible.

CHAPITRE II. — *Des conditions d'octroi de l'autorisation et d'usage d'une dénomination*

*Section 1re*. — Des établissements hôteliers

Art. 7. Tout établissement hôtelier doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° le bâtiment dans lequel l'accueil est prévu doit comporter au minimum six chambres réservées exclusivement à la clientèle. Ce nombre est porté à dix dans les villes de plus de 150 000 habitants;

2° il doit satisfaire aux conditions minimales de la catégorie 1, reprises à l'annexe 1re;

3° l'ensemble de l'installation doit être dans un état de bon entretien général;

4° le personnel doit être vêtu correctement;

5° l'annexe, s'il y en a une, doit satisfaire aux mêmes conditions que le bâtiment principal, à l'exception de la condition prévue au point 1°.

Seules les conditions identifiées aux points 1° et 2° de l'alinéa précédent peuvent faire l'objet de dérogations.

Art. 8. Outre les conditions prévues à l'article 7, tout établissement hôtelier exploité sous la dénomination de « motel », ou sous toute autre dénomination susceptible de rappeler cette dernière, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être érigé en dehors des agglomérations au sens de l'article 2.12 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la sécurité routière;

2° être accessible directement à partir d'une route ouverte à la circulation des véhicules à moteur;

3° permettre aux clients de prendre leurs repas dans un restaurant faisant partie intégrante de l'établissement hôtelier ou situé à proximité, sans qu'ils y soient obligés;

4° offrir la possibilité aux clients de garer leur véhicule dans un lieu privé faisant partie intégrante de l'établissement hôtelier.

Seules les conditions identifiées aux points 3° et 4° de l'alinéa précédent peuvent faire l'objet de dérogations.

Art. 9. L'établissement hôtelier est identifié par un nom spécifique placé en évidence.

Section 2. — Des hébergements touristiques de terroir et des meublés de vacances

Art. 10. Les hébergements touristiques de terroir et les meublés de vacances satisfont aux conditions minimales respectives du classement de la catégorie 1 reprises à l'annexe 2.

Toute pièce d'habitation est conçue et équipée de façon à ce que puisse y être exercée la fonction qui lui est attribuée.

Art. 11. Dans un même bâtiment, ne peuvent coexister des établissements d'hébergement touristique autorisés et des pièces louées pour une durée de moins de dix mois comme logement et pour lesquelles aucune autorisation n'a été octroyée.

Art. 12. La chambre d'hôtes est située dans une ou plusieurs pièces de l'habitation du titulaire. Une pièce de séjour au minimum est accessible aux touristes pour y prendre le petit déjeuner et participer à la vie familiale. Les pièces accessibles aux touristes sont de bon aspect, en parfait état de propreté et d'hygiène.

Art. 13. L'hébergement touristique de terroir et le meublé de vacances sont identifiés par un numéro ou un nom spécifique placé en évidence.

Art. 14. Les hébergements de grande capacité sont équipés d'espaces extérieurs de parking privé et de détente adaptés à la capacité maximale de l'établissement d'hébergement touristique, sans être inférieur à un are par tranche de dix lits. Au surplus, ils satisfont à l'un des deux critères suivants :

1° ils sont situés en dehors d'un noyau habité, à une distance garantissant la quiétude des riverains;

2° le titulaire de l'autorisation ou la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement d'hébergement touristique, ou à défaut un responsable dûment mandaté, réside sur place en permanence ou à proximité immédiate. Il veille à la bonne application du contrat de location et au strict respect de la quiétude des riverains.

Le titulaire de l'autorisation doit s'assurer que les occupants de son établissement d'hébergement touristique respectent les riverains et leur quiétude normale.

Lorsque le bourgmestre concerné interpelle le Commissariat général au Tourisme parce que les occupants d'un établissement d'hébergement touristique troublent la quiétude des riverains, le Commissariat général au Tourisme avise le bourgmestre de la suite donnée à son interpellation dans les trois mois de la réception de celle-ci.

Art. 15. L'hébergement touristique de terroir ou le meublé de vacances est mis à disposition des touristes pendant une durée de minimum quatre mois chaque année dont au moins une période d'un mois entre février et mai, une période de deux mois entre juin et septembre et une période d'un mois entre octobre et janvier.

Art. 16. Pour les gîtes ruraux, les gîtes citadins, les gîtes à la ferme et les meublés de vacances, le contrat signé pour chaque occupation indique au minimum :

1° les caractéristiques essentielles de l'établissement d'hébergement touristique;

2° l'identification du logement au moyen soit du code locatif, soit du numéro officiel d'autorisation, soit du nom ou du numéro attribué par le titulaire à son établissement d'hébergement touristique;

3° les capacités de base et maximale, ainsi que le classement de l'établissement d'hébergement touristique;

4° le prix de location et le détail des charges, y compris les taxes de nuitées, leur coût et les modalités de leur calcul;

5° les conditions de l'occupation et le montant de la caution éventuelle;

6° la durée de l'occupation;

7° pour les hébergements de grande capacité, les conditions de nature à assurer le respect et la quiétude des riverains.

Art. 17. Le titulaire de l'autorisation d'un hébergement touristique de terroir, une personne vivant sous le même toit ou occasionnellement un membre de sa famille réserve aux touristes le meilleur accueil, met tout en œuvre pour faciliter leur séjour et leurs recherches d'informations touristiques. L'accueil est offert sur place au début du séjour.

Art. 18. L'extérieur et l'intérieur de l'établissement d'hébergement touristique sont de bon aspect, en parfait état de propreté et d'hygiène. Avant toute location, il est entièrement nettoyé et aéré.

Section 3. — Des tables d'hôtes et vitrines de terroir

Art. 19. La table d'hôtes ne propose pas de menu à la carte mais uniquement un menu ou plat du jour.

Elle est simple mais soignée.

Le Ministre peut fixer d'autres conditions techniques.

Art. 20. La vitrine de terroir est installée au sein d'un bâtiment comprenant au moins un hébergement touristique de terroir, dans l'une des pièces librement accessibles aux touristes hébergés.

La présentation est soignée et les produits renouvelés régulièrement.

Le Ministre peut fixer d'autres conditions techniques.

Section 4. — Des terrains de camping touristique

Art. 21. Tout terrain de camping touristique satisfait aux conditions minimales du classement de la catégorie 1, reprises à l'annexe 3 et a fait l'objet des autorisations administratives requises.

Art. 22. Pour répondre aux conditions de salubrité, le terrain de camping touristique doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° il doit être situé dans un lieu salubre;

2° s'il se trouve en bordure d'un cours d'eau, une zone libre de toute installation quelconque d'une largeur minimale de huit mètres, calculée à partir de la rive habituelle du cours d'eau, doit exister; toutefois, la largeur de la zone peut être portée à quinze mètres lorsque la configuration des lieux justifie un tel élargissement.

Art. 23. Pour répondre aux conditions d'équipement des lieux, le terrain de camping touristique doit être pourvu :

1° d'un dispositif d'alimentation en eau potable qui répond aux conditions suivantes :

a) il est conçu de telle façon que l'eau distribuée ne puisse être polluée;

b) il assure un débit journalier minimal de cent litres par emplacement et comprend, par groupe ou fraction de groupe de vingt-cinq emplacements, au moins une aire de point d'eau en matériaux durs qui permet le rejet des eaux usées;

c) l'emploi d'eau non potable n'est admis que pour le fonctionnement des installations de douches et toilettes et il doit être signalé de manière très apparente;

2° d'un dispositif électrique d'éclairage des installations à usage collectif comprenant en outre, par groupe ou fraction de groupe de dix emplacements, une prise de courant installée à proximité des lavabos;

3° d'un téléphone accessible aux campeurs de jour comme de nuit.

Art. 24. Pour répondre aux conditions d'hygiène, le terrain de camping touristique doit être doté :

1° d'une construction close et couverte spécialement aménagée pour les campeurs, abritant les installations sanitaires et comprenant des sections et des entrées distinctes pour les hommes et pour les femmes; ces installations sanitaires doivent se composer d'au moins :

a) un WC à effet d'eau et un lavabo avec glace et tablette, par groupe ou fraction de groupe de dix emplacements;

b) un urinoir à effet d'eau par groupe ou fraction de groupe de quarante emplacements;

c) une douche à eau courante chaude et froide par groupe ou fraction de groupe de cinquante emplacements;

d) d'une vidange pour WC chimiques par bloc sanitaire.

Pour l'application des points a et c visés à l'alinéa précédent, le nombre minimum de WC, lavabos ou douches est porté à deux lorsque le nombre total d'emplacements ne dépasse pas respectivement dix et cinquante. Le nombre d'installations sanitaires réservées aux hommes et aux femmes est réparti d'une façon équitable. Il n'est pas tenu compte des équipements sanitaires individuels;

2° d'un matériel collecteur d'immondices composé soit de poubelles avec couvercle, soit de sacs en matière plastique, soit de containers fermés et qui doit en tout temps être opérationnel.

Art. 25. Pour répondre aux conditions de sécurité, le terrain de camping touristique doit être pourvu :

1° d'au moins un poste d'incendie par groupe ou fraction de groupe de cent emplacements disposé sur le terrain dans un périmètre de chaque groupe ou fraction de groupe de cent emplacements.

Chaque poste d'incendie doit être équipé d'au moins trois extincteurs portatifs à poudre polyvalente type ABC d'une demi unité d'extinction chacun.

Les extincteurs doivent répondre aux normes belges ou toute autre norme équivalente. Les extincteurs doivent être contrôlés chaque année par une firme agréée.

Le matériel d'incendie doit être logé dans une armoire fixe que l'on peut ouvrir aisément.

Les postes d'incendie doivent porter l'inscription « poste d'incendie » en caractère d'au moins huit centimètres de hauteur, de couleur rouge sur fond blanc.

Des plaques indicatrices portant l'inscription « poste d'incendie » en caractère d'au moins huit centimètres de hauteur, de couleur rouge sur fond blanc, doivent être placées en différents endroits du terrain de camping touristique pour indiquer le chemin d'accès le plus rapide.

L'inscription « poste d'incendie » peut être remplacée par des pictogrammes bien visibles;

2° d'une boîte de secours, facilement accessible, localisée à l'accueil ou dans le local réservé à usage d'infirmerie et conforme au Code du bien-être au travail;

3° d'un raccordement à la voie publique par un chemin carrossable permettant l'accès de véhicules équipés d'appareils de lutte contre l'incendie;

4° de voies carrossables intérieures d'une largeur minimale de trois mètres utilisables par tout temps;

5° d'un règlement d'ordre intérieur contenant au moins les prescriptions minimales prévues par le présent arrêté ainsi que :

a) l'interdiction de stationner les véhicules sur les voies d'accès et les voies intérieures;

b) l'interdiction d'utiliser un abri comme habitat permanent;

c) l'obligation de respecter la moralité, la tranquillité et la décence publique ainsi que le silence nocturne;

d) les conditions de vente et d'achat de marchandises à l'intérieur du terrain de camping touristique;

e) les conditions minimales de sécurité en matière d'incendie;

f) les conditions minimales d'hygiène.

Ce règlement, dont un modèle peut être défini par le Commissariat général au Tourisme, doit être affiché de façon apparente à l'entrée principale du terrain du camping touristique.

Art. 26. Les emplacements et les abris de camping doivent répondre aux conditions suivantes :

1° les emplacements réservés aux tentes ont une superficie minimale de 50 m^2;

2° les emplacements réservés aux caravanes routières ainsi qu'aux motorhomes ou autres abris analogues, dont la superficie d'occupation au sol, auvent et avancées en toile compris, ne dépasse pas 25 m^2, ont une superficie minimale de 80 m^2;

3° les emplacements réservés aux caravanes de type résidentiel ou autres abris analogues ainsi qu'aux abris fixes, dont la superficie d'occupation du sol, auvent et avancée en toile compris, ne dépasse pas 30 m^2, ont une superficie minimale de 100 m^2;

4° les emplacements réservés aux caravanes de type résidentiel ou autres abris analogues ainsi qu'aux abris fixes dont la superficie d'occupation au sol, auvent et avancée en toile compris, dépasse les 30 m^2 avec un maximum de 40 m^2, ont une superficie minimale de 120 m^2;

5° à l'exception des abris fixes, tous les abris de camping mentionnés ci-dessus doivent par leur conception et leur destination conserver un caractère permanent de mobilité. Ils doivent conserver, à demeure et en état de servir, leur timon et leurs roues. Ils peuvent être stabilisés à l'aide des seules béquilles conçues à cet effet par le constructeur. Dans le seul but d'éviter l'enfoncement des béquilles et des roues, celles-ci peuvent être posées sur un socle non incorporé au sol. Ce socle ne peut dépasser les trente centimètres de hauteur afin de faciliter le déplacement aisé et rapide de l'abri de camping;

6° toute annexe, fixe ou démontable, à tous les abris de camping, comme les terrasses, paravents, superstructures, loggias, balustrades ou toute autre construction quelconque, est interdite, à l'exception cependant des auvents ou avancées en toile et abris de rangement exclusivement réservés à cette fin, indépendants des abris de camping et répondant aux conditions suivantes :

a) un seul modèle d'abri de rangement est autorisé par terrain de camping touristique et un seul abri de rangement est autorisé par emplacement; son usage est exclusivement destiné au rangement et il est maintenu en parfait état d'entretien;

b) l'abri de rangement doit pouvoir être visité sur simple demande verbale par les agents et fonctionnaires désignés à cette fin à l'article 53;

c) la surface projetée au sol de l'abri de rangement, débordements de toiture compris, est de 4 m^2 maximum et sa hauteur de 2,25 mètres maximum;

d) les matériaux de cet abri de rangement sont soit le bois teinté foncé, à l'exclusion de peinture, de façon à laisser apparaître la texture naturelle du bois, la toiture étant de teinte sombre, soit des parois métalliques unicolores de teinte blanche, grise, brun foncé ou vert foncé, toutes autres teintes étant interdites, la couverture des abris métalliques étant de la même teinte que les parois ou d'une teinte plus foncée;

e) les parois sont verticales et dépourvues d'ouverture à l'exception de la porte d'accès. Les matériaux qui constituent les parois doivent être uniquement en bois ou en métal selon le modèle d'abri choisi;

f) la toiture est à deux versants, de même pente comprise entre 15 et 35 degrés, les débordements sont limités au strict nécessaire pour la protection des parois, les planches de rives éventuelles sont droites et dépourvues de festonnage, les gouttières et descentes d'eaux pluviales surajoutées sont interdites; les matériaux de la toiture sont soit, pour les abris métalliques, le métal de la même teinte que les parois ou d'une teinte plus foncée, soit, pour les abris en bois, le bois débité en planches, les bardeaux de bois ainsi que les bardeaux de fibrociment exempt de fibres d'amiante de teinte sombre ou d'ardoise naturelle à l'exclusion de toute autre matière. Un seul matériau de toiture est autorisé par terrain de camping touristique;

g) l'ancrage au sol ne peut en aucun cas être visible sur une hauteur supérieure à 10 centimètres;

h) l'abri de rangement ne peut être placé que dans une zone réservée aux caravanes de type résidentiel et ne peut entraver la mobilité des abris de camping.

En aucun cas, l'abri de rangement ne peut être surélevé par quelque moyen que ce soit; en cas de terrain en pente, l'abri de rangement est partiellement encastré dans le sol et non surélevé pour rattraper la différence de niveau.

Quant à l'implantation, il est veillé à l'ordonnancement harmonieux des lieux.

En cas de création ou d'extension de terrains de camping touristique, les abris de rangement sont dans tous les cas implantés sur la limite du fond de l'emplacement, soit dans le prolongement de la caravane qu'ils desservent, soit dans un des angles du fond de l'emplacement, le faîte des toitures étant orienté en fonction du relief du sol.

Il ne peut être adjoint à l'abri de rangement des constructions annexes tels les niches ou abris de bouteilles de gaz. Les abris de rangement ne peuvent servir de support d'antenne, ni être raccordés à l'eau, ni être équipés de moyens de chauffage quels qu'ils soient ni de toutes autres installations;

7° chaque emplacement ne peut accueillir qu'un seul abri mobile. Toutefois, le titulaire peut autoriser l'installation d'une tente complémentaire sur un même emplacement à condition qu'elle soit occupée par des membres de la famille de la personne qui a loué l'emplacement et uniquement sur des emplacements réservés aux campeurs de passage;

8° la distance minimale calculée au sol entre les abris de camping installés sur des emplacements différents est de quatre mètres;

9° sur un même terrain de camping touristique, les abris mobiles et les abris fixes doivent être groupés dans des zones nettement séparées et le nombre des abris fixes ne peut être supérieur à 20% du nombre total des emplacements du terrain. Ils sont exclusivement réservés à la location aux campeurs de passage et aux campeurs saisonniers;

10° sur le terrain, tous les emplacements pour abris de camping doivent être matériellement délimités et individuellement identifiés de façon apparente à l'aide d'une numérotation continue, permanente et correspondre au plan approuvé lors de l'octroi de l'autorisation; ils ne peuvent être entourés que par des clôtures uniformes qui n'entravent pas la mobilité des abris de camping. Toutefois, dans la zone inondable du terrain de camping touristique, aucune clôture ne peut être installée;

11° 20% au moins du nombre total des emplacements pour abris de camping doivent être réservés aux campeurs de passage;

12° les emplacements libres, ainsi que les parties d'emplacements non occupés par des abris de camping et par des abris de rangement éventuels, doivent conserver un aspect herbeux;

13° les marchepieds et les escaliers d'accès avec main-courante sont amovibles et limités, par leurs dimensions, à leurs strictes fonctions. Exceptionnellement, une rampe mobile peut permettre un accès plus aisé aux moins valides. Ils ne peuvent en rien entraver la mobilité de l'abri de camping;

14° le dessous de chaque caravane reste libre de tout rangement, excepté durant le séjour effectif des campeurs, et ce uniquement pour des effets en relation directe avec le séjour. Les seuls habillements autorisés consistent en des « jupes » en toile instantanément amovibles.

Art. 27. Par dérogation aux articles 21 à 26, le terrain de camping à la ferme doit répondre aux seules conditions suivantes :

1° il ne peut y avoir, par exploitation agricole, plus d'un terrain affecté au camping touristique;

2° il ne peut accueillir plus de quinze abris mobiles et de quarante-cinq personnes, sauf pendant la période courant du 10 juillet au 16 août durant laquelle ces chiffres sont respectivement portés à vingt et soixante. Ces abris doivent être localisés dans le voisinage immédiat des bâtiments d'une ferme, faire partie intégrante d'une exploitation agricole et être implantés sur un terrain salubre ayant une superficie minimale d'un are par abri mobile;

3° il doit être doté d'un dispositif d'alimentation en eau potable et d'au moins deux W.C. à effet d'eau et une douche dans les bâtiments de la ferme ou dans un abri réservés aux campeurs;

4° le terrain ne peut être occupé que durant la période débutant quinze jours avant Pâques et se terminant le 15 novembre de chaque année ainsi que durant la période allant du 15 décembre au 15 janvier de l'année suivante.

Art. 28. La zone inondable du terrain de camping touristique ne peut accueillir que des campeurs de passage et, pendant la seule période allant du 15 mars au 15 novembre, des campeurs saisonniers.

Section 5. — Des villages de vacances et de leurs unités de séjour

Art. 29. Les villages de vacances et les unités de séjour satisfont aux conditions minimales respectives du classement de la catégorie 1 reprises à l'annexe 4.

Les unités de séjour sont pourvues d'un chauffage efficace et rapide.

Toute pièce d'habitation est conçue et équipée de façon à ce que puisse y être exercée la fonction qui lui est attribuée.

Art. 30. Les villages de vacances et les unités de séjour sont identifiés par un numéro ou un nom spécifique placé en évidence.

Art. 31. Les unités de séjours sont équipées d'espaces extérieurs de parking privé et de détente adaptés à leur capacité maximale, sans être inférieur à un are par tranche de dix lits.

Art. 32. L'unité de séjour est mise à disposition des touristes pendant une durée de minimum six mois chaque année entre le 1er avril et le 31 décembre.

Art. 33. Pour les unités de séjour, le contrat signé pour chaque occupation indique au minimum :

1° les caractéristiques essentielles de l'unité de séjour;

2° l'identification de l'unité de séjour au moyen soit du code commercial, soit du numéro officiel d'autorisation, soit du nom ou du numéro attribué par son propriétaire;

3° les capacités de base et maximale, ainsi que le classement de l'unité de séjour;

4° le prix de location et le détail des charges, y compris les taxes de nuitées, leur coût et les modalités de leur calcul;

5° les conditions de l'occupation et le montant de la caution éventuelle;

6° la durée de l'occupation.

Art. 34. Tout village de vacances dispose dans son périmètre d'un local d'accueil et d'information, d'emplacements de parking et d'un espace de jeux ou de sport adapté à sa capacité de logement.

Art. 35. Les abords, aménagements extérieurs et équipements collectifs des villages de vacances ainsi que l'intérieur des unités de séjour sont de bon aspect, régulièrement entretenus, en parfait état de propreté et d'hygiène. Avant toute location de l'unité de séjour, celle-ci est entièrement nettoyée et aérée.

CHAPITRE III. — *Du classement*

Art. 36. Les normes auxquelles les établissements hôteliers, les hébergements touristiques de terroir, les meublés de vacances, les terrains de camping touristique, à l'exception des terrains de camping à la ferme, les villages de vacances et leurs unités de séjour doivent répondre en vue de leur classement en catégories sont reprises aux annexes 1 à 4.

Art. 37. La demande de révision du classement, accompagnée ou non d'une demande de dérogation à un critère de classement, est introduite au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme.

Art. 38. Il ne peut être octroyé des dérogations à plus de deux critères de classement.

Art. 39. L'écusson mentionne la dénomination autorisée et la catégorie dans laquelle l'établissement d'hébergement touristique est classé. Il doit être apposé visiblement sur l'établissement d'hébergement touristique et à proximité de l'entrée principale.

Pour les chambres d'hôtes, chambres d'hôtes à la ferme, maisons d'hôtes et maisons d'hôtes à la ferme, un écusson supplémentaire est apposé sur la porte d'entrée de chaque chambre autorisée.

Sans préjudice de l'alinéa 2, lorsqu'un bâtiment abrite plusieurs établissements d'hébergement touristique bénéficiant de la même dénomination et d'un classement identique, un seul et unique écusson est apposé à proximité de l'entrée principale.

L'écusson délivré pour chaque unité de séjour d'un village de vacances mentionne la catégorie de classement. Il doit être apposé visiblement sur l'unité de séjour et à proximité de l'entrée principale de l'unité de séjour.

Art. 40. Tout écusson est restitué dans les trente jours de la réception de la notification de la décision de retrait de l'autorisation ou de révision du classement ou, en cas de recours, de sa confirmation.

En cas de renonciation volontaire à l'utilisation de la dénomination, celle-ci est notifiée par lettre recommandée à la poste au Commissariat général au Tourisme. Les écussons y sont joints.

CHAPITRE IV. — *De la Commission consultative de recours*

Art. 41. Les membres proposés par les comités techniques sont choisis parmi une liste de six noms présentée par chaque comité technique.

Art. 42. Les associations de protection des consommateurs les plus représentatives sont invitées par le Ministre à proposer une liste de six candidats appelés à siéger à la commission visée à l'article 50 du décret.

Art. 43. Les membres suppléants sont nommés selon la même procédure que celle relative aux membres effectifs et sur la base des mêmes listes.

Le membre suppléant siège lorsque le membre effectif dont il assume la suppléance est empêché.

Art. 44. En cas d'empêchement du président, le membre effectif le plus âgé le remplace.

Art. 45. Le mandat des membres de la commission prend fin par la perte de la qualité en raison de laquelle le membre a été nommé.

Le Ministre peut révoquer le président ou un membre en cas d'inconduite notoire ou de manquement grave aux devoirs de sa charge ou qui est absent à plus de trois séances consécutives, sauf pour cas de force majeure.

Avant toute révocation, la personne concernée est entendue par le Ministre ou son représentant.

Art. 46. En cas de vacance d'un mandat survenant avant son expiration, le suppléant est nommé effectif pour la durée restant à courir du mandat.

Il est pourvu au remplacement du suppléant dans les soixante jours qui suivent sa nomination. A cet effet, le comité technique concerné ou les associations interrogées en application de l'article 42 propose une liste de deux noms.

Art. 47. Il est interdit à tout membre, en ce compris le président, de siéger lorsqu'il a un intérêt direct, soit personnellement, soit par personne interposée, soit comme chargé d'affaires, à l'objet de la délibération.

Art. 48. Le président et les membres de la commission ont droit :

1° à un jeton de présence de quarante euros par séance à laquelle ils assistent et par visite technique effectuée;

2° au remboursement de leurs frais de déplacement ou de séjour calculés sur la même base réglementaire que celle appliquée aux fonctionnaires de rang A 3 de la Région wallonne;

3° au remboursement des frais photographiques nécessaires à la réalisation de leur mission au vu des justificatifs adéquats.

L'indemnité forfaitaire visée à l'alinéa 1er, point 1° est adaptée chaque année pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation selon la formule :

$$\frac{\text{40 euros x indice nouveau}}{\text{indice de départ}}$$

l'indice de départ étant celui du 1er janvier 2005 et l'indice nouveau celui de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

En toute hypothèse, les montants adaptés sur la base de l'alinéa précédent sont arrondis à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 et à l'unité supérieure dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50.

Art. 49. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE V. — *Des délégations*

Art. 50. Le Ministre établit les modèles des écussons visés aux articles 35 et 35*bis* du décret.

Art. 51. Le Ministre est chargé de statuer sur les recours visés au chapitre IV du titre II du décret.

Art. 52. Le Ministre est chargé de nommer le président et les membres effectifs et suppléants de la Commission visée à l'article 50 du décret.

Art. 53. Les fonctionnaires et agents visés à l'article 26, 6°, *b*, sont désignés par le Ministre au sein des fonctionnaires et agents de niveau 1, 2+, 2 ou 3 du Commissariat général au Tourisme.

TITRE III. — Du tourisme social

CHAPITRE Ier. — *De la reconnaissance*

Art. 54. La demande de reconnaissance d'une association doit être accompagnée des documents suivants :

1° une copie des statuts à jour de l'association;

2° tout élément probant de nature à établir qu'il est satisfait à la condition prévue à l'article 56, 3°, du décret;

3° tout document démontrant que l'association développe une politique de tourisme social dans ses établissements d'hébergement touristique;

4° un certificat de bonne vie et mœurs, destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au nom de la personne chargée de la gestion journalière de l'association.

CHAPITRE II. — *Délégation*

Art. 55. Le Ministre est chargé de statuer sur les recours visés au chapitre IV du titre III du décret.

TITRE IV. — De la protection contre l'incendie

CHAPITRE Ier. — *De l'attestation de sécurité-incendie*

Art. 56. En cas d'application de l'article 73 du décret, les normes de sécurité spécifiques contenues aux annexes 5 à 9 sont applicables aux bâtiments ou parties de bâtiment conformément au tableau repris ci-après :

Capacité maximale de l'établissement d'hébergement touristique	Moins de 10 personnes		Entre 10 et 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Etablissement de type A	Annexe 5	Annexe 5	Annexe 6	Annexe 6	Annexes 7 et 9	Annexes 8 et 9
Etablissement de type B	Annexe 5	Annexe 5	Annexes 7 et 9	Annexes 8 et 9	Annexes 7 et 9	Annexes 8 et 9

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 1er, lorsque plusieurs établissements d'hébergement touristique d'une capacité maximale de moins de 10 personnes, formant une partie de bâtiment au sens de l'article 2, 28°, du décret, sont établis au sein d'un même bâtiment dont la capacité maximale additionnée est de plus de 15 personnes, les normes contenues à l'annexe 10 sont d'application.

CHAPITRE II. — *De la procédure de délivrance de l'attestation*

Art. 57. La demande est adressée sur le formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme.

CHAPITRE III. — *De l'attestation de contrôle simplifié*

Art. 58. Le ou les établissement(s) d'hébergement touristique situé(s) dans un même bâtiment et dont la capacité maximale (additionnée) est inférieure à dix personnes ne peu(ven)t être exploité(s) sans l'attestation de contrôle simplifié visée à l'article 74 du décret.

Art. 59. L'attestation de contrôle simplifié est délivrée par le bourgmestre sur production d'un certificat de conformité délivré par un organisme agréé concernant :

1° l'installation électrique;

2° l'installation de chauffage;

3° l'installation au gaz, en ce compris les appareils raccordés à cette dernière.

Les certificats visés à l'alinéa 1er doivent être délivrés depuis moins de deux ans avant la date d'introduction de la demande d'attestation de contrôle simplifié et aucuns travaux tels que définis à l'article 60, § 2, ne peuvent avoir été effectués après la délivrance de ces certificats.

Art. 60. § 1er. L'attestation de contrôle simplifié a une durée de validité de sept années. Le délai prend cours le jour de la notification au demandeur.

L'attestation de contrôle simplifié est toutefois prorogée jusqu'au terme de l'examen de la demande de renouvellement pour autant que celle-ci soit introduite au moins six mois avant l'expiration des délais visés à l'alinéa précédent.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, il y a déchéance de l'attestation de contrôle simplifié et une nouvelle doit être obtenue lorsque le bâtiment ou son équipement ont fait l'objet de transformations susceptibles de remettre en cause sa sécurité en matière d'incendie, et en tout cas lors de :

1° la création de nouveaux locaux destinés aux hôtes tels que chambre, salle de réunions, cuisine, salon;

2° l'installation, la modification ou l'extension d'un réseau de gaz ou d'électricité;

3° toute transformation nécessitant un permis d'urbanisme.

L'attestation de contrôle simplifié est toutefois prorogée jusqu'au terme de l'examen de la demande pour autant que celle-ci soit introduite au plus tard trente jours après la fin des travaux. Si les travaux sont interrompus, pour bénéficier de cette prorogation, la demande doit être introduite dans les trente jours à dater de cette interruption.

CHAPITRE IV. — *De la procédure de délivrance de l'attestation de contrôle simplifié*

Art. 61. La demande d'attestation de contrôle simplifié est adressée, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bâtiment concerné, sur le formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme.

Art. 62. Le bourgmestre statue sur la demande d'attestation de contrôle simplifié et notifie sa décision au demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans les trois mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'article 61. Cette notification contient notamment la reproduction de l'article 60.

CHAPITRE VI. — *Des recours*

Art. 63. Le demandeur peut exercer un recours motivé auprès du Ministre :

1° à l'encontre du refus d'attestation de contrôle simplifié;

2° lorsqu'il n'a pas reçu la décision du bourgmestre dans les nonante-cinq jours à dater de la réception de l'accusé de réception visé au à l'article 61.

Ce recours est ouvert dans les formes et délais prévus aux articles 84 à 89 du décret.

CHAPITRE VII. — *De la Commission sécurité-incendie*

Art. 64. Les membres experts des services d'incendie sont choisis par le Ministre sur base d'un appel aux candidatures auprès des services régionaux d'incendie et après avis du Ministre ayant en charge les pouvoirs locaux.

Les membres proposés par les comités techniques et le Conseil supérieur du Tourisme sont choisis parmi une liste de six noms présentée respectivement par chaque comité technique et le Conseil supérieur du Tourisme.

Art. 65. Les membres suppléants sont nommés selon la même procédure que celle relative aux membres effectifs et sur la base des mêmes listes.

Le membre suppléant siège lorsque le membre effectif dont il assume la suppléance est empêché ou lorsque la charge de travail supporté par la Commission l'impose.

Art. 66. En cas d'empêchement du président, le membre effectif le plus âgé le remplace.

Art. 67. Le mandat des membres de la Commission prend fin par la perte de la qualité en raison de laquelle le membre a été nommé.

Le Ministre peut révoquer le président ou un membre en cas d'inconduite notoire, de manquement grave aux devoirs de sa charge ou s'il est absent à plus de trois séances consécutives, sauf pour cas de force majeure.

Avant toute révocation, la personne concernée est entendue par le Ministre ou son représentant.

Art. 68. En cas de vacance d'un mandat survenant avant son expiration, le suppléant est nommé effectif pour la durée restant à courir du mandat.

Il est pourvu au remplacement du suppléant dans les soixante jours qui suivent sa nomination. S'il s'agit d'un membre présenté par un comité technique, celui-ci propose une liste de deux noms et s'il s'agit d'un membre expert des services incendies, il est procédé à un appel aux candidatures près des services régionaux d'incendie.

Art. 69. Il est interdit à tout membre, en ce compris le président, de siéger lorsqu'il a un intérêt direct, soit personnellement, soit par personne interposée, soit comme chargé d'affaires, à l'objet de la délibération.

Art. 70. Les membres de la Commission, en ce compris le président, ont droit :

1° à un jeton de présence de quarante euros par séance à laquelle ils assistent et par visite technique effectuée;

2° au remboursement de leurs frais de déplacement ou de séjour calculés sur la même base réglementaire que celle appliquée aux fonctionnaires de rang A 3 de la Région wallonne;

3° au remboursement des frais photographiques nécessaires à la réalisation de leur mission au vu des justificatifs adéquats.

L'indemnité forfaitaire visée à l'alinéa 1er, point 1° est adaptée chaque année pour tenir compte de la valeur de l'indice des prix à la consommation selon la formule :

$$\frac{\text{40 euros x indice nouveau}}{\text{indice de départ}}$$

l'indice de départ étant celui du 1er janvier 2005 et l'indice nouveau celui de la date anniversaire de cette entrée en vigueur.

En toute hypothèse, les montants adaptés sur la base de l'alinéa précédent sont arrondis à l'unité inférieure dans l'hypothèse où la décimale serait inférieure à 50 et à l'unité supérieure dans le cas où la décimale serait égale ou supérieure à 50.

Art. 71. La Commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE IV. — *Délégation*

Art. 72. Le Ministre est chargé de statuer sur les recours visés au chapitre III du titre IV du décret et sur les demandes de dérogation visées au chapitre IV du même titre.

Art. 73. Le Ministre est chargé de nommer le président et les membres effectifs et suppléants de la Commission visée à l'article 93 du décret.

TITRE V. — Des subventions

CHAPITRE Ier. — *Généralités*

Art. 74. Peuvent donner lieu à l'octroi d'une subvention visée à l'article 99 du décret :

1° les travaux de gros œuvre, de parachèvement et de rénovation d'immeubles, notamment le terrassement, la maçonnerie, la menuiserie, la vitrerie, le carrelage, le revêtement de mur et de sol, l'enduisage, la peinture, la toiture;

2° les installations suivantes, lorsqu'elles sont réalisées dans les chambres ou dans les parties de locaux communs réservés à la clientèle hébergée :

a) chauffage;

b) eau chaude et froide;

c) gaz et électricité;

d) téléphone installé dans les chambres et raccordé au réseau;

e) télédistribution;

f) conditionnement et épuration d'air;

g) appareils sanitaires et accessoires;

h) ascenseurs;

i) équipements relatifs à la sécurité, y compris la vidéo-surveillance;

j) équipements informatiques à l'usage des clients;

k) les aménagements spécifiques visant à se conformer à toutes les dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ou prises en vertu de celui-ci, relatives aux aménagements spécifiques à l'accueil des personnes à mobilité réduite;

3° le mobilier et la décoration, lorsqu'ils sont destinés aux chambres ou aux parties de locaux communs réservés à la clientèle hébergée :

a) literie complète, à savoir le lit, le sommier, le matelas, les couettes et les oreillers;

b) rideaux, tentures et couvre-lit;

c) armoires et penderies, tables, chaises et fauteuils;

d) éléments de décoration tels que miroirs et appareils d'éclairage;

4° les aménagements externes tant immobiliers que mobiliers, contigus à l'établissement hôtelier ou situés à proximité immédiate de ce dernier et réservés à la clientèle hébergée, visant à accroître l'image de marque de l'établissement hôtelier :

a) terrasses, auvents, tentes solaires et vérandas;

b) création de jardins, parcs et parterres, mobilier de jardin;

c) éléments de décoration tels que fontaines, vasques et appareils d'éclairage;

d) enseignes lumineuses ou non;

5° les équipements faisant partie intégrante de l'établissement hôtelier, contigus ou situés à proximité immédiate et principalement destinés à la clientèle hébergée :

a) salles de séminaire ainsi que l'équipement spécifique y afférent;

b) équipements de sport et de délassement tels que piscines, jacuzzi, terrains de tennis, salles de mise en condition physique;

c) emplacements de parking et garages;

d) égouts et station d'épuration;

6° les frais inhérents à l'installation de la signalisation routière de l'établissement hôtelier répondant aux critères de la réglementation communale, provinciale, régionale et fédérale.

Art. 75. Peuvent donner lieu à l'octroi d'une subvention visée à l'article 104 du décret :

1° les travaux à caractère immobilier et acquisitions de matériaux, sans que la surface faisant l'objet de travaux destinés à agrandir l'hébergement touristique de terroir puisse dépasser 25 % de la surface totale existante et utile;

2° les aménagements extérieurs immobiliers contigus à l'hébergement touristique de terroir ou situés à proximité des abords immédiats de celui-ci, au prorata de la capacité maximale de l'établissement d'hébergement touristique;

3° les aménagements spécifiques visant à se conformer à toutes les dispositions du CWATUP, ou prises en vertu de celui-ci, relatives aux aménagements spécifiques à l'accueil des personnes à mobilité réduite;

4° le mobilier destiné au seul équipement des chambres;

5° les frais inhérents à l'installation de la signalisation routière de l'hébergement touristique de terroir répondant aux critères de la réglementation communale, provinciale, régionale et fédérale;

6° l'acquisition ou la réalisation d'une vitrine de terroir ou d'un présentoir de documentation touristique;

7° l'acquisition et l'installation du matériel de production d'énergies renouvelables;

8° les certificats de conformité délivrés par un organisme agréé en application de l'article 59.

Art. 76. Peuvent donner lieu à l'octroi d'une subvention visée à l'article 112, alinéa 1er, du décret :

1° les travaux d'aménagement et d'équipement des installations pour le traitement, l'épuration et le déversement des eaux usées, y compris l'égouttage général et les systèmes de désinfection;

2° l'installation d'équipements sanitaires et de leurs dépendances;

3° l'installation de prises de courant destinées aux emplacements;

4° l'aménagement de terrains de jeux et de sports ainsi que les équipements inamovibles faisant partie de cet aménagement;

5° l'installation d'un local communautaire, y compris le mobilier;

6° l'installation d'un restaurant ou d'une cafétéria, y compris le mobilier;

7° l'éclairage des voies d'accès et des voies de circulation intérieure du terrain de camping touristique;

8° l'aménagement des voies d'accès et des voies sur le terrain de camping touristique;

9° les installations pour la collecte et le tri sélectif des ordures, y compris les conteneurs;

10° les plantations d'essences indigènes;

11° le raccordement du terrain de camping touristique et des emplacements aux réseaux de télécommunication;

12° l'installation de prises d'eau sur le terrain de camping touristique ou sur les emplacements;

13° l'installation de matériel pour la lutte contre l'incendie;

14° la consolidation et le rehaussement des berges d'un cours d'eau situé en bordure du terrain de camping touristique, moyennant l'autorisation obligatoire du gestionnaire du lit du cours d'eau ou toute autre autorisation obligatoire;

15° l'aménagement d'aires de parking;

16° la construction d'abris fixes identiques pour l'ensemble du terrain de camping touristique, le montant éligible de cette construction étant plafonné à 2.500 euros par abri;

17° les frais inhérents à l'installation de la signalisation routière du terrain de camping touristique, répondant aux critères de la réglementation communale, provinciale, régionale et fédérale;

18° les frais de bornage du terrain de camping touristique et de numérotation des emplacements;

19° les travaux et équipements relatifs à la sonorisation et la sécurité du terrain de camping touristique, y compris la surveillance;

20° l'installation d'une cabine téléphonique publique, y compris l'appareil et son raccordement;

21° l'installation d'une buanderie, y compris les lave-linge et séchoirs;

22° l'aménagement d'aires d'accueil complètes pour motor-homes;

23° l'aménagement d'un local destiné à l'accueil, y compris son comptoir, le matériel informatique et d'information et les logiciels, ainsi qu'une conciergerie attenante pouvant héberger une famille;

24° la réalisation de captages d'eau et l'acquisition du matériel de pompage, et la réalisation de citernes d'eau de pluie;

25° l'acquisition, le placement et le raccordement d'un transformateur à haute tension;

26° l'aménagement des parcelles;

27° les infrastructures d'animation et les frais d'animation, pendant les périodes de vacances scolaires, qui sont compatibles avec la quiétude des campeurs;

28° la consolidation et le rehaussement des berges d'un plan d'eau;

29° l'acquisition de matériel d'entretien motorisé;

30° la construction et la modernisation du hangar ou de la remise destinés à entreposer l'outillage et le matériel d'entretien motorisé;

31° l'acquisition et l'installation du matériel de production d'énergies renouvelables;

32° les aménagements spécifiques visant à se conformer à toutes les dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ou prises en vertu de celui-ci, relatives aux aménagements spécifiques à l'accueil des personnes à mobilité réduite.

Le Ministre est habilité à préciser les frais d'animation pouvant faire l'objet d'une subvention.

Art. 77. Peut donner lieu à l'octroi d'une subvention visée à l'article 112, alinéa 2, du décret l'aménagement, dans les bâtiments de la ferme ou dans un abri de WC, douches, lavabos ou d'un vestiaire réservés aux campeurs ainsi que les installations d'évacuation, d'épuration et de déversement des eaux usées.

CHAPITRE II. — *Des normes d'équipements sanitaires*

Art. 78. Les normes d'équipements sanitaires à respecter, en vertu de l'article 129, alinéa 1er, 1°, du décret, par l'établissement d'hébergement touristique pour lequel une association de tourisme social sollicite une subvention sont les suivantes :

1° moyenne d'air par chambre : au minimum 8 m^3 par personne;

2° au minimum une douche pour huit personnes;

3° au minimum un WC pour huit personnes;

4° au minimum un lavabo pour trois personnes.

CHAPITRE III. — *Des procédures d'octroi des subventions*

Section Ire. — Des établissements hôteliers, hébergements touristiques de terroir, meublés de vacances et terrains de camping touristique

Art. 79. La demande d'une subvention visée à l'article 99, 104 ou 112 du décret doit être adressée au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme, lequel fait expressément mention du libellé de l'article 118, alinéa 3, du décret.

Elle doit être accompagnée de tous les documents et renseignements utiles, et au moins :

1° d'une copie des permis administratifs requis, lesquels doivent avoir acquis un caractère définitif;

2° le cas échéant, d'un plan coté du travail envisagé ou réalisé;

3° d'un projet estimatif, de devis ou de factures détaillant les prix unitaires et les quantités;

4° d'une déclaration précisant les subventions reçues, sollicitées ou escomptées d'autres pouvoirs publics;

5° le cas échéant, des autorisations d'installation de la signalisation routière;

6° le cas échéant, d'un document émanant du propriétaire de l'établissement d'hébergement touristique attestant son accord sur l'exécution des travaux;

7° d'une attestation de propriété délivrée par le bureau de l'enregistrement territorialement compétent;

8° le cas échéant, l'engagement visé à l'article 118, alinéa 1er, 1°, du décret;

9° des informations complètes sur les autres aides reçues de tout pouvoir ou organisme public au cours des trois années précédant la demande, auxquelles s'applique le Règlement n° 69/2001 de la Commission européenne du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité C.E. aux aides de minimis.

Section II. — Du tourisme social

Art. 80. Les demandes se rapportant à des dépenses visées à l'article 127, alinéa 2, du décret doivent être accompagnées des documents suivants en deux exemplaires :

1° une notice donnant les caractéristiques principales de l'établissement d'hébergement touristique, établie au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme;

2° le cas échéant, une copie de l'attestation de sécurité-incendie;

3° le cas échéant, une attestation de conformité de l'installation électrique délivrée par un organisme agréé;

4° un certificat de bonne vie et mœurs destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trois mois au nom de la personne chargée de la gestion journalière du centre de tourisme social;

5° les plans, le cahier des charges et une estimation détaillée des investissements et des dépenses pour lesquels la subvention est sollicitée;

6° une note d'opportunité touristique établissant la conformité des travaux ou acquisitions aux dispositions légales et réglementaires; la motivation des travaux ou acquisitions par rapport à la bonne exploitation de l'établissement d'hébergement touristique ou à la création de celui-ci; l'analyse sommaire des besoins locaux en matière d'équipements;

7° une copie des permis administratifs requis, lesquels doivent avoir acquis un caractère définitif;

8° une copie du titre de propriété ou du bail emphytéotique;

9° la liste des propriétés susceptibles d'hypothèque, titres de propriété ou de baux emphytéotiques, un état hypothécaire récent relatif à ces biens et, le cas échéant, une attestation récente du créancier hypothécaire révélant le montant de sa créance en principal et en intérêt, si la subvention demandée dépasse 100.000 euros;

10° une copie des statuts à jour de l'association de tourisme social;

11° les bilans et comptes de résultat des deux dernières années;

12° un plan de financement de la réalisation;

13° un plan prévisionnel de gestion pour trois ans.

CHAPITRE IV. — *Des délégations*

Art. 81. Le Ministre détermine les investissements prioritaires visés aux articles 101, alinéa 2, 106, alinéa 2 et 114, § 3, du décret.

Art. 82. Le Ministre désigne au sein du Commissariat général au Tourisme les fonctionnaires et agents de niveaux 1, 2+, 2 ou 3 chargés de :

1° procéder sur place aux vérifications prévues aux articles 122 et 135 du décret;

2° procéder au contrôle prévu aux articles 125 et 138 du décret;

3° contrôler le respect des délais prévus à l'article 137 du décret et prolonger ceux-ci, conformément au prescrit de cet article.

Art. 83. Le Ministre désigne au sein du Commissariat général au Tourisme les fonctionnaires de niveau 1 ou 2+ chargés de :

1° requérir l'inscription des hypothèques prévues à l'article 136 du décret.

2° signer des actes de mainlevée sous réserve de l'autorisation préalable du Gouvernement prévue à l'article 139 du décret.

TITRE VI. — *Des infractions et des sanctions*

Art. 84. Les fonctionnaires et agents visés aux articles 141 et 154 du décret sont désignés par le Ministre au sein des fonctionnaires et agents de niveau 1, 2+, 2 ou 3 du Commissariat général au Tourisme.

Art. 85. Le contrevenant est invité à s'acquitter de l'amende visée à l'article 142 du décret dans un délai de trente jours.

TITRE VII. — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

CHAPITRE Ier. — *Dispositions modificatives*

Art. 86. Dans l'intitulé de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au camping-caravaning, les mots « camping-caravaning » sont remplacés par le terme « caravanage ».

Art. 87. A l'article 1er ainsi qu'aux annexes 2a, 2b, 3a et 3b, du même arrêté, les termes « permis de camping-caravaning » sont remplacés par les termes « permis de caravanage ».

Art. 88. A l'article 1er ainsi qu'aux annexes 2a, 2b, 3a et 3b, du même arrêté, les mots « terrain de camping-caravaning » sont remplacés par les mots « terrain de caravanage ».

Art. 89. Aux articles 1er, 6 et 7 ainsi qu'aux annexes 1re, 2a, 2b, 3a et 3b, du même arrêté, les termes « abri de camping caravaning » sont remplacés par « abri de caravanage ».

Art. 90. A l'article 2 du même arrêté, sont insérés après le chiffre 7 les termes suivants :

« et son exploitant est titulaire des permis administratifs requis, lesquels doivent avoir acquis un caractère définitif ».

Art. 91. A l'article 3, point 2° du même arrêté les termes « dont l'étendue relève, dans chaque cas de l'avis conforme du fonctionnaire-délégué » sont supprimés.

Art. 92. A l'article 3, point 3°, du même arrêté, les termes « suivant l'avis conforme du fonctionnaire délégué » sont supprimés.

Art. 93. A l'article 6 du même arrêté, il est inséré, in fine, deux alinéas libellés comme suit :

« Pour répondre aux conditions de sécurité, la partie inondable du terrain de caravanage doit être libre de toute occupation par un abris de camping du 15 novembre au 15 mars.

En outre, pour répondre aux conditions de sécurité, le demandeur ou le titulaire du permis doit disposer pour chaque abri fixe et pour tout bâtiment accessible aux campeurs d'une attestation de sécurité incendie au sens de l'article 73 du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique. »

Art. 94. Le point 2° de l'article 7 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« les emplacements réservés aux caravanes routières ainsi qu'aux motorhomes ou autres abris analogues, dont la superficie au sol, auvent et avancée en toile compris, ne dépasse pas 25 m^2, ont une superficie maximale de 80 m^2. »

Art. 95. A l'article 7 du même arrêté, il est inséré un point 13°, rédigé comme suit :

« les emplacements libres ainsi que les parties d'emplacement non occupées par des abris de caravanage ou par des abris de rangement doivent conserver un aspect herbeux. »

Art. 96. A l'article 9 du même arrêté, le point 1° est remplacé par le texte suivant :

« une copie des permis administratifs requis, lesquels doivent avoir acquis un caractère définitif ».

Art. 97. A l'article 10, alinéa 1er, du même arrêté, les termes « du fonctionnaire-délégué et » sont supprimés.

Art. 98. Aux articles 10, alinéa 4, 11, dernier alinéa et 18, alinéa 4, ainsi qu'aux annexes 2a, 2b, 3a et 3b du même arrêté, les termes « au fonctionnaire délégué et » sont supprimés.

Art. 99. L'article 10, alinéa 6, du même arrêté est abrogé.

Art. 100. A l'article 10, dernier alinéa, du même arrêté, les termes « le dispositif des avis conformes donnés par le fonctionnaire-délégué et par le Commissariat général au Tourisme » sont remplacés par les mots « le dispositif de l'avis conforme donné par le Commissariat général au Tourisme ».

Art. 101. A l'article 12, alinéa 1er, du même arrêté, les termes « de suspension » sont supprimés.

Art. 102. L'article 12, alinéa 5, du même arrêté est abrogé.

Art. 103. A l'article 12, alinéa 3 et dernier alinéa, ainsi qu'aux articles 13, § 2, alinéa 2, 15, alinéas 2 et 4, 19, dernier alinéa, 20, § 1er, alinéa 2 et § 2, alinéa 2, 22, alinéas 2 et 6 et 24, alinéa 3, ainsi qu'aux annexes 2a, 2b, 3a et 3b, du même arrêté, les termes « au fonctionnaire délégué » sont supprimés.

Art. 104. A l'article 13, § 1er, alinéa 2, du même arrêté, les termes « et au fonctionnaire délégué » sont supprimés.

Art. 105. L'article 13, § 3, alinéa 2, du même arrêté est abrogé.

Art. 106. A l'article 18, alinéa 1er, du même arrêté, les termes « suivant l'avis conforme du fonctionnaire-délégué et » sont supprimés.

Art. 107. A l'article 18, dernier alinéa, du même arrêté, les termes « de l'avis conforme donné par le fonctionnaire délégué et » sont supprimés.

Art. 108. L'article 20, § 3, alinéa 2, ainsi que les articles 31, 32, 45 et les annexes 4a, 4b, 5a, 5b, 6a, 6b, 7a et 7b du même arrêté sont abrogés.

Art. 109. Après l'article 30, il est inséré un nouveau chapitre V intitulé « De l'écusson » et un nouvel article 31 libellé comme suit :

« Le Ministre établit le modèle de l'écusson visé à l'article 4, 3° du décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation de terrains de caravanage.

Tout vol, perte ou destruction de l'écusson doit être déclaré à l'autorité de police locale. Un nouvel écusson n'est délivré que contre remise d'une copie de cette déclaration.

En cas de décision de retrait définitif du permis, l'écusson délivré doit être restitué dans les dix jours de la réception de la décision.

En cas de cessation définitive de l'exploitation du terrain, l'écusson délivré doit être restitué dans les dix jours de la cessation. »

Art. 110. Aux annexes 2a, 2b, 3a et 3b du même arrêté, le visa « Vu l'avis du fonctionnaire délégué en date du ... libellé comme suit : ... » est supprimé.

Art. 111. Dans le dispositif de l'annexe 2a du même arrêté, les termes « dans les avis précités du fonctionnaire-délégué et du Commissaire au tourisme » sont remplacés par « dans l'avis du Commissariat général au tourisme ».

Art. 112. Dans le dispositif de l'annexe 3a du même arrêté, les termes « et à celles mentionnées dans les avis précités du fonctionnaire-délégué sont supprimés.

Art. 113. Les annexes 8 et 10 du même arrêté sont abrogées.

Art. 114. Dans l'intitulé et à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 décembre 1991 désignant les fonctionnaires et agents chargés de rechercher et de constater les infractions en matière d'hôtellerie, d'établissements d'hébergement et de camping-caravaning, les termes « d'hôtellerie, d'établissements d'hébergement » sont supprimés.

Art. 115. Dans l'intitulé ainsi qu'aux articles 2, 1°, et 3 de l'arrêté du Gouvernement du 16 février 1995 fixant les conditions d'octroi de primes en matière de camping-caravaning, les mots « camping-caravaning » sont remplacés par « caravanage ».

Art. 116. A l'article 2, du même arrêté, les termes « à la création, à l'agrandissement et » sont supprimés.

Art. 117. A l'article 2, du même arrêté, le point 2° est abrogé.

Art. 118. A l'article 3, alinéa 3, du même arrêté, les termes « 50.000 euros » sont remplacés par « 25.000 euros ».

Art. 119. Au point 5° de l'article 7 les termes « copie conforme du permis de bâtir, s'il échet » sont remplacés par les mots suivants » copie du permis d'environnement ».

Art. 120. A l'article 6 du même arrêté, le point 4° est abrogé.

Art. 121. Les articles 11 et 11*bis* du même arrêté sont abrogés.

Art. 122. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 désignant les zones de baignade et portant diverses mesures pour la protection des eaux de baignade, le point h est remplacé par le texte suivant :

« camping-caravaning : camping touristique au sens de l'article 2, 14°, du décret ou camping-caravaning tel que défini à l'article 1, 1° du décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation de terrains de camping-caravaning. »

Art. 123. Au même article, le point i est remplacé par le texte suivant :

« terrain de camping-caravaning : terrain de camping touristique au sens de l'article 2, 18°, du décret ou terrain de caravanage au sens de l'article 1, 2° du décret du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation de terrains de camping caravaning. »

Art. 124. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 fixant les conditions d'octroi de primes en matière de camping-caravaning dans le cadre du plan pluriannuel relatif à l'habitat permanent dans les équipements touristiques est remplacé par le texte suivant :

« Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions accorde aux communes une subvention pour la démolition d'abris mobiles tels que définis par l'article 1er du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage ou par l'article 2, 15°, du décret du 18 décembre 2003 relatifs aux établissements d'hébergement touristique.

Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions accorde aux communes une subvention pour la démolition d'abris fixes tels que définis par l'article 1er du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage ou par l'article 2, 19°, du décret du 18 décembre 2003 relatifs aux établissements d'hébergement touristique. »

Art. 125. A l'article 3, 2°, du même arrêté, les termes « terrain de camping-caravaning » sont remplacés par les mots « terrain de caravanage ou terrain de camping touristique ».

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Art. 126. La demande d'autorisation prévue à l'article 162 du décret est introduite au moyen du formulaire délivré par le Commissariat général au Tourisme.

Art. 127. Lorsqu'au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, un bâtiment accueille un établissement d'hébergement touristique dont la capacité maximale est inférieure à dix personnes ou plusieurs établissements d'hébergement touristique dont la capacité maximale additionnée est inférieure à dix personnes, le titulaire de l'autorisation dispose d'un délai de douze mois, à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour adresser au bourgmestre une demande d'attestation de contrôle simplifié.

Art. 128. Le délai visé à l'article 169, alinéa 1er, du décret ne peut excéder dix ans.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 129. Le décret, les articles 56 à 63 du décret du 27 mai 2004 relatif à l'organisation du tourisme et le présent arrêté entrent en vigueur le 1er janvier 2005.

Art. 130. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 1re

Normes de classement des établissements hôteliers.

Le tableau ci-dessous indique les équipements retenus pour le classement d'un établissement hôtelier dans une des cinq catégories (étoiles). A chaque équipement, est attribué un point. En outre, lorsque la case est marquée par une « X », cela signifie que le critère est obligatoire

	1*	2*	3*	4*	5*
Chambre à coucher					
01. GENERALITES					
01.01. Marques extérieures manifestes (p. ex. numéro, nom, lettre)	X	X	X	X	X
01.02. Possibilité de fermeture	X	X	X	X	X
01.03. Minimum, une fenêtre	X	X	X	X	X
01.04. Des informations adéquates des services hôteliers supplémentaires offerts à la clientèle logeante doivent être disponibles dans la chambre			X	X	X
01.05. Surface minimale de la chambre 2 personnes - 24 m^2 (y compris la salle de bains, telle que visée dans la normes 03.12)					X
A partir du 1er janvier 2000, cette norme se présentera comme suit :					
Surface minimale de la chambre 2 personnes					
• 17 m^2 (y compris salle de bains, telle que visée dans la norme 03.12), pour les hôtels dont la construction sera parachevée après le 1er janvier 2000			X		
• 22 m^2 (y compris salle de bains, telle que visée dans la norme 03.12)				X	
• 26 m^2 (y compris salle de bains, telle que visée dans la norme 03.12)					X
01.06. Protection contre les nuisances sonores					X
01.07. Entrée particulière pour chaque chambre	X	X	X	X	X
02. MOBILIER ET AUTRE EQUIPEMENT					
02.01. Tentures opaques ou équipement analogue	X	X	X		
02.02. A. Rideaux opaques de l'extérieur ou équipement analogue				X	X
B. Tentures non translucides ou équipement analogue				X	X
02.03. Lit avec literie appropriée	X	X	X	X	X
02.04. Armoire, ou espace aménagé analogue, à usage de penderie et lingerie, pourvu de cintres	X	X	X	X	X
02.05. Un siège par client logeant	X	X	X	X	X
02.06. Un fauteuil par client logeant				X	X
02.07. Une table et une chaise appropriée (comptée comme un siège)	X	X			
02.08. Une table pouvant également servir de table à écrire et une chaise appropriée (comptée comme un siège)			X		
02.09. Une table de salon et fauteuils appropriés, tels que visés dans la norme 02.06				X	X
02.10. Une table à écrire et une chaise (comptée comme un siège)				X	X
02.11. Une table de repas (pouvant être remplacée par la table à écrire ou la table de salon si celle-ci est adaptable), ou une table mobile disponible dans l'hôtel, et une chaise appropriée par client logeant (comptée comme siège, tel que visé dans la norme 02.05)					X
02.12. Un porte-bagages ou équipement analogue		X	X	X	X
02.13. Un grand miroir (autre que celui du lavabo)			X	X	X
02.14. Radio sur demande		X			
02.15. Radio obligatoire et télévision sur demande			X		
02.16. Télévision couleur avec commande à distance et radio				X	X
02.17. Coffre-fort					X
02.18. Corbeille à papier	X	X	X	X	X
03. EQUIPEMENT SANITAIRE PRIVE					
03.01. Lavabo avec eau chaude et froide disponible en permanence	X	X	X	X	X
03.02. Miroir de lavabo	X	X	X	X	X

	1*	2*	3*	4*	5*
03.03. Miroir grossissant avec éclairage incorporé					X
03.04. Espace pour articles de toilette près du lavabo	X	X	X	X	X
03.05. Savon	X	X	X	X	X
03.06. Un gobelet par personne	X	X	X	X	X
03.07. Poignée pour entrer et sortir du bain	X	X	X	X	X
03.08. Un essuie-mains par personne (dimension minimale : 0,45 x 0,85 m)	X	X	X		
03.09. Deux essuie-mains par personne (dimension minimale : 0,45 x 0,85 m)				X	X
03.10. Un drap de bain par personne (dimension minimale : 0,63 x 1,26 m), si la salle de bains répond à la norme 3.12	X	X	X	X	X
03.11. Tapis de bain				X	X
03.12. Salle de bains privée avec w.c., communiquant avec la chambre (par salle de bains, on entend un local, entièrement clos et accessible par une porte, équipé d'une baignoire avec douchette ou d'une douche, avec eau courante chaude et froide disponible en permanence, éclairage et aération)					
A. Pour 35% du nombre total de chambres		X			
B. Pour 100% du nombre total de chambres			X	X	X
03.13. Bonnet de bain jetable			X	X	X
03.14. Gel douche/bain mousse et shampooing			X	X	X
03.15. Sèche-cheveux					X
04. EQUIPEMENT TECHNIQUE					
04.01. Près du miroir de lavabo, une prise de courant avec indication du voltage	X	X	X	X	X
04.02. Système d'aération s'il est impossible d'ouvrir une fenêtre	X	X	X	X	X
04.03. Eclairage général	X	X	X	X	X
04.04. A l'entrée de la chambre, il doit y avoir un interrupteur pour l'éclairage	X	X	X	X	X
04.05. Eclairage du lavabo	X	X	X	X	X
04.06. Eclairage pouvant être commandé depuis le lit	X				
04.07. Eclairage de chevet pouvant être commandé depuis le lit		X			
04.08. Eclairage de chevet par personne, pouvant être commandé à partir du lit			X	X	X
04.09. Eclairage de la table à écrire			X	X	X
04.10. Chauffage central ou chauffage au moyen d'appareils installés à demeure individuellement réglables	X	X			
04.11. Chauffage central ou appareil analogue, réglable dans et par chambre			X	X	X
04.12. Téléphone raccordé (in)directement au réseau public			X	X	X
04.13. Air conditionné					X
04.14. Possibilité de raccordement pour la transmission de données					X
04.15. Possibilité d'appeler un préposé au moyen d'un dispositif individuel	X	X	X	X	X
Equipement sanitaire commun dans le corps de logis pour la clientèle logeante					
05. W.C. (dans le corps de logis)					
05.01. Dans la partie de l'établissement hôtelier réservée au logement, il faut au moins un w.c. par 10 chambres qui ne disposent pas d'un w.c. privé (moins de chambres = 10 chambres; s'il y a plus de 10 chambres, on arrondit au multiple supérieur de 10). Ce w.c. doit être équipé d'un crochet à vêtements et d'eau courante disponible en permanence, doit être suffisamment aéré et éclairé et doit être séparé de la salle de bains visée au chapitre 6	X				

	1*	2*	3*	4*	5*
05.02. Dans la partie de l'établissement hôtelier réservée au logement, il faut au moins un w.c. par étage ou au niveau supérieur ou inférieur, par 10 chambres qui ne disposent pas d'un w.c. privé (moins de 10 chambres = 10 chambres; s'il y a plus de 10 chambres, on arrondit au multiple supérieur de 10). Ce w.c. doit être équipé d'un crochet à vêtements et d'eau courante disponibles en permanence, doit être suffisamment aéré et éclairé et doit être séparé de la salle de bains visée au chapitre 6		X			
05.03. Seau hygiénique	X	X			
06. SALLE DE BAINS (dans le bâtiment)					
06.01. Dans la partie de l'établissement hôtelier réservé au logement, il faut au moins une salle de bains, telle que visée dans la norme 03.12 (à l'exclusion du w.c.), par 10 chambres ne disposant pas d'une salle de bains privée (moins de 10 chambres = 10 chambres; s'il y a plus de 10 chambres, on arrondit au multiple supérieur de 10).	X	X			
06.02. Dispositif pour pendre les vêtements à l'abri de l'eau	X	X			
06.03. Siège	X	X			
06.04. Poignée pour entrer ou sortir du bain	X	X			
06.05. Miroir	X	X			
06.06. Dispositif pour déposer le savon	X	X			
06.07. Porte-essuies	X	X			
06.08. Mise à disposition d'un drap de bain	X	X			
Services et locaux communs dans le corps de logis pour la clientèle logeante					
07. ACCES / ACCESSIBILITE					
07.01. La clientèle logeante doit pouvoir accéder à l'établissement hôtelier 24h/24h	X	X	X	X	X
07.02. A. Externe					
l Une personne doit pouvoir être contactée dans l'établissement 24h/24h, éventuellement par télécopieur ou répondeur	X				
l Un préposé de l'établissement doit être accessible 24h/24h		X	X	X	X
B. Interne					
l Un préposé de l'établissement doit être accessible 24h/24h pour la clientèle logeante	X	X	X	X	X
07.03. Service de réception de 07.00 h à 23.00 h			X		
07.04. Service de réception assuré par la présence physique d'un préposé à la réception de 07.00 à 23.00 heures et présence physique d'un préposé de l'hôtel dans les locaux communs de 23.00 h à 07.00 h				X	
07.05. Service de réception assuré par la présence physique d'un préposé à la réception 24h/24h					X
08. LOCAUX					
08.01. Réception		X			
(par réception, on entend un hall ou un local destiné à la clientèle logeante, pour les services de réception de ladite clientèle)					
08.02. Réception avec comptoir de réception pour la clientèle logeante			X	X	X
08.03. Espace avec ensemble de sièges, éventuellement dans la réception, avec possibilité d'obtenir des consommations sans obligation de consommer	X	X	X	X	X
08.04. Local séparé avec ensemble de sièges et possibilité d'obtenir des consommations			X		
08.05. Bar avec personnel pour servir des consommations				X	X
08.06. Si des repas sont servis, un local ou une partie de local doit être réservé(e) à cet effet	X				
08.07. Une salle à manger si des repas sont servis		X	X	X	X

	1*	2*	3*	4*	5*
08.08. Restaurant à la carte					X
08.09. Si l'établissement comporte aussi un restaurant, la clientèle logeante doit pouvoir atteindre le corps logis sans devoir traverser le local				X	X
08.10. Vestiaire				X	
08.11. Vestiaire surveillé					X
08.12. Au moins un w.c. pour dames et un w.c. pour messieurs ainsi qu'un lavabo près de ces w.c. à l'étage des locaux communs ou au niveau supérieur ou inférieur. Dispositif pour pendre les vêtements et seau hygiénique fermé	X	X			
08.13. Au moins un w.c. pour dames et un w.c. pour hommes, avec lavabo séparé pour chacun d'eux, à l'étage des locaux communs ou au niveau supérieur ou inférieur. Dispositif pour pendre les vêtements et seau hygiénique fermé			X		
08.14. Au moins un w.c. pour dames et un w.c. pour hommes, avec lavabo séparé pour chacun d'eux, avec eau courante chaude et froide, à l'étage des locaux communs ou au niveau supérieur ou inférieur. Dispositif pour pendre les vêtements et seau hygiénique fermé				X	X
09. EQUIPEMENT TECHNIQUE					
09.01. Possibilité de chauffage permanent et d'aération de tous les locaux accessibles à la clientèle	X	X	X	X	X
09.02. Possibilité d'avoir des entretiens téléphoniques privés	X	X			
09.03. Un téléphone avec alvéole insonore ou une cabine téléphonique, avec raccordement au réseau public			X	X	X
09.04. Télécopieur		X	X	X	X
09.05. S'il y a plus de trois étages, au moins, un ascenseur desservant tous les niveaux destinés au logement des clients, au départ du rez-de-chaussée (non considéré comme un étage)		X			
09.06. S'il y a plus de deux étages, au moins un ascenseur desservant tous les niveaux destinés au logement des clients, au départ du rez-de-chaussée (non considéré comme étage)			X		
09.07. Un ascenseur desservant tous les niveaux destinés au logement des clients				X	
09.08. Un ascenseur desservant tous les niveaux destinés aux clients					X
09.09. Eclairage dans les locaux communs	X	X	X	X	X
09.10. Indication visible de l'accès au w.c. visé aux normes 05.01 et 05.02, devant être éclairé toute la nuit	X	X	X	X	X
10. AUTRES EQUIPEMENTS					
10.01. Possibilité d'obtenir un petit déjeuner	X	X	X	X	X
10.02. Petit déjeuner-buffet					X
10.03. Service petit déjeuner possible dans les chambres				X	X
10.04. Equipement pour le cirage des chaussures (moyens dans les chambres ou machines à cirer les chaussures dans le bâtiment)	X	X			
10.05. Equipement pour le cirage des chaussures (moyens dans les chambres), ainsi qu'une machine dans le bâtiment ou un service de cirage des chaussures			X	X	
10.06. Equipement pour le cirage des chaussures (moyens dans les chambres) et machine dans l'hôtel et service de cirage des chaussures					X
10.07. Transport de bagages en l'absence de chariot à bagages		X	X	X	
10.08. Service bagages assuré par des bagagistes					X
10.09. Faculté pour la clientèle logeante d'effectuer le dépôt d'objets de valeur contre reçu			X	X	X
10.10. Service de coffres-forts				X	X
10.11. A. Possibilité de se procurer des journaux				X	

	1*	2*	3*	4*	5*
B. Possibilité de se procurer de la lecture, des journaux et des articles de toilette					X
10.12. Service taxis				X	X
10.13. Service de voitures de location					X
10.14. Réservation de voyages					X
10.15. Réservation de spectacles				X	X
10.16. Possibilité de payer la note avec les cartes de crédit et devises étrangères les plus courantes				X	X
10.17. Connaissance linguistique du personnel affecté à la réception				X	X
10.18. Service dans les chambres de 07.00 h à 23.00 h				X	
10.19. Service dans les chambres 24h/24h et minibar dans les chambres					X
10.20. Repas froids et chauds servis dans les chambres jusqu'à 24 heures					X
10.21. Possibilité de se procurer des articles cadeaux					X
10.22. Service parking					X
10.23. Service de blanchisserie				X	
10.24. Service de blanchisserie; remise dans la journée si les vêtements sont rentrés avant 9 heures					X
10.25. Service de nettoyage à sec					X
10.26. Service de coiffure					X
10.27. Disponibilité de suites					
Suite = espace de logement, comprenant une chambre à coucher et un local de séjour séparés, avec une porte d'accès générale, ainsi qu'une salle de bains, telle que visée dans la norme 03.12, d'une superficie minimale de 50 m^2					X
10.28. Service de secrétariat					X
10.29. Service de concierge					X
Généralités					
11. ETAT D'ENTRETIEN ET DE PROPRETE					
11.01. La chambre à coucher, le sanitaire et les locaux communs doivent être dans un état d'entretien suffisant	X	X	X	X	X
11.02. La chambre à coucher, le sanitaire et les locaux communs doivent être propres	X	X	X	X	X
12. NORMES QUALITATIVES					
12.01. L'aménagement et le standing de l'établissement doivent être au moins conformes au statut d'un hôtel simple	X				
12.02. L'aménagement et le standing de l'établissement doivent être au moins conformes au statut d'un hôtel standard		X			
12.03. L'aménagement et le standing de l'établissement doivent être au moins conformes au statut d'un hôtel de classe moyenne			X		
12.04. L'aménagement et le standing de l'établissement doivent être au moins conformes au statut d'un hôtel de première classe				X	
12.05. L'aménagement et le standing de l'établissement doivent être au moins conformes au statut d'un hôtel de luxe					X

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe 2

Normes de classement des hébergements touristiques de terroir et des meubles de vacances

PARTIE A

Normes de classement des gîtes ruraux, gîtes à la ferme, gîtes citadins et des meublés de vacances

Points minimaux à obtenir par poste et par catégorie de classement.

	1 épi / clef	2 épis / clefs	3 épis / clefs	4 épis / clefs
I. 1 et 2. Cadre général, équipements extérieurs, accueil / 51 points	22	28	34	40
II. 1 et 2. Conception d'ensemble, gros œuvre / 41 points	16	22	28	34
III. Aménagement, équipement et décoration intérieurs / 45 points	18	24	30	36
TOTAL / 137 points	56	74	92	110

IMPORTANT

Le tableau ci-dessus indique les équipements retenus pour le classement d'un gîte rural, d'un gîte à la ferme, d'un gîte citadin et d'un meublé de vacances dans une des quatres catégories.

Lorsque la case est marquée par une « X », cela signifie que le critère est obligatoire.

Les points repris dans la grille de classement sont des cotes maximales. Les points attribués seront donc contenus entre zéro et lesdites cotes. Le classement dans une catégorie implique donc que tous les critères de cette catégorie soient rencontrés et que les cotes minimales de cette catégorie soient atteintes.

Pour les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme et les gîtes citadins, le classement est établi en épis. Pour les meublés de vacances, il est établi en clefs.

Le classement de l'hébergement s'entend sur la capacité de base sachant que la capacité additionnelle, à savoir le nombre de personnes pouvant être hébergées au moyen de lits d'appoint, est strictement limitée à deux personnes non compris les lits cages.

Pour être autorisé, l'hébergement doit au moins être classé en 1 épi / 1 clef.

Points minimaux à obtenir par poste et par catégorie de classement

Description	1	2	3	4	Note obtenue	Observations
I. 1. CADRE GENERAL / 51 points (à l'exception des gîtes citadins, et des meublés de vacances situés en milieu urbain)						
1. Approche : / 2 points						
1.1 Signalisation / 1 point - Plan d'accès détaillé destiné aux hôtes / 0,5 point - Panneau de signalisation / 0,5 point	X	X	X	X		
1.2.Accès / 1 point - Accès carrossable garanti jusqu'à la porte / 0,5 point à défaut, mention obligatoire dans le descriptif. - Facilité de stationnement à proximité immédiate / 0,5 point	X	X	X	X		
2. Cadre : / 27 points						
2.1 Décoration florale / 3 points Plantations, fleurs, … / 2 points Essence locale / 1 point			X	X		
2.2 Absence de nuisances / 5 points (auditive, visuelle, olfactive, …) - infrastructure, trafic provoquant des nuisances permanentes (0 point) - activités provoquant temporairement des nuisances importantes (1 point) - hébergement dans un gros bourg (2 points) - hébergement dans un village (3 points) - hébergement dans un hameau (4 points) - hébergement isolé et sans nuisance (5 points)						
2.3 Indépendance de l'hébergement / 3 points - hall commun avec le propriétaire (0 point) - hall commun avec d'autres touristes (1 point) - accès avec passage devant un autre hébergement (1 point) - mitoyen avec accès individuel (2 points) - hébergement 4 façades (3 points)						

2.4 Paysage – ensoleillement / 5 points - clarté naturelle extérieure, dégagement autour de l'hébergement, paysage / 2 points - orientation des fenêtres, baie(s), ensoleillement / 1 point - vue exceptionnelle / 1 point - site naturel / 1 point						
2.5 Intégration à l'environnement / 2 points						
2.6 Finition – Entretien de l'hébergement / 2 points			X	X		
2.7 Terrain / 4 points - terrain attenant (*) (2 points) - pelouse, jardin attenant (*) (3 points) - cour intérieure aménagée (*) (3 points) - cour de ferme aménagée (*) (3 points) - parc ou grand jardin aménagé (20 ares min.) (*) (4 points) (*) Si commun, ½ des points			X	X		
2.8 Surface aménagée Terrasse / Balcon (*) / 2 points Qualité de l'aménagement / 1 point (*)Si commun, ½ des points				X		
3. Equipements extérieurs : / 12 points						
- éclairage individuel / 1 point - meubles de jardin / 1 point - petits équipements de loisirs (*) (0,5 point avec max. 3 points) - barbecue / 1 point - jeu immobilisé pour enfants / 1 point - équipement sportif immobilisé : terrain aménagé, piscine ou autre (*) / 2 points - remise- buanderie (*) / 1 point - autres équipements extérieurs (0,5 point avec max. 1 point) - qualité des équipements / 1 point (*) Si équipement commun, ½ des points			X	X X		
4. Dépendances : / 2 points						
- parking privatif (1 point) - garage ou abri couvert (1 point)				X		

5. Accueil : / 3 points						
- documentation touristique, carte de promenade	X	X				
- documentation touristique organisée, carte de promenade affichée / 1 point			X	X		
- gestes d'accueil / 1 point			X	X		
- vitrine du terroir / 1 point			*	*		
(*) uniquement obligatoire pour les hébergements touristiques de terroir						
6. Activités, loisirs et services / 5 points						
6.1 Rayon de 10 km : / 3 points - attractions touristiques, musées, … / 1 point - promenade balisée, infrastructures sportives / 1 point - patrimoine naturel et culturel / 1 point						
6.2 Loisirs actifs au départ de l'hébergement / 1 point				X		
6.3 Facilité à proximité / 1 point						
I. 2. CADRE GENERAL / 51 points (pour les gîtes citadins, et les meublés de vacances situés en milieu urbain)						
1. Approche : / 2 points						
1.1 Signalisation / 1 point - Plan d'accès détaillé destiné aux hôtes / 0,5 point - Panneau de signalisation / 0,5 point	X	X	X	X		
1.2 Accès / 1 point - Accès carrossable garanti jusqu'à la porte / 0,5 point à défaut, mention obligatoire dans le descriptif. - Facilité de stationnement à proximité immédiate / 0,5 point	X	X	X	X		
2. Cadre : / 24 points						
2.1 Décoration florale / 3 points Plantations, fleurs, … / 2 points Essence locale / 1 point			X	X		

2.2 Absence de nuisances / 2 points (auditive, visuelle, olfactive, …) - infrastructure, trafic provoquant des nuisances permanentes (0 point) - activités provoquant temporairement des nuisances importantes (1 point) - sans nuisance (2 points)						
2.3 Indépendance de l'hébergement / 3 points - hall commun avec le propriétaire (0 point) - hall commun avec d'autres touristes (1 point) - passage devant un autre hébergement (1 point) - mitoyen (2 points) - hébergement 4 façades (3 points)						
2.4 Paysage – ensoleillement / 5 points - clarté naturelle extérieure, dégagement autour de l'hébergement, paysage / 2 points - orientation des fenêtres, baie(s), ensoleillement / 1 point - site, quartier / 1 point - vue exceptionnelle / 1 point						
2.5 Intégration à l'environnement / 2 points						
2.6 Finition – Entretien du bâtiment / 2 points			X	X		
2.7 Terrain / 4 points - Terrain attenant (*) (2 points) - pelouse, jardin attenant (*) (3 points) - cour intérieure aménagée (*) (3 points) - parc ou grand jardin aménagé (20 ares min.) (*) (4 points) (*) Si commun, ½ des points			X	X		
2.8 Surface aménagée Terrasse / Balcon (*) / 2 points Qualité de l'aménagement / 1 point (*) Si commun, ½ des points			X	X		
3. Equipements extérieurs : / 7 points						
- éclairage individuel / 1 point - meubles de jardin / 1 point			 X	X X		

- petits équipements de loisirs (*) (0,5 point avec max. 2 points) - barbecue / 0,5 point - remise- buanderie (0,5 point) (*) - autres équipements (0,5 point avec max. 1 point) (*) - qualité des équipements / 1 point (*) Si équipement commun, ½ des points						
4. Dépendances : / 3 points						
- parking privatif (2 points) - garage ou parking couvert (1 point) - emplacement de parking privatif à proximité (1 point)				X		
5. Accueil : / 3 points						
- documentation touristique, carte de promenade - documentation touristique organisée, carte de promenades affichée / 1 point - gestes d'accueil / 1 point - vitrine du terroir / 1 point (*) uniquement obligatoire pour les hébergements touristiques de terroir	X	X	X X *	X X *		
6. Activités, loisirs et services : / 12 points						
6.1 Attractions touristiques à proximité / 4 points - attractions touristique, musées, … / 2 points - promenades balisées, infrastructures sportives / 1 point - patrimoine naturel et culturel / 1 point						
6.2 Attractions touristiques dans un rayon de 10 km / 3 points - attractions touristique, musées, … / 1 point - promenades balisées, infrastructures sportives / 1 point - patrimoine naturel et culturel / 1 point						
6.3 Loisirs actifs au départ de l'hébergement / 1 point				X		
6.4 Facilités à proximité / 2 points						
6.5 Moyens de transport en commun / 2 points						

II. 1. CONCEPTION D'ENSEMBLE / 41 points
(à l'exception des micro- hébergements)

1. Organisation des espaces : / 13 points						
1.1 Distribution des espaces de séjour / 3 points - espace cuisine délimité (1 point) - espaces salon/ salle à manger (1 point) - coin détente supplémentaire (1 point)						
1.2 Escalier menant aux chambres sûr et pratique / 1 point à défaut, mention obligatoire dans le descriptif.	X	X	X	X		
1.3 Distribution des chambres / 1 point - indépendance des chambres : - via l'espace de séjour (1 point) - via les communs (1 point)			 X 	 X X		
1.4 Distribution des sanitaires / 4 points a) Salle d'eau (s d'e) / 2 points - accessible via les communs (2 points) b) WC / 2 points - indépendant de la s d'e (1 point) - via les communs[1] (1 point) - w.c. à chaque niveau	 X X 	 X X 	 X X X X X	 X X X X X X		
1.5 Nombre de sanitaires / 2 points a) Salle d'eau (1 point) - 1 s d'e par tranche de 10 pers. - 1 s d'e par tranche de 7 pers. - 1 s d'e par tranche de 5 pers. b) WC (1 point) - 1 w.c. par tranche de 8 pers. - 1 w.c. par tranche de 6 pers. - 1 w.c. par tranche de 4 pers.	 X X 	 X X X X 	 X X X X X X 	 X X X X X X X X		
2. Superficie des pièces : / 7 points						
2.1 Surface des pièces de séjour, y compris cuisine / 4 points						

2 pers	3 pers	4 pers	5 pers	6 pers	Par pers en +	Pts
10 m²	12 m²	14 m²	16 m²	18 m²	2 m²	1
12 m²	14 m²	16 m²	18 m²	20 m²	2 m²	2
15 m²	20 m²	21 m²	24 m²	27 m²	3 m²	3
16 m²	21 m²	24 m²	27 m²	30 m²	3 m²	4

	X	X	X	X		
A partir de 7 pers., 3 m² par pers. en sus			X	X		

2.2 Surface des chambres à coucher - 1 pers = 8 m^2 - 2 pers = 9 m^2 ∏ par pers. supplémentaire : 3 m^2	 X X	 X X	 X X X	 X X X		
2.3 Nombre de chambres / 2 points - A = cap de l'héb. / nbre de ch. - A = 4 et + = 0 point - A = 3 = 1 point - A = 2 = 2 points						

[1] - à partir de 4 personnes
- sauf le w.c. aménagé pour les personnes à mobilité réduite (reconnu comme tel par un organisme agréé)

2.4 Equipement sanitaire supplémentaire dans plus de la moitié des chambres / 1 point						
3. Electricité et éclairage de l'hébergement : / 3 points						
3.1 Eclairage naturel = fenêtre dans toutes les pièces de séjour et chambres	X	X	X	X		
3.2 Point lumineux électrique fixe dans toutes les pièces	X	X	X	X		
3.3 Points lumineux électriques supplémentaires dans les pièces de séjour / 1 point						
3.4 Electricité / 2 points - prise de courant et interrupteur dans toutes les pièces / 1 point - prises de courant en suffisance dans la cuisine / 1 point						
4. Isolation phonique : / 4 points						
4.1 Appréciation de la qualité phonique : - entre pièces intérieures / 1 point - entre l'espace de séjour et l'espace de nuit / 2 points - par rapport au(x) bruit(s) et nuisance(s) extérieur(s) / 1 point						
5. Chauffage adapté au volume : / 6 points						
- fixe dans les pièces de séjour (2 points) - fixe dans la s d'e et pièces de séjour, appoint	X	X	X	X		

dans les chambres (3 points) - fixe dans toutes les pièces (4 points) - central dans toutes les pièces (5 points) - double vitrage / isolation (1 point)		X	X X	X X X		
6. Ventilation et aération : 3 points						
- aération des sanitaires / 1 point - aération de la cuisine / 1 point - système électrique de ventilation / 1 point	X X	X X	X X	X X		
7. Conception de la cuisine : / 3 points						
- cuisine fonctionnelle bien agencée (plan de travail et rangement) / 3 points						
8. Production d'eau chaude : / 1 point						
- production d'eau chaude, min. 40l. par pers. ou production d'eau chaude en continu - eau chaude – eau froide dans cuisine et salle d'eau - robinets mitigeurs / 1 point	X X	X X	X X	X X		
9. Gros- œuvre – Parachèvement – Techniques spéciales : / 3 points						
- état général des finitions intérieures / 3 points			X	X		
II. 2. CONCEPTION D'ENSEMBLE / 41 points (pour les micro- hébergements)						
1. Organisation de l'espace : / 11 points						
1.1 Distribution de l'espace de séjour / 4 points ∏ 1 point par espace bien défini (salon – s. à m.- cuisine – s d'e)						
1.2 Escalier intérieur sûr et pratique / 1 point à défaut, mention obligatoire dans le descriptif	X	X	X	X		
1.3 Distribution des sanitaires / 6 points - une salle d'eau (3 points) - un w.c. dans la salle d'eau (1 point) indépendant de la salle d'eau (3 points)	X X	X X	X X	X X		
2. Superficie de l'espace de séjour : / 8 points						
2.1 Surface de l'espace de séjour / 8 points						

2 pers 20 m² 24 m² 28 m² 32 m²	3 pers 24 m² 28 m² 32 m² 36 m²	4 pers 28 m² 32 m² 36 m² 40 m²	points 2 4 6 8	X	X	X	X		
3. Electricité et éclairage de l'hébergement : / 3 points									
3.1 Eclairage naturel = fenêtre dans l'espace de séjour.				X	X	X	X		
3.2 Points lumineux électriques fixes				X	X	X	X		
3.3 Points lumineux électriques supplémentaires / 1 point									
3.4 Electricité / 2 points - prise de courant et interrupteur dans toutes les pièces (1 point) - prises de courant en suffisance dans la cuisine (1 point)									
4. Isolation phonique : / 3 points									
4.1 Appréciation de la qualité phonique : - confort phonique de l'espace de séjour / 1 point - entre l'espace de séjour et les sanitaires / 1 point - par rapport au(x) bruit(s) et nuisance(s) extérieur(s) à l'hébergement / 1 point									
5. Chauffage adapté au volume : / 6 points									
- fixe dans l'espace de séjour (3 points)				X	X	X	X		
- fixe dans l'espace de séjour et les sanitaires (4 points)						X	X		
- central dans l'espace de séjour et les sanitaires (5 points)							X		
- double vitrage / isolation (1 point)									
6. Ventilation et aération : / 3 points									
- aération du sanitaire / 1 point				X	X	X	X		
- aération de l'espace de cuisine / 1 point				X	X	X	X		
- système électrique de ventilation / 1 point									
7. Conception de la cuisine : / 3 points									
- espace de cuisine fonctionnel et bien agencé (plan de travail et rangement) / 3 points									

8. Production d'eau chaude : / 1 point						
- production d'eau chaude, min. 40l. par pers. ou production d'eau chaude en continu	X	X	X	X		
- eau chaude – eau froide dans cuisine et salle d'eau	X	X	X	X		
- robinets mitigeurs / 1 point						
9. Gros- œuvre – Parachèvement – Techniques spéciales : / 3 points						
- état général des finitions intérieures / 3 points			X	X		
III. CONFORT ET DECORATION / 45 points						
1. Qualité – Entretien : / 1 point						
- propreté des revêtements de sols, murs, plafonds, des équipements et du mobilier	X	X	X	X		
- mise à disposition du matériel nécessaire pour l'entretien journalier / 1 point						
2. Equipements des espaces de séjour adaptés à la capacité / 14 points						
- table et chaises	X	X	X	X		
- salon (1 point)		X	X	X		
- T.V. couleur + télédistribution (1 point)			X	X		
- chaîne Hi- Fi (1 point)				X		
- feu ouvert ou assimilé (2 points)						
- loisirs intérieurs (0,5 point/ élément avec max. 2 points)						
- téléphone (1 point)						
- coin détente complémentaire (1 point)						
- équipement immobilisé de loisirs intérieurs(*): sauna, hammam, piscine, … / 3 points						
- qualité du mobilier et des équipements / 2 points				X		
(*) si commun, ½ des points						

3. Cuisine adaptée à la capacité / 11 points						
- vaisselle assortie, non dépareillée	X	X	X	X		
- appareil de cuisson (taque, cuisinière)	X	X	X	X		
- four :	X	X	X	X		
- standard (1 point)						
- micro- ondes (1 point)						
- réfrigérateur de 110l. min.	X	X	X	X		
- freezer ou surgélateur séparé (1 point)			X	X		
- percolateur	X	X	X	X		
- évier	X	X	X	X		
- évier double bac (0,5 point)						
- hotte aspirante (1 point)			X	X		
- lave- vaisselle (à partir de 6 personnes)			X	X		
(1 point)				X		
- lave- vaisselle (1 point)				X		
				X		
- lave- linge (1 point)						
- table et fer à repasser (0,5 point)						
- autres électroménagers (0,5 point avec max. 2 points)						
- qualité des équipements ménagers et de la vaisselle / 2 points						
4. Literie, mobilier et accessoires : / 10 points						
4.1 Sommier, matelas, protège- matelas, oreillers, couettes ou couverture de qualité /4 points	X	X	X	X		
4.2 Meubles de chevet (m.d.c) / 1 point						
- 1 m.d.c par lit au sol		X	X	X		
- 1 m.d.c par pers.			X	X		
4.3 Lampes de chevet (l.d.c) / 1 point						
- 1 l.d.c par lit au sol		X	X	X		
- 1 l.d.c par pers			X	X		
4.4 Rangement : placard / penderie / 1 point	X	X	X	X		
4.5 Chaise ou fauteuil			X	X		
4.6. Table				X		
4.7 Occultation - tentures, volets ou stores / 1 point	X	X	X	X		
4.8 Qualité de l'agencement / assortiment / 2 points						

5. Sanitaires : / 4 points						
- superficie adaptée à la capacité			X	X		
- lavabo, porte- serviettes, miroir	X	X	X	X		
- douche (sauf si baignoire)	X	X	X	X		
- douche de qualité (sauf si baignoire) (1 point)			X	X		
- baignoire de qualité (1 point)				X		
- rangement adapté à la capacité		X	X	X		
- recouvrement de sol adéquat	X	X	X	X		
- sol de qualité (1 point)				X		
- recouvrement de murs adéquats	X	X	X	X		
- murs de qualité (1 point)				X		
- qualité des équipements sanitaires (1 point)						
6. Décoration de l'ensemble : / 5 points						
- unité d'ensemble / 1 point						
- harmonie des couleurs / 1 point						
- éléments de décor du terroir / 1 point						
- recherche dans la décoration (originalité, thème) / 2 points						

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme
B. LUTGEN

PARTIE B

Normes de classement des chambres d'hôtes et chambres d'hôtes à la ferme.

Points minimaux à obtenir par poste et par catégorie de classement.

	1 épi	2 épis	3 épis	4 épis	Note obtenue
I. Eléments d'accueil / 24 points	10	14	16	19	
II. Pièces communes /24 points	10	14	16	19	
III. Chambres /24 points	10	14	17	19	
IV. Sanitaires /24 points	10	14	17	19	
TOTAL /96 points	40	56	66	76	

IMPORTANT

Le tableau ci-dessus indique les équipements retenus pour le classement d'une chambre d'hôtes ou d'une chambre d'hôte à la ferme dans une des quatre catégories.

Lorsque la case est marquée par une « X », cela signifie que le critère est obligatoire.

Les points repris dans la grille de classement sont des cotes maximales. Les points attribués seront donc contenus entre zéro et lesdites cotes. Le classement dans une catégorie implique donc que tous les critères de cette catégorie soient rencontrés et que les cotes minimales de cette catégorie soient atteintes.

Pour les chambres d'hôtes et les chambres d'hôtes à la ferme, le classement est établi en épis.

Le classement de l'hébergement s'entend sur la capacité de base sachant que la capacité additionnelle, à savoir le nombre de personnes pouvant être hébergées au moyen de lits d'appoint, est strictement limitée à deux personnes non compris les lits cages.

Pour être autorisé, l'hébergement doit au moins être classé en 1 épi.

Points minimaux à obtenir par poste et par catégorie de classement

Description	1	2	3	4	Note obtenue	*Observations*
I. ELEMENTS D'ACCUEIL / 24 points						
1. Intégration du milieu : / 11 points						
1.1. Signalisation / 1 point - Plan d'accès détaillé destiné aux hôtes (0,5 point) - Panneau de signalisation (0,5 point) **Accès carrossable jusqu'à la porte de l'hébergement / 1 point** A défaut, mention obligatoire dans le descriptif. **Facilité de stationnement à proximité / 1 point**	X	X	X	X		
1.2. Caractère de la maison / 3 points - Type du bâtiment (1 point) - Entretien extérieur (1 point) - Décoration florale (1 point)						
1.3 Cadre, absence de nuisances (auditive, visuelle, olfactive, …) / 5 points - Environnement (2 points) - Absence de nuisance (2 points) - Facilité à proximité (1 point)						
2. Accueil / 8 points						
2.1 Chaleur de l'accueil : / 4 points - présence sur place lors de l'arrivée - accueil en langue française autres langues (1 point)	X	X	X X	X X		
2.2. Initiatives du propriétaire durant le séjour / 4 points - Informations et documentation touristique en français et carte de promenade (1 point) - Informations et documentation touristique en langues étrangères (1 point) - Gestes durant le séjour (2 points)	X	X	X	X		
3. Activités, loisirs et services / 5 points						
3.1 Parking – garage / 1 point - Parking (0,5 point)						

- Parking privé (0,5 point) - Garage ou abri couvert (0,5 point)				X		
3.2 Loisirs / 4 points - Attractions touristiques, musées, activités sportives,… • à proximité / 1 point • dans un rayon de 10 km / 1 point - Loisirs actifs au départ de l'hébergement / 1 point - Equipements extérieurs / 1 point				X		
II. PIECES COMMUNES / 24 points						
1. Organisation des espaces / 5 points						
- Pièce commune avec le propriétaire (4 points) - Pièce commune pour les hôtes (2 points) - Conception, distribution (1 point)						
2. Pièces de séjour / 5 points						
Qualité et harmonie d'ensemble de l'ameublement et de la décoration / 5 points						
3. Petits déjeuners : / 10 points		X	X	X		
- Table commune (2 points) - Présence pendant le petit déjeuner (1 point) - Qualité du service (2 points) - Composition des petits déjeuners (2 points) - Produits de terroir (2 points) - Souplesse dans les heures (1 point)				X		
4. Services annexes dans les pièces communes / 4 points						
- Réfrigérateur (0,5 point) - Percolateur (0,5 point) - Jeux d'intérieur (0,5 point) - Bibliothèque (0,5 point) - T.V couleur (1 point) - Téléphone (1 point) - Autres services (0,5 par service, max. 2 points)				X X		

III. CHAMBRES / 24 points						
1. Aspect général / 8 points						
1.1 Surface – Qualité / 3 points	X	X	X	X		
- 1 pers. = 8 m², 2 pers. = 9 m²				X		
- 1 pers. = 10 m², 2 pers. = 12 m² (1 point)	**X**	X	X	X		
- Table	X	X	X	X		
- Chaise ou fauteuil	X	X	X	X		
- Penderie / placard	X	X	X	X		
- Meuble de chevet (m.d.c) par lit (0,5 point)		X	X	X		
- Lampe de chevet (l.d.c) par lit (0,5 point)			X	X		
- Meuble de chevet (m.d.c) par pers (1 point)			X	X		
- Lampe de chevet (l.d.c) par pers (1 point)	X	X	X	X		
- Equipement sanitaire de base (Lavabo, miroir, porte- serviettes, tablette, prise de courant)						
1.2 Décoration / 4 points						
- Harmonie du mobilier, du linge de lit (2 points)				**X**		
- Qualité des murs, sols, plafonds (2 points)				**X**		
1.3 Appréciation du paysage vu de la chambre / 1 point						
2. Literie / 7 points						
- sommier, matelas, protège- matelas, oreiller(s), couverture(s) ou couette(s)	X	X	X	**X**		
- Qualité de la literie / 7 points						
3. Chauffage – Eclairage – Occultation – Isolation / 5 points						
- Chauffage	**X**	X	X	**X**		
- Efficacité du chauffage / 2 points						
- Isolation thermique et phonique / 2 points			X	**X**		
- Volets, stores ou tentures / 1 point	**X**	X	X	X		
4. Services annexes dans la chambre / 4 points						
- Réfrigérateur (0,5 point)						
- Percolateur (0,5 point)						
- Bibliothèque (0,5 point)						
- T.V couleur (1 point)						
- Raccordement téléphonique (1 point)						
- Documentation touristique (0,5 point)						
- Autres services (0,5 par service, max. 2 points)						
IV. SANITAIRES / 24 points						

1. Equipement sanitaire / 2 points						
- Lavabo, miroir, porte- serviettes, tablette, prise de courant	X	X	X	X		
- Douche ou baignoire (2 points)	X	X	X	X		
2. Salle d'eau / salle de bain / 8 points						
- Particulière et attenante à la chambre (8 points)			X	X		
- Particulière et non attenante à la chambre (6 points)	X	X				
- Commune à l'usage exclusif des hôtes (2 points)						
- Commune avec le propriétaire (1 point)						
3. WC / 5 points	X	X	X	X		
- w.c. attenant à la chambre et séparé de la salle d'eau (5 points)						
- w.c. intégré à la salle d'eau attenante et particulière à la chambre (4 points)				X		
- w.c. particulier et non attenant à la chambre, et situé sur le même niveau (3 points)						
- w.c. commun aux hôtes et situé sur le même niveau que les chambres (2 points)						
- w.c. intégré à la salle d'eau commune aux hôtes et situé sur le même niveau que les chambres (1 point)						
- w.c. séparé supplémentaire (1 point)						
- w.c. séparé à partir de 4 chambres qui n'en seraient pas équipées de manière privative			X	X		
4. Aménagement de la salle d'eau (y compris WC) / 7 points						
- Murs / sols de qualité / 2 points				X		
- Qualité des équipements sanitaires / 2 points			X	X		
- Aménagement- décoration superficie- indépendance / 3 points						
5. Production d'eau chaude- Chauffage- Aération / 2 points						
- Eau Chaude et froide	X	X	X	X		
- Chauffage / 1 point				X		
- Aération / 1 point	X	X	X	X		

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Annexe 3

Normes de classement des terrains de camping touristique

Notes minimales à obtenir par catégorie de classement.

	1 étoile	2 étoiles	3 étoiles	4 étoiles	5 étoiles
Points minimaux à obtenir par catégorie de classement	20	30	50	65	80

IMPORTANT :

Les éléments repris dans la grille de classement ci-dessous seront appréciés en fonction de la capacité d'accueil du camping touristique.

Les points repris dans la grille de classement sont des cotes maximales. Les points attribués seront donc contenus entre zéro et lesdites cotes.

Le « X » repris dans la grille de classement ci-dessous signifie que le critère est obligatoire pour la catégorie visée.

Le classement dans une catégorie implique que tous les critères obligatoires de cette catégorie soient rencontrés et que les notes minimales de cette catégorie soient atteintes.

	1*	2*	3*	4*	5*	Points attribués
A – CADRE GENERAL / 17 points						
Signalisation extérieure						
1. Présence d'au moins quatre panneaux réglementaires ou plan d'accès détaillé destiné aux touristes	X	X	X	X	X	
Signalisation intérieure						
2. Panneau avec plan du camping à l'accueil et remise à tous les campeurs d'un dépliant avec le plan du camping						/1
Environnement						
3. Intégration du terrain de camping dans son environnement existant, en privilégiant les essences indigènes						/1
4. Rideau de plantations d'essences locales s'harmonisant au paysage (sauf existence d'un écran naturel)	X	X	X	X	X	
5. Respect d'une marge d'isolement de 20 mètres par rapport aux habitations voisines				X	X	/1
6. Point de vue						/1
7. Forêts / bois / parc						/1
8. Cours d'eau /lac /étang						/1
9. Aménagements floraux et arbustifs des infrastructures						/1
10. Ensoleillement du terrain de camping agrémenté de plantations permettant l'ombrage des emplacements						/1
11. Aspect et finition extérieurs des infrastructures						/1
Nuisances (sur 3 points) :						
12. Proximité d'usine, voie ferrée, route à grande circulation,...						
13. Proximité d'une ville						1/3
14. Proximité d'un village						2/3
15. Isolé						3/3
Proximité à moins de 2 km de :						
16. Transports en commun						/1
17. D'un petit commerce/village (pharmacie, boulangerie, poste, ferme,...)						/1
18. Moyenne ou grande surface						/1
19. D'une ville						/1
20. Possibilité de restauration						/1

	1*	2*	3*	4*	5*	Points attribués
B – SANITAIRES / 29 points						
21. Bon entretien général et système d'aération	X	X	X	X	X	
22. Sanitaires spacieux						/2
23. Tous les lavabos à eau courante chaude et froide			X	X	X	/3
24. Sol carrelé et murs revêtus de faïences ou de panneaux composites de bonne qualité de bas en haut			X	X	X	/3
25. Deux douches supplémentaires (1)				X	X	/1
26. Trois douches supplémentaires1					X	/2
27. 50 % des lavabos en cabines isolées				X	X	/2
28. 100 % des lavabos en cabines isolées					X	/4
29. Une salle d'eau adaptée aux personnes à mobilité réduite : comprenant un W.C. + un lavabo à eau chaude et froide + une douche (ou une baignoire) à eau chaude et froide;				X	X	/2
30. Espace pour bébés :comprenant un coussin, une table à langer, une poubelle et une baignoire spéciale avec pommeau de douche (eau chaude)			X	X	X	/2
31. Sanitaires adaptés aux jeunes enfants					X	/2
32. Salle d'eau familiale comprenant au moins un évier et une douche / baignoire, par 150 emplacements					X	/2
33. Blocs sanitaires chauffés			X	X	X	/3
34. Au minimum un crochet dans les W-C, les douches, les cabines séparées, près des lavabos	X	X	X	X	X	
35. Sèches - cheveux fixes : minimum un côté « homme » et un côté « dame » par bloc sanitaire					X	/1
C – AMENAGEMENT DU TERRAIN - EQUIPEMENTS ET SERVICES / 25 POINTS						
Eau / électricité / TV (L'ensemble des emplacements excepté ceux réservés aux tentes)						
36. Emplacements raccordés à une prise de courant individuelle avec un minimum de 10 ampères				X	X	/1
37. Emplacements raccordés à une prise d'eau potable individuelle et rejet des eaux usées					X	/1
38. Raccordement de tous les emplacements au réseau de télédistribution ou à une antenne collective (exclusion de toute antenne individuelle)						/1
Répartition des aires du terrain						
39. Absence de voitures sur parcellaire et parking communautaire ou aires réservées à cet effet						/2
40. Au moins 50 % du nombre total des emplacements réservés aux touristes de passage						/3
41. Emplacements spacieux (+ 20 % par rapport aux normes de base)						/2
42. Au minimum deux emplacements de passage pour motor-homes en gazon, stabilisés au niveau des roues par des dalles béton – gazon, et présence de deux bornes équipées : d'une vidange pour les eaux usées, d'une citerne pour vidanger les WC chimiques, d'un point d'eau, d'un raccordement à l'électricité						/1
Services						
43. Cafétéria			X	X	X	/1
44. Petite restauration				X	X	/2
45. Restaurant (avec carte)					X	/3
46. Buanderie équipée d'un lave-linge avec séchoir et d'un coin à repasser				X	X	/1
47. Possibilité d'achat de denrées alimentaires de première nécessité (dépôt de pain, organisation et signalisation du passage de commerçants,...)						/1
48. Magasin d'alimentation sur le terrain						/2
49. Magasin d'articles de camping – caravaning sur le terrain						/1
50. Par groupe ou fraction de groupe de 150 emplacements, deux bacs à laver la vaisselle à eau courante chaude et froide couvert			X	X	X	/1
51. Par groupe ou fraction de groupe de 150 emplacements, deux bacs à laver le linge à eau courante chaude et froide couvert			X	X	X	/1
52. Gestion informatisée du camping permettant l'accès aux divers services						/1
D – SECURITE ET HYGIENE / 5 POINTS						
Sécurité						

	1*	2*	3*	4*	5*	Points attribués
53. Un poste téléphonique fixe sur le terrain ou à proximité (100 mètres) accessible 24H/24H	X	X	X	X	X	
54. Eclairage de l'ensemble des voies de circulation intérieures				X	X	/1
55. Matériel complet de secours (brancard, boîte de secours,...) à l'accueil		X	X	X	X	/1
56. Membre du personnel possédant un brevet de secouriste						/1
Entretien						
57. Entretien journalier des installations sanitaires en période d'ouverture	X	X	X	X	X	
Surveillance						
58. Responsable pouvant être contacté 24 H/24 H	X	X	X	X	X	
59. Présence d'un responsable au moins 8 h par jour entre 7 H. et 22 H		X	X	X	X	/1
60. Surveillance permanente 24 H/24 H ou concierge occupant un logement situé à proximité de l'accueil dans le périmètre du camping				X	X	/1
E – ACCUEIL / 12 POINTS						
61. Entrée et portail accueillants						/2
62. Local destiné à l'accueil	X	X	X	X	X	
63. Mise à disposition d'informations touristiques y compris l'information locale	X	X	X	X	X	
64. Toutes informations disponibles en français						/2
65. Autres langues que le français parlées à l'accueil (1/2 point par langue supplémentaire avec un maximum de deux)						/2
66. Modes de paiement divers						/2
67. Dépôt d'objets de valeur (coffres)						/2
68. Administration informatisée du camping (réservation en ligne, site internet et courriel,...)						/2
F – ACTIVITES SPORTIVES ET DE LOISIRS / 17 POINTS						
69. Piscine :						/2
○ Aménagements des abords						/2
○ Pataugeoire						/2
70. Installations fixes, terrains de sports et activités sportives ou de détente dans le périmètre du camping (1 point par discipline avec un maximum de 4 points) : ○ terrain de tennis ○ mur d'escalade ○ bowling ○ terrain de football ○ terrain de mini – foot ○ basket ○ volley ○ badminton ○ mini-golf ○ jeux de quilles ○ pétanque ○ ping-pong ○ plaine de jeux ○ Autres :						/4
71. Activités proposées au départ du terrain (au minimum : renseignement des activités par affichages – réservation pour les campeurs - prise en charge au départ du camping) : (1/2 point par discipline avec un maximum de 2 points) : ○ activités thématiques encadrées ○ randonnées pédestres ou à cheval ○ manège ○ circuit VTT ○ kayak ○ pédalo ○ planche à voile ○ possibilité de pêche ○ ski de fond ○ piste de ski alpin ○ spéléologie ○ escalade ○ Autres :						/2
72. Présence d'un animateur ou d'un programme d'activités pendant les mois de juillet et août					X	/2

	1*	2*	3*	4*	5*	Points attribués
73. Organisation d'activités pour les enfants de moins de 12 ans durant les périodes de vacances						/1
74. Local communautaire sans obligation de consommer				X	X	/1
75. Espace de convivialité (autre que le local communautaire)						/1

Notes

(1) Des douches supplémentaires par rapport aux nombres réglementaires par groupe ou fraction de groupe de 50 emplacements, à eau courante chaude et froide, en cabine séparée avec coin déshabillage.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 4

Normes de classement des villages de vacances et de leurs unités de séjour

PARTIE A

Normes de classement des Villages de Vacances

Notes minimales à obtenir par poste et par catégorie de classement.

	1 Chêne	2 Chênes	3 Chênes
A. Cadre général / 35 points	18	22	26
B. Accueil / 10 points	4	6	8
C. Services généraux, installations sportives et de loisirs / 55 points	12	30	42

IMPORTANT :

1° Les éléments repris dans la grille de classement ci-dessous seront appréciés en fonction de la capacité d'accueil du village de vacances.

2° Les points repris dans la grille de classement sont des cotes maximales. Les points attribués seront donc contenus entre zéro et lesdites cotes.

3° Le classement dans une catégorie implique que tous les critères obligatoires (X) de cette catégorie soient rencontrés et que les notes minimales de cette catégorie soient atteintes dans chaque rubrique *A.*, *B.* et *C.* ci-dessus.

Grille et normes de classement du village de vacances

	1	2	3
A. CADRE GENERAL / 35 pts			
01 Densité (inférieure à 200 personnes par hectares) (3 pts) 0-49 = 3 pts; 49-99 = 2 pts; 100-200 = 1 pt			
02 Environnement (sur 4 pts)			
02.01 Intégration du village de vacances dans son environnement (1 pt)			
02.02 Intégration des unités de séjour dans le village de vacances (1 pt)			
02.03 Point de vue (1 pt)			
02.04 Tranquillité des lieux (1 pt)			
03 Cours d'eau / lac (3 pts)			
04 Forêts / bois / Parc (3 pts)			
05 Nuisances par rapport à (sur 3 pts)			
05.01 proximité d'usine, voie ferrée, route à grande circulation (0 pt)			
05.02 proximité d'une ville (1 pt)			
05.03 proximité d'un village (2 pts)			
05.04 isolé (3 pts)			
06 Proximité (moins de 2 km à pied) (sur 5 pts)			
06.01 transports en commun ou service taxi assuré par le village de vacances (1 pt)			
06.02 d'un petit commerce (1 pt)			
06.03 d'une grande surface (1 pt)			
06.04 ville (1 pt)			

	1	2	3
06.05 possibilité de restauration (1 pt)			
07 Signalisation extérieure du périmètre (sur 2 pts)			
07.01 Plan d'accès détaillé destiné aux touristes	x	x	x
07.02 Panneaux de signalisation routière			x
08 Signalisation intérieure au périmètre (sur 3 pts)			
08.01 panneau avec plan du village de vacances (1 pt)			x
08.02 remise du plan du village de vacances (1 pt)	x	x	x
08.03 cheminement voitures			x
08.04 cheminement piétons (1 pt)			x
09 Eclairage des routes et chemins (3 pts)			
10 Plantations persistantes (arbres, haies, pelouses,...) (3 pts)			
11 Décoration saisonnière des abords (3 pts)			x
B. ACCUEIL / 10 pts			
12.Bureau d'accueil (sur 4 pts)			
12.01 Langues parlées par le personnel (2 pts)			
- Fr. / Nl (2 pts)	x	x	x
- Angl. / All.			x
12.02 appel 24H/24	x	x	x
12.03 présence physique : 20 H/sem.		x	x
12.04 présence physique : 40 H/sem.			x
12.05 gestes d'accueil (1 pt)			x
12.06 possibilité de paiement par carte bancaire (1 pt)			x
13.Parking (3 pts)			x
13.01 proximité de l'accueil			
13.02 capacité			
13.03 intégration			
14.Aménagement du bureau de réception et de ses abords (3 pts)			
14.01 harmonie et qualité du mobilier			
14.02 décoration			
14.03 espace d'accueil			
C. SERVICES GENERAUX, INSTALLATIONS SPORTIVES ET DE LOISIRS / 55 pts			
15 Point de vente / commerce de détail (sur 4 pts)			
16 Service pain organisé (3 pts)			x
17 Lavoir (lave-linge + séchoir) (3 pts)			x
18 Bar (avec personnel pour servir des consommations) / Petite restauration (sur 5 pts) ouvert min 8 semaines/an (moitié des points si pas ouvert toute l'année)			x
18.01 Bar (1,5 pt)			
18.02 Petite restauration (1,5 pt)			
18.03 Périodes d'ouvertures (0,5 pt)			
18.04 capacité d'accueil (0,5 pt)			
18.05 variété de la carte (0,5 pt)			
18.06 ambiance / décoration (0,5 pt)			
19 Restaurant (sur 5 pts) ouvert min 8 semaines/an (moitié des points si pas ouvert toute l'année)			x
19.01 Restaurant (3 pts)			
19.02 Périodes d'ouvertures (0,5 pt)			
19.03 capacité d'accueil (0,5 pt)			
19.04 variété de la carte (0,5 pt)			
19.05 ambiance / décoration (0,5 pt)			
20 Salle de détente (sur 2 pts)			x
20.01 local de détente (1 pt)			

	1	2	3
20.02 aménagement du local (0,5 pt)			
20.03 équipements de loisirs (0,5 pt)			
21 Animation (sur 4 pts)			
21.01 moins de 8 semaines / an (2 pts)			
21.02 au moins 8 semaines / an (4 pts)			x
22 Location meubles bébé (1 pt)			x
23 Location draps/essuies (1 pt)			x
24 Installations fixes, terrain(s) de sports et activités sportives(1pt par discipline avec un max. de 8 pts) (si payant : ½ des points, si couvert : points x 2) ex : mini-golf, kayak, pédalos, VTT, pêche, tennis,...			x
25 Piscine (6 pts)			x
25.01 Piscine (3 pts)			
25.02 Superficie (1 pt)			
25.03 Aménagements (2 pts)			
26 Pataugeoire séparée (2 pts)			
27 Plaine de jeux < 5 éléments (2 pts)	x	x	x
28 Plaine de jeux 5-10 éléments (4 pts)		x	x
29 Plaine de jeux >10 éléments (6 pts)			x
30 Autres services (0,5 pt par service avec un maxim. de 5 pts) ex : sauna, solarium, barbecue, internet, dvd, vidéos, jeux,...)			

PARTIE B

Normes de classement des unités de séjour

Notes minimales à obtenir par poste et par catégorie de classement.

	1 Feuille de chêne	2 Feuilles de chêne	3 Feuilles de chêne	4 Feuilles de chêne
A. Equipements de l'unité de séjour / 25 points	10	14	17	20
B. Séjour / 20 points	9	12	15	17
C. Chambres à coucher / 20 points	8	11	14	17
D. Sanitaires / 20 points	5	8	12	17
E. Equipements extérieurs de l'unité de séjour et situation extérieure de l'unité de séjour / 15 points	4	6	9	12

IMPORTANT :

1° Les éléments repris dans la grille de classement ci-dessous seront appréciés en fonction de la capacité d'accueil de l'unité de séjour.

2° Les points repris dans la grille de classement sont des cotes maximales. Les points attribués seront donc contenus entre zéro et lesdites cotes.

3° Le classement dans une catégorie implique que tous les critères obligatoires (X) de cette catégorie soient rencontrés et que les notes minimales de cette catégorie soient atteintes dans chaque rubrique *A.*, *B.*, *C.*, *D.* et *E.* ci-dessus.

Grille et normes de classement des unités de séjour

	1	2	3	4
A. EQUIPEMENTS DE L'UNITE DE SEJOUR / 25 pts				
01 Eclairage (sur 2 pts)				
01.01 Naturel (1 pt)				
01.02 Artificiel (1 pt)				
- central				
- supplémentaire				
02 Installation électrique (1 pt)				
02.01 une prise de courant et un interrupteur par pièce (hormis wc)	x	x	x	x
02.02 nombre de prises de courant en suffisance (1 pt)				
03 Eléments de loisir intérieur (sur 7 pts)				
03.01 Tv avec réseau câble/antenne parabolique (1 pt)				x
03.02 feu ouvert / poêle à bois (2 pts)				
03.03 jacuzzi, sauna, hamam (1 pt par équipem. avec un max. de 2 pts)				

	1	2	3	4
03.04 autres équipements (0,5 pt avec un max. de 2 pts)				
04 Décoration (sur 7 pts)				
04.01 harmonie du mobilier (1 pt)				
04.02 qualité / confort du mobilier (2 pts)				
04.03 aspect du mobilier (2 pts)				
04.04 décoration générale (1 pt)				
04.05 ambiance générale (1 pt)				
05 Etat général intérieur (entretien murs / plafonds / sols et finition intérieure) (sur 4 pts)				
06 Equipements et installations techniques (sur 4 pts)				
06.01 Chauffage (excepté bois) (sur 2 pts)				
- chauffage dans la pièce de séjour (0 pt)	x	x	x	x
- chauffage fixe dans la pièce de séjour + appoint ailleurs (1 pt)		x	x	x
- chauffage fixe dans toutes les pièces (2 pts)			x	x
06.02 Production d'eau chaude (sur 2 pts)	x	x	x	x
- Boiler de moins de 40 l pp (1 pt)				
- Boiler de minimum 40 l pp ou en continu (2 pts)				x
B. SEJOUR / 20 pts				
07 Surface des pièces de jours y compris la cuisine (sur 4 pts)				
2p 3p 4p 5p 6p 7p 8p pp suppl.				
07.01 m^2 10 12 14 16 18 20 22 2 (1 pt)				
07.02 m^2 12 14 16 19 21 23 25 2 (2 pts)				
07.03 m^2 14 16 19 21 24 26 29 3 (3 pts)				
07.04 m^2 16 19 22 25 28 31 34 4 (4 pts)				x
07.05 Studio 2 pers. : minim. 24 m^2 (2 pts)				
08 Cuisine - équipements adaptés à la capacité de l'unité de séjour :				
08.01 Frigo (110 l)	x	x	x	x
08.02 Frigo de plus de 110 l (1 pt)				
08.03 Vaisselle / ustensiles	x	x	x	x
08.04 Evier	x	x	x	x
08.05 Cuisinière	x	x	x	x
08.06 Four / Micro-ondes (2 pts)			x	x
08.07 Freezer (1 pt)			x	x
08.08 Aération : (sur 2 pts)		x	x	x
- à proximité de la cuisinière		x	x	x
- fenêtre (0,5 pt)				
- extracteur (1 pt)				
- hotte (2 pts)			x	x
08.09 Cafetière électrique (1 pt)		x	x	x
08.10 Lave-vaisselle (1 pt)				x
08.11 Equipements supplémentaires (0,5 pt par équip. avec un max. de 1 pt)				
08.12 Etat des équipements (2 pts)				
08.13 Fonctionnalité de la cuisine (sur 5 pts) - plan de travail (1 pt) - espace (2 pts) - rangement (1 pt) - éclairage du plan de travail (1 pt)				

	1	2	3	4
C. Chambres à coucher / 20 pts				
09. Superficie et nombre de chambres				
09.01 Toutes les chambres ont la superficie minimale ci-dessous :				x
09.02 Au moins la ½ des chambres ont la superficie minimale ci-dessous :				x
09.03 Chambre 1 pers 5m^2				
09.04 Chambre 2 pers 8m^2				
09.05 Par pers. supplémentaire 3m^2				
09.06 Chambre 2 pers. (lits superposés) 6m^2				
09.07 Si + de la ½ des chambres ont 2 m^2 en + (2 pts)				x
09.08 Studio de 2 pers. supérieur à 26 m^2 (2 pts)				
09.09 Nombre de chambres à coucher en rapport avec la capacité de l'unité de séjour. A = Cap. de l'unité de séjour % nombre de chambres A = 7 et + = 0 pt A = 6 = 1 pt A = 5 = 2 pts A = 4 = 3 pts A = 3 = 4 pts A = 2 = 5 pts				
09.10 Si au moins la ½ des chambres sont fermées et simples ou doubles : 3 pts (hormis lits superposés)				
10. Literie (sur 5 pts)				
- dimension, qualité, propreté, hygiène du sommier, matelas, protections, couvertures, ou couette (minim. / lit pour 2 pers. : 1m40)	x	x	x	x
11. Mobilier et accessoires (sur 5 pts)				
11.01 meubles de chevet (1 pt)			x	x
11.02 lampes de chevet (1 pt)			x	x
11.03 tentures / stores (1 pt)	x	x	x	x
11.04 penderie / étagère (1 pt)				x
11.05 divers (0,5 pt par élément avec un max. de 1 pt)				
D. SANITAIRES / 20 pts				
12. Salle d'eau (douche ou bain, lavabo avec tablette et miroir). Si seulement un local douche : nécessité d'un lavabo au moins (sur 11 pts)	x	x	x	x
12.01 1 s. d'e par tranche de 10 pers. (4 pts)		x	x	x
12.02 1 s. d'e par tranche de 8 pers. (6 pts)			x	x
12.03 1 s. d'e par tranche de 4 pers. (8 pts)				x
12.04 Si au moins la ½ des chambres ont 1 lavabo : 1 pt				
12.05 Autres équipements (1 pt par équipement avec un max. de 2 pts)				
13. WC (sur 5 pts)	x	x	x	x
13.01 1 wc par tranche de 10 pers. (0,5 pt) (x 2 si wc séparé)		x	x	x
13.02 1 wc par tranche de 8 pers. (1 pt) (x 2 si wc séparé)			x	x
13.03 1 wc par tranche de 6 pers. (1,5 pt) (x 2 si wc séparé)				x
13.04 Si wc séparé, supplémentaire : 2 pts				x
14. Qualité, vétusté, propreté, aération (4 pts)				
E. Equipements extérieurs et situation extérieure de l'unité de séjour / 15 pts				
15. Terrasse / Balcon (qualité, proximité et superficie adaptée à la capacité) (sur 3 pts)				x
16. Mobilier de jardin ou table de pique-nique (1 pt)	x	x	x	x
17. Eclairage (1 pt)			x	x
18. Barbecue (1 pt)				

	1	2	3	4
19. Etat d'entretien des abords et de l'unité de séjour (3 pts)				
20. Vue depuis l'unité de séjour (2 pts)				
21. Clarté (2 pts)				
22. Degré d'indépendance :				
22.01 entrée commune (0 pt)				
22.02 passage possible devant une unité de séjour (0,5 pt)				
22.03 mitoyenne avec accès individuel (1 pt)				
22.04 quatre façades (2 pts)				

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 5

Chapitre Ier. — Dispositions générales

1. Généralités.

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, et notamment :

— l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire et des modifications de cet arrêté (*Moniteur belge* du 26 avril 1995);

— le Code du Bien-être au travail (Codex);

— le Règlement Général pour la Protection du Travail (R.G.P.T.);

— l'annexe 10 du présent arrêté fixant les normes complémentaires applicables aux bâtiments accueillant ou destinés à accueillir plus d'un établissement d'hébergement touristique d'une capacité maximale de moins de 10 personnes et dont la capacité maximale additionnée est supérieure à 15 personnes;

— le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions.

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

a) prévenir la naissance d'un incendie;

b) assurer la sécurité des personnes;

c) faciliter l'intervention des Services d'incendie.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant.

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

a) prévenir les incendies;

b) combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;

c) en cas d'incendie, permettre :

— aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme;

— d'assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger;

— d'avertir immédiatement le Service d'incendie territorialement compétent.

1.3. Domaine d'application.

Capacité maximale de l'établissement d'hébergement touristique	Moins de 10 personnes		Entre 10 et 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Etablissement de type A	*	*				
Etablissement de type B	*	*				

Ces dispositions sont applicables au bâtiment ou partie de bâtiment accueillant ou destiné à accueillir un établissement d'hébergement touristique d'une capacité maximale de 9 personnes conformément au tableau repris ci-dessus.

1.4. Terminologie.

1.4.1. La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1re de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.4.2. Cette terminologie est complétée par les définitions des termes suivants :

Porte Rf : porte résistante au feu. Les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 en matière d'agrément "BENOR-ATG" et de placeurs agréés ne sont applicables qu'aux portes placées ou remplacées après la date de parution au *Moniteur belge* de la présente réglementation. Les placeurs agréés le sont au sens de l'A.M. du 5 mai 1995 fixant les conditions et la procédure d'agrément des placeurs de portes Rf.

1.5. Prescriptions d'occupation.

Au sein d'un bâtiment, seuls peuvent être occupés, les niveaux suivants :

— le niveau normal d'évacuation;

— le niveau 1 au-dessus du niveau normal d'évacuation.

1.6. Comportement au feu des éléments et matériaux de construction.

1.6.1. A la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées.

S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la co-signature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut être fournie.

1.6.2. Réaction au feu – Méthodes d'essais.

Les matériaux de construction sont catalogués d'après la classification reprise dans l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.6.3. Percements dans les parois Rf.

Les percements et évidements dans les parois, pour lesquelles une Rf est exigée, doivent être obturés au moyen d'éléments donnant une Rf équivalente à celle de la paroi.

1.7. Certification des matériaux et installations.

Généralités concernant la certification des équipements et des installations.

En application de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais et l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation des organismes de certification conformément aux critères des normes de la série NBN EN-45000 et pour autant que la certification des installateurs, des installations et (ou) du matériel concernés existe dans un délai de 2 ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

les installations et (ou) le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans le bâtiment, doivent être certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans une autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN-EN-45011;

les installations et (ou) le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans le bâtiment, doivent être placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de personnel conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN-EN-45013.

1.8. Norme NBN et équivalence dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

S'il est établi au moyen de documents nécessaires qu'un produit repris dans la présente annexe satisfait aux exigences fixées en norme NBN selon des méthodes d'essai et de classification équivalentes dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ce produit est considéré comme satisfaisant aux spécifications techniques fixées par ladite annexe.

1.9. Détection incendie.

Chaque bâtiment, en fonction de son organisation de fonctionnement et de son importance, doit être équipé de détecteurs autonomes dans les locaux suivants :

— Dans chaque chambre réservée au hôtes,

— Dans la zone d'accès à celle(s)-ci, y compris la cage d'escalier.

— Dans la cuisine commune réservée aux hôtes.

Ce matériel doit faire l'objet d'un agrément qui certifie sa conformité aux normes publiées par l'Institut Belge de Normalisation (I.B.N.).

Chapitre II. — Prescriptions complémentaires applicables aux bâtiments nouveaux

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire, les prescriptions suivantes sont applicables, aux bâtiments nouveaux.

2.1. Structure portante.

L'ensemble de la structure portante du bâtiment présente une résistance au feu de ½ heure.

2.2. Cages d'escalier.

— Des dispositions doivent être prises pour éviter la propagation du feu vers le niveau supérieur au moyen d'éléments Rf ½ h et de portes Rf ½ h sollicitées à la fermeture.

— Les escaliers ont une stabilité au feu d' ½ h ou sont réalisés en maçonnerie et en béton.

— Les escaliers donnent obligatoirement accès à un niveau d'évacuation.

2.3. Toiture.

La toiture, doit présenter un degré de résistance au feu d'au moins une demi-heure ou être protégée par un ou des éléments possédant la même résistance au feu. Le revêtement intérieur de la toiture doit être réalisé en matériaux de classe A0. L'ensemble de la couverture des toitures satisfait au projet de norme EN- 1187. 1.

Chapitre III. — Exigences générales

3.1 Installations classées comme dangereuses, insalubres ou incommodes.

Si le bâtiment où la propriété sur lequel il est bâti comprend des installations classées comme dangereuses, insalubres ou incommodes en vertu de la réglementation régionale, le Service d'incendie compétent détermine les mesures de sécurité éventuelles destinées à assurer la sécurité des occupants compte tenu des risques présentés par ces installations.

3.2. Groupement de bâtiments.

Les dispositions suivantes sont applicables lorsqu'au sein d'une même propriété appartenant à un même exploitant, plusieurs bâtiments distincts sont affectés à l'hébergement de touristes.

3.2.1. Implantation :

Les constructions annexes, auvents, avancées de toitures, ouvrage en encorbellement ou autres adjonctions ne sont autorisés que s'ils ne compromettent ni l'évacuation et la sécurité des usagers, ni l'action des Services d'incendie.

3.2.2. Voies d'accès :

Les bâtiments sont accessibles en permanence aux véhicules des Services d'incendie. A proximité des bâtiments, les voies d'accès présentent des caractéristiques telles que le stationnement, la mise en service et la manœuvre du matériel de lutte contre l'incendie et du matériel de sauvetage puissent être effectués avec facilité. Les précisions relatives à l'accessibilité sont laissées à l'appréciation du Service d'incendie compétent.

3.2.3. Alimentation en eau d'extinction :

L'alimentation en eau d'extinction doit être suffisante. Elle peut se faire par de l'eau courante ou stagnante ou par réseau public de distribution.

La détermination des ressources en eau d'extinction est laissée à l'appréciation du Service d'incendie compétent. Cette détermination tient compte du nombre de bâtiment et de la charge calorifique qu'ils renferment.

Une signalisation conforme à la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 14 octobre 1975 relative aux ressources en eau pour l'extinction des incendies est prévue.

3.2.4. Stockage de récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié :

Les récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié et les récipients présumés vides, doivent être entreposés en plein air dans un espace clôturé ou dans un local efficacement ventilé par une aération haute et basse. Ces espaces et locaux sont spécialement affectés à cet usage et non accessibles aux personnes hébergées.

3.2.5. Groupement de bâtiments avec centre de services communs :

Les dispositions suivantes sont applicables lorsqu'au sein d'une même propriété appartenant à un même exploitant plusieurs bâtiments différents sont affectés à l'hébergement de touristes. Un ou plusieurs des bâtiments constituent un centre de service hôtelier pouvant comprendre un accueil des touristes, un restaurant, des salles de loisirs, des salles de réunions etc.

Les règles générales et locales de même que les grands principes de prévention contre l'incendie sont applicables au centre de services communs qui fait l'objet d'une visite et d'un rapport circonstancié établi par le Service d'incendie compétent. Les remarques formulées dans ce rapport sont consignées dans l'attestation de sécurité.

Chapitre IV. — Exigences concernant la réaction au feu

Les dispositions suivantes sont données sans préjudice de la constatation de situation(s) dangereuse(s) en matière de réaction au feu des matériaux, par le Service d'incendie territorialement compétent. Dans ce cas, des mesures appropriées devront être prises sans délai.

4.1. Dispositions générales.

Lors du renouvellement des revêtements existants, les exigences reprises dans le tableau suivant doivent être appliquées. La classification des matériaux de construction est conforme aux méthodes d'essai reprises dans l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

	Revêtements de sol	Revêtements de parois verticlales	Revêtements des plafonds et faux plafonds
Cages d'escalier intérieures (y compris palier) Chemins d'évacuation	A2	A1	A1
Autres locaux non mentionnés ci-dessus	A3	A3	A2

4.2. Usage de planchettes en bois.

Lors du renouvellement des revêtements existants ou de l'extension d'un bâtiment existant, l'usage de planchettes en bois comme élément de décoration est admis, pour autant que les planchettes en bois soient appliquées contre un support non combustible A0 avec interposition d'un élément non combustible A0 dans le vide éventuel laissé entre le support et les planchettes. Leur usage est interdit dans les voies d'évacuation;

4.3. Nouveaux locaux.

En cas d'aménagement de nouveaux locaux après la date de mise en application de la présente réglementation, les règles définies sous 4.2. et 4.3. sont d'application immédiate.

Chapitre V. — Evacuation

L'emplacement, la distribution et la largeur des escaliers, des voies d'évacuation, des sorties, doivent permettre une évacuation rapide et facile des personnes.

Chapitre VI. — Chauffage - Combustible

6.1. Appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire.

6.1.1 Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire doivent être conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales. Ils répondent aux normes les concernant.

6.1.2 Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire par combustion sont tenus en bon état de fonctionnement, obligatoirement reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

6.1.3 Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire doivent être construits en matériaux non-combustibles.

6.1.4 Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée doivent être installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en être isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

6.1.5. Les installations de chauffage à air chaud doivent être réalisées suivant les règles de l'art et répondre aux conditions suivantes :

— la température de l'air aux points de distribution ne peut excéder 80 °C;

— les gaines d'amenée d'air chaud doivent être construites entièrement en matériaux incombustibles.

6.1.5 Les appareils de chauffage mobiles sont interdits.

6.1.6 Le matériel des installations de chauffage électrique porte le label CEBEC ou le label CE.

6.2. Gaz naturel.

Si le combustible est du gaz naturel, l'installation doit être conforme selon le type d'installation, à la NBN D 51-003 « Installations alimentées au gaz combustible plus léger que l'air distribué par canalisations », ou à la norme NBN D 51-004 ″Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières″.

Les appareils à gaz portent le label « BENOR » ou « CE ». Tous les appareils de chauffage raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité.

6.3 Gaz de pétrole liquéfié.

Si le combustible est du G.P.L. (gaz de pétrole liquéfié), l'installation doit être conforme au code de bonne pratique; les bonbonnes sont placées à l'extérieur. Les appareils à gaz portent le label « BENOR » ou « CE ». Tous les appareils de chauffage raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité.

L'utilisation et le stockage de récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié, même vides, sont strictement interdits dans tous les locaux.

Les bonbonnes sont installées à l'extérieur des locaux à l'abri des intempéries.

6.4. Bois, combustible solide, combustible liquide.

Si le combustible est du bois, liquide ou solide, l'installation doit être conforme aux règles de l'art notamment en matière d'isolation du conduit de fumée vis-à-vis du reste du bâtiment. Les installations de chauffage central doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 précité.

Chapitre VII. — Prescriptions particulières aux feux ouverts et âtres

L'installation de feux ouverts et âtres est autorisée moyennant le respect des dispositions suivantes :

— l'installation du foyer et de la cheminée est réalisée conformément aux règles de l'art notamment en matière d'isolation du foyer et du conduit de fumée vis-à-vis du reste du bâtiment;

— l'installation est pourvue d'un pare-étincelles;

— des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des occupants.

Chapitre VIII. — Signalisation

Si nécessaire, l'emplacement de chaque sortie et de chaque sortie de secours ainsi que la direction des voies, dégagement et escaliers conduisant à ces sorties sont signalés à l'aide de signaux de sauvetage prévus à l'arrêté royal du 17 juin 1997 et ses annexes.

Chapitre IX. — Eclairage de sécurité

En fonction de la disposition particulière des lieux, le Service incendie compétent peut demander l'installation d'un éclairage de sécurité.

Chapitre X. — Annonce

A défaut d'une cabine téléphonique publique située dans les environs du bâtiment, un poste téléphonique mis à la disposition des locataires doit permettre d'atteindre, en tout temps, le service 100.

Un avis placé dans chaque bâtiment localise l'emplacement du poste téléphonique et mentionne les numéros d'appel à former. Ces numéros sont rappelés sur les postes téléphoniques.

Chapitre XI. — Moyens d'extinction

Chaque bâtiment doit disposer au minimum de :

— un extincteur conforme aux normes en vigueur d'une demi-unité d'extinction, par niveau accessible par les personnes hébergées;

— une couverture extinctrice conforme à la norme NBN-EN-1869 dans la cuisine.

Chapitre XII. — Entretien et contrôle pour les établissements de type A et B

12.1. Généralités.

12.1.1.L'équipement technique est maintenu en bon état. L'exploitant doit, sous sa responsabilité, faire contrôler périodiquement cet équipement par des personnes ou organismes compétents.

12.1.2 L'exploitant veille à ce que les inspections, examens et contrôles, notamment ceux dont question à l'article 12.2, soient effectués et qu'il en soit dressé procès-verbal. Les dates des contrôles et les constatations faites au cours de ceux-ci sont classées dans un dossier tenu à la disposition du bourgmestre ou de son délégué. Ce rapport, fait mention de conformité à la réglementation.

12.2. Contrôles périodiques.

12.2.1 Installations électriques de force motrice, d'éclairage, signalisation et d'éclairage de sécurité.

Les installations électriques de force motrice, éclairage et signalisation du bâtiment répondent aux prescriptions du Règlement Général sur les Installations Electriques (R.G.I.E.).

Sans préjudice des dispositions de ces règlements, les installations électriques susvisées sont contrôlées par un organisme agréé par le Ministère des Affaires Economiques pour le contrôle des installations électriques :

— lors de leur mise en service et chaque fois que d'importantes modifications y sont apportées ou à défaut dans l'année suivant la mise en vigueur du présent arrêté;

— tous les 5 ans.

Les contrôles susvisés ont pour but de vérifier la conformité des installations électriques de force motrice, éclairage et signalisation avec les prescriptions du présent règlement.

Le fonctionnement de l'éventuel éclairage de sécurité doit être contrôlé périodiquement par l'exploitant, au minimum tous les six mois.

12.2.2 Installations de chauffage.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique résultant du chauffage des bâtiments au moyen de combustibles solides et liquides, les installations de chauffage et de climatisation sont examinées annuellement par un technicien compétent agréé;

Les conduits d'évacuation de fumée(s) et de gaz de combustion doivent toujours être en bon état.

12.2.3 Installations alimentées en gaz combustible.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de propane et gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges, toute installation nouvelle ou partiellement renouvelée, est examinée avant sa mise en service, conformément aux normes belges et aux règles de bonne pratique.

Le contrôle susvisé doit être effectué tous les cinq ans par un organisme, indépendant de l'installateur, équipé à cet effet. Ce contrôle comprend un essai d'étanchéité de l'installation avec mise sous pression pendant une durée d'au moins 20 minutes, robinets d'arrêt ouverts.

12.2.4 Entretien des installations alimentées en gaz combustible.

Ces installations et les appareils y raccordés sont entretenus annuellement par un installateur qualifié.

Cet entretien aura notamment pour objet :

— la vérification et le nettoyage des brûleurs;

— la vérification des dispositifs de protection et de régulation;

— la vérification de l'étanchéité de l'installation;

— la visite et si nécessaire le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion.

12.2.5 Moyens d'extinction.

L'exploitant s'assure que les moyens d'extinction sont vérifiés et entretenus annuellement par une firme spécialisée.

12.2.6 Filtres et conduits d'extraction des hottes de cuisine.

L'exploitant s'assure que les filtres à graisse et les conduits d'extraction des hottes de cuisine sont entretenus au moins annuellement.

12.2.7 Cheminées et conduits de fumées.

Les cheminées et conduits de fumées sont ramonés et contrôlés une fois par an par un technicien compétent.

Chapitre XIII. — Entretien et contrôle complémentaires pour les établissements de type B

13.1. Installation de détection incendie par détecteur ponctuel.

Les installations généralisées de détection automatique sont réceptionnées comme indiqué dans la norme belge NBN S 21-100 ″Conception des installations de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel″. Toutefois les contrôles doivent porter sur la totalité des installations (détecteurs, centraux, tableaux répétiteurs, asservissements, etc...).

Les installations généralisées de détection automatique sont entretenues, vérifiées et contrôlées annuellement comme indiqué dans la norme belge NBN S 21-100 ″Conception des installations de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel″.

13.2. Installations d'alarme :

Ces installations sont vérifiées et entretenus annuellement par un installateur qualifié.

13.3. Portes et portillons résistant au feu :

L'exploitant veille au bon fonctionnement des portes, portillons ... sollicité à la fermeture, ou à fermeture automatique en cas d'incendie. Il les fait entretenir régulièrement.

Chapitre XIV. — Prescriptions d'exploitation pour les établissements de type A et B

14.1. Généralités.

Indépendamment de ce qui est prévu par la présente réglementation, l'exploitant prend toute mesure utile en vue de protéger les personnes présentes dans le bâtiment contre l'incendie, la panique et l'explosion.

Les remarques formulées à l'occasion des contrôles périodiques doivent faire l'objet des corrections apportées dans les délais les plus courts.

Les abords des endroits où se trouvent des appareils de lutte contre l'incendie doivent toujours rester dégagés afin que les appareils susvisés puissent être utilisés sans délai.

14.2. Détection autonome d'incendie.

L'exploitant veille au bon fonctionnement des détecteurs autonomes de fumée au moins une fois avant chaque location. Pour ce faire, il tient compte de la notice du fabricant.

14.3. Appareils de cuisson.

Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable. Aucun appareil mobile alimenté en combustible gazeux ne peut être placé ou utilisé à l'intérieur des locaux.

Si un flexible est utilisé pour le raccordement de la cuisinière à l'installation de distribution de gaz, il doit être remplacé annuellement. Sa longueur sera limitée à 1,5 mètres. Chacune de ses extrémités sera dotée d'un collier de serrage.

14.4. Consignes de sécurité.

L'exploitant agit en bon père de famille et s'engage à informer les personnes hébergées du fonctionnement des installations et des consignes de sécurité-incendie à respecter dans le bâtiment. Celles-ci sont fonction de la capacité, de l'équipement et de l'organisation des pièces de le bâtiment.

En cas de présence d'un feu ouvert ou d'un âtre, des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des personnes hébergées.

Des consignes de sécurité dans les trois langues nationales et en anglais, éventuellement remplacée par des pictogrammes, indiquent la ligne de conduite à adopter en cas d'incendie et placées en évidence dans le bâtiment. Elles indiquent le poste téléphonique privé ou public le plus proche.

Pour les groupements de bâtiments, un dossier destiné à renseigner les équipes de secours doit indiquer notamment l'emplacement :

— des escaliers et des voies d'évacuation;

— des moyens d'extinction disponibles;

— du tableau général du système de détection incendie et d'alarme;

— des chaufferies;

— le cas échéant des installations et des locaux présentant un risque particulier;

— l'implantation générale des bâtiments, voies d'accès, ressources en eau emplacement des dispositifs de coupure de l'énergie.

Ce dossier est tenu à jour.

14.4. Protection contre les chutes.

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent du danger pour les occupants, doivent être convenablement couverts ou entourés de garde-corps solidement établis, de 1 mètre de hauteur minimum.

Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 70 cm au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1,50 m du sol vers l'extérieur, doivent être protégées par un garde-corps solidement établi, de 1 mètre de hauteur minimum.

Les escaliers doivent être munis de solides mains courantes, placées à une hauteur minimum de 0,75 m du côté où il y a éventuellement danger de chute. Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1,50 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux côtés, les mains courantes sont doubles.

Les garde-corps doivent être réalisés de manière à ce que les enfants ne puissent se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.

Chapitre XV. — Prescriptions d'exploitation complémentaires pour les établissements de type B

15.1. Appareils de cuisson.

Les appareils de cuisson au gaz sont munis d'un thermocouple de sécurité.

15.2. Consignes de sécurité.

Si du personnel est employé celui-ci et tout particulièrement le personnel de garde nocturne, est entraîné à la manœuvre des moyens d'extinction et instruit des conditions de son emploi. Ce personnel reçoit également une formation générale en matière de prévention des sinistres.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 6

Chapitre I. — Dispositions générales

1. Généralités.

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables et notamment :

— l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire et des modifications de cet arrêté (*Moniteur belge* du 26 avril 1995);

— le Code du bien-être au travail (Codex);

— le Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT);

— le décret du 1er mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions.

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments visés à l'article précédent pour :

a) prévenir la naissance d'un incendie;

b) assurer la sécurité des personnes;

c) faciliter l'intervention des Services d'incendie.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant.

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

a) prévenir les incendies;

b) combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;

c) en cas d'incendie, permettre :

— aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme;

— d'assurer la sécurité des personnes et si nécessaires pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger;

— d'avertir immédiatement le Service d'incendie territorialement compétent.

1.3. Domaine d'application.

Capacité maximale de l'établissement d'hébergement touristique	Moins de 10 personnes		Entre 10 et 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Etablissement de type A			*	*		
Etablissement de type B						

Le présent texte s'applique à tout bâtiment ou partie de bâtiment destiné à accueillir ou accueillant un établissement de type A, d'une capacité maximale comprise entre 10 et 15 personnes, conformément au tableau repris ci-dessus.

1.4. Terminologie.

1.4.1. La terminologie adoptée est celle reprise à l'annexe 1re de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

Porte Rf : porte résistante au feu. Les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 en matière d'agrément "BENOR-ATG" et de placeurs agréés ne sont applicables qu'aux portes placées ou remplacées après la date de parution au *Moniteur belge* de la présente réglementation. Les placeurs agréés le sont au sens de l'A.M. du 5 mai 1995 fixant les conditions et la procédure d'agrément des placeurs de portes Rf.

1.5. Prescriptions d'occupation.

Au sein d'un bâtiment, seuls peuvent être occupés, les niveaux suivants :

— le niveau normal d'évacuation;

— le niveau 1 au-dessus du niveau normal d'évacuation.

— le niveau 2 au-dessus du niveau normal d'évacuation ne peut être occupé que si l'immeuble est équipé d'une installation de détection incendie généralisée conforme à la norme NBN S 21-100.

1.6. Comportement au feu des éléments et matériaux de construction.

1.6.1. A la demande du Bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées.

S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la co-signature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut être fournie.

1.6.2 Réaction au feu – Méthodes d'essais.

Les matériaux de construction sont catalogués d'après la classification reprise dans l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.6.3. Percements dans les parois Rf.

Les percements et évidements dans les parois, pour lesquelles une Rf est exigée, doivent être obturés au moyen d'éléments donnant un degré Rf équivalent à celui de la paroi.

1.7. Généralités concernant la certification des équipements et des installations.

En application de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais et l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation des organismes de certification conformément aux critères des normes de la série NBN- EN-45000 et pour autant que la certification des installateurs, des installations et (ou) du matériel concernés existe dans un délai de 2 ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

— Les installations et (ou) le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans l'établissement, doivent être certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans une autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN EN 45011.

— Les installations et (ou) le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans l'établissement, doivent être placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de personnel conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans une autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN EN 45013.

1.8. Norme NBN et équivalence dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

S'il est établi au moyen de documents nécessaires qu'un produit repris dans la présente annexe satisfait aux exigences fixées en norme NBN selon des méthodes d'essai et de classification équivalentes dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ce produit est considéré comme satisfaisant aux spécifications techniques fixées par ladite annexe.

1.9. Détection incendie.

Chaque bâtiment, en fonction de son organisation de fonctionnement et de son importance, doit être équipé :

— Soit d'une installation généralisée de détection incendie par détecteurs ponctuels, conforme à la NBN S21-100 « conception des installations généralisées de détection incendie par détecteur ponctuel » et aux addenda de cette norme.

— Soit de détecteurs autonomes dans les chambres, dans la cuisine commune ou dans la pièce de vie la plus proche, dans les dégagements et cage(s) d'escalier.

Ce matériel doit faire l'objet d'un agrément qui certifie sa conformité aux normes publiées par l'Institut Belge de Normalisation (I.B.N.).

Dans chaque cas, le signal de la détection incendie doit être audible dans l'unité de logement.

Chapitre II. — Prescriptions complémentaires applicables aux bâtiments nouveaux

Les prescriptions suivantes sont applicables aux bâtiments nouveaux :

2.1. Structure portante :

L'ensemble de la structure portante du bâtiment présente une résistance au feu de ½ heure pour les bâtiments à un seul niveau et une résistance au feu d'une heure pour les bâtiments à plusieurs niveaux.

2.2 Cages d'escalier

2.2.1 Immeubles comprenant un niveau au-dessus du niveau d'évacuation :

— Des dispositions doivent être prises pour éviter la propagation du feu vers le niveau supérieur au moyen d'éléments Rf ½ h et de portes Rf ½ h sollicitées à la fermeture.

— Les escaliers ont une stabilité au feu de ½ h ou sont réalisés en maçonnerie et en béton.

— Les escaliers donnent obligatoirement accès à un niveau d'évacuation.

2.2.2. Immeubles comprenant plus d'un niveau au-dessus du niveau d'évacuation :

Les cages d'escalier sont réalisées en maçonnerie et en béton. A défaut, elles présentent les caractéristiques suivantes :

— Les parois intérieures et les portes des cages d'escaliers présentent une résistance au feu de ½ heure. Les portes des cages d'escalier sont sollicitées à la fermeture.

— Les escaliers ont une stabilité au feu d' ½ h.

Les cages d'escaliers donnent obligatoirement accès à un niveau d'évacuation.

Les prescriptions en matière de cages d'escalier ne sont pas applicables aux immeubles dont les niveaux au-dessus du niveau normal d'évacuation sont équipés d'une sortie donnant directement vers l'extérieur et permettant d'atteindre la voie publique en toute sécurité. Dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour éviter la propagation du feu vers le niveau supérieur au moyen d'éléments Rf ½ h et de portes Rf ½ h sollicitées à la fermeture.

2.3. Toiture.

La toiture doit présenter un degré de résistance au feu d'au moins une demi-heure ou être protégée par un ou des éléments possédant la même résistance au feu.

Pour les matériaux d'isolation et d'étanchéité, on se conformera aux dispositions de l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1997) fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

Chapitre III - Exigences générales

3.1 Installations classées comme dangereuses, insalubres ou incommodes.

Si le bâtiment où la propriété sur lequel il est bâti comprend des installations classées comme dangereuses, insalubres ou incommodes en vertu de la réglementation régionale, le Service d'incendie compétent détermine les mesures de sécurité éventuelles destinées à assurer la sécurité des occupants compte tenu des risques présentés par ces installations.

3.2. Groupement de bâtiments.

Les dispositions suivantes sont applicables lorsqu'au sein d'un même établissement appartenant à un même exploitant, plusieurs bâtiments différents sont affectés à l'hébergement de touristes.

3.2.1. Implantation :

Les constructions annexes, auvents, avancées de toitures, ouvrages en encorbellement ou autres adjonctions ne sont autorisés que s'ils ne compromettent ni l'évacuation et la sécurité des usagers, ni l'action des Services d'incendie.

3.2.2. Voies d'accès :

Les bâtiments sont accessibles en permanence aux véhicules des Services d'incendie. A proximité des bâtiments, les voies d'accès présentent des caractéristiques telles que le stationnement, la mise en service et la manœuvre du matériel de lutte contre l'incendie et du matériel de sauvetage puissent être effectués avec facilité. Les précisions relatives à l'accessibilité sont laissées à l'appréciation du Service d'incendie compétent.

3.2.3. Alimentation en eau d'extinction :

L'alimentation en eau d'extinction doit être suffisante. Elle peut se faire par de l'eau courante ou stagnante ou par réseau public de distribution.

La détermination des ressources en eau d'extinction est laissée à l'appréciation du Service d'incendie compétent. Cette détermination tient compte du nombre de bâtiments et de la charge calorifique qu'ils renferment.

Une signalisation conforme à la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 14 octobre 1975 relative aux ressources en eau pour l'extinction des incendies est prévue.

3.2.4. Stockage de récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié :

Les récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié et les récipients présumés vides, doivent être entreposés en plein air dans un espace clôturé ou dans un local efficacement ventilé par une aération haute et basse. Ces espaces et locaux sont spécialement affectés à cet usage et non accessibles aux personnes hébergées.

Chapitre IV. — Exigences concernant la réaction au feu

Les dispositions suivantes sont données sans préjudice de la constatation de situation(s) dangereuse(s) en matière de réaction au feu des matériaux, par le Service d'incendie territorialement compétent. Dans ce cas, des mesures appropriées devront être prises sans délai.

4.1. Dispositions générales.

Les exigences reprises dans le tableau suivant doivent être appliquées. La classification des matériaux de construction est conforme aux méthodes d'essai reprises dans l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

	Revêtements de sol	Revêtements de parois verticlales	Revêtements des plafonds et faux plafonds
Cages d'escalier intérieures (y compris palier) Chemins d'évacuation	A2	A1	A1
Autres locaux non mentionnés ci-dessus	A3	A3	A2

4.2. Usage de planchettes en bois.

L'usage de planchettes en bois comme élément de décoration est admis, pour autant que les planchettes en bois soient appliquées contre un support non combustible A0 avec interposition d'un élément non combustible A0 dans le vide éventuel laissé entre le support et les planchettes. Leur usage est interdit dans les voies d'évacuation;

Chapitre V. — Evacuation

L'emplacement, la distribution et la largeur des escaliers, des voies d'évacuation, des sorties, doivent permettre une évacuation rapide et facile des personnes.

En fonction de la nature et de l'importance du risque, le Service régional d'incendie peut imposer des mesures permettant d'atteindre cet objectif.

Pour la détermination de ces mesures, le Service régional d'incendie devra tenir compte du coût des travaux à mettre en œuvre par rapport à la valeur du bâtiment et du complément de sécurité apporté par ceux-ci.

Chapitre VI. — Chauffage, combustible

6.1. Chaufferie.

Toute chaudière d'une puissance de plus de 30 Kw est placée dans un local appelé chaufferie. Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

La chaufferie ne peut être accessible aux personnes hébergées.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont au moins Rf 1h. Toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, doit être fermée par un bloc-porte Rf 1/2 h. Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pourvues d'aucun dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstance de les maintenir en position ouverte.

Les chaufferies doivent être convenablement ventilées.

6.2. Appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire.

6.2.1. Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire doivent être conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales. Ils répondent aux normes les concernant.

6.2.2. Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire par combustion sont tenus en bon état de fonctionnement, obligatoirement reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

6.2.3. Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire doivent être construits en matériaux non-combustibles et être convenablement entretenus.

6.2.4. Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée doivent être installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en être isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

6.2.5. Les installations de chauffage à air chaud doivent être réalisées suivant les règles de l'art et répondre aux conditions suivantes :

— la température de l'air aux points de distribution ne peut excéder 80 °C;

— les gaines d'amenée d'air chaud doivent être construites entièrement en matériaux incombustibles.

6.2.6. Les appareils de chauffage mobiles sont interdits.

6.2.7. Le matériel des installations de chauffage électrique porte le label CEBEC ou le label CE.

6.3. Gaz naturel.

Si le combustible est du gaz naturel, l'installation doit être conforme, selon le type d'installation, à la NBN D 51-003 « Installations alimentées au gaz combustible plus léger que l'air distribué par canalisations », ou à la norme NBN D 51-004 ″Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières″.

Les appareils à gaz portent le label « BENOR » ou « CE ». Tous les appareils de chauffage raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité.

6.4. Gaz de pétrole liquéfié.

Si le combustible est du G.P.L. (gaz de pétrole liquéfié), l'installation doit être conforme au code de bonne pratique; les bonbonnes sont placées à l'extérieur. Les appareils à gaz portent le label « BENOR » ou « CE ». Tous les appareils de chauffage raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité.

L'utilisation et le stockage de récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié, même vides, sont strictement interdits dans tous les locaux.

Les bonbonnes sont installées à l'extérieur des locaux à l'abri des intempéries.

6.5. Combustible liquide

Si le combustible est liquide, l'installation doit être conforme aux règles de l'art et satisfaire aux dispositions de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique résultant du chauffage des bâtiments au moyen de combustibles solides et liquides.

Tous les réservoirs aériens sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage. La cuvette est construite en matériaux non-combustibles.

Le réservoir à mazout est placé à l'extérieur ou dans un local répondant aux critères définis ci-après lorsque sa capacité est égale ou supérieure à 3.000 L.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds du local sont au moins Rf 1 h. Toute communication entre le local, le reste du bâtiment et la chaufferie doit être fermée par un bloc-porte Rf 1/2 h. Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pourvues d'aucun dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toute circonstance de les maintenir en position ouverte.

Le local doit être convenablement ventilé.

6.6. Bois, combustible solide.

Si le combustible est du bois ou solide, l'installation doit être conforme aux règles de l'art notamment en matière d'isolation du conduit de fumée vis-à-vis du reste du bâtiment. Les installations de chauffage doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 précité.

Chapitre VII. — Prescriptions particulières aux feux ouverts et âtres

L'installation de feux ouverts et âtres est autorisée moyennant le respect des dispositions suivantes :

— l'installation du foyer et de la cheminée sont réalisées conformément aux règles de l'art notamment en matière d'isolation du foyer et du conduit de fumée vis-à-vis du reste du bâtiment;

— l'installation est pourvue d'un pare-étincelles;

— des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des occupants.

Chapitre VIII - Signalisation

L'emplacement de chaque sortie et de chaque sortie de secours ainsi que la direction des voies, dégagement et escaliers conduisant à ces sorties sont signalés à l'aide de signaux de sauvetage prévus à l'arrêté royal du 17 juin 1997 et ses annexes.

Chapitre IX- Eclairage de sécurité

Une installation d'éclairage de sécurité doit être placée dans les couloirs, cages d'escalier, pièces de vie commune.

Dans ce cas, cette installation est conforme aux NBN C71-100 (Règles d'installation et consignes pour le contrôle et l'entretien), CEI-EN-60 598-2-22 (blocs autonomes d'éclairage de sécurité) et NBN EN 1838 (Eclairage de secours).

Chapitre X. — annonce

A défaut d'une cabine téléphonique publique située dans les environs du bâtiment, un poste téléphonique mis à la disposition des locataires doit permettre d'atteindre, en tout temps, le service 100.

Un avis placé dans chaque bâtiment localise l'emplacement du poste téléphonique et mentionne les numéros d'appel à former. Ces numéros sont rappelés sur les postes téléphoniques.

Chapitre XI. — Alerte

Celle-ci est réalisée par la détection d'incendie.

Chapitre XII. — Alarme

Des dispositifs d'alarme doivent être installés en nombre suffisant afin de pouvoir avertir les occupants de l'ordre d'évacuation de l'immeuble.

Le dispositif d'alarme doit être audible de tout point du bâtiment et fonctionner en cas de panne de courant durant ½¼¢ heure. Un point de commande de l'installation d'alarme est prévu à chaque niveau.

Chapitre XIII- Moyens d'extinction

Chaque bâtiment doit disposer au minimum de :

— un extincteur conforme aux normes en vigueur d'une demi-unité d'extinction, par niveau accessible par les personnes hébergées;

— une couverture extinctrice conforme à la norme NBN-EN-1869 dans la cuisine;

— une installation automatique d'extinction protégeant les brûleurs à mazout avec coupure de l'énergie électrique et signalisation sonore en cas de déclenchement.

Pour la détermination de l'équipement prévu, l'exploitant consulte le Service d'incendie territorialement compétent.

Chapitre XIX. — Entretien et contrôle

14.1. Généralités.

14.1.1 L'équipement technique est maintenu en bon état. L'exploitant doit, sous sa responsabilité, faire contrôler périodiquement cet équipement par des personnes ou organismes compétents.

14.1.2 L'exploitant veille à ce que les inspections, examens et contrôles, notamment ceux dont question à l'article 14.2, soient effectués et qu'il en soit dressé procès-verbal. Les dates des contrôles et les constatations faites au cours de ceux-ci sont classées dans un dossier tenu à la disposition du bourgmestre ou de son délégué. Ce rapport, fait mention de conformité à la réglementation.

14.2. Contrôles périodiques.

14.2.1 Installations électriques de force motrice, d'éclairage, signalisation et d'éclairage de sécurité.

Les installations électriques de force motrice, éclairage et signalisation du bâtiment répondent aux prescriptions du Règlement Général sur les Installations Electriques (R.G.I.E.).

Sans préjudice des dispositions de ces règlements, les installations électriques susvisées sont contrôlées par un organisme agréé par le Ministère des Affaires Economiques pour le contrôle des installations électriques :

— lors de leur mise en service et chaque fois que d'importantes modifications y sont apportées ou à défaut dans l'année suivant la mise en vigueur du présent arrêté;

— tous les 5 ans.

Les contrôles susvisés ont pour but de vérifier la conformité des installations électriques de force motrice, éclairage et signalisation avec les prescriptions du présent règlement.

Le fonctionnement de l'éventuel éclairage de sécurité doit être contrôlé périodiquement par l'exploitant, au minimum tous les six mois.

14.2.2. Installations de chauffage.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique résultant du chauffage des bâtiments au moyen de combustibles solides et liquides, les installations de chauffage et de climatisation sont examinées annuellement par un technicien compétent agréé;

Les conduits d'évacuation de fumée(s) et de gaz de combustion doivent toujours être en bon état.

14.2.3. Installations alimentées en gaz combustible.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de propane et gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges, toute installation nouvelle ou partiellement renouvelée, est examinée avant sa mise en service, conformément aux normes belges et aux règles de bonne pratique.

Le contrôle susvisé doit être effectué tous les cinq ans par un organisme, indépendant de l'installateur, équipé à cet effet. Ce contrôle comprend un essai d'étanchéité de l'installation avec mise sous pression pendant une durée d'au moins 20 minutes, robinets d'arrêt ouverts.

14.2.4. Entretien des installations alimentées en gaz combustible.

Ces installations et les appareils y raccordés sont entretenus annuellement par un installateur qualifié.

Cet entretien aura notamment pour objet :

— la vérification et le nettoyage des brûleurs;

— la vérification des dispositifs de protection et de régulation;

— la vérification de l'étanchéité de l'installation;

— la visite et si nécessaire le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion.

14.2.5. Moyens d'extinction.

L'exploitant s'assure que les moyens d'extinction sont vérifiés et entretenus annuellement par une firme spécialisée.

14.2.6. Filtres et conduits d'extraction des hottes de cuisine.

L'exploitant s'assure que les filtres à graisse et les conduits d'extraction des hottes de cuisine sont entretenus au moins annuellement.

14.2.7. Cheminées et conduits de fumées.

Les cheminées et conduits de fumées sont ramonés une fois par an par un technicien compétent.

14.2.8. Installation de détection incendie par détecteur ponctuel.

Les installations généralisées de détection automatique sont réceptionnées comme indiqué dans la norme belge NBN S 21-100 ″Conception des installations de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel″. Toutefois les contrôles doivent porter sur la totalité des installations (détecteurs, centraux, tableaux répétiteurs, asservissements, etc...).

Les installations généralisées de détection automatique sont entretenues, vérifiées et contrôlées annuellement comme indiqué dans la norme belge NBN S 21-100 ″Conception des installations de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel″.

14.2.9. Installations d'alarme :

Ces installations sont vérifiées et entretenues annuellement par un installateur qualifié.

14.2.10. Portes et portillons résistant au feu :

L'exploitant veille au bon fonctionnement des portes, portillons 1/4 sollicités à la fermeture, ou à fermeture automatique en cas d'incendie. Il les fait entretenir régulièrement.

Chapitre XV. — Prescriptions d'exploitation

15.1. Généralités.

Indépendamment de ce qui est prévu par la présente réglementation, l'exploitant prend toute mesure utile en vue de protéger les personnes présentes dans le bâtiment contre l'incendie, la panique et l'explosion.

Les remarques formulées à l'occasion des contrôles périodiques doivent faire l'objet des corrections apportées dans les délais les plus courts.

Les abords des endroits où se trouvent des appareils de lutte contre l'incendie doivent toujours rester dégagés afin que les appareils susvisés puissent être utilisés sans délai.

15.2. Détection autonome d'incendie.

L'exploitant veille au bon fonctionnement des détecteurs autonomes de fumée au moins une fois avant chaque location. Pour ce faire, il tient compte de la notice du fabricant.

15.3. Appareils de cuisson.

Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable. Aucun appareil mobile alimenté en combustible gazeux ne peut être placé ou utilisé à l'intérieur des locaux.

Si un flexible est utilisé pour le raccordement de la cuisinière à l'installation de distribution de gaz, il doit être remplacé annuellement. Sa longueur sera limitée à 1,5 mètre. Chacune de ses extrémités sera dotée d'un collier de serrage.

Les appareils de cuisson au gaz sont munis d'un thermocouple de sécurité.

15.4. Consignes de sécurité.

L'exploitant agit en bon père de famille et s'engage à informer les personnes hébergées du fonctionnement des installations et des consignes de sécurité-incendie à respecter dans le bâtiment. Celles-ci sont fonction de la capacité, de l'équipement et de l'organisation des pièces du bâtiment.

En cas de présence d'un feu ouvert ou d'un âtre, des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des personnes hébergées.

Des consignes de sécurité dans les trois langues nationales et en anglais, éventuellement remplacée par des pictogrammes, indiquent la ligne de conduite à adopter en cas d'incendie et placées en évidence dans le bâtiment. Elles indiquent le poste téléphonique privé ou public le plus proche.

Si du personnel est employé, celui-ci et tout particulièrement le personnel de garde nocturne, est entraîné à la manœuvre des moyens d'extinction et instruit des conditions de son emploi. Ce personnel reçoit également une formation générale en matière de prévention des sinistres.

Pour les groupements de bâtiments, un dossier destiné à renseigner les équipes de secours doit indiquer notamment l'emplacement :

— des escaliers et des voies d'évacuation;

— des moyens d'extinction disponibles;

— du tableau général du système de détection incendie et d'alarme;

— des chaufferies;

— le cas échéant des installations et des locaux présentant un risque particulier;

— l'implantation générale des bâtiments, voies d'accès, ressources en eau emplacement des dispositifs de coupure de l'énergie.

Ce dossier est tenu à jour.

15.5. Protection contre les chutes.

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent du danger pour les occupants, doivent être convenablement couverts ou entourés de garde-corps solidement établis, de 1 mètre de hauteur minimum.

Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 70 cm au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1,50 m du sol vers l'extérieur, doivent être protégées par un garde-corps solidement établi, de 1 mètre de hauteur minimum.

Les escaliers doivent être munis de solides mains courantes, placées à une hauteur minimum de 0,75 m du côté où il y a éventuellement danger de chute. Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1,50 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux côtés, les mains courantes sont doubles.

Les garde-corps doivent être réalisés de manière à ce que les enfants ne puissent se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 7

Chapitre I - Dispositions générales

1. Généralités.

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables et notamment :

— l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire et des modifications de cet arrêté (*Moniteur belge* du 26 avril 1995);

— le Code du bien-être au travail (Codex)

— le Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT);

— l'annexe 9 du présent arrêté fixant les normes d'entretien, de contrôle et les prescriptions d'occupation;

— le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions.

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

a) prévenir la naissance d'un incendie;

b) assurer la sécurité des personnes;

c) faciliter l'intervention des Services d'incendie.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant.

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

a)prévenir les incendies;

b) combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;

d) en cas d'incendie, permettre :

— aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme;

— d'assurer la sécurité des personnes et si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger;

— d'avertir immédiatement le Service d'incendie territorialement compétent.

1.3. Domaine d'application.

Capacité maximale de l'établissement d'hébergement touristique	Moins de 10 personnes		Entre 10 et 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Etablissement de type A					*	
Etablissement de type B			*		*	

Les présentes normes s'appliquent dans la mesure où elles apportent des précisions ou sont, soit plus contraignantes que les normes de base, soit spécifiques aux bâtiments servant pour l'hébergement.

Elles fixent, conformément au tableau repris ci-dessus, les conditions auxquelles doivent satisfaire la conception, la construction et l'aménagement des bâtiments ou parties de bâtiments nouveaux destinés à accueillir ou accueillant, un établissement de type B d'une capacité maximale supérieure à 9 personnes ou un établissement de type A d'une capacité maximale supérieure à 15 personnes.

1.4. Terminologie

1.4.1. La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1re de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.4.2. Cette terminologie est complétée par les définitions des termes suivants :

Sécurité positive : Les installations sont considérées comme fonctionnant en sécurité positive si la fonction de sécurité de ces installations ou appareils reste assurée lorsque la source d'énergie et (ou) le dispositif d'alimentation et (ou) le dispositif de commande sont (est) défaillant(s).

Appartement : Tout établissement d'hébergement touristique comprenant au moins un emplacement destiné à la préparation des repas par les personnes hébergées.

1.5. Numérotation des niveaux

1.5.1. Un numéro d'ordre est attribué à chaque niveau en respectant les règles suivantes :

— les différents niveaux forment une suite ininterrompue;

— un des niveaux d'évacuation porte le numéro 0;

— les niveaux situés en dessous du niveau 0 portent un numéro d'ordre négatif;

— les niveaux situés au-dessus d'un niveau 0 portent un numéro d'ordre positif.

1.5.2. A chaque niveau, le numéro d'ordre de celui-ci :

— est inscrit sur au moins une des parois des paliers des cages d'escalier et des paliers d'accès des ascenseurs, à l'attention des personnes qui empruntent ces paliers;

— doit pouvoir être lu depuis la cabine des ascenseurs lors de l'arrêt de ceux-ci.

1.5.3. Dans les ascenseurs, le numéro d'ordre des niveaux est inscrit à côté du bouton de commande correspondant. De plus, les mots « sortie » ou « sortie de secours » figurent à côté des numéros d'ordre des niveaux où se trouvent des sorties ou des sorties de secours.

1.6. Méthodes d'essai et de classification de produits dans un autre Etat membre de l' U.E.

S'il est établi au moyen de documents probants qu'un produit satisfait aux exigences du présent arrêté selon des méthodes d'essai et de classification équivalentes en vigueur dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ce produit est considéré comme satisfaisant aux spécifications techniques fixées par la présente annexe.

1.7. Certification des matériaux et installations.

Généralités concernant la certification des équipements et des installations :

En application de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais et l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation des organismes de certification conformément aux critères des normes de la série NBN- EN-45000, et pour autant que la certification des installateurs, des installations et (ou) du matériel concernés existe dans un délai de deux ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

— les installations et (ou) le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans l'établissement d'hébergement touristique, doivent être certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans une autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN EN 45011;

— les installations et (ou) le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans l'établissement d'hébergement touristique, doivent être placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de personnel conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans une autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN EN 45013.

Chapitre II. — Implantation, construction et équipement

2.1. Compartimentage des locaux

2.1.1. La superficie d'un bâtiment, mesurée entre les faces intérieures des parois délimitant celui-ci, est inférieure à 1250 m^2.

2.1.2. Tout ensemble de 20 chambres ou ensemble de locaux permettant le logement de 40 personnes maximum réparties sur un même niveau est ceinturé par les parois intérieures présentant un degré de Rf 1 h, sauf pour les bâtiments bas d'un seul niveau où la Rf est de ½ h.

Les baies pratiquées dans ces parois sont fermées par des portes Rf ½ h sollicitées à la fermeture.

2.2. Locaux situés sous le niveau d'évacuation le plus bas.

En dessous du niveau d'évacuation le plus bas :

— aucune chambre à coucher individuelle ou collective, aucun appartement ne peut être situé;

- seul le niveau le plus proche de ce niveau d'évacuation peut comporter des locaux destinés à être utilisés par les personnes hébergées.

2.3. Nombre de cages d'escalier.

Le nombre de cages d'escalier est fixé, compte tenu :

— du nombre de personnes hébergées pouvant se trouver au-dessus du niveau d'évacuation le plus proche;

— des dispositions concernant les distances maximales d'accès à la cage d'escalier la plus proche et à la deuxième cage d'escalier ou voie d'évacuation.

Aux niveaux d'évacuation, les escaliers conduisent à une sortie, soit directement, soit par un chemin d'évacuation aussi court que possible et satisfaisant aux dispositions reprises à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (modifié) fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

Au rez-de-chaussée, le hall de réception et ses dépendances directes peuvent être inclus dans le compartiment d'une des cages d'escalier ou du chemin d'évacuation : ceci implique que des mesures de protection contre l'incendie soient prises en permanence.

2.4. Parois verticales intérieures

Les parois verticales intérieures, limitant une chambre ou un appartement, ont une Rf d'au moins ½ h.

Pour les parois intérieures des chemins d'évacuation et les portes y donnant accès, on se reportera à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1997) fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

2.5. Portes.

Les portes des voies d'évacuation de même que les portes donnant accès à l'extérieur du bâtiment doivent pouvoir être ouvertes à tout moment en vue de l'évacuation de l'établissement d'hébergement touristique. Ces portes peuvent être verrouillées moyennant le respect des conditions suivantes :- Déverrouillage électrique commandé à partir d'un endroit accessible en tout temps (bureau de garde, accueil, etc...);- Déverrouillage automatique en cas de détection incendie, alarme et de coupure de courant;- Installation réalisée suivant les principes de la sécurité positive.

2.6.Revêtements non flottants utilisés à des fins d'isolation thermique, phonique ou décorative.

On se conformera aux dispositions de l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1997) fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

2.7. Toiture.

On se conformera aux dispositions de l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1997) fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

2.8. Prescriptions constructives relatives aux compartiments et aux espaces de circulation à emprunter en cas d'évacuation.

2.8.1. Nombre d'escaliers

Dans tous les cas, tout niveau occupé doit disposer d'au moins deux voies d'évacuation distinctes, indépendantes l'une de l'autre sur toute la hauteur du bâtiment.

Dans tous les cas, les cages d'escalier sont établies de telle façon et en tel nombre que les dispositions de l'arrêté royal soient respectées.

Dans tous les cas, les niveaux sont desservis par au moins un escalier intérieur. Les escaliers établis en supplément peuvent être extérieurs.

Dans les bâtiments comportant un seul niveau au dessus du niveau d'évacuation, moyennant l'avis favorable du Service d'incendie territorialement compétent, les niveaux où moins de 20 personnes sont hébergées peuvent n'être desservis que par une cage d'escalier pour autant qu'existe une deuxième voie d'évacuation permettant d'atteindre facilement la voie publique.

2.8.2. Ventilation des cages d'escalier intérieures

Le dispositif de commande manuelle est clairement signalé en accord avec le Service d'incendie territorialement compétent.

2.9. Dispositions constructives relatives à certains locaux et espaces techniques.

2.9.1. Lingeries de plus de 2 m^2, buanderies, réserves d'archives et ateliers.

Ces locaux sont situés en dehors des compartiments accessibles aux personnes hébergées.

En cas d'impossibilité, moyennant l'accord du Service d'incendie territorialement compétent et le respect des prescriptions suivantes, ces locaux, pourront être situés dans les compartiments accessibles aux personnes hébergées :

Le local concerné est ceinturé par des parois intérieures répondant aux prescriptions suivantes :

— Rf 1 h;

— Les baies pratiquées dans ces parois sont fermées par des portes Rf ½ h sollicitées à la fermeture;

Lorsqu'ils ne sont pas occupés, ces locaux sont fermés à clef.

2.9.2. Gaines

Les vides-ordures et les gaines de descente de linge sont interdites.

2.9.3. Cuisines collectives

2.9.3.1. Les appareils de cuisson et les appareils de chauffage de liquides sont placés sur des supports de classe A0 suivant l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

2.9.3.2. Conduits d'évacuation des gaz de combustion et des vapeurs.

Les conduits d'évacuation des gaz de combustion et des vapeurs sont constitués de matériaux de la classe A0 suivant l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. L'étanchéité de ces conduits est assurée jusqu'à une température de 800 °C.

Les conduits évacuent les gaz de combustion et les vapeurs à l'extérieur des bâtiments et ne peuvent être raccordés à aucun autre conduit.

Les conduits non isolés sont distants d'au moins 45 cm de tout matériau combustible non protégé.

La surface intérieure des conduits est lisse et résiste à l'action chimique des matières normalement présentes dans les gaz de combustion et vapeurs à évacuer.

Les conduits peuvent être facilement nettoyés.

A cet effet, des ouvertures sont éventuellement pratiquées dans ceux-ci.

En dehors des cuisines collectives, les conduits venant de celles-ci sont soit placés à l'extérieur des bâtiments et solidement fixés, soit placés en gaines ne contenant pas d'autres conduits et dont les parois ont une résistance au feu d'au moins deux heures. Dans ce dernier cas, les portillons ou portes d'accès aux points d'inspection et de nettoyage ont une résistance au feu d'au moins une heure.

2.9.4. Local de stockage des ordures

Le local est muni d'un système d'extinction automatique hydraulique.

Ces prescriptions peuvent ne pas s'appliquer moyennant le respect des conditions suivantes :

— les ordures sont stockées dans un conteneur métallique muni d'un couvercle sollicité à la fermeture;

— le conteneur est uniquement réservé à cet effet et est disposé dans la propriété à au moins 5 m de toute baie de tout bâtiment.

2.9. Ascenseurs et monte-charges.

2.10.1.En cas d'alarme, les ascenseurs sont rappelés automatiquement au niveau d'évacuation et sont immobilisés. Les portes des ascenseurs à ouverture automatique sont maintenues ouvertes.

2.10.2. Pour les ascenseurs hydrauliques, une transmission du déclenchement de l'installation d'extinction de la machine est réalisée vers le central de détection.

2.11. Installations électriques de force motrice, d'éclairage et de signalisation.

2.11.1. L'appareillage et les appareils d'utilisation présentent des garanties suffisantes de sécurité.

Cette exigence est considérée comme satisfaite en ce qui concerne entres autres l'appareillage et les appareils d'utilisation conformes à des normes belges.

2.11.2. Les appareils assurant l'éclairage artificiel normal des espaces de circulation à emprunter en cas d'évacuation sont fixés. S'ils sont asservis à une minuterie, il y a lieu de prévoir une coupure progressive de l'éclairage de manière à permettre un nouvel allumage sans être, à aucun moment, plongé dans l'obscurité.

2.12. Installations aux gaz de pétrole liquéfiés.

2.12.1 Généralités

2.12.1.1. Les installations aux gaz de pétrole liquéfiés satisfont aux prescriptions, aux normes, aux règles de l'art et aux conditions techniques de bonne pratique les concernant.

2.12.1.2. Les accessoires tels que robinets, vannes, clapets, soupapes de sûreté, détendeurs, etc., conviennent pour l'utilisation de gaz de pétrole liquéfiés.

2.12.1.3. L'utilisation de butane commercial en récipients mobiles est interdite.

2.12.1.4. A l'intérieur des bâtiments, la pression maximale de service admissible est de 1,5 bar.

2.12.1.5. A l'intérieur des bâtiments, l'installation est réalisée de telle façon que la pression dans les tuyauteries ne puisse accidentellement dépasser de plus de 50 % la pression de service.

2.12.1.6. Un dispositif, permettant d'interrompre la distribution de gaz, est placé sur les tuyauteries à proximité de leur entrée dans les bâtiments. Ce dispositif doit se trouver à l'extérieur des bâtiments et en dehors des accès à leurs issues. L'emplacement du dispositif précité est aisément repérable.

2.12.1.7. Les opérations de placement ou de remplacement de récipients mobiles s'effectuent dans les conditions de sécurité suffisantes. Après ces opérations, l'étanchéité de la tuyauterie de raccordement est assurée et vérifiée.

2.12.2. Installation utilisant du gaz en réservoirs fixes

2.12.2.1. Quelle que soit leur capacité, les dépôts en réservoirs fixes de gaz de pétrole liquéfiés satisfont aux prescriptions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant ces dépôts.

2.12.2.2. Les dépôts en réservoirs fixes, d'une capacité (en litres d'eau) de 300 l et plus, doivent être autorisés en application de la réglementation. Sans préjudice des dispositions du paragraphe précédent, ces dépôts doivent répondre aux conditions éventuellement imposées par les arrêtés d'autorisation.

2.12.2.3. Les bâtiments comportant des locaux destinés aux résidents sont isolés ou séparés des éventuelles installations de vaporisation comme ils doivent l'être des constructions et locaux occupés par des tiers.

2.12.3. Installations utilisant du gaz en récipients mobiles.

2.12.3.1. Les récipients mobiles satisfont aux prescriptions du « Règlement général pour la protection du travail ».

2.12.3.2. Les dépôts de récipients mobiles, d'une capacité totale (en litres d'eau) de 500 l et plus, doivent être autorisés en application de la réglementation et répondre aux conditions éventuellement imposées par les arrêtés d'autorisation.

2.12.3.3. Mesures de sécurité concernant les récipients mobiles.

2.12.3.3.1. Les récipients mobiles ne peuvent être placés à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas trois kilos. A l'extérieur des bâtiments, ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes.

2.12.3.3.2. Les récipients mobiles sont toujours placés debout, à un niveau qui ne peut être en contrebas, par rapport au sol environnant et à 2,50 m au moins de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Leur stabilité doit être assurée.

2.12.3.3.3. Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

2.12.3.3.4. Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

— ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustibles;

— est convenablement aéré par le haut et par le bas.

2.12.3.3.5. Raccordement des récipients mobiles à la tuyauterie de distribution.

Un dispositif destiné à éviter la vidange des tuyauteries lors du remplacement d'un récipient vide par un plein est placé sur la tuyauterie propre à chaque récipient mobile. Ce dispositif peut consister soit en une vanne, soit en un clapet anti-retour, soit en un coupeur inverseur dans le cas où l'alimentation est assurée par deux récipients.

2.12.4. Tuyauterie

2.12.4.1. La tuyauterie est réalisée à partir de tubes en acier sans soudure, en cuivre ou en alliage de cuivre, conçus pour une pression d'utilisation de 20 bars.

Les tronçons qui constituent la tuyauterie sont assemblés :

— par soudure autogène;

— par brasure au moyen d'alliages dont le point de fusion est au moins égal à 500 °C.

Toutefois, dans la mesure compatible avec les nécessités de démontages et de remontages éventuels, l'utilisation de raccords mécaniques spécialement conçus pour les gaz de pétrole liquéfiés est autorisée.

2.12.4.2. A l'intérieur des bâtiments, mais à l'exception des endroits où elles doivent être placées dans un fourreau, les tuyauteries sont posées de façon à pouvoir être visitées sur tout le parcours. Des mesures efficaces sont prises afin de les protéger contre la corrosion.

2.12.4.3. Les tuyauteries ne peuvent être placées :

— dans les conduits, même inutilisés, destinés à l'évacuation des fumées ou des gaz de combustion;

— dans les gaines des ascenseurs, monte-charge et monte-plats;

— dans les gaines de ventilation ou de chauffage.

Les tuyauteries ne peuvent non plus traverser les gaines et conduits précités, les caniveaux d'eau et regards d'égouts. Les tuyauteries sont posées à une distance minimale de 5 (cinq) cm d'autres canalisations et ne peuvent être en contact avec les conduits destinés à l'évacuation des fumées ou de gaz de combustion.

2.12.4.4. Les tuyauteries ne peuvent traverser un espace où une fuite serait spécialement dangereuse, soit du fait de la destination de cet espace, soit du fait de sa ventilation insuffisante. Toutefois, si une telle traversée ne peut être évitée, la tuyauterie ne comporte aucun raccord mécanique sur tout le parcours considéré.

2.12.4.5. Fourreaux

Les fourreaux sont continus et possèdent une résistance mécanique suffisante. Ils sont obligatoires pour toutes les tuyauteries, dans la traversée des parois.

Aucune autre canalisation ne peut emprunter le fourreau d'une tuyauterie de gaz.

2.12.5. Appareils d'utilisation

2.12.5.1. La tuyauterie d'alimentation des appareils d'utilisation ne comprend que des éléments rigides.

Un robinet d'arrêt est posé sur la tuyauterie d'alimentation de chaque appareil d'utilisation. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à proximité immédiate de l'appareil desservi.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes mesures voulues sont prises afin que ce robinet ne puisse être utilisé qu'en cas de nécessité.

2.12.5.2. Tout appareil d'utilisation est adapté à la nature et à la pression du gaz d'alimentation. Les appareils sont conformes à l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz. Tous les appareils de chauffage et de cuisson raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité.

2.12.5.3. Dans les locaux où sont installés un ou des appareils d'utilisation, toutes mesures utiles sont prises afin que soient assurées en plus de la ventilation normale du local considéré :

— l'arrivée d'air frais destiné à remplacer celui qui a été absorbé par la combustion de gaz;

— l'évacuation, jusqu'à l'extérieur des bâtiments, des produits de cette combustion.

Des conduits assurent obligatoirement l'évacuation des produits de combustion provenant des appareils utilisés dans les cuisines.

2.13. Installations alimentées au gaz combustible plus léger que l'air, distribué par des canalisations

2.13.1. Raccordement au réseau de distribution

Un obturateur est placé à l'extérieur des bâtiments et en dehors de leurs accès sur chaque conduite de raccordement de l'établissement d'hébergement touristique au réseau de distribution. L'emplacement de cet (ces) obturateur(s) est aisément repérable.

2.13.2. Fourreaux

Les fourreaux sont continus et possèdent une résistance mécanique suffisante. Ils sont obligatoires pour toutes les tuyauteries, dans la traversée des parois.

Aucune autre canalisation ne peut emprunter le fourreau d'une tuyauterie de gaz.

2.13.3. Appareils d'utilisation

La tuyauterie des appareils d'utilisation ne comprend que des éléments rigides. Sans que cela dispense de l'obligation de poser un robinet d'arrêt sur la tuyauterie d'alimentation de chaque appareil d'utilisation, lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes mesures voulues sont prises afin que ce robinet ne puisse être utilisé qu'en cas de nécessité.

Les appareils sont conformes à l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz. Tous les appareils de chauffage et de cuisson raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité.

2.14. Installations de chauffage et de conditionnement d'air.

2.14.1. Généralités.

2.14.1.1. Terminologie.

2.14.1.1.1. Installation de chauffage central : installation de chauffage dont le(s) générateur(s) de chaleur augmente(nt) l'énergie d'un fluide qui est ensuite transporté vers les différents locaux à chauffer.

2.14.1.1.2. Appareil local de chauffage : appareil comprenant un générateur de chaleur et installé dans le local qu'il est destiné à chauffer.

2.14.1.1.3. Installation centrale de conditionnement d'air : installation de conditionnement dans laquelle l'air traité est ensuite transporté vers les différents locaux à climatiser ou à ventiler.

2.14.1.1.4. Les installations de chauffage central et les installations centrales de conditionnement d'air satisfont aux prescriptions, aux règles de l'art, aux conditions techniques de bonne pratique les concernant et aux normes relatives au chauffage central, à la ventilation et au conditionnement d'air en vigueur à la date de réalisation des installations.

2.14.2. Installations de chauffage central.

2.14.2.1. Les générateurs de chaleur sont installés dans des chaufferies répondant aux dispositions reprises à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (modifié) fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

2.14.2.2. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide sont équipés des dispositifs de sécurité prévus par la norme EN 230 « Brûleur à fioul à pulvérisation de type monobloc – dispositifs de sécurité, de commande et de régulation – temps de sécurité », EN 264 « Dispositifs de sécurité pour installations de combustion fonctionnant aux combustibles liquides – exigences de sécurité – essais ».

2.14.2.3. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible gazeux sont équipés de dispositif coupant automatiquement :

— l'alimentation en combustible du brûleur, pendant l'arrêt de celui-ci ainsi que dès surchauffe ou surpression à l'échangeur;

— toute alimentation en combustible, dès l'extinction accidentelle de la flamme de la veilleuse.

Les appareils sont conformes à l'arrêté royal du 3 juillet 1992 relatif à la sécurité des appareils à gaz.

2.14.2.3. Installations de chauffage central à air chaud.

2.14.2.4.1. Dans les générateurs de chaleur, l'air est constamment à une pression supérieure à celle des gaz circulant dans le foyer.

2.14.2.4.2. Sont interdits :

— le chauffage à combustion directe dans l'air de pulsion;

— le chauffage par échange de chaleur avec un liquide ou une vapeur dont la température dépasse 180 °C.

2.14.3. Appareils locaux de chauffage.

Les appareils locaux assurant le chauffage complémentaire ou d'appoint sont électriques et répondent aux conditions suivantes :

— tout contact même fortuit d'un objet quelconque avec les résistances chauffantes est exclu;

— la température de l'air à l'orifice de sortie ne dépasse en aucun cas 80 °C;

— la température des surfaces extérieures accessibles des appareils ne peut en aucun cas dépasser 70 °C.

2.14.4. Installations centrales de conditionnement d'air.

Les groupes de traitement de l'air sont installés dans les locaux réservés à cet usage et répondent aux dispositions concernant les chaufferies.

En outre, toutes dispositions sont prises afin d'éviter que les vapeurs du liquide réfrigérant ne puissent par une voie directe ou indirecte pénétrer dans les autres locaux de l'établissement d'hébergement touristique.

2.14.5. Dispositions communes :

Ces dispositions sont applicables aux installations de chauffage par air chaud et aux installations centrales de conditionnement d'air.

2.14.5.1. Les conduits utilisés pour la circulation de l'air sont constitués de matériaux de la classe A0 suivant l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

2.14.5.2. L'air distribué ne peut être pris dans les chaufferies ni dans les locaux présentant des dangers particuliers d'incendie.

2.14.5.3. Des dispositifs adéquats sont installés en vue d'éviter qu'en cas d'incendie, la fumée puisse, en empruntant les conduits destinés à la circulation de l'air, pénétrer dans les locaux qui ne sont pas encore attaqués par le feu.

2.14.5.4. A l'endroit où les conduits utilisés pénètrent dans les locaux desservis, la température de l'air distribué ne peut dépasser 80 °C.

2.14.5.5. En cas d'élévation anormale de la température du fluide chauffé, un dispositif de sécurité assure automatiquement l'arrêt des ventilateurs et suivant le cas :

— l'extinction ou la mise en veilleuse des générateurs de chaleur;

— l'interruption de l'alimentation en énergie électrique des groupes de traitement de l'air.

Ce dispositif automatique est doublé par des commandes manuelles placées judicieusement en au moins deux points de l'établissement d'hébergement touristique. Ces commandes manuelles sont placées à l'extérieur des locaux où sont installés, suivant le cas, la chaufferie ou les groupes de traitement de l'air.

De plus, une des commandes se trouve obligatoirement dans un local ou un espace directement accessible de l'extérieur des bâtiments. Des inscriptions faites à l'aide de caractères ou de signes de couleur rouge sur fond blanc :

— signalent l'emplacement des commandes manuelles précitées;

— fournissent les indications nécessaires relatives à la manœuvre de ces commandes et aux éventuelles autres actions à accomplir.

2.14.5.6. Les parties du circuit d'air telles que chambres de filtres, conduits, etc. où l'air est en dépression, sont suffisamment étanches pour ne pas laisser s'infiltrer les fumées ou gaz pouvant provenir des locaux traversés.

2.14.5.7. Les moteurs électriques sont aisément accessibles en vue de leur entretien.

Lorsqu'un moteur est placé dans le circuit d'air, il a au moins une protection IP4 X (NBN C 20-001). En outre, ses bobinages sont protégés par une protection thermique incorporée coupant l'alimentation en énergie électrique du moteur en cas de surchauffe anormale de celui-ci.

La protection thermique incorporée n'est pas requise pour les moteurs de 0,36 KW et moins.

2.14.5.8. Les orifices de prise et d'évacuation d'air à l'extérieur sont placés de manière à éviter la pénétration de matières combustibles solides et à prévenir les risques d'incendie en provenance de l'extérieur.

Ces orifices sont protégés par un grillage ou un treillis métallique résistant à la corrosion.

2.14.5.9. Les bouches d'évacuation, d'extraction ou de reprise d'air sont placées à une hauteur minimale de 0,08 m au-dessus des planchers finis. Ces bouches sont protégées comme prévu à l'alinéa 2.14.5.8.

Toutefois, les dispositions du précédent alinéa ne concernent pas les bouches qui, dans les salles de réunion, de spectacle, de conférence, etc. peuvent être placées dans le plancher fini. Dans ce dernier cas, les bouches sont munies, en plus du grillage ou treillis, dont question ci-dessus, d'un panier métallique de même surface que les bouches protégées.

2.15 Installations de détection d'incendie, annonce, alerte, alarme et moyens d'extinction des incendies

2.15.1. Généralités

Tous les bâtiments sont équipés d'une installation de détection d'incendie, ainsi que d'appareils ou de moyens d'annonce, d'alerte, d'alarme et d'extinction des incendies.

Les installations de détection qui équipent les établissements d'hébergement touristique sont des installations généralisées de détection automatique d'incendie par détecteurs ponctuels conformes à la norme belge NBN S21-100 et ses addenda.

2.15.2. Moyens d'annonce

De chaque compartiment, l'annonce de la découverte ou de la détection d'un incendie doit pouvoir être transmise sans délai aux Services d'incendie.

2.15.3. Alerte

Les signaux ou messages d'alerte doivent pouvoir être perçus, à tout moment, par toutes les personnes intéressées, notamment le personnel de garde et le personnel appartenant au service intérieur de sécurité, s'il existe. Ces signaux ou messages ne peuvent prêter à aucune confusion avec d'autres et notamment avec les signaux ou messages d'alarme.

2.15.4. Alarme

2.15.4.1. Les signaux ou messages d'alarme sont perceptibles par toutes les personnes se trouvant dans les locaux à évacuer. Ces signaux ou messages ne peuvent prêter à aucune confusion avec d'autres et notamment avec les signaux ou messages d'alerte. Dans tous les cas, ils doivent pouvoir assurer le réveil des personnes hébergées.

2.15.4.2. Compte tenu de l'importance du bâtiment, les installations d'alarme permettent de donner l'ordre d'évacuation partielle ou totale de celui-ci.

2.15.5. Extincteurs

Suivant leur type et leur capacité, les extincteurs sont conformes à une des normes belges en vigueur.

Un extincteur portatif est placé aussi près que possible de chaque dévidoir à alimentation axiale dont l'installation est éventuellement imposée. Dans tous les cas, au moins un extincteur portatif doit être placé à chaque niveau.

Compte tenu des risques particuliers présentés par certains locaux, espaces, techniques ou installations tels que chaufferies, cabines d'électricité haute tension, machineries d'ascenseurs, friteuses, etc., des extincteurs, en nombre suffisant, sont placés ou installés en des endroits judicieusement choisis.

Les extincteurs dont question dans le présent paragraphe sont de capacité et de type approprié au risque considéré.

2.15.6. Installations fixes et automatiques d'extinction.

Dans les chaufferies où fonctionnent un ou plusieurs générateurs de chaleur utilisant un combustible liquide, ces générateurs de chaleur sont équipés d'un système d'extinction automatique couplé avec des dispositifs coupant en cas de fonctionnement l'arrivée de combustible et toute source d'énergie dans la chaufferie où un feu a pris naissance.

Dans les ensembles cuisine-restaurant, chaque appareil fixe de friture est équipé d'une installation fixe et automatique d'extinction couplée avec un dispositif d'interruption de l'alimentation en énergie calorifique de l'appareil de friture.

Les installations d'extinction automatique visées à cet article sont munies d'un système d'alerte couplé à la détection d'incendie.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 8

Chapitre Ier. — Dispositions générales

1. Généralités.

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, et notamment :

— l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire et les modifications de cet arrêté (*Moniteur belge* du 26 avril 1995);

— le Code du Bien-être au travail (Codex);

— le Règlement Général pour la Protection du Travail (R.G.P.T.);

— l'annexe 9 du présent arrêté fixant les normes d'entretien et de contrôle et les prescriptions d'occupation;

— le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions.

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

a) prévenir la naissance d'un incendie;

b) assurer la sécurité des personnes;

c) faciliter l'intervention des Services d'incendie.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant.

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

a) prévenir les incendies;

b) combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;

c) en cas d'incendie, permettre :

— aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme;

— d'assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger;

— d 'avertir immédiatement le Service d'incendie territorialement compétent.

1.3. Domaine d'application.

Capacité maximale de l'établissement d'hébergement touristique	Moins de 10 personnes		Entre 10 et 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Etablissement de type A						*
Etablissement de type B				*		*

Ces dispositions sont applicables aux deux catégories suivantes :

1.3.1. aux bâtiments de type moyen ou élevé existant au 26 mai 1995 ou de type bas existant au 31 décembre 1997 et accueillant un établissement d'hébergement touristique ayant obtenu une attestation de sécurité favorable en application de l'article 2 du décret du 9 novembre 1990.

Pour ces bâtiments, sauf en ce qui concerne les éléments structuraux du bâtiment (art.31), ces mesures ne sont pas applicables à la partie du bâtiment occupée par le propriétaire ou l'exploitant, à condition que cette partie soit séparée de l'établissement proprement dit comme prévu à l'article 4.2.

1.3.2. Conformément au tableau repris ci-dessus, à tous les autres bâtiments existant et accueillant un établissement de type B d'une capacité maximale supérieure à 9 personnes ou un établissement de type A d'une capacité maximale supérieure à 15 personnes.

1.4. Terminologie.

1.4.1. La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1re de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

1.4.2. Cette terminologie est complétée par les définitions des termes suivants :

Porte Rf : porte résistante au feu. Les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 en matière d'agrément "BENOR-ATG" et de placeurs agréés ne sont applicables qu'aux portes placées ou remplacées après la date de parution au *Moniteur belge* de la présente réglementation. Les placeurs agréés le sont au sens de l'A.M. du 5 mai 1995 fixant les conditions et la procédure d'agrément des placeurs de portes Rf.

Sécurité positive : les installations sont considérées comme fonctionnant en sécurité positive si la fonction de sécurité de ces installations ou appareils reste assurée lorsque la source d'énergie et (ou) le dispositif d'alimentation et (ou) le dispositif de commande est (sont) défaillant(s).

Portes à âme pleine : portes réalisées et posées suivant les règles de l'Art et constituées :

— soit de panneaux en aggloméré de bois présentant une masse volumique d'au moins 400 kg/m^3 et ayant la même épaisseur que le cadre;

— soit en bois dur présentant une masse volumique d'au moins 400 kg/m^3, composée d'un châssis et de panneaux. Les panneaux ont en tout point une épaisseur minimale de 12 mm.

Appartement : tout établissement d'hébergement touristique comprenant un emplacement destiné à la préparation de repas par les personnes hébergées.

1.5. Classification des bâtiments.

Les bâtiments sont classés en trois catégories :

1.5.1. Cat. 1. — Les bâtiments bas.

Ceux-ci sont subdivisés en deux sous-catégories :

Cat. 1a. — bâtiments à 1 niveau habité au-dessus du sol qui est le niveau normal d'évacuation;

Cat. 1b. — bâtiments comportant 2 ou 3 niveaux habités au-dessus du sol dont respectivement 1 ou 2 au-dessus du niveau normal d'évacuation.

1.5.2 Cat. 2. — Les bâtiments moyens.

Pour les bâtiments définis à l'article 1.3.1., par bâtiment moyen, on entend tout bâtiment de trois niveaux ou plus habités au-dessus du niveau normal d'évacuation ne rentrant pas dans la catégorie 3.

1.5.3. Cat. 3. — Les bâtiments élevés.

Ceux-ci sont subdivisés en deux sous-catégories :

Cat. 3a. — bâtiments dont le permis de bâtir a été octroyé avant le 26 mai 1995.

Les présentes dispositions sont données sans préjudice de l'arrêté royal du 4 avril 1972, fixant les conditions générales reprises dans la norme NBN 713.010 relative à la protection contre l'incendie dans les bâtiments élevés.

Cat. 3b. — bâtiments dont le permis de bâtir a été octroyé à partir du 26 mai 1995.

1.6. Prescriptions d'occupation.

Il ne peut être aménagé d'appartements, de chambres individuelles ou collectives pour l'hébergement sous le niveau d'évacuation le plus bas.

1.7. Comportement au feu des éléments et matériaux de construction.

1.7.1. A la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant est tenu de produire la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées.

S'il ne peut fournir cette preuve, il est tenu de donner par écrit et sous la co-signature d'un architecte, une description de la composition des éléments et matériaux de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut être fournie.

1.7.2. Réaction au feu – Méthodes d'essais.

Les matériaux de construction sont catalogués d'après la classification reprise dans l'annexe 5 de arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire

1.7.3. Percements dans les parois Rf.

Les percements et évidements dans les parois, pour lesquelles une Rf est exigée, doivent être obturés au moyen d'éléments donnant une Rf équivalente à celle de la paroi.

1.7.4. Des éléments en maçonnerie et en béton sont permis pour les bâtiments définis à l'art. 1.3.1. Lors de tout aménagement important (restructuration, modification d'une partie, etc.), le nécessaire sera fait pour respecter les degrés de Rf demandés.

1.8. Certification des matériaux et installations.

Généralités concernant la certification des équipements et des installations.

En application de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais et l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation des organismes de certification conformément aux critères des normes de la série NBN EN-45000 et pour autant que la certification des installateurs, des installations et (ou) du matériel concernés existe dans un délai de 2 ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

— les installations ou le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans le bâtiment, doivent être certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans une autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN-EN-45011;

— les installations et (ou) le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans le bâtiment, doivent être placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de personnel conformément au système BELCERT ou selon une procédure de certification reconnue équivalente dans un autre Etat membre de l'Union européenne, ou à défaut d'accréditation, satisfaire aux critères généraux inscrits dans la NBN-EN-45013.

1.9. NORME NBN et équivalence dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

S'il est établi au moyen de documents nécessaires qu'un produit repris dans la présente annexe satisfait aux exigences fixées en norme NBN selon des méthodes d'essai et de classification équivalentes dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, ce produit est considéré comme satisfaisant aux spécifications techniques fixées par ladite annexe.

1.10. Exceptions réservées aux bâtiments définis à l'article 1.3.1.

Pour les bâtiments définis à l'article 1.3.1., plusieurs articles (3.1., 3.2., 4.2., 4.4.3., 5.2.1.1.) prévoient une exception aux prescriptions particulières si l'établissement d'hébergement touristique est équipé d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel.

Cette exception n'est applicable que pour une seule prescription non-respectée. Dans le cas contraire, une demande de dérogation peut être introduite.

Chapitre II. — Implantation et voies d'accès

2.1. Implantation.

Le bâtiment doit être séparé des constructions contiguës par des parois présentant un Rf d'au moins :

— pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;

— pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h.

Pour les bâtiments définis à l'article 1.3.1., des parois construites en maçonnerie ou en béton sont admises.

Les constructions annexes, auvents, avancées de toitures, ouvrages en encorbellement ou autres adjonctions ne sont autorisés que s'ils ne compromettent ni l'évacuation et la sécurité des usagers, ni l'action des services d'incendie.

Si différents bâtiments d'un ensemble sont reliés entre eux par des passages couverts et fermés, leurs ouvertures sont pourvues de portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

2.2. Voies d'accès.

Les bâtiments sont accessibles en permanence aux véhicules des services d'incendie. A proximité des établissements d'hébergement touristique, les voies d'accès présentent des caractéristiques telles que le stationnement, la mise en service et la manœuvre du matériel de lutte contre l'incendie et du matériel de sauvetage puissent être effectués avec facilité.

Les précisions relatives à l'accessibilité sont laissées à l'appréciation du service d'incendie territorialement compétent.

Chapitre III. — Prescriptions relatives à certains éléments de construction

3.1. Eléments structuraux.

3.1.1. Les éléments de la structure portante du bâtiment présentent un Rf d'au moins :

— pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;

— pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h.

Pour les établissements définis à l'article 1.3.1., des éléments en maçonnerie ou en béton sont admis. Pour ces mêmes établissements, s'il n'est pas satisfait aux prescriptions de l'article 3.1.1., l'ensemble de l'établissement et des chemins d'évacuation de tout le bâtiment doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond à l'article 8.4.4..

Dans tous les cas, les éléments structuraux des établissements des catégories 2 et 3 présentent au moins une Rf 1/2 h.

3.1.2. Ces prescriptions ne sont pas d'application pour les éléments structuraux supportant la toiture.

3.2. Faux plafonds.

Les faux plafonds des chemins d'évacuation ont une stabilité au feu de 1/2 h.

Pour les bâtiments définis à l'article 1.3.1., les faux plafonds des chemins d'évacuation des seuls établissements de la catégorie 3 ont une stabilité au feu de 1/2 h. Pour ces mêmes établissements, s'il n'est pas satisfait à cette prescription, l'établissement doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond à l'article 8.4.4.

Chapitre IV. — Compartimentage

4.1. Tout niveau bâti qui n'est pas un niveau normal d'évacuation est constitué d'un ou de plusieurs compartiments.

La superficie d'un compartiment est inférieure à 1.250 m^2.

La longueur d'un compartiment est la distance entre les deux points les plus éloignés du compartiment. Elle ne peut être supérieure à 75 m.

Les exceptions suivantes sont admises :

— les prescriptions ci-dessus ne s'appliquent pas aux aires de parcage avec étages;

— un compartiment peut s'étendre à deux étages superposés avec escaliers de communication intérieurs (duplex) pour autant que la superficie cumulée des deux étages ne dépasse pas 700 m^2;

4.2. Construction des compartiments.

Les parois entre compartiments présentent une Rf d'au moins :

— pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;

— pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h.

La communication entre deux compartiments n'est autorisée qu'au moyen de portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture, ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

Pour les bâtiments définis à l'art.1.3.1., des parois construites en maçonnerie ou en béton sont admises. Pour ce type de bâtiments, s'il n'est pas satisfait à ces prescriptions, le bâtiment doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond à l'art. 8.4.4.

4.3. Parkings couverts.

Les parois séparant les parkings du reste du bâtiment répondent aux prescriptions suivantes :

— pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;

— pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h.

Pour les bâtiments définis à l'art.1.3.1., des parois construites en maçonnerie ou en béton sont admises.

La communication entre le parking et le reste du bâtiment n'est autorisée qu'au moyen de portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture.

4.4. Prescriptions spécifiques à certaines parois ou cloisons.

4.4.1. Les parois délimitant tout appartement répondent aux prescriptions suivantes :

— pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;

— pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h.

La communication à travers ces parois n'est autorisée qu'au moyen de portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture.

Les portes des appartements ne doivent pas être munies d'un dispositif de fermeture automatique.

4.4.2. Tout ensemble de chambres dont la capacité cumulée est de 20 personnes sur un même niveau est ceinturé par des parois intérieures répondant aux prescriptions suivantes :

— pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h

— pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h

Pour les bâtiments définis à l'article 1.3.1, des parois construites en maçonnerie ou en béton sont admises

Les baies et ouvertures sont fermées au moyen de portes Rf 1/2 h sollicitées à la fermeture.

4.4.3. Par dérogation aux articles 4.4.1. et 4.4.2., pour les bâtiments définis à l'article 1.3.1., les parois verticales intérieures délimitant les appartements et les chambres sont au moins Rf 1/2 h ou sont construites en maçonnerie ou en béton.

Cette prescription ne s'applique pas aux portes.

S'il n'est pas satisfait à cette prescription, le bâtiment doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond à l'art. 8.4.4.

Chapitre V. — Evacuation

5.1. Généralités.

Les chemins d'évacuation sont judicieusement répartis dans le bâtiment afin que les occupants puissent le quitter de façon rapide et aisée. Chaque compartiment dispose au moins de deux possibilités d'évacuation en cas d'incendie. Il est interdit de transiter par une des voies d'évacuation pour atteindre la seconde.

La première possibilité d'évacuation est constituée par un escalier.

Des solutions acceptables pour la deuxième possibilité d'évacuation consistent en :

pour les bâtiments de la catégorie 1 :

— un autre escalier;

— une fenêtre ouvrante par chambre de manière que le plancher de la chambre se situe approximativement au niveau du sol environnant et que le seuil de fenêtre se trouve à 1,5 m maximum de hauteur par rapport à ce plancher;

— des échelles extérieures dont la conception répond à l'art. 5.2.7.;

pour les bâtiments des catégories 2 et 3 :

— un autre escalier.

La distance à parcourir jusqu'à l'escalier le plus proche ne peut être supérieure à 35 m. La distance à parcourir jusqu'à la deuxième possibilité d'évacuation ne peut être supérieure à 60 m.

La longueur en cul de sac des chemins d'évacuation ne peut excéder 15 m.

Les portes placées dans les chemins d'évacuation s'ouvrent dans le sens de la sortie. Cette prescription s'applique également aux portes donnant accès à l'extérieur.

5.2. Chemins d'évacuation.

5.2.1. Emplacement, répartition et largeur

5.2.1.1. L'emplacement, la répartition et la largeur des escaliers, des dégagements, des sorties, des portes et des voies qui y conduisent doivent permettre une évacuation rapide et aisée des personnes, soit en leur permettant d'atteindre la voie publique en toute sécurité, soit en leur permettant de gagner un espace libre extérieur capable d'accueillir en toute sécurité la totalité des personnes.

Pour les bâtiments repris à l'art. 1.3.1., lorsque la disposition des lieux est telle que les deux voies d'évacuation demandées aboutissent, au niveau d'évacuation normal, dans le même volume sans possibilité d'atteindre directement l'extérieur par un chemin protégé présentant le même degré de Rf que celui prescrit pour les éléments correspondants des cages d'escalier qu'ils desservent, le bâtiment doit être équipé d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond à l'article 8.4.4.

5.2.1.2. Les niveaux des chambres et ceux des autres locaux accessibles aux personnes hébergées, situés aux étages ou en sous-sol doivent :

— dans tous les cas, être desservis par un escalier au moins, nonobstant l'existence de tout autre moyen d'accès;

— dans le cas des bâtiments des catégories 2 et 3, être desservis par au moins deux escaliers.

5.2.1.3. La largeur des escaliers, dégagements, sorties et voies qui y conduisent doit être égale ou supérieure à 0,80 m.

La largeur des escaliers peut être ramenée à 0.70 m dans le cas des bâtiments existants ou en construction à la date du 1er juin 1972.

5.2.1.4. Les dégagements, sorties, portes et voies qui y conduisent doivent avoir une largeur totale au moins égale, en centimètres, au nombre de personnes appelées à les emprunter pour gagner les sorties du bâtiment.

Les escaliers doivent avoir une largeur totale au moins égale, en centimètres, à ce nombre multiplié par 1,25 s'ils descendent vers les sorties et multipliée par 2 s'ils montent vers celles-ci.

Le calcul de ces largeurs doit être basé sur l'hypothèse que, lors de l'évacuation du bâtiment, toutes les personnes d'un étage gagnent ensemble l'étage voisin et que celui-ci est déjà évacué lorsqu'elles y arrivent.

Parmi ces personnes figurent non seulement le personnel du bâtiment, mais aussi les visiteurs, les personnes hébergées et autres personnes appelées à emprunter ces escaliers, dégagements, sorties et voies qui y conduisent.

Lorsque le nombre de ces personnes ne peut être déterminé avec une approximation suffisante, le titulaire fixe ce nombre sous sa propre responsabilité.

5.2.1.5. Les escaliers sont pourvus, au minimum d'une main courante, à placer le cas échéant du côté où un risque de chute existe.

5.2.1.6. Les locaux dans lesquels séjournent habituellement cent personnes au moins et les niveaux où séjournent habituellement cent personnes au moins doivent posséder au moins deux sorties distinctes.

5.2.1.7. Les niveaux où séjournent habituellement 100 personnes au moins doivent être reliés au rez-de-chaussée par au moins deux escaliers distincts.

5.2.1.8. Il est interdit de déposer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les escaliers, dégagements, sorties de secours et voies qui y conduisent ou de réduire la largeur utile de ceux-ci.

5.2.1.9. Les chambres et autres locaux accessibles aux personnes hébergées donnent directement sur un chemin d'évacuation. La communication entre et vers les cages d'escalier est assurée par des chemins d'évacuation ou des coursives.

5.2.2. Portes

5.2.2.1. Les portes se trouvant dans des dégagements reliant deux sorties doivent s'ouvrir dans les deux sens.

5.2.2.2. Les portes à tambour et tourniquets, même placés dans les dégagements intérieurs, ne sont admis qu'en supplément des portes et passages nécessaires en application des dispositions figurant à l'article 5.2.1.

5.2.2.3. Toute porte à fermeture automatique qui ne peut être ouverte facilement à la main, doit être équipée d'un dispositif tel que, si la source d'énergie qui actionne la porte vient à faire défaut, celle-ci s'ouvre automatiquement et libère la largeur totale de la baie. L'emploi des portes coulissantes automatiques n'est autorisé que pour les issues donnant directement accès à l'extérieur. Ces dispositions ne sont pas applicables aux portes Rf ni aux portes d'ascenseurs.

5.2.2.4. Les vantaux des portes en verre doivent porter une marque permettant de se rendre compte de leur présence.

5.2.2.5. Les plans inclinés dont la pente est supérieure à dix pour cent et les escaliers mécaniques (escalators) ne sont pas pris en considération dans le calcul du nombre et de la largeur des escaliers nécessaires en application des dispositions figurant à la norme reprise à l'article 5.2.1.4.

5.2.2.6. Chaque escalier mécanique doit pouvoir être immobilisé immédiatement par deux commandes placées l'une en haut, l'autre en bas de l'escalier.

5.2.3. Parois des chemins d'évacuation

5.2.3.1. Pour les bâtiments définis à l'article 1.3.1., les parois intérieures des chemins d'évacuation présentent une Rf d'au moins :

— pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;

— pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h;

— ou sont construites en maçonnerie ou en béton.

Les portes des chambres ne peuvent pas comporter de parties vitrées.

5.2.3.2. Pour les bâtiments définis à l'article 1.3.2.

Les parois intérieures des chemins d'évacuation présentent une Rf d'au moins :

— pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h;

— pour les catégories 2 et 3 : Rf 1 h.

Sans préjudice des dispositions reprises aux articles 4.4.1. et 4.4.2., les portes des locaux à occupation nocturne donnant sur les chemins d'évacuation sont du type en bois à âme pleine.

5.2.4. Conception des escaliers à construire

5.2.4.1. Généralités

Sans préjudice des dispositions de la norme reprise à l'article 5.2.1., les escaliers sont pourvus, de chaque côté, d'une main courante solidement fixée et si possible longeant également les paliers. Leur largeur utile est d'au moins 0,80 m. Pour les escaliers d'une largeur utile de moins de 1,20 m, une seule main courante est suffisante.

La profondeur des marches est de 20 cm au moins sur la ligne de foulée. Les marches sont pourvues de contremarches pleines. Les escaliers des bâtiments de la catégorie 3 satisfont en outre aux conditions suivantes :

— les volées sont droites, se superposent et comportent au maximum 17 marches;

— la profondeur des marches est en tous points égale à 25 cm au moins;

— la hauteur des marches ne peut dépasser 18 cm;

— aucune marche ne peut dépasser la contremarche de plus de 5 cm;

— la pente ne peut dépasser 75 % (angle de pente maximal 37°).

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux escaliers intérieurs reliant les locaux d'un duplex.

5.2.4.2. Escaliers extérieurs

Les marches des escaliers extérieurs sont antidérapantes. Les exceptions suivantes à l'article 5.2.4.1. sont admises :

les contremarches ne sont pas obligatoires;

la pente peut être supérieure à 37°, tout en ne dépassant pas 45°.

5.2.5. Cages d'escalier intérieures

5.2.5.1. Chaque escalier intérieur reliant des compartiments différents doit être encloisonné.

Les parois intérieures des cages d'escalier présentent une Rf d'au moins 1 h ou sont construites en maçonnerie ou en béton. Les portes d'accès présentent une Rf 1/2 h et sont munies d'un dispositif de fermeture automatique ou d'un dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie.

Au rez-de-chaussée, le hall de réception et ses dépendances directes peuvent être inclus dans le compartiment de la cage d'escalier : ceci implique que des mesures de précaution contre l'incendie soient prises en permanence.

5.2.5.2.1. Sans préjudice des prescriptions des articles 4.1. et 4.2., les escaliers intérieurs des bâtiments suivants peuvent ne pas être encloisonnés :

— bâtiment ne comportant qu'un niveau au-dessus du niveau normal d'évacuation et dont la capacité maximale est de 20 personnes;

— bâtiment ne comportant que deux niveaux au-dessus du niveau normal d'évacuation et dont la capacité maximale est de 20 personnes. Dans ce cas cependant, toutes les chambres doivent être directement accessibles au matériel de sauvetage du Service d'incendie territorialement compétent.

5.2.5.2.2. Pour les bâtiments des catégories 1 et 2, dont chaque niveau contient au maximum 10 chambres et a une capacité maximale de 20 personnes, les murs et portes d'accès à ces chambres peuvent constituer l'encloisonnement de la cage d'escalier. Dans ce cas, les portes Rf des chambres peuvent ne pas être équipées de dispositif de fermeture automatique.

5.2.5.3. Les cages d'escalier donnent accès à un niveau d'évacuation.

5.2.5.4. Les cages d'escaliers desservant les étages en sous-sol ne peuvent être dans le prolongement direct de celles qui desservent les niveaux situés au-dessus d'un niveau d'évacuation.

Sans préjudice des dispositions prévues en matière de compartimentage, ces cages peuvent être situées les unes au-dessus des autres, à condition qu'elles soient séparées par des parois présentant une Rf 1 h et/ou des portes présentant une Rf 1/2 h et sont munies d'un dispositif de fermeture automatique.

5.2.5.5. A l'exclusion des extincteurs portatifs, du matériel de lutte contre l'incendie et du mobilier de réception situé au niveau d'évacuation, aucun objet susceptible d'être déplacé ne peut se trouver dans une cage d'escalier.

5.2.5.6. Une baie de ventilation débouchant à l'air libre est prévue à la partie supérieure de chaque cage d'escalier. Cette baie de 1 m^2 de section peut être horizontale, verticale ou oblique.

L'ouverture se fait au moyen d'un dispositif à commande manuelle, placé de manière bien visible au niveau d'évacuation et uniquement réservé au Service d'incendie territorialement compétent.

L'ouverture de la baie de ventilation se fait en respectant les principes de la sécurité positive.

5.2.6. Accès à la voie d'évacuation extérieure

Le passage par une chambre pour atteindre une voie d'évacuation extérieure est permis si la porte de la chambre à emprunter est équipée d'une serrure électrique, du type à sécurité positive, s'ouvrant automatiquement sous l'action d'un des capteurs de l'installation de détection automatique d'incendie généralisée ou en cas de déclenchement du signal d'alarme et manuellement au départ d'une commande placée à un endroit central (accueil, réception, etc...).

Ceci implique donc pour les bâtiments définis à l'art.1.3.1. qu'ils soient équipés d'une installation de détection conforme à l'art.8.4.4..

5.2.7. Echelles extérieures

5.2.7.1. L'utilisation d'échelles n'est pas admise dans des bâtiments accueillant ou destinés à accueillir au niveau supérieur des groupes d'enfants de moins de 12 ans et des handicapés.

5.2.7.2. Les échelles extérieures sont solidement fixées. Elles sont escamotables ou non. Elles débouchent sur des endroits où les utilisateurs peuvent se mettre en sécurité. L'accès à l'échelle doit être aisé pour les occupants et comporter une plate-forme équipée de garde-fous d'au moins 1 m de hauteur. En l'absence de coursive extérieure, une échelle extérieure ne peut convenir que pour l'évacuation de 2 chambres par étage ou de 4 chambres si elle ne dessert qu'un étage. La distance entre les échelons mesurée dans l'axe est de 250 à 300 mm. L'échelon supérieur se trouve au moins à 1.50 m au-dessus du niveau le plus élevé donnant accès à l'échelle.

5.2.7.3. Un plan d'échelle ne peut desservir qu'un niveau à la fois. Pour les établissements définis à l'article 1.3.1., cette imposition devra être respectée dans un délai de 15 ans à la date de parution du présent arrêté.

5.2.8. Signalisation

5.2.8.1. Un numéro d'ordre est attribué à chaque niveau compte tenu des prescriptions suivantes :

— les numéros forment une série ininterrompue;

— le niveau normal d'évacuation porte le numéro O;

— les niveaux situés sous le niveau normal d'évacuation portent un numéro négatif;

— les niveaux situés au-dessus du niveau normal d'évacuation portent un numéro positif.

5.2.8.2. Le numéro d'ordre de chaque niveau est apposé :

lisiblement sur la paroi intérieure et extérieure des paliers, escaliers ou cages d'escalier;

dans la cabine d'ascenseur ou doit être visible depuis la cabine d'ascenseur à chaque arrêt de celle-ci.

5.2.8.3. L'emplacement de chaque sortie et de chaque sortie de secours ainsi que la direction des voies, dégagements et escaliers conduisant à ces sorties, sont signalés à l'aide des signaux de sauvetage prévus à l'arrêté royal du 17 juin 1997 et ses annexes.

5.2.8.4. Les numéros d'ordre des niveaux sont apposés dans les cabines des ascenseurs sur ou à côté des boutons de commande. En outre, les sorties ou sorties de secours sont indiquées à côté du numéro du niveau où elles se trouvent à l'aide des signaux de sauvetage respectifs décrits à l'arrêté royal du 17 juin 1997 et ses annexes.

5.2.8.5. Dans les chemins d'évacuation, il est interdit de placer des miroirs pouvant induire les personnes hébergées en erreur sur la direction des escaliers et des sorties.

Chapitre VI. — Exigences concernant la réaction au feu

6.1. Revêtements.

6.1.1. Lors du renouvellement des revêtements existant, les exigences reprises dans l'annexe 5 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire, s'imposent.

6.1.2. Lors du renouvellement des revêtements existant ou de l'extension d'un bâtiment existant, l'usage de planchettes en bois comme élément de décoration est admis, pour autant que les planchettes en bois soient appliquées contre un support non combustible AO avec interposition d'un élément non combustible AO dans le vide éventuel laissé entre le support et les planchettes. Leur usage est interdit dans les voies d'évacuation et cuisines collectives.

6.2. Isolation thermique et acoustique.

Tout isolant dont la classe n'est pas AO doit obligatoirement être habillé, de tous côtés, de matériaux de classe AO.

Tout isolant dont la classe n'est pas AO pourra être habillé, de tous côtés, de matériaux de classe A1 moyennant l'accord du Service d'incendie territorialement compétent.

Chapitre VII. — Chauffage de locaux et canalisations d'alimentation de combustible, cuisine et salles à manger

7.1. Chaufferie.

La chaudière est placée dans un local appelé chaufferie. Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont au moins Rf 1 h. S'il est fait usage de combustibles liquides ou gazeux, toute communication entre la chaufferie

et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, doit être fermée par une porte Rf 1/2 h.

Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pourvues d'aucun dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte.

Les chaufferies doivent être convenablement ventilées.

Les réservoirs contenant les combustibles liquides sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage.

La cuvette est construite en matériaux de classe AO.

7.2. Appareils de chauffage.

7.2.1. Les appareils de chauffage doivent être conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales.

7.2.2. Les appareils de chauffage par combustion sont tenus en bon état de fonctionnement, reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

7.2.3. Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage doivent être construits en matériaux incombustibles et être convenablement entretenus.

7.2.4. Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée doivent être installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en être isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

7.2.5. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux doivent être équipés de façon que l'alimentation en combustible soit automatiquement arrêtée dans les cas suivants :

— pendant l'arrêt, automatique ou non, du brûleur;

— dès l'extinction accidentelle de la flamme;

— dès surchauffe ou surpression à l'échangeur;

— en cas de coupure du courant électrique, pour les générateurs de chaleur à combustible liquide.

7.2.6. Les installations de chauffage à air chaud doivent répondre aux conditions suivantes :

7.2.6.1. la température de l'air aux points de distribution ne peut excéder 80 °C;

7.2.6.2. les gaines d'amenée d'air chaud doivent être construites entièrement en matériaux incombustibles;

7.2.6.3. lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie :

a) l'aspiration de l'air à chauffer ne peut se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances;

b) les bouches de prise et de reprise d'air doivent être munies de filtres à poussières efficaces non susceptibles d'émettre des vapeurs combustibles;

7.2.6.4. si l'air est chauffé directement dans le générateur, la pression de l'air chaud dans celui-ci doit toujours être supérieure à celle du gaz circulant dans le foyer.

7.2.7. Dans les locaux chauffés à l'air chaud par générateur à échange direct, un dispositif doit assurer automatiquement l'arrêt du ventilateur et du générateur, en cas d'élévation anormale de la température de l'air chaud. Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, ce dispositif doit être doublé par une commande manuelle placée en-dehors de cette chaufferie. Cette dernière disposition ne s'applique pas aux générateurs à échange direct chauffés électriquement.

7.2.8. Dans les chambres, les appareils de chauffage électriques sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente; les appareils individuels à combustion sont interdits.

Lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée (encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique), la température de l'air aux points de distribution ne peut dépasser la valeur de 80 °C.

Ces appareils sont porteur du label ″CEBEC″ ou ″CE″.

7.3. Canalisation d'alimentation de gaz.

Lorsque le bâtiment comporte des installations d'alimentation de gaz, celles-ci doivent répondre aux dispositions suivantes :

7.3.1. si le combustible est du gaz naturel, l'installation doit être conforme suivant le cas à la NBN-D51-003 ″Installations alimentées au gaz - combustible plus léger que l'air distribué par canalisation″ ou à la NBN-D51-004 ″Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières″. Les appareils à gaz portent le label ″BENOR″ ou ″CE″. Tous les appareils de chauffage et de cuisson raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité;

7.3.2. si le combustible est du G.P.L. (gaz de pétrole liquéfié), l'installation doit être conforme au code de bonne pratique; les bonbonnes seront placées à l'extérieur en un emplacement non accessible aux hôtes. Les appareils à gaz portent le label ″BENOR″ ou ″CE″. Tous les appareils de chauffage et de cuisson raccordés à l'installation de gaz sont munis de thermocouples de sécurité.

7.4. Cuisines et restaurants.

Les cuisines collectives et les restaurants collectifs sont chacun limités par des parois d'au moins :

— pour la catégorie 1 : Rf 1/2 h

— pour la catégorie 2 et 3 : Rf 1 h

ou construits en maçonnerie ou béton.

Les portes présentent une Rf de 1/2 h et sont équipées d'un dispositif de fermeture automatique ou d'un dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie.

Le restaurant et la cuisine peuvent former un seul compartiment Rf, si,

— les friteuses et les appareils de cuisson sont protégés par une installation automatique d'extinction à eau légère;

— le déclenchement de l'installation d'extinction provoque la coupure de l'alimentation énergétique des friteuses et des appareils de cuissons.

Chapitre VIII. — Equipement des établissements d'hébergement touristique

8.1. Ascenseurs et monte-charges.

L'ensemble des ascenseurs et monte-charge, constitués par une ou plusieurs gaines, est limité par des parois présentant une Rf d'au moins :

— pour la cat. 1 : Rf 1/2 h;

— pour les cat. 2 et 3 : Rf 1 h.

Pour les bâtiments définis à l'article 1.3.1., des parois construites en maçonnerie ou en béton sont admises.

Cette prescription ne s'applique pas aux parties frontales des paliers d'ascenseurs et aux parois faisant partie de la façade.

La partie frontale des paliers d'ascenseurs, y compris les portes, satisfont durant 1/2 h aux critères de stabilité et d'étanchéité aux flammes de la norme NBN-713.020.

8.2. Ascenseurs à appel prioritaire.

8.2.1. Chaque bâtiment de la catégorie 3 est desservi par un ascenseur à appel prioritaire. Cet ascenseur débouche sur un niveau d'évacuation aisément accessible par les Services d'incendie. Lorsque plusieurs batteries d'ascenseurs desservent un même compartiment, chaque batterie est pourvue d'un ascenseur prioritaire.

Cette condition est remplie :

— soit par un ascenseur desservant le niveau d'évacuation et tous les étages situés au-dessus de celui-ci;

— soit par plusieurs ascenseurs desservant chacun le niveau d'évacuation et une partie des étages situés au-dessus de celui-ci, à condition que l'ensemble des ascenseurs à appel prioritaire permette l'accès à tous les compartiments du bâtiment.

Sur le palier d'ascenseur du niveau d'évacuation se trouve un interrupteur ″Service incendie″ destiné à l'appel prioritaire des ascenseurs. Cet interrupteur se trouve dans un coffret protégé par une vitre, il porte la mention ″Pompiers″. Il rappelle la cabine de l'ascenseur prioritaire au niveau d'évacuation après son arrêt, celle-ci peut être utilisée sans répondre aux appels extérieurs. En-dehors des circonstances qui motivent leur usage spécifique, les ascenseurs prioritaires peuvent être utilisés normalement.

8.3. Installation électrique de force motrice, d'éclairage et de signalisation.

8.3.1. Toutes les voies d'évacuation, y compris les échelles, coursives et escaliers de secours extérieurs, sont éclairées en suffisance. Seul l'éclairage électrique est autorisé.

8.3.2. La puissance de la (des) source(s) autonome(s) de courant est suffisante pour alimenter simultanément toutes les installations suivantes :

— les installations d'annonce, d'alerte et d'alarme;

— la machinerie des ascenseurs à appel prioritaire;

— les installations d'évacuation de fumée (baies de ventilation de l'article 525);

— les pompes à incendie.

Dès que l'alimentation en énergie électrique du réseau fait défaut, la(les) source(s) autonome(s) assure(nt) automatiquement et endéans les 30 secondes, le fonctionnement des installations susdites pendant une heure.

8.3.3. Eclairage de sécurité

Les grands locaux collectifs (réfectoires, salles à manger, cuisines, salles de réunion, locaux de détente), chemins et possibilités d'évacuation, escaliers, cabines d'ascenseurs, chaufferies et les locaux abritant les sources autonomes de courant, sont pourvus d'un éclairage de sécurité.

Cet éclairage de sécurité est conforme à la NBN C71-100 (règles d'installation et consignes pour le contrôle et l'entretien) et l'appareillage aux CEI-EN-60 598-2-22 (blocs autonomes d'éclairage de sécurité) et NBN EN 1838 (éclairage de secours).

8.4. Annonce, alerte, alarme, détection automatique et moyens d'extinction.

8.4.1. Détermination des appareils d'annonce, d'alerte, d'alarme, de détection automatique et d'extinction

8.4.1.1. Tous les bâtiments sont équipés d'installations d'annonce, d'alerte, d'alarme, de détection automatique et d'extinction. Pour la détermination de cet équipement, le titulaire consulte le Service d'incendie territorialement compétent.

8.4.1.2. Le nombre et le type d'appareils sont déterminés en fonction du risque d'incendie. Les appareils sont répartis judicieusement et en nombre suffisant pour desservir tout point de l'établissement d'hébergement.

8.4.1.3. Les appareils à commande manuelle sont facilement accessibles, judicieusement répartis et bien signalés. Ils sont placés de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas être détériorés ou renversés.

Les appareils éventuellement placés à l'extérieur sont mis à l'abri des intempéries.

8.4.2. Annonce des incendies

A défaut d'une cabine téléphonique reliée au réseau public située à proximité immédiate et accessible en tout temps, chaque bâtiment doit être équipé d'une ligne téléphonique permettant d'atteindre le service ″100″.

Un avis placé à l'entrée de chaque bâtiment localise l'emplacement du poste téléphonique et mentionne les numéros d'appel à former.

Chaque appareil par lequel la liaison peut être établie et nécessitant une intervention humaine, porte un avis mentionnant sa destination et son mode d'emploi. S'il s'agit d'un appareil téléphonique, cet avis indique le numéro d'appel à former pour avertir le Service d'incendie territorialement compétent, sauf s'il y a liaison directe ou automatique. Dans ce dernier cas, l'annonce de la découverte ou de la détection d'un incendie doit, nonobstant ce qui précède, pouvoir être confirmée sans délai aux Services d'incendie par téléphone.

8.4.3. Alerte et alarme

Les signaux ou messages d'alerte et d'alarme sont perceptibles par toutes les personnes intéressées et ne peuvent être confondus entre eux ou avec d'autres signaux. Leurs circuits électriques sont distincts.

Le central de détection déclenche automatiquement le signal d'alarme si le signal d'alerte n'a pas été acquitté dans un délai fixé par le Service d'incendie territorialement compétent.

Dans les bâtiments de la catégorie 3, l'enclenchement de l'alarme provoque l'acheminement successif des cabines d'ascenseurs non prioritaires au niveau d'évacuation et leur immobilisation à ce niveau portes ouvertes.

8.4.4. Installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel

8.4.4.1. Chaque établissement doit être pourvu d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel. L'installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel est réalisée et réceptionnée conformément à la norme NBN S21.100 ″Conception des installations généralisées des détections automatiques d'incendie par détecteur ponctuel″et ses addenda.

Le matériel doit faire l'objet d'un agrément qui certifie sa conformité aux normes publiées par l'Institut Belge de Normalisation (I.B.N.).

8.4.4.2. Pour les bâtiments repris à l'art.1.3.1., l'installation de détection automatique d'incendie généralisée visée au 8.4.4.1. n'est obligatoire :

— qu'en cas d'applications des exceptions prévues aux articles 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. et 5.2.1.1.;

— que lorsqu'un arrêté ministériel émis sur avis de la Commission sécurité-incendie l'impose;

—dans les autres cas, à partir du 1er janvier 2010.

Les établissements visés à l'article 1.3.1 pourvu d'une installation de détection automatique d'incendie généralisée sont dispensés du respect des articles 3.1 , 3.2, 4.4.3, 4.2 et 5.2.1.1, en ce compris au-delà du 1er janvier 2010.

8.4.5. Moyens d'extinction

8.4.5.1. Généralités

Les moyens d'extinction comprennent des appareils ou des installations automatiques ou non.

Les extincteurs et dévidoirs muraux sont destinés à la première intervention, c'est-à-dire qu'ils sont destinés principalement à être manœuvrés par le personnel et les occupants.

8.4.5.2. Les extincteurs et dévidoirs muraux répondent aux normes belges. La marque ″Benor″ constitue une preuve de cette conformité.

8.4.5.3. Dévidoirs muraux à alimentation axiale et hydrants muraux

8.4.5.3.1. Lorsque des dévidoirs muraux à alimentation axiale sont choisis comme moyen d'extinction et de première intervention, ils répondent aux règles ci-après :

ils sont installés en nombre et aux endroits tels que tous les points de la surface à protéger sont atteints par le jet d'une lance;

ils sont conformes à la norme EN 671/1.

8.4.5.3.2. Lorsque des dévidoirs muraux à alimentation axiale complétés par des hydrants muraux sont choisis comme moyens d'extinction et de première intervention, ils répondent aux règles ci-après :

ils sont groupés et leur alimentation en eau est commune;

ils sont installés en nombre et aux endroits tels que tous les points de la surface à protéger sont atteints par le jet d'une lance;

ils sont conformes à la norme EN 671/1 (dévidoirs) et à la NBN 571 (hydrant).

8.4.5.3.3. Dans les bâtiments de la catégorie 3, il est prévu au moins un hydrant mural par niveau, conforme à la norme NBN 571.

Le diamètre de la colonne montante d'alimentation est de 70 mm au moins, la pression restante à l'hydrant le plus défavorisé est de 2,5 bars au moins quand il débite 500 l/min. sans tuyau ni lance.

8.4.5.3.4. Les appareils sont alimentés en eau sous pression et ce, sans manœuvre préalable.

Les canalisations d'alimentation sont, à l'intérieur du bâtiment, en acier inoxydable, en acier galvanisé ou en cuivre. Elles sont soigneusement protégées contre le gel.

8.4.5.4. Alimentation en eau d'extinction

L'alimentation en eau d'extinction doit être suffisante. Elle peut se faire par de l'eau courante ou stagnante ou par le réseau public de distribution. Dans ce dernier cas, le nombre et la localisation des bouches ou des bornes d'incendie sont tels que la bouche ou la borne la plus proche soit située à une distance inférieure à 100 m de l'entrée du bâtiment.

Une signalisation conforme à la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 14 octobre 1975 relative aux ressources en eau pour l'extinction des incendies est prévue.

Dans le cas où l'alimentation se fait par eau courante ou stagnante, la capacité de la réserve en eau est d'au moins 40 m^3 pour les bâtiments des catégories 1 et 2 et 120 m^3 pour ceux de la catégorie 3.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
LUTGEN

Annexe 9

Prescriptions relatives à l'entretien, le contrôle et l'occupation

Chapitre Ier. — Dispositions générales

1.1.

0.1. But de ces dispositions

Elles énoncent les mesures minimales pour

entretenir et contrôler les installations techniques et de sécurité

assurer une occupation des lieux en toute sécurité

1.2. Domaine d'application

Capacité maximale de l'établissement d'hébergement touristique	Moins de 10 personnes		Entre 10 et 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Etablissement de type A					*	*
Etablissement de type B			*	*	*	*

Ces dispositions sont d'application pour les bâtiments devant répondre aux prescriptions des annexes 7 et 8, conformément au tableau repris ci-dessus.

Chapitre II. — Entretien et contrôles

2.1 Généralités.

2.1.1. L'équipement technique du bâtiment est maintenu en bon état.

2.1.2. L'exploitant veille à ce que les réceptions, visites et contrôles dont question ci-après soient effectués et fassent l'objet de procès-verbaux dont elle conserve un exemplaire tenu à la disposition du bourgmestre ou de son délégué, du Ministre compétent ou de son délégué.

2.1.3. Les différents organismes chargés du contrôle des installations doivent posséder une accréditation suivant la norme EN 45004 pour le domaine de compétence visé par le contrôle.

2.2. Ascenseurs et monte-charges.

Les ascenseurs et monte-charges sont réceptionnés et visités suivent les dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail, du Code de Bien-Être au travail et de l'arrêté royal du 10 août 1998 portant exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'U.E. du 29 juin 1995 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux ascenseurs (*Moniteur belge* du 11/09/98). Cette prescription est étendue à tous les bâtiments visés par le présent arrêté, que du personnel y soit occupé ou non.

2.3. Installations électriques de force motrice, d'éclairage et de signalisation.

Les installations électriques, y compris les installations d'éclairage de sécurité, sont réceptionnées et visitées par un organisme selon les modalités prévues par le Règlement Général sur les Installations Electriques, et des dispositions spécifiques reprises dans la présente annexe :

— lors de leur mise en service, ainsi qu'à l'occasion de toute modification importante;

— une fois par an pour toutes les installations HT;

— une fois tous les 5 ans pour toutes les autres installations.

Ces prescriptions sont étendues à tous les bâtiments visés par le présent arrêté, que du personnel y soit occupé ou non.

2.4. Installations aux gaz combustibles distribués par canalisations publiques.

2.4.1. Préalablement à la mise en service d'une installation ou partie d'installation neuve, celle-ci est vérifiée comme prescrit par l'arrêté royal du 28 juin 1971 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de distribution de gaz par canalisations.

2.4.2. En outre, toute nouvelle installation et toute modification importante d'une installation sont soumises aux contrôles consécutifs suivants, avant l'application des enduits et des peintures sur la partie nouvelle et (ou) sur la partie modifiée :

— contrôle de la tuyauterie : les compteurs de répartition et les robinets d'arrêt étant déconnectés, cependant que toutes les tuyauteries sont parfaitement obturées, ces dernières sont éprouvées à une pression au moins égale à dix fois la pression maximale de service admissible, durant le temps nécessaire au badigeonnage de tous les raccords, connexions, soudures, etc. au moyen d'un produit moussant. L'épreuve est réputée satisfaisante si aucune bulle n'apparaît et si aucune baisse de pression n'est enregistrée dans l'installation;

— contrôle du raccordement des appareils : les robinets d'arrêt et les compteurs étant reconnectés, l'étanchéité des robinets et des compteurs de répartition est alors éprouvée à une pression au moins égale à la pression maximale de service admissible, durant le temps nécessaire au badigeonnage de ces robinets et des raccords de ces compteurs au moyen d'un produit moussant. L'épreuve est réputée satisfaisante si aucune bulle n'apparaît et si aucune baisse de pression n'est enregistrée dans l'installation.

Dans les deux cas, la mise sous pression est réalisée au moyen d'un gaz inerte. Chaque essai dure au moins vingt minutes.

— un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme);

— un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression.

Les contrôles précités sont effectués par un organisme indépendant de l'installateur, équipé à cet effet.

Les résultats de tous les essais effectués sont consignés dans le procès-verbal établi à l'issue de ceux-ci.

2.4.3. Avant leur mise en service, les appareils d'utilisation, nouvellement installés, sont essayés par un installateur qualifié qui s'assure de leur fonctionnement correct.

2.4.4. Les installations sont inspectées au moins une fois l'an, par un installateur habilité ou par un organisme équipé à cet effet.

Cette inspection aura notamment pour objet :

— la vérification et le nettoyage des brûleurs;

— la vérification des dispositifs de protection et de régulation;

— la vérification de l'étanchéité de l'installation;

— la visite et si nécessaire le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion.

2.4.5. L'étanchéité des appareils et des tuyauteries est vérifiée, tous les trois ans, par un organisme indépendant de l'installateur, équipé à cet effet. Ce contrôle comprend :

— L'examen de l'installation : conduites, vannes, détendeurs et accessoires divers, de manière à s'assurer que les ouvrages et appareillages sont réalisés conformément au RGPT, aux normes NBN D 51-003 et D 51-004;

— La réalisation d'un essai d'étanchéité sur toute l'installation comprenant :

* un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils fermés. Cette mise sous pression est effectuée à une pression de deux fois la pression de service sans toutefois dépasser la pression maximale de service admise par certains appareils de coupure existant sur l'installation. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

* un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils ouverts. Cette mise sous pression est effectuée à la pression de service. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires situés en aval des robinets d'arrêt de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

* un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme);

* un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression...

2.5. Installations aux gaz de pétrole liquéfiés.

2.5.1. Avant la mise en service de l'installation :

— la tuyauterie subit une épreuve à une pression au moins égale à une fois et demie la pression maximale de service, la pression d'épreuve ne pouvant en aucun cas être inférieure à 3 bars. La mise sous pression est réalisée exclusivement au moyen d'un gaz inerte. L'essai dure au moins vingt minutes;

— si la pression d'épreuve est supérieure à la pression maximale prévue pour un accessoire de détente, de régulation, de mesure ou de sécurité monté sur la tuyauterie, celui-ci est préalablement mis hors service. L'exécution des essais est menée de façon à contrôler aussi soigneusement que possible l'étanchéité, ainsi que l'absence de déformations ou de défauts quelconques pouvant nuire à la sécurité. Les épreuves sont réputées satisfaisantes si aucune bulle n'apparaît et si aucune baisse de pression n'est enregistrée dans l'installation;

- un essai de mise sous pression au gaz inerte, avec tous les appareils et accessoires en service et avec robinet d'arrêt des appareils ouverts. Cette mise sous pression est effectuée à la pression de service. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires non contrôlés lors du premier essai et ceux situés en aval des robinets d'arrêt de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

— un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme);

— un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression.

Les essais sont recommencés, après réparation ou remplacement des pièces défectueuses, jusqu'à ce qu'ils donnent un résultat satisfaisant.

Après toute modification importante, la partie modifiée de l'installation est soumise aux essais décrits ci-dessus.

Les vérifications, dont question dans le présent paragraphe, sont effectuées par un organisme indépendant équipé à cet effet. Les résultats de tous les essais effectués sont consignés dans le procès-verbal établi à l'issue de ceux-ci.

2.5.2. Avant leur mise en service, les appareils d'utilisation nouvellement installés sont essayés par un installateur qualifié qui s'assure de leur fonctionnement correct.

2.5.3. Les installations sont inspectées, au moins une fois l'an, par un installateur qualifié ou par un organisme équipé à cet effet.

Cette inspection aura notamment pour objet :

— la vérification et le nettoyage des brûleurs;

— la vérification des dispositifs de protection et de régulation;

— la vérification de l'étanchéité de l'installation;

— la visite et, si nécessaire, le nettoyage des conduits d'évacuation des gaz de combustion.

2.5.4. L'étanchéité des appareils et des tuyauteries est vérifiée, tous les trois ans, par un organisme indépendant de l'installateur, équipé à cet effet. Ce contrôle comprend :

— l'examen de l'installation : conduites, vannes, détendeurs et accessoires divers... de manière à s'assurer que les ouvrages et appareillages sont réalisés conformément au RGPT, aux prescriptions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 (modifié) relatives aux dépôts en réservoirs fixes non réfrigérés de butane et de propane et au code de bonne pratique relatif à ce type d'installation;

— la réalisation d'un essai d'étanchéité sur toute l'installation comprenant :

* un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils fermés.

Cette mise sous pression est effectuée à une pression de deux fois la pression de service sans toutefois dépasser la pression maximale de service admise par certains appareils de coupure existant sur l'installation. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

* un essai de mise sous pression au gaz inerte avec robinet d'arrêt des appareils ouverts. Cette mise sous pression est effectuée à la pression de service. L'essai dure au moins vingt minutes. Pendant la durée de l'essai, tous les raccords, vannes, accessoires situés en aval des robinets d'arrêt de l'installation sont badigeonnés à l'eau savonneuse afin de déterminer l'emplacement d'une éventuelle fuite. L'essai est satisfaisant si on n'enregistre pas de diminution de pression durant celui-ci;

* un examen des appareils raccordés sur l'installation (conformité aux prescriptions de sécurité, notamment la suffisance de la ventilation du local). L'examen des appareils comporte, en outre, un essai de déclenchement des thermocouples (durée de fermeture en cas de coupure de flamme);

* un examen des conduits d'évacuation des gaz brûlés des appareils : état, tirage, fixation, débouché à l'air libre dans une zone de dépression...

2.6. Installations de chauffage et de conditionnement d'air.

2.6.1. Les installations de chauffage central et les installations centrales de conditionnement d'air sont inspectées une fois par an par un installateur qualifié.

Cette inspection a notamment pour objet :

— la vérification et le nettoyage des brûleurs;

— la vérification des dispositifs de protection et de régulation;

— la vérification et, si nécessaire, le nettoyage des conduits d'évacuation du gaz de combustion.

En ce qui concerne les installations de chauffage central, l'inspection dont question ci-dessus est exécutée avant la mise en route des installations.

2.6.2. Les conduits fixes ou mobiles servant à l'évacuation des fumées ou des gaz de combustion sont maintenus en bon état. Tout conduit brisé ou crevassé doit être réparé ou remplacé avant sa remise en service.

Après un feu de cheminée, le conduit de fumée où le feu s'est déclaré est visité et ramoné sur tout son parcours, un essai d'étanchéité est ensuite effectué.

2.6.3. Les installations de chauffage central à combustible solide ou liquide sont contrôlées en conformité avec l'arrêté royal du 6/01/1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustibles solides ou liquides.

2.7. Installations de détection d'incendie, appareils et moyens d'annonce, d'alerte, d'alarme et d'extinction des incendies.

2.7.1. Les installations généralisées de détection automatique sont réceptionnées comme indiqué dans la norme belge NBN S 21-100 « Conception des installations de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel ». Toutefois les contrôles doivent porter sur la totalité des installations (détecteurs, centraux, tableaux répétiteurs, asservissements, etc...).

2.7.2. Les installations généralisées de détection automatique sont entretenues, vérifiées et contrôlées annuellement comme indiqué dans la norme belge NBN S 21-100 « Conception des installations de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel ».

2.7.3. Les installations électriques d'annonce, autres que celles consistant en liaisons téléphoniques publiques, ainsi que les installations électriques d'alerte et d'alarme sont réceptionnées et vérifiées annuellement par un organisme agréé, pour le contrôle des installations électriques, par le Ministère des Affaires Economiques.

2.7.4. Les extincteurs portatifs ou mobiles sont vérifiés annuellement.

2.7.5. Les dévidoirs muraux à alimentation axiale et les hydrants muraux, ainsi que leurs accessoires et les canalisations qui les alimentent, sont vérifiés tous les ans par un organisme équipé à cet effet, conformément à la NBN EN 671-3.

2.7.6. A l'occasion des contrôles périodiques dont question à l'alinéa 21.7.5., la direction de l'établissement d'hébergement touristique s'assure de l'ouverture complète des vannes de barrage des dévidoirs muraux à alimentation axiale et des hydrants muraux.

2.8. Divers.

En outre, l'exploitant fait exercer annuellement le contrôle et l'entretien des installations suivantes par du personnel qualifié :

— les portes et clapets Rf...;

— les hottes de cuisine et leurs conduits d'évacuation;

— les sources autonomes de courant et l'installation d'éclairage de sécurité;

— les exutoires de fumées et les installations de désenfumage.

Les dates de ces contrôles et les constatations faites au cours de ces contrôles doivent être inscrites dans le registre de sécurité qui doit être tenu à la disposition du bourgmestre ou de son délégué, du Ministre compétent ou de son délégué.

Chapitre III. — Prescriptions d'occupation

3.1. Généralités.

Outre ce qui est prévu dans la présente réglementation, l'exploitant prend toute mesure utile afin d'assurer la protection des occupants de celui-ci contre l'incendie et la panique. Les mesures à caractère permanent, prises en ce domaine par l'exploitant, font l'objet de dispositions d'un règlement d'ordre intérieur.

Périodiquement et au moins annuellement, l'exploitant attirera l'attention du personnel sur les prescriptions du présent chapitre.

Les remarques consignées dans les procès-verbaux des contrôles périodiques prévus au chapitre 2 doivent faire l'objet des corrections appropriées dans les plus brefs délais.

3.2. Espaces de circulation.

3.2.1. Il est interdit de déposer ou de laisser séjourner dans les espaces de circulation, à utiliser en cas d'évacuation, des meubles, chariots et objets divers. Moyennant l'accord du Service d'incendie territorialement compétent, certains meubles fixes peuvent être placés dans les espaces de circulation pour autant que :

— la largeur utile des espaces de circulation ne soit pas réduite par ces meubles, même lorsque leurs portes sont ouvertes;

— que les meubles soient fixés ou qu'ils ne puissent être déplacés et (ou) renversés lors de l'évacuation du bâtiment;

— que les meubles rembourrés soient conformes aux normes NBN EN 1021-1 et NBN EN 1021-2 relatives à « L'évaluation de l'allumabilité des meubles rembourrés ».

3.2.2. Dans les locaux communs, tels que réfectoires, lieux de cultes, salles de séminaires, chapelles, accessibles ou non au public, le mobilier est disposé de façon à permettre la circulation aisée de personnes.

3.2.3. Il est interdit, en toutes circonstances, d'empêcher le bon fonctionnement des portes à fermeture automatique et des portes ou volets à fermeture automatique en cas d'incendie.

3.2.4. Dans les chemins d'évacuation, il est interdit de placer des miroirs pouvant induire les personnes hébergées en erreur sur la direction des escaliers et des sorties.

3.3. Cuisines, appareils de cuisson et appareils de chauffage de liquides.

3.3.1. Les appareils de cuisson et les appareils de chauffage de liquides sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable.

3.3.2. Dans les chambres, ainsi que dans les locaux du personnel, l'utilisation d'appareils de cuisson et d'appareils de chauffage de liquides n'est autorisée que si ces appareils fonctionnent à l'électricité et présentent des garanties suffisantes de sécurité.

3.3.3. Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable.

Aucun appareil mobile alimenté en combustible ne peut être placé ou utilisé à l'intérieur, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas 3 kilos ou 1 litre.

Les récipients vides et de réserve sont stockés à l'air libre ou dans un local spécialement aménagé à cet effet. Ce local ne contient aucune matière inflammable et est pourvu d'une aération basse et d'une aération haute.

3.4. Installations électriques de force motrice, d'éclairage et de signalisation.

Les canalisations souples alimentant les appareils électriques mobiles ne peuvent être susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.

3.5. Déchets et ordures.

Les chiffons de nettoyage et les déchets sujets à auto-combustion ou facilement inflammables sont, soit placés dans les récipients métalliques appropriés munis de couvercles, soit mis à l'écart de façon à éviter tout risque d'incendie.

3.6. Information du personnel et des résidents au sujet de la protection et de la lutte contre les incendies.

3.6.1. Les membres du personnel et tout particulièrement les membres du personnel de garde nocturne sont entraînés à la manoeuvre des moyens d'extinction et instruits des conditions de leur emploi. Ces personnes reçoivent également une formation générale en matière de prévention des sinistres.

3.6.2. L'organisation des services au sein des établissements d'hébergement touristique sera telle qu'à tout moment, une personne ayant cette formation soit présente, et puisse être jointe au mimimum par téléphone.

3.6.3. Des instructions affichées en nombre suffisant et en des endroits convenables pour leur lecture :

a) renseignent le personnel en ce qui concerne la conduite à suivre en cas d'incendie et notamment :

— l'annonce immédiate de celui-ci;

— la mise en oeuvre des appareils ou moyens d'alerte, d'alarme et d'extinction des incendies;

— les dispositions à prendre afin d'assurer la sécurité des clients, du personnel et éventuellement du public;

— les dispositions à prendre pour faciliter l'intervention du service d'incendie compétent,

b) informent les personnes hébergées au sujet de l'alarme afin de :

— leur permettre d'identifier le signal correspondant;

— leur faire connaître la conduite à suivre au cas où celle-ci serait donnée.

3.6.4. Des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie sont organisés, au moins une fois par an, par la direction de celui-ci.

3.6.5. Détection incendie.

Tous les membres du personnel doivent connaître le fonctionnement et l'interprétation des signaux de l'installation de détection incendie.

3.6.6. Consignes de sécurité et plans

3.6.6.1. A l'entrée du bâtiment et dans les pièces d'accueil :

Un plan du bâtiment destiné à renseigner les équipes de secours est affiché de façon visible; il doit indiquer notamment l'emplacement :

— des escaliers et des voies d'évacuation;

— des moyens d'extinction possibles;

— le cas échéant, du tableau général du système de détection et d'alarme;

— des chaufferies;

— le cas échéant, des installations et des locaux présentant un risque particulier.

3.6.6.2. A chaque niveau :

Dans les bâtiments comportant deux ou plusieurs niveaux, un plan d'orientation conforme à ce qui est prévu à l'alinéa précédent est placé près des accès à chaque niveau.

3.6.6.3. Dans chaque chambre ou appartement :

Des instructions rédigées dans les trois langues nationales et en anglais indiquent la ligne de conduite à adopter en cas d'incendie.

Elles sont complétées par un plan d'étage simplifié indiquant sommairement l'emplacement de la chambre (ou appartement) par rapport aux voies d'évacuation, aux escaliers et/ou sorties.

Les instructions attirent notamment l'attention sur l'interdiction d'utiliser les ascenseurs en cas d'incendie.

3.7. Protection des chutes

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent du danger pour les personnes hébergées doivent être convenablement entourés de garde-corps solidement établis, de 1 mètre de hauteur minimum.

Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 0.70 m au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1.20 m du sol vers l'extérieur, doivent être protégés par un garde-corps solidement établi, de 1 mètre de hauteur minimum.

Les escaliers doivent être munis de solides mains courantes, placées à une hauteur minimum de 0.75 m du côté où il y a éventuellement danger de chute. Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1.20 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux cotés, les mains courantes sont doubles.

Les gardes-corps doivent être réalisés de manière à ce que les enfants ne puissent se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.

3.8. Divers.

3.8.1. L'exploitant veille à ce que les personnes non autorisées n'aient pas accès aux locaux et espaces techniques.

3.8.2. Sans préjudice des prescriptions de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes ou non réfrigérés, de gaz de pétrole liquéfiés, il est interdit de fumer, de s'approcher avec des objets en ignition, de produire du feu à moins de 5 m des récipients de gaz de pétrole liquéfiés et à moins de 2,5 m des récipients mobiles de ces gaz.

Cette interdiction est signalée.

3.8.3. Tout appareil d'utilisation destiné à être installé à demeure doit être livré avec une notice d'emploi et d'entretien rédigée dans la langue de l'utilisateur (et au minimum en français, néerlandais, allemand et anglais), donnant toutes les indications nécessaires pour que l'appareil soit utilisé avec sécurité et rationnellement. L'exploitant tient ces notices à la disposition des utilisateurs.

3.8.4. Les abords des endroits où sont placés ou installés des appareils ou moyens d'annonce, d'alerte et d'extinction des incendies nécessitant une intervention humaine, sont maintenus constamment dégagés, afin que ces appareils ou moyens puissent être utilisés sans délai.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe 10

Le présent texte s'applique lorsque plusieurs établissements d'hébergement touristique d'une capacité maximale de moins de 10 personnes, formant une partie de bâtiment au sens de l'article 2, 33°, du décret, sont établis au sein d'un même bâtiment dont la capacité maximale additionnée est de plus de 15 personnes.

2. La structure du bâtiment présente une résistance au feu de ½ heure pour les bâtiments à un seul niveau et de 1 heure pour les bâtiments à plusieurs niveaux.

3. Au sein du bâtiment, seuls peuvent être occupés, les niveaux suivants :

* le niveau normal d'évacuation;

* le niveau 1 au-dessus du niveau normal d'évacuation.

4. Chaque établissement possède une sortie directe vers l'extérieur. Pour les établissements à plusieurs niveaux, cette sortie est réalisée au moyen de coursives et / ou escaliers réalisés en matériaux incombustibles. Aucun point des voies d'évacuation extérieures ne peut être situé à moins de 1 m de toute baie ou partie vitrée des bâtiments, sauf si ces voies d'évacuation sont protégées par des écrans étanches aux flammes. Les escaliers extérieurs répondent aux prescriptions de l'article 4.3 de l'annexe 2 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (modifié) fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire.

5. Si l'immeuble comprend plusieurs niveaux, la largeur des voies d'évacuation vers l'extérieur est calculée conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 (modifié) fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. Ces voies d'évacuation sont munies de l'éclairage de circulation et de sécurité.

6. Chaque établissement est ceinturé par des parois en maçonnerie ou en béton et constitue un compartiment résistant au feu ½ h pour les bâtiments à un seul niveau et de 1 heure pour les bâtiments à plusieurs niveaux. Toutes les gaines techniques, passages de canalisations seront établis de manière à ne pas altérer la résistance au feu des parois résistant au feu, ceinturant l'hébergement et/ou formant la structure du bâtiment.

7. Lorsque le bâtiment comprend une chaufferie commune, celle-ci et le dépôt de combustible répondent aux prescriptions suivantes :

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont au moins Rf 1h.

La chaufferie est accessible de l'extérieur dans les bâtiments nouveaux. Pour les autres bâtiments, si la chaufferie est accessible de l'intérieur du bâtiment, toute communication entre le bâtiment et la chaufferie doit être fermée par un bloc-porte RF ½ heure. Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pourvues d'aucun dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toute circonstance de les maintenir en position ouverte.

Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

La chaufferie ne peut être accessible aux locataires.

La chaufferie doit être convenablement ventilée.

Une installation automatique d'extinction protège chaque brûleur à mazout avec coupure de l'énergie électrique et signalisation sonore en cas de déclenchement.

Si le combustible est liquide, l'installation doit être conforme aux règles de l'art et satisfaire aux dispositions de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique résultant du chauffage des bâtiments au moyen de combustibles solides et liquides.

Tous les réservoirs non enterrés sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage. La cuvette est construite en matériaux non-combustibles.

Les réservoirs enterrés répondent aux prescriptions fédérales et régionales les concernant.

Le réservoir à mazout est placé à l'extérieur ou dans un local répondant aux critères définis ci-après lorsque sa capacité est égale ou supérieure à 3.000 l.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds du local sont au moins Rf 1h. Dans les bâtiments nouveaux, ce local ne peut être accessible que de l'extérieur, ou par la chaufferie. Toute communication entre ce local et la chaufferie, doit être fermée par un bloc-porte Rf 1/2 h. Toute communication entre ce local et le reste du bâtiment doit également être fermée par un bloc-porte RF ½ h. Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pourvues d'aucun dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toute circonstance de les maintenir en position ouverte.

Le local doit être convenablement ventilé.

8. Alarme :

Lorsque le bâtiment comprend plus de deux établissements d'hébergement touristique soumis aux prescriptions de l'annexe 5, situés au-dessus du niveau d'évacuation, il doit être équipé d'un système d'alarme.

Des dispositifs d'alarme doivent être installés en nombre suffisant afin de pouvoir avertir les occupants de l'ordre d'évacuation de l'immeuble.

Le dispositif d'alarme doit être audible de tout point du bâtiment et fonctionner en cas de panne de courant durant ½ heure. Un point de commande de l'installation d'alarme est prévu dans chaque hébergement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004 portant exécution du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique.

Namur, le 9 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 284 [C − 2004/27001]

9 DECEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen;

Gelet op het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme, meer bepaald op artikel 68 ervan;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur du Tourisme » (Hoge Raad voor Toerisme), gegeven op 21 april 2004;

Gelet op het advies van de ″Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne″ (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 21 april 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 maart 2004;

Gelet op advies nr. 37.244/4 van 25 mei 2004 en advies nr. 37.479/2/V van 19 juli 2004 van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemeen

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijvingen*

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen;

2° minister : het Waals regeringslid bevoegd voor toerisme;

3° nieuwbouw : elk gebouw dat opgetrokken is ter uitvoering van een stedenbouwkundige vergunning waarvoor een aanvraag is ingediend drie maanden na de datum van inwerkingtreding van dit besluit, de bestaande gebouwen waaraan verbouwingswerken worden verricht uitgesloten;

4° inrichting van het type A : elke toeristische logiesverstrekkende inrichting dat enkel en alleen logies aanbiedt en, in voorkomend geval, het schoonmaken van de ter beschikking gestelde kamers;

5° inrichting van het type B : elke toeristische logiesverstrekkende inrichting, de inrichtingen van het type A uitgesloten;

6° presentatie van het streekaanbod : de ruimte die in een streekgebonden toeristisch logies voorbehouden is voor de presentatie van typische plaatselijke of streekproducten zoals fijne etenswaren of ambachtelijke producten en voor de promotie van toeristische trekpleisters, markten en bezienswaardigheden, het erfgoed of de folklore eigen aan die streek;

7° kampeerverblijf : mobiel of niet-verplaatsbaar verblijf in de zin van artikel 2, 15° en 19°, van het decreet.

HOOFDSTUK III. — *Publicatie van toeristische brochures*

Art. 3. De vergunninghouders en de verenigingen voor sociaal toerisme zijn ertoe gehouden het Commissariaat-generaal voor Toerisme overeenkomstig artikel 5 van het decreet elke inlichting te verstrekken die respectievelijk betrekking heeft op :

1° de uitrusting van hun vergunde toeristische logiesverstrekkende inrichting en hun centra voor sociaal toerisme;

2° de basiscapaciteit en de maximumcapaciteit van hun toeristische logiesverstrekkende inrichting en hun centra voor sociaal toerisme;

3° hun dienstverlening;

4° de aangerekende tarieven;

5° in voorkomend geval, hun gastentafel en hun presentatie van het streekaanbod.

Art. 4. Op grond van de krachtens artikel 3 ingewonnen inlichtingen publiceert het Commissariaat-generaal voor Toerisme jaarlijks een officiële brochure van het hotelwezen, een officiële brochure van het streekgebonden toerisme, een officiële brochure van de gemeubileerde vakantiewoningen, een officiële brochure van de toeristische kampeerterreinen, een officiële brochure van de centra voor sociaal toerisme en een officiële brochure van de vakantiedorpen. Het Commissariaat-generaal voor Toerisme kan evenwel verschillende soorten toeristische logiesverstrekkende inrichtingen in één en dezelfde brochure bundelen.

Indien de inlichtingen bedoeld in artikel 3 niet tijdig zijn verstrekt, wordt de toeristische logiesverstrekkende inrichting enkel met naam en adres in de brochure vermeld.

TITEL II. — Hotelbedrijven, streekgebonden toeristisch logies, gemeubileerde vakantiewoningen, vakantiedorpen en toeristische kampeerterreinen

HOOFDSTUK I. — *De vergunning*

Art. 5. De vergunningsaanvraag wordt ingediend door middel van het formulier dat door het Commissariaat-generaal voor Toerisme verstrekt wordt. De aanvraag wordt samen met volgende stukken ingediend :

1° een korte uiteenzetting van de hoofdkenmerken van de toeristische logiesverstrekkende inrichting, opgemaakt door middel van het formulier dat door het Commissariaat-generaal voor Toerisme verstrekt wordt;

2° indien artikel 73 van het decreet van toepassing is, een afschrift van het brandveiligheidsattest;

3° indien artikel 74 van het decreet van toepassing is, het vereenvoudigd controleattest;

4° in voorkomend geval, een afschrift van de vereiste administratieve vergunningen die een definitief karakter dienen te hebben;

5° een een bewijs van goed zedelijk gedrag ten behoeve van een overheidsbestuur en die op naam van de aanvrager is afgeleverd sinds minder dan drie maanden en, voor de hotelbedrijven, gemeubileerde vakantiewoningen en toeristische kampeerterreinen, op naam van de persoon die belast is met het dagelijks beheer van de toeristische logiesverstrekkende inrichting en voor de vakantiedorpen, op naam van de persoon belast met het dagelijks beheer van de vertegenwoordigende instantie;

6° voor de hotelbedrijven, de gemeubileerde vakantiewoningen en de toeristische kampeerterreinen die bedreven worden door een handelsmaatschappij, een afschrift van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte tot oprichting van de maatschappij en diens eventuele wijzigingen en voor de vakantiedorpen, een afschrift van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de akte tot oprichting van de vertegenwoordigende instantie en diens eventuele wijzigingen;

7° voor de toeristische kampeerterreinen, de kampeerterreinen op een hoeve uitgezonderd, een nauwkeurige plattegrond op schaal 1/500e of 1/1 000e waarop de inrichting, de uitrusting van het terrein, de verschillende stroken bedoeld in artikel 7, tweede lid, 1°, van het decreet, evenals het aantal plaatsen per strook en waaruit opgemaakt kan worden dat de voorwaarden van de artikelen 21 tot en met 26 en 28 nageleefd worden, evenals een uittreksel uit de kadastrale legger waarop de belendingen van de betrokken percelen vermeld zijn;

8° voor de kampeerterreinen op een hoeve, een op schaal opgemaakte plattegrond waaruit opgemaakt kan worden dat de voorwaarden van de artikelen 27 en 28 nageleefd worden, evenals een uittreksel uit de kadastrale legger waarop de belendingen van de betrokken percelen vermeld zijn;

9° voor de vakantiedorpen, een plattegrond opgemaakt door een landmeter of een architect, op schaal 1/1 000e, waarop de omtrek ervan afgebakend wordt en de plaatsen van de verschillende verblijven en andere gebouwen worden gesitueerd, en waaruit de inrichtingen en de uitrustingen ervan blijken en waaruit kan worden opgemaakt dat de voorwaarden van de artikelen 29 tot en met 35 worden nageleefd;

10° indien artikel 10, derde lid, van het decreet van toepassing is, alle stukken en inlichtingen waarop gesteund kan worden om de aangevraagde afwijking toe te staan.

De minister kan de bestanddelen bedoeld in de opsomming van het vorig lid nader bepalen.

Art. 6. De vergunning wordt op zichtbare wijze aangebracht op de overeenkomstige toeristische logiesverstrekkende inrichting.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden voor de toekenning van de vergunning en het gebruik van een benaming*

Afdeling 1. — Hotelbedrijven

Art. 7. Elk hotelbedrijf dient te voldoen aan volgende voorwaarden :

1° het gebouw waarin voor de ontvangst gezorgd wordt, dient minimaal zes kamers te tellen die uitsluitend voorbehouden zijn voor het kliënteel. Dat aantal wordt op tien gebracht in de steden met meer dan 150 000 inwoners;

2° het dient te voldoen aan de minimumvoorwaarden van categorie 1, opgenomen in bijlage 1;

3° de installatie dient in het geheel in een goede algemene staat van onderhoud te verkeren;

4° het personeel moet correct gekleed zijn;

5° het bijgebouw, indien bestaand, dient aan dezelfde voorwaarden te voldoen als het hoofdgebouw, de voorwaarde onder 1° uitgezonderd.

Enkel voor de voorwaarden opgenomen onder 1° en 2° van vorig lid kan daarvan afgeweken worden.

Art. 8. Naast de voorwaarden bepaald in artikel 7 dient elk hotelbedrijf dat onder de benaming « motel » bedreven wordt of onder elke andere benaming die aan laatstgenoemde benaming zou kunnen herinneren, te voldoen aan volgende voorwaarden :

1° opgetrokken zijn buiten de agglomeraties in de zin van artikel 2.12 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

2° rechtstreeks toegankelijk zijn vanaf een weg die openstaat voor het verkeer van motorvoertuigen;

3° de klanten de mogelijkheid bieden om hun maaltijden te nuttigen in een restaurant dat geheel deel uitmaakt van het hotelbedrijf of dat zich er in de onmiddellijke ligging van bevindt, zonder dat zij daartoe verplicht zouden zijn;

4° de klanten de mogelijkheid bieden om hun voertuig te parkeren op een privéplaats die geheel deel uitmaakt van het hotelbedrijf.

Enkel van de voorwaarden opgenomen onder 3° en 4° van vorig lid kan worden afgeweken.

Art. 9. Het hotelbedrijf wordt geïdentificeerd aan de hand van een specifieke naam die op zichtbare wijze is aangebracht.

Afdeling 2. — Streekgebonden toeristisch logies en gemeubileerde vakantiewoningen

Art. 10. Het streekgebonden toeristisch logies en de gemeubileerde vakantiewoningen dienen te voldoen aan de respectievelijke minimumvoorwaarden van de categorie-indeling van categorie 1 opgenomen in bijlage 2.

Elke woonruimte dient zo geconcipieerd en uitgerust te zijn dat de functie die aan die ruimte is toegekend, er weldegelijk uitgeoefend kan worden.

Art. 11. In één en hetzelfde gebouw mogen vergunde toeristische logiesverstrekkende inrichtingen en kamers die als woning verhuurd worden voor minder dan tien maanden en waarvoor geen enkele vergunning is toegekend, niet naast elkaar bestaan.

Art. 12. De gastenkamer is in één of meerdere woonruimten van de woning van de houder gelegen. Er is minstens toegang tot één woonruimte voor de toeristen om er het ontbijt te nuttigen en deel te nemen aan het gezinsleven. De voor toeristen toegankelijke ruimtes dienen er verzorgd uit te zien en zich in een perfecte staat van schoonheid en hygiëne te bevinden.

Art. 13. Het streekgebonden toeristisch logies en de gemeubilieerde vakantiewoning worden aan de hand van een nummer of een specifieke naam, op zichtbare wijze aangebracht, geïdentificeerd.

Art. 14. Grote onderkomens zijn uitgerust met buitenruimtes voor privéparkeergelegenheid en ontspanning die aangepast zijn aan de maximumcapaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting zonder lager te mogen zijn dan één are per tien bedden. Daarnaast dienen ze nog aan één van beide volgende criteria te voldoen :

1° zij bevinden zich in een woonkern op een afstand die de rust van de omwonenden garandeert;

2° de vergunningshouder of de persoon belast met het dagelijks beheer van de toeristische logiesverstrekkende inrichting of bij gebrek een behoorlijk gemandateerde verantwoordelijke verblijft permanent ter plaatse of in de onmiddellijke nabijheid. Hij waakt erover dat het huurcontract goed wordt toegepast en dat de rust van de omwonenden strikt wordt nageleefd.

De vergunningshouder dient zich ervan te vergewissen dat de bewoners van zijn toeristische logiesverstrekkende inrichting de omwonenden en hun normale rust respecteren.

Indien de betrokken burgemeester bij het Commissariaat-generaal voor Toerisme tussenbeide moet komen omdat de bewoners van de toeristische logiesverstrekkende inrichting de rust van de omwonenden verstoren, licht het Commissariaat-generaal voor Toerisme de burgemeester in over het gevolg dat gegeven is aan diens tussenkomst binnen de drie maanden na ontvangst ervan.

Art. 15. Het streekgebonden toeristisch logies of de gemeubileerde vakantiewoning worden tijdens een minimumduur van jaarlijks vier maanden, waaronder minstens een periode van één maand tussen februari en mei, een periode van twee maanden tussen juni en september en een periode van één maand tussen oktober en januari, ter beschikking van de toeristen gesteld.

Art. 16. Voor de landelijke vakantiewoningen, de vakantiewoningen in de stad, de vakantiewoningen op de hoeve en de gemeubileerde vakantiewoningen wordt er in het voor elke bewoning ondertekende contract minstens melding gemaakt van :

1° de wezenlijke kenmerken van de toeristische logiesverstrekkende inrichting;

2° de identificatie van de woning door middel van ofwel de huurcode, ofwel het officiële vergunningsnummer, ofwel de naam en het nummer dat door de houder aan diens toeristische logiesverstrekkende inrichting is toegewezen;

3° de basis- en maximumcapaciteit, evenals de categorie-indeling van de toeristische logiesverstrekkende inrichting;

4° de huurprijs en de gedetailleerde opgaven van de huurlasten, met inbegrip van de toeristenbelasting per overnachting, de kostprijs en de berekeningswijze ervan;

5° de voorwaarden voor de bewoning ervan en het eventuele waarborgbedrag;

6° de duur van de bewoning;

7° voor de grote onderkomens, de voorwaarden waaronder het respect voor en de rust van de omwonenden worden gewaarborgd.

Art. 17. De houder van een vergunning voor streekgebonden toeristisch logies, een persoon die onder hetzelfde dak leeft of occasioneel een familielid geven de toeristen de best mogelijke ontvangst, stellen alles in het werk om hun verblijf makkelijk te maken en hen te helpen bij het zoeken naar toeristische informatie. De ontvangst wordt ter plaatse aangeboden aan het begin van het verblijf.

Art. 18. Binnen- en buitenkant van de toeristische logiesverstrekkende inrichting dienen er verzorgd uit te zien en in een perfecte staat van schoonheid en hygiëne te verkeren. Voor de inrichting verhuurd wordt, dient zij volledig schoon te worden gemaakt en te worden verlucht.

Afdeling 3. — Gastentafels en presentatie van het streekaanbod

Art. 19. De gastentafel stelt geen spijskaart voor maar enkel een dagmenu of dagschotel.

De gastentafel is eenvoudig maar verzorgd.

De minister kan andere technische voorwaarden vastleggen.

Art. 20. De presentatie van het streekaanbod gebeurt in een gebouw dat minstens één streekgebonden toeristisch logies bevat, in één van de voor de logerende toeristen vrij toegankelijke ruimtes.

Die presentatie is verzorgd en de producten worden regelmatig vervangen.

De minister kan andere technische voorwaarden vastleggen.

Afdeling 4. — Toeristische kampeerterreinen

Art. 21. Elk toeristisch kampeerterrein dient te voldoen aan de minimumvoorwaarden van de categorie-indeling van categorie 1, opgenomen in bijlage 3, en moet de vereiste administratieve vergunningen hebben gekregen.

Art. 22. Om aan de gezondheidsvoorwaarden te voldoen, dient het toeristisch kampeerterrein te voldoen aan volgende voorwaarden :

1° het moet op een gezonde plaats gelegen zijn;

2° indien het zich langs een waterloop bevindt, moet er een strook zonder enige installatie met een minimumbreedte van acht meter, berekend vanaf de gewoonlijke oever van die waterloop, voorhanden zijn; de breedte van die strook mag evenwel naar vijftien meter worden uitgebreid indien die verbreding verantwoord is door de geografische kenmerken van het terrein.

Art. 23. Om aan de uitrustingsvoorwaarden van het terrein te beantwoorden, dient het toeristisch kampeerterrein voorzien te zijn van :

1° een systeem voor de bevoorrading met drinkwater dat aan de volgende voorwaarden beantwoordt :

a) zo opgevat zijn dat het verdeelde water niet verontreinigd kan worden;

b) een dagelijks minimumwaterdebiet van honderd liter per standplaats waarborgen en per geheel van vijfentwintig standplaatsen of een breukdeel daarvan minstens één tappunt in hard materiaal bevatten waar de lozing van afvalwater mogelijk is;

c) het gebruik van niet-drinkbaar water is enkel toegestaan voor de werking van de douche- en toiletinstallaties en daar dient op zeer zichtbare wijze op gewezen te worden;

2° een elektrisch systeem voor de verlichting van de installaties waar een collectief gebruik van wordt gemaakt, samen met daarnaast, per geheel van tien standplaatsen of een breukdeel daarvan, een stopcontact dat bij de wastafels geplaatst is;

3° een telefoon die dag en nacht voor de kampeerders bereikbaar is.

Art. 24. Om aan de voorwaarden inzake hygiëne te beantwoorden, dient het toeristisch kampeerterrein voorzien te zijn van :

1° een gesloten en overdekt gebouw dat speciaal voor de kampeerders is ingericht, waarin het sanitair zich bevindt, met afzonderlijke toegangen en gebouwdelen voor mannen en vrouwen; die installaties moeten minstens bestaan uit :

a) een wc met spoeling en een wastafel met wandspiegel en plankje, per geheel van tien standplaatsen of een breukdeel ervan;

b) een urinoir met spoeling per geheel van veertig standplaatsen of een breukdeel ervan;

c) een douche met lopend warm en koud water per geheel van vijftig standplaatsen of een breukdeel ervan;

d) een afvoer voor chemische wc's per sanitair gebouw.

Voor de toepassing van de punten *a* en *c* bedoeld in vorig lid wordt het minimumaantal wc's, wastafels of douches op twee gebracht indien het totaal aantal standplaatsen respectievelijk tien en vijftig niet overschrijdt. Het aantal sanitaire installaties voor mannen en vrouwen is in gelijke mate opgedeeld. Er wordt geen rekening gehouden met individuele sanitaire uitrustingen;

2° een materiaal voor de inzameling van afval bestaande uit ofwel van een deksel voorziene vuilnisbakken ofwel plastic zakken ofwel gesloten containers, en dat te allen tijde operationeel dient te zijn.

Art. 25. Om aan de veiligheidsvoorwaarden te beantwoorden, dient het toeristisch kampeerterrein voorzien te zijn van :

1° minstens één brandbluseenheid per geheel van honderd standplaatsen of een breukdeel ervan, die op het terrein in een omtrek van elk geheel van honderd standplaatsen of een breukdeel ervan is opgesteld.

Elke brandbluseenheid dient uitgerust te zijn met minstens drie draagbare snelblussers met polyvalent ABC-poeder met elk een halve bluseenheid.

De snelblussers dienen te voldoen aan de Belgische normen of aan elke andere gelijkwaardige norm. De snelblussers dienen jaarlijks door een erkende firma gecontroleerd te worden.

Het brandblusmateriaal dient zich in een makkelijk te openen muurkast te bevinden.

De brandbluseenheden dienen in minstens acht centimeter hoge rode letters op een witte achtergrond als opschrift de Franse uitdrukking « poste d'incendie » (brandbluseenheid) te vermelden.

Om een spoedige toegang tot de brandbluseenheid mogelijk te maken, dienen er zich op verschillende plaatsen van het toeristisch kampeerterrein richtingaanwijzers te bevinden met als opschrift de Franse uitdrukking « poste d'incendie » (brandbluseenheid) in minstens acht centimeter hoge rode letters op een witte achtergrond.

Het opschrift « poste d'incendie » (brandbluseenheid) mag worden vervangen door goed zichtbare pictogrammen;

2° een makkelijk te vinden verbanddoos die zich in de ontvangstruimte bevindt, of in het lokaal dat als verpleegpost dienst doet en die overeenstemt met de regelgeving van de Codex over het welzijn op het werk;

3° een aansluiting op de openbare weg via een berijdbare weg die de toegang van brandweervoertuigen mogelijk maakt;

4° berijdbare binnenwegen met een minimumbreedte van drie meter die te allen tijde bruikbaar zijn;

5° een huishoudelijk reglement die minstens de minimumvoorschriften bedoeld bij dit besluit bevat :

a) het verbod om de voertuigen op de toegangswegen en de binnenwegen te parkeren;

b) het verbod om kampeerverblijven als vaste verblijfplaats te gebruiken;

c) de verplichting om de goede zeden, de openbare rust en welvoeglijkheid, evenals de nachtrust na te leven;

d) de voorwaarden voor de aankoop en de verkoop van goederen op het toeristisch kampeerterrein;

e) de minimumvoorwaarden inzake brandveiligheid;

f) de minimumvoorwaarden inzake hygiëne.

Dit reglement, waarvan er een model door het Commissariaat-generaal voor Toerisme bepaald kan worden, dient op zichtbare wijze aangeplakt te worden aan de hoofdtoegang van het toeristisch kampeerterrein.

Art. 26. De standplaatsen en de kampeerverblijven dienen aan volgende voorwaarden te beantwoorden :

1° de standplaatsen voorbehouden voor de tenten dienen een minimumoppervlakte van 50 m^2 te bekleden;

2° de standplaatsen voorbehouden voor de rijcaravans, evenals voor de campers of andere gelijkaardige verblijven, waarvan de grondoppervlakte met luifel en voortent in zeil inbegrepen niet meer bedraagt dan 25 m^2, bekleden een minimumoppervlakte van 80 m^2;

3° de standplaatsen voorbehouden voor de stacaravans of andere gelijkaardige verblijven, evenals voor de niet-verplaatsbare verblijven, waarvan de grondoppervlakte met luifel en voortent in zeil inbegrepen niet meer bedraagt dan 30 m^2, bekleden een minimumoppervlakte van 100 m^2;

4° de standplaatsen voorbehouden voor de stacaravans of andere gelijkaardige verblijven, evenals voor de niet-verplaatsbare verblijven waarvan de grondoppervlakte met luifel en voortent in zeil inbegrepen 30 m^2 overschrijdt met een maximum van 40 m^2, bekleden een minimumoppervlakte van 120 m^2;

5° de niet-verplaatsbare verblijven uitgezonderd dienen alle bovenvermelde kampeerverblijven uit hun ontwerp en hun bestemming permanent verplaatsbaar te blijven. dissel en wielen dienen permanent gebruiksklaar te zijn. Zij mogen enkel gestabiliseerd worden met behulp van de poten die de bouwer daarvoor voorzien heeft. Die mogen enkel op een niet aan de grond vastgemaakte sokkel geplaatst worden om te voorkomen dat steunpoten en wielen in de grond zakken. De sokkel mag niet hoger zijn dan dertig centimeter om het kampeerverblijf makkelijk en snel te kunnen verplaatsen;

6° aanbouwen, of niet-verplaatsbaar of afbreekbaar, zoals terrassen, windschermen, bovenbouw, loggia's, leuningen of enig ander bouwwerk, zijn bij alle kampeerverblijven verboden, luifels of voortenten in zeil en opberghokjes die uitsluitend daartoe bestemd zijn evenwel uitgezonderd, die onafhankelijk zijn van de kampeerverblijven en die aan volgende voorwaarden beantwoorden :

a) één enkel model van opberghokje wordt per toeristisch kampeerterrein toegelaten en één enkel opberghokje per standplaats is toegelaten; het gebruik ervan is uitsluitend bestemd voor de berging en wordt in een perfecte staat van onderhoud gehouden;

b) het opberghokje dient op eenvoudig mondeling verzoek van de personeelsleden en ambtenaren daartoe aangewezen in artikel 53 bezocht te kunnen worden;

c) de grondoppervlakte van het opberghokje, met inbegrip van de overhangende daken, beslaat maximum 4 m^2 en de hoogte beslaat maximum 2,25 meter;

d) het materiaal waaruit dat opberghokje opgetrokken is bestaat ofwel uit donker getint hout, verf uitgesloten, zodat de natuurlijke textuur van het hout zichtbaar blijft, met een donkerkleurig afdak ofwel uit metalen éénkleurige wanden (wit, grijs, donkerbruin of donkergroen, met verbod voor alle andere kleuren), waarbij de bedekking van de metalen opberghokjes dezelfde kleur moeten hebben als de wanden of een donkerder kleur moeten hebben;

e) de wanden zijn verticaal en zonder openingen, de toegangsdeur uitgezonderd. Het materiaal waaruit de wanden bestaan dienen uitsluitend uit hout of uit metaal te zijn, al naar gelang het gekozen model;

f) het dient een zadeldak te zijn met aan beide kanten dezelfde hellingsgraad tussen 15 en 35 graden, de overhangende delen zijn tot het strikt noodzakelijke beperkt voor de bescherming van de wanden, de eventuele zijplanken zijn recht en zonder versiering, bijkomende dakgoten en regenpijpen zijn verboden; het materiaal van het dak bestaat voor de metalen verblijven ofwel uit metaal van dezelfde kleur als de wanden of van een donkerder kleur, ofwel, voor de houten opberghokjes, uit houtplanken, de houten dakspanen evenals de dakspanen uit vezelcement zonder asbestvezels van een donkere kleur of uit natuurlei, elke andere stof uitgesloten. Per toeristisch kampeerterrein wordt slechts één soort materiaal voor de daken van de opberghokjes toegestaan;

g) de hechting aan de grond mag in geen enkel geval zichtbaar zijn op een hoogte van meer dan 10 centimeter;

h) het opberghokje mag enkel geplaatst worden op een strook die voorbehouden is voor de stacaravans en mag de verplaatsbaarheid van de kampeerverblijven niet in de weg staan.

Het opberghokje mag in geen enkel geval door enig middel opgehoogd worden; indien het een hellend terrein betreft, moet het opberghokje gedeeltelijk in de grond ingegraven worden, het mag niet opgehoogd worden om het hoogteverschil ongedaan te maken.

Wat de plaatsing ervan betreft, dient ervoor te worden gezorgd dat de plaats een harmonisch geheel blijft vormen.

Indien er een toeristisch kampeerterrein opgericht of uitgebreid wordt, worden de opberghokjes in alle geval op de grens van de standplaats ofwel in het verlengde van de caravan waarmee ze verbonden zijn, ofwel in één van de hoeken van de standplaats gevestigd, en de nok van het dak wordt voorzien in de richting van het bodemreliëf.

Bij de opberghokjes mag er geen enkele aanbouw voorzien zijn zoals dierenhokken of bergruimtes voor gasflessen. Op de opberghokjes mogen geen antennes geplaatst worden, zij mogen niet op de waterverdeling worden aangesloten, noch uitgerust worden met verwarmingsmiddelen of andere installaties;

7° op elke standplaats mag slechts één verplaatsbaar verblijf worden geplaatst. De houder kan evenwel de plaatsing van een bijkomende tent op éénzelfde standplaats toestaan op voorwaarde dat de standplaats bezet wordt door gezinsleden van de persoon die de standplaats gehuurd heeft en enkel op standplaatsen die voorbehouden zijn voor kampeerders op doortocht;

8° de op de grond berekende minimumafstand tussen de op verschillende standplaatsen geplaatste kampeerverblijven bedraagt vier meter;

9° op éénzelfde toeristisch kampeerterrein dienen de verplaatsbare en de niet-verplaatsbare verblijven gesorteerd te worden in duidelijk gescheiden stroken en het aantal niet-verplaatsbare verblijven mag niet meer bedragen dan 20 % van het totaal aantal standplaatsen van het kampeerterrein. Zij worden uitsluitend voorbehouden voor de verhuur aan kampeerders op doortocht en seizoenskampeerders;

10° op het kampeerterrein dienen alle standplaatsen voor kampeerverblijven materieel afgebakend te zijn en op zichtbare wijze individueel geïdentificeerd te worden aan de hand van een doorlopende en permanente nummering die overeen dient te stemmen met het plan dat bij de toekenning van de vergunning is goedgekeurd; zij mogen enkel omgeven worden met eenvormige omheiningen die de verplaatsbaarheid van de kampeerverblijven niet in de weg staan. In het overstroombare gedeelte van het toeristisch kampeerterrein mag er geen enkele omheining geplaatst worden;

11° minstens 20 % van het totaal aantal standplaatsen voor kampeerverblijven moet voorbehouden worden voor kampeerders op doortocht;

12° de vrije standplaatsen, evenals de delen van standplaatsen die niet bezet zijn door kampeerverblijven en eventuele opberghokjes, dienen een grasachtig uitzicht te behouden;

13° de treden en trappen met trapleuning voor de toegang tot het verblijf zijn wegneembaar en beperkt door hun afmetingen tot hun strikte functies. Uitzonderlijk kan een verplaatsbare leuning een gemakkelijker toegang voor de mindervaliden mogelijk maken. Zij mogen de verplaatsbaarheid van het kampeerverblijf geenszins in de weg staan;

14° onder geen enkele caravan mogen voorwerpen opgeborgen worden, behalve tijdens de daadwerkelijke duur van het verblijf van de kampeerders, wat bovendien beperkt dient te blijven tot zaken die in een onmiddellijk verband staan met hun verblijf. Enkel zeilen die onmiddellijk verwijderd kunnen worden, mogen als bedekking van de onderkant van het kampeerverblijf dienen.

Art. 27. In afwijking van de artikelen 21 tot en met 26 dient het kampeerterrein op een hoeve enkel aan volgende voorwaarden te beantwoorden :

1° per landbouwbedrijf mag er slechts één terrein voor het toeristisch kamperen bestemd zijn;

2° op dat terrein mogen er niet meer dan vijftien verplaatsbare verblijven en vijfenveertig personen ontvangen worden, behalve tijdens de periode van 10 juli tot en met 16 augustus, waarin die cijfers respectievelijk op twintig en zestig worden gebracht. Die verblijven dienen zich in de onmiddellijke nabijheid van de hoevegebouwen te bevinden, volledig deel uit te maken van een landbouwbedrijf en gevestigd te zijn op een gezond terrein met een minimumoppervlakte van één are per verplaatsbaar verblijf;

3° het terrein dient voorzien te zijn van een systeem voor de bevoorrading met drinkwater en van minstens twee wc's met spoeling en een douche in de hoevegebouwen of in een verblijf dat voor de kampeerders voorbehouden is;

4° het terrein kan enkel bezet worden tijdens de periode die aanvangt vijftien dagen vóór Pasen en eindigt jaarlijks op 15 november, evenals tijdens de periode gaande van 15 december tot en met 15 januari van het daarop volgende jaar.

Art. 28. De overstroombare strook van het toeristisch kampeerterrein mag enkel kampeerders op doortocht ontvangen en enkel tijdens de periode van 15 maart tot en met 15 november, seizoenskampeerders.

Afdeling 5. — De vakantiedorpen en hun verblijfseenheden

Art. 29. De vakantiedorpen en de verblijfseenheden voldoen aan de respectievelijke minimumvoorwaarden van de categorie-indeling van categorie 1 vermeld in bijlage 4.

De verblijfseenheden zijn uitgerust met een doeltreffende en snelle verwarming.

Elke woonruimte is zo geconcipieerd en uitgerust dat de hem toegekende functie er uitgeoefend kan worden.

Art. 30. De vakantiedorpen en de verblijfseenheden worden geïdentificeerd aan de hand van een nummer of een specifieke naam die goed zichtbaar aangebracht wordt.

Art. 31. De verblijfseenheden zijn uitgerust met buitenruimten voor het privé-parkeren en de ontspanning, aangepast aan hun maximumcapaciteit, zonder lager te zijn dan één are per tien bedden.

Art. 32. De verblijfseenheid wordt ter beschikking gesteld van de toeristen tijdens een minimumduur van jaarlijks zes maanden tussen 1 april en 31 december.

Art. 33. Voor de verblijfseenheden vermeldt het contract dat voor elke bezetting ondertekend wordt minstens :

1° de wezenlijke kenmerken van de verblijfseenheid;

2° de identificatie van de verblijfseenheid door middel van ofwel de handelscode, ofwel het officiële vergunningsnummer, ofwel de naam, ofwel het nummer dat door de eigenaar is toegekend;

3° de basis- en maximumcapaciteit, evenals de categorie-indeling van de verblijfseenheid;

4° de huurprijs en de gedetailleerde opgave van de lasten, met inbegrip van de toeristenbelasting per overnachting, de kostprijs ervan en de berekeningswijze ervan;

5° de voorwaarden voor het gebruik en het eventuele waarborgbedrag;

6° de duur van het verblijf.

Art. 34. Elk vakantiedorp beschikt in zijn omtrek over een lokaal voor de ontvangst en de informatieverstrekking, parkeerplaatsen en een ruimte voor sport en spel die aan de onderkomenscapaciteit ervan aangepast is.

Art. 35. De omgeving, de buiteninrichting en de collectieve uitrustingen van de vakantiedorpen en de binnenhuisinrichting van de verblijfseenheden dienen er verzorgd uit te zien, regelmatig onderhouden te zijn en in een perfecte staat van schoonheid en hygiëne te verkeren. Vóór de verblijfseenheid wordt verhuurd, moet zij volledig schoongemaakt en verlucht worden.

HOOFDSTUK III. — *Categorie-indeling*

Art. 36. De normen waaraan de hotelverblijven, het streekgebonden toeristisch logies, de gemeubileerde vakantiewoningen, de toeristische kampeerterreinen, de kampeerterreinen op een hoeve uitgezonderd, de vakantiedorpen en de verblijfseenheden ervan dienen te voldoen met het oog op hun categorie-indeling, zijn opgenomen in de bijlagen 1 tot en met 4.

Art. 37. De aanvraag tot herziening van de categorie-indeling, of die al dan niet samengaat met een aanvraag tot afwijking van een criterium van die indeling, wordt ingediend door middel van het formulier dat afgeleverd wordt door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Art. 38. Er kunnen geen afwijkingen van meer dan twee criteria van de categorie-indeling toegekend worden.

Art. 39. Op het schild worden de vergunde benaming en de categorie waarin de toeristische logiesverstrekkende inrichting ondergebracht wordt, vermeld. Het schild dient op zichtbare wijze aangebracht te worden op de logiesverstrekkende inrichting en in de nabijheid van de hoofdtoegang.

Voor de gastenkamers, de gastenkamers op de hoeve, de gastenhuizen en de gastenhuizen op de hoeve wordt er een bijkomend schild aangebracht boven de toegangsdeur van elke vergunde kamer.

Onverminderd het tweede lid wordt er, indien er in een gebouw verschillende logiesverstrekkende inrichtingen zijn ondergebracht die voor dezelfde benaming en een identieke categorie-indeling in aanmerking komen, één enkel schild in de nabijheid van de hoofdtoegang aangebracht.

Het schild dat voor elke verblijfseenheid van een vakantiedorp afgeleverd wordt, vermeldt de categorie-indeling. Het dient op zichtbare wijze op de verblijfseenheid en in de nabijheid van de hoofdtoegang van de verblijfseenheid te worden aangebracht.

Art. 40. Elk schild wordt binnen de dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing tot intrekking van de vergunning of van de herziening van de categorie-indeling of, in geval van beroep, van de bevestiging ervan, teruggegeven.

Indien men vrijwillig van het gebruik van de benaming afziet, wordt daar bij ter post aangetekend schrijven kennis van gegeven aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme. De schilden worden bij het schrijven gevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *Adviserende beroepscommissie*

Art. 41. De leden voorgedragen door de technische comités zijn gekozen uit een lijst van zes namen die door elk technisch comité voorgedragen wordt.

Art. 42. De meest representatieve verenigingen ter bescherming van de consumenten worden door de minister uitgenodigd om een lijst van zes kandidaten voor te dragen die zullen zetelen in de commissie bedoeld in artikel 50 van het decreet.

Art. 43. De plaatsvervangende leden wordt volgens dezelfde procedure benoemd als de procedure die betrekking heeft op de gewone leden en op grond van dezelfde lijsten.

Het plaatsvervangend lid zetelt indien het gewone lid wiens plaatsvervanger hij is, verhinderd is.

Art. 44. Bij verhindering van de voorzitter wordt hij vervangen door het oudste gewone lid.

Art. 45. Het mandaat van de commissieleden eindigt bij verlies van de hoedanigheid waarvoor het lid is benoemd.

De minister kan de voorzitter of een lid ontslaan bij kennelijk wangedrag of indien hij ernstig tekortkomt aan de plichten van zijn ambt of die voor meer dan drie opeenvolgende vergaderingen afwezig blijft, behalve in geval van overmacht.

Voor elk ontslag wordt de betrokken persoon door de minister of diens vertegenwoordiger gehoord.

Art. 46. Indien een mandaat openvalt voor het verstrijken ervan, wordt de plaatsvervanger tot gewoon lid benoemd voor de overblijvende duur van het mandaat.

Er wordt in de vervanging van de plaatsvervanger voorzien in de zestig dagen volgend op diens benoeming. Daartoe draagt het betrokken technisch comité of dragen de verenigingen die geraadpleegd worden overeenkomstig artikel 42, een lijst van twee namen voor.

Art. 47. Het is elk lid, met inbegrip van de voorzitter, verboden te zetelen indien het (hij) ofwel persoonlijk ofwel via een tussenpersoon ofwel als zaakgelastige een rechtstreeks belang heeft in het voorwerp van de beraadslaging.

Art. 48. De voorzitter en de commissieleden hebben recht :

1° op aanwezigheidsgeld van veertig euro per vergadering die zij bijwonen en per technisch bezoek dat ze afleggen;

2° op de terugbetaling van hun reis- of verblijfkosten, berekend op dezelfde regelgevende basis als die, welke van toepassing is op de ambtenaren van rang A3 van het Waalse Gewest;

3° op de terugbetaling van de kosten voor het nemen van foto's die noodzakelijk zijn voor de vervulling van hun opdracht, op grond van de passende bewijsstukken.

De forfaitaire vergoeding bedoeld in het eerste lid onder punt 1° wordt jaarlijks aangepast om rekening te houden met de waarde van de index van de consumptieprijzen volgens de formule :

$$\frac{\text{40 euro x nieuwe index}}{\text{aanvankelijke index}}$$

waarbij de aanvankelijke index, de index van 1 januari 2005 is en de nieuwe index, de index van de jaardag van die inwerkingtreding.

In ieder geval worden de bedragen die op grond van vorig lid worden aangepast, naar de lagere eenheid afgerond indien de decimaal lager zou zijn dan 50 en naar de hogere eenheid indien de decimaal gelijk zou zijn aan of hoger zou zijn dan 50.

Art. 49. De commissie stelt zijn huishoudelijk reglement op, dat ter goedkeuring voorgelegd wordt aan de minister.

HOOFDSTUK V. — *Bevoegdheidsoverdrachten*

Art. 50. De minister stelt de modellen van de schilden bedoeld in de artikelen 35 en 35*bis* van het decreet vast.

Art. 51. De minister is ermee belast zich uit te spreken over de beroepen bedoeld in hoofdstuk IV van titel II van het decreet.

Art. 52. De minister is ermee belast de voorzitter en de gewone en plaatsvervangende leden van de commissie bedoeld in artikel 50 van het decreet te benoemen.

Art. 53. De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in artikel 26, 6°, *b*, worden door de minister aangewezen uit de ambtenaren en personeelsleden van niveau 1, 2+, 2 of 3 van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

TITEL III. — Sociaal toerisme

HOOFDSTUK I. — *Erkenning*

Art. 54. Bij de aanvraag tot erkenning van een vereniging worden volgende stukken gevoegd :

1° een afschrift van de laatst bijgewerkte statuten van de vereniging;

2° elk bewijsstuk waaruit blijken kan dat aan de voorwaarde van artikel 56, 3°, van het decreet is voldaan;

3° elk stuk waaruit blijkt dat de vereniging een sociaal-toerismebeleid uitstippelt in zijn toeristische logiesverstrekkende inrichtingen;

4° een bewijs van goed zedelijk gedrag bestemd voor een openbaar bestuur en afgeleverd sinds minder dan drie maanden op naam van de persoon die belast is met het dagelijks bestuur van de vereniging.

HOOFDSTUK II. — *Bevoegdheidsoverdracht*

Art. 55. De minister is ermee belast zich over de beroepen bedoeld in hoofdstuk IV van titel III van het decreet uit te spreken.

TITEL IV. — Brandbescherming

HOOFDSTUK I. — *Brandveiligheidsattest*

Art. 56. Bij toepassing van artikel 73 van het decreet zijn de specifieke veiligheidsnormen bedoeld in de bijlagen 5 tot en met 9 van toepassing in de gebouwen of gebouwdelen overeenkomstig onderstaande tabel :

Maximumcapaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan tien personen		Tussen de tien en de vijftien personen		Meer dan vijftien personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A	Bijlage 5	Bijlage 5	Bijlage 6	Bijlage 6	Bijlagen 7 en 9	Bijlagen 8 en 9
Inrichting van het type B	Bijlage 5	Bijlage 5	Bijlagen 7 en 9	Bijlagen 8 en 9	Bijlagen 7 en 9	Bijlagen 8 en 9

Onverminderd het eerste lid zijn de normen bedoeld in bijlage 10 van toepassing indien er in één en hetzelfde gebouw waarvan de samengetelde maximumcapaciteit boven de vijftien personen uitkomt, verschillende toeristische logiesverstrekkende inrichtingen zijn ondergebracht met een maximumcapaciteit van minder dan 10 personen en die een gebouwdeel uitmaken in de zin van artikel 2, 28°, van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de aflevering van het attest*

Art. 57. De aanvraag wordt ingediend door middel van het formulier afgeleverd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

HOOFDSTUK III. — *Vereenvoudigd controleattest*

Art. 58. De logiesverstrekkende inrichting(en) gelegen in éénzelfde gebouw en waarvan de (samengetelde) maximumcapaciteit lager is dan tien personen mag (mogen) niet in bedrijf genomen worden zonder het vereenvoudigd controleattest bedoeld in artikel 74 van het decreet.

Art. 59. Het vereenvoudigd controleattest wordt afgeleverd door de burgemeester na voorlegging van een conformiteitsattest afgeleverd door een erkende instelling, dat betrekking heeft op :

1° de elektriciteitsinstallatie;

2° de verwarmingsinstallatie;

3° de gasinstallatie, met inbegrip van de apparaten die op die installatie zijn aangesloten.

De conformiteitsattesten bedoeld in het eerste lid dienen afgeleverd te zijn sedert minder dan twee jaar vóór de datum van indiening van de aanvraag voor het vereenvoudigd controleattest en er mogen geen werkzaamheden zoals omschreven in artikel 60, § 2, ondernomen zijn nadat die conformiteitsattesten zijn afgeleverd.

Art. 60. § 1. Het vereenvoudigd controleattest heeft een geldigheidsduur van zeven jaar. De termijn gaat in de dag van kennisgeving aan de aanvrager.

Het vereenvoudigd controleattest kan evenwel worden verlengd tot na de behandeling van de hernieuwingsaanvraag voor zover die aanvraag ingediend is minstens zes maanden voor verstrijken van de termijnen bedoeld in vorig lid.

§ 2. In afwijking van vorig lid vervalt het vereenvoudigd controleattest en dient er een nieuw attest bekomen te worden indien het gebouw of de uitrusting ervan zodanig verbouwd zijn dat de brandveiligheid ervan in het gedrang zou kunnen komen, en in ieder geval bij :

1° de oprichting van nieuwe lokalen bestemd voor de gasten zoals kamer, vergaderzaal, keuken, salon;

2° de installatie, de wijziging of de uitbreiding van een gas- of elektriciteitsnet;

3° elke verbouwing waarvoor een stedenbouwkundige vergunning nodig is.

Het vereenvoudigd controleattest wordt evenwel verlengd tot na de behandeling van de aanvraag voorzover die is ingediend uiterlijk dertig dagen na het einde van de werken. Indien de werken onderbroken worden, dient de aanvraag, om voor verlenging in aanmerking te komen, ingediend te worden binnen de dertig dagen te rekenen van die onderbreking.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure voor de aflevering van het vereenvoudigd controleattest*

Art. 61. De aanvraag voor het vereenvoudigd controleattest wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan betrokken gebouw gelegen is, gericht, aan de hand van het formulier afgeleverd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Art. 62. De burgemeester beslist over de aanvraag voor het vereenvoudigd controleattest en geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven, binnen de drie maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 61. Die kennisgeving bevat meer bepaald de vermelding van artikel 60.

HOOFDSTUK VI. — *Beroepen*

Art. 63. De aanvrager kan bij de minister een gemotiveerd beroep indienen :

1° tegen de weigering van het vereenvoudigd controleattest;

2° indien hij de beslissing van de burgemeester niet gekregen heeft binnen een termijn van vijfennegentig dagen van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 61.

Dat beroep staat open binnen de vorm en de termijn bedoeld in de artikelen 84 tot en met 89 van het decreet.

HOOFDSTUK VII. — *Brandveiligheidscommissie*

Art. 64. De deskundige leden van de brandweerdiensten worden door de minister gekozen op grond van een oproep tot de kandidaten bij de regionale brandweerdiensten en na advies van de minister bevoegd voor de plaatselijke besturen.

De leden voorgedragen door de technische comités en de « Conseil supérieur du Tourisme » (Hoge Raad voor Toerisme) zijn gekozen uit een lijst van zes namen voorgedragen door respectievelijk elk technisch comité en de « Conseil supérieur du Tourisme ».

Art. 65. De plaatsvervangende leden worden benoemd volgens dezelfde procedure als die, welke betrekking heeft op de gewone leden en op grond van dezelfde lijsten.

Het plaatsvervangend lid zetelt indien het gewone lid wiens plaatsvervanger hij is, verhinderd is of indien de door de commissie gedragen werklast daartoe noopt.

Art. 66. Bij verhindering van de voorzitter wordt hij vervangen door het oudste gewone lid.

Art. 67. Het mandaat van de commissieleden eindigt bij verlies van de hoedanigheid waarvoor het lid is benoemd.

De minister kan de voorzitter of een lid ontslaan bij kennelijk wangedrag of indien hij ernstig tekortkomt aan de plichten van zijn ambt of indien hij voor meer dan drie opeenvolgende vergaderingen afwezig blijft, behalve in geval van overmacht.

Voor elk ontslag wordt de betrokken persoon door de minister of diens vertegenwoordiger gehoord.

Art. 68. Indien een mandaat openvalt voor het verstrijken ervan, wordt de plaatsvervanger tot gewoon lid benoemd voor de overblijvende duur van het mandaat.

Er wordt in de vervanging van de plaatsvervanger voorzien in de zestig dagen volgend op diens benoeming. Indien het een lid betreft dat voorgedragen is door een technisch comité, wordt een lijst van twee namen voorgedragen en indien het een deskundig lid van de brandweerdiensten betreft, wordt er een oproep tot de kandidaten verricht bij de regionale brandweerdiensten.

Art. 69. Het is elk lid, met inbegrip van de voorzitter, verboden te zetelen indien het (hij) ofwel persoonlijk ofwel via een tussenpersoon ofwel als zaakgelastige een rechtstreeks belang heeft in het voorwerp van de beraadslaging.

Art. 70. De voorzitter en de commissieleden hebben recht :

1° op aanwezigheidsgeld van veertig euro per vergadering die zij bijwonen en per technisch bezoek dat ze afleggen;

2° op de terugbetaling van hun reis- of verblijfkosten, berekend op dezelfde regelgevende basis als die, welke van toepassing is op de ambtenaren van rang A3 van het Waalse Gewest;

3° op de terugbetaling van de kosten voor het nemen van foto's die noodzakelijk zijn voor de vervulling van hun opdracht, op grond van de passende bewijsstukken.

De forfaitaire vergoeding bedoeld in het eerste lid onder punt 1° wordt jaarlijks aangepast om rekening te houden met de waarde van de index van de consumptieprijzen volgens de formule :

$$\frac{\text{40 euro x nieuwe index}}{\text{aanvankelijke index}}$$

waarbij de aanvankelijke index, de index van 1 januari 2005 is en de nieuwe index, de index van de jaardag van die inwerkingtreding.

In ieder geval worden de bedragen die op grond van vorig lid worden aangepast, naar de lagere eenheid afgerond indien de decimaal lager zou zijn dan 50 en naar de hogere eenheid indien de decimaal gelijk zou zijn aan of hoger zou zijn dan 50.

Art. 71. De commissie stelt zijn huishoudelijk reglement op, dat ter goedkeuring voorgelegd wordt aan de minister.

HOOFDSTUK IV. — *Bevoegdheidsoverdracht*

Art. 72. De minister is ermee belast zich uit te spreken over de beroepen bedoeld in hoofdstuk III van titel IV van het decreet en over de afwijkingsaanvragen bedoeld in hoofdstuk IV van dezelfde titel.

Art. 73. De minister is ermee belast de voorzitter en de gewone en plaatsvervangende leden van de Commissie bedoeld in artikel 93 van het decreet te benoemen.

TITEL V. — Subsidies

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Art. 74. Een subsidie zoals bedoeld in artikel 99 van het decreet kan worden verleend voor :

1° ruwbouwwerkzaamheden, afwerking en renovatie van panden, meer bepaald grondwerken, metselwerk, schrijnwerkerij, beglazing, betegelen, muurbekleding, vloerbedekking, pleisteren, verven, dakwerken;

2° de volgende installaties indien zij geplaatst worden in de kamers of in de delen van gemeenschappelijke lokalen die voorbehouden zijn aan het ondergebrachte kliënteel :

a) verwarming;

b) koud en warm water;

c) gas en elektriciteit;

d) telefoon in de kamers en aangesloten op het telefoonnetwerk;

e) teledistributie;

f) airconditioning en luchtzuivering;

g) sanitair en toebehoren;

h) liften;

i) uitrustingen voor de veiligheid, met inbegrip van telebewaking;

j) informatica-uitrustingen voor het cliënteel;

k) de specifieke inrichtingen met het oog op het naleven van alle bepalingen van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, of krachtens dat wetboek genomen, met betrekking tot de inrichtingen die specifiek zijn voor de ontvangst van personen met verminderde beweeglijkheid;

3° het meubilair en de decoratie indien zij bestemd zijn voor de kamers of de delen van de gemeenschappelijke lokalen die voor het ondergebrachte kliënteel voorbehouden zijn :

a) bed en toebehoren, namelijk onderbed, matras, dekbed en oorkussens;

b) (over)gordijnen en bedsprei;

c) kasten en hangkasten, tafels, stoelen en zetels;

d) decoratie-elementen zoals spiegels en verlichtingsapparatuur;

4° de buiteninrichting, roerend zowel als onroerend, aanpalend aan het hotelbedrijf of gelegen in de onmiddellijke nabijheid ervan en voorbehouden voor het ondergebrachte kliënteel, om het imago van het hotelbedrijf sterker te maken :

a) terrassen, luifels, zonnetenten en veranda's;

b) aanleg van tuinen, parken en perken, tuinmeubilair;

c) decoratie-elementen zoals fonteinen, waterbekkens annex bloembakken en verlichtingsapparatuur;

d) al dan niet lichtend uithangbord;

5° de uitrustingen die volledig deel uitmaken van het hotelbedrijf, aanpalend aan of gelegen in de onmiddellijke nabijheid en hoofdzakelijk bestemd voor het ondergebrachte kliënteel :

a) vergaderzalen, evenals de specifieke uitrusting daarvoor;

b) sport- en ontspanningsuitrustingen zoals zwembad, jacuzzi, tennisveld, fitnesszaal;

c) parkeerplaatsen en garages;

d) riolering en zuiveringsstation;

6° de kosten eigen aan de installatie van de verkeerssignalisatie van het hotelbedrijf, beantwoordend aan de criteria van de gemeentelijke, provinciale, gewestelijke en federale regelgeving.

Art. 75. Een subsidie zoals bedoeld in artikel 104 van het decreet kan worden verleend voor :

1° werken met een onroerend karakter en aankopen van materiaal, zonder dat de oppervlakte waarop werken worden verricht ter uitbreiding van het streekgebonden toeristisch logies 25 % van de totaal bestaande nuttige oppervlakte mag overschrijden;

2° de onroerende buiteninrichtingen aanpalend aan het streekgebonden toeristisch logies of gelegen in nabijheid van de onmiddellijke omgeving ervan, in verhouding tot de maximumcapaciteit van het streekgebonden toeristisch logies;

3° de specifieke inrichtingen met het oog op het naleven van alle bepalingen van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, of krachtens dat wetboek genomen, met betrekking tot de inrichtingen die specifiek zijn voor de ontvangst van personen met verminderde beweeglijkheid;

4° het meubilair dat enkel bestemd is voor de uitrusting van de kamers;

5° de kosten eigen aan de installatie van de verkeerssignalisatie van het streekgebonden toeristisch logies, beantwoordend aan de criteria van de gemeentelijke, provinciale, gewestelijke en federale regelgeving;

6° de aankoop of het maken van meubilair voor de presentatie van het streekaanbod of van een standaard voor toeristische documentatie;

7° de aankoop en de installatie van het materieel voor de aanmaak van hernieuwbare energie;

8° de conformiteitsattesten afgeleverd door een erkende instelling overeenkomstig artikel 59.

Art. 76. Een subsidie zoals bedoeld in artikel 112, eerste lid, van het decreet kan worden verleend voor :

1° de inrichtings- en uitrustingswerken voor de installaties voor de verwerking, de zuivering en de lozing van afvalwater, met inbegrip van de algemene riolering en de ontsmettingssystemen;

2° de installatie van sanitair en toebehoren;

3° de plaatsing van stopcontacten voor de kampeerplaatsen;

4° de aanleg van terreinen voor sport en spel, evenals wegneembare uitrustingen die deel uitmaken van die inrichting;

5° de installatie van een gemeenschappelijk lokaal, met inbegrip van het meubilair;

6° de installatie van een restaurant of een cafetaria, met inbegrip van het meubilair;

7° de verlichting van de toegangswegen en de binnenwegen voor het verkeer van voertuigen op het toeristisch kampeerterrein;

8° de aanleg van de toegangswegen en de wegen op het toeristisch kampeerterrein;

9° de installaties voor de inzameling en het selectief sorteren van afval, met inbegrip van containers;

10° het planten van inheemse soorten;

11° de aansluiting van het toeristisch kampeerterrein en van de kampeerplaatsen op de telecommunicatie-netwerken;

12° de aanleg van watertappunten op het toeristisch kampeerterrein of op de kampeerplaatsen;

13° de installatie van brandbestrijdingsmaterieel;

14° het verstevigen en het verhogen van de oevers van een waterloop die gelegen is langs het toeristisch kampeerterrein, op voorwaarde dat de beheerder van de bedding of de waterloop of andere er verplicht de toelating voor geeft;

15° de aanleg van parkeerruimten;

16° het optrekken van identieke onverplaatsbare hokjes op het hele toeristische kampeerterrein, waarbij het in aanmerking komend bedrag voor dat werk maximum 2.500 euro per hokje bedraagt;

17° de kosten eigen aan de installatie van de verkeerssignalisatie van het hotelbedrijf, beantwoordend aan de criteria van de gemeentelijke, provinciale, gewestelijke en federale regelgeving;

18° de kosten voor het afbakenen van het toeristisch kampeerterrein en de nummering van de kampeerplaatsen;

19° de werken en uitrustingen met betrekking tot de aanleg van een geluidsinstallatie en de veiligheid van het toeristisch kampeerterrein, met inbegrip van de bewaking;

20° de installatie van een openbare telefooncel, met inbegrip van het telefoontoestel en de aansluiting ervan;

21° de aanleg van een washok, met inbegrip van de wasmachines en droogkasten;

22° de aanleg van compleet uitgeruste ruimten voor de ontvangst van campers;

23° de aanleg van een lokaal bestemd voor de ontvangst, met inbegrip van een balie, het informatica- en informatiematerieel en de software, evenals een aanpalende conciërgewoning waarin een gezin ondergebracht kan worden;

24° de aanleg van watertappunten en de aankoop van pompmaterieel, en de aanleg van regenwatertanks;

25° de aankoop, de plaatsing en de aansluiting van een hoogspanningstransformator;

26° de aanleg van de percelen;

27° de infrastructuren voor de animatie en de kosten voor de animatie tijdens de schoolvakantieperiodes, en die verenigbaar zijn met de rust van de kampeerders;

28° de versteviging en de verhoging van de oevers van een watervlak;

29° de aankoop van gemotoriseerd onderhoudsmaterieel;

30° de aanleg en de modernisering van de hangar of het berghok voor gereedschap en gemotoriseerd onderhoudsmaterieel;

31° de aankoop en de installatie van materieel voor de aanmaak van hernieuwbare energie;

32° de specifieke inrichtingen met het oog op het naleven van alle bepalingen van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, of krachtens dat wetboek genomen, met betrekking tot de inrichtingen die specifiek zijn voor de ontvangst van personen met verminderde beweeglijkheid.

De minister is bevoegd om de kosten voor de animatie waarvoor een toelage verleend kan worden, nader te bepalen.

Art. 77. Er kan een toelage zoals bedoeld in artikel 112, tweede lid, van het decreet verleend worden voor de plaatsing, in de gebouwen van de hoeve of in een hok, van wc's, douches, wastafels of kleedkamers voorbehouden voor de kampeerders, evenals voor de installaties voor de afvoer, de zuivering en de lozing van afvalwater.

HOOFDSTUK II. — *Normen voor de sanitaire uitrustingen*

Art. 78. De krachtens artikel 129, eerste lid, van het decreet door de toeristische logiesverstrekkende inrichting na te leven normen voor de sanitaire uitrustingen waarvoor een vereniging voor sociaal toerisme een subsidie aanvraagt, zijn :

1° gemiddelde lucht per kamer : minstens $8m^3$ per persoon;

2° minstens één douche per acht personen;

3° minstens één W.C. per acht personen;

4° minstens één wastafel per drie personen.

HOOFDSTUK III. — *Procedures voor de toekenning van de subsidies*

Afdeling I. — Hotelbedrijven, streekgebonden toeristisch logies, gemeubileerde vakantiewoningen en toeristische kampeerterreinen

Art. 79. De aanvraag van een subsidie zoals bedoeld in artikel 99, 104 of 112 van het decreet dient door middel van het formulier afgeleverd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme, dat uitdrukkelijk de bepaling van artikel 118, derde lid van het decreet citeert, ingediend te worden.

Bij die aanvraag worden alle nuttige stukken en inlichtingen gevoegd en minstens :

1° een afschrift van de vereiste bestuurlijke vergunningen die een definitief karakter dienen te bezitten;

2° in voorkomend geval, een van afmetingen voorziene plattegrond van de in het vooruitzicht gestelde dan wel uitgevoerde werken;

3° een geraamd ontwerp, bestekken of facturen waarop de eenheidsprijzen en de hoeveelheden in detail vermeld worden;

4° een verklaring waarin de gekregen, aangevraagde of verwachte subsidies van andere overheden nader aangegeven worden;

5° in voorkomend geval, vergunningen voor de plaatsing van verkeerssignalisatie;

6° in voorkomend geval, een stuk uitgaand van de eigenaar van de toeristische logiesverstrekkende inrichting waaruit blijkt dat hij instemt met de uitvoering van de werken;

7° een eigendomsattest afgeleverd door het territoriaal bevoegde registratiekantoor;

8° in voorkomend geval, de verbintenis bedoeld in artikel 118, eerste lid, 1°, van het decreet;

9° volledige informatie over de elders verkregen tegemoetkomingen van andere overheden of openbare instellingen tijdens de drie jaar die aan de aanvraag zijn voorafgegaan en waarop Verordening nr. 69/2001 van de Europese Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag op de de minimis-steun van toepassing is.

Afdeling II. — Sociaal toerisme

Art. 80. Bij de aanvragen met betrekking tot de uitgaven bedoeld in artikel 127, tweede lid, van het decreet worden volgende stukken in tweevoudig exemplaar gevoegd :

1° een nota waarin de hoofdkenmerken van de toeristische logiesverstrekkende inrichting kort worden uiteengezet, opgesteld door middel van het formulier afgeleverd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme;

2° in voorkomend geval, een afschrift van het brandveiligheidsattest;

3° in voorkomend geval, een attest waaruit blijkt dat de elektriciteitsinstallatie conform is, afgeleverd door een erkende instelling;

4° een bewijs van goed zedelijk gedrag ten behoeve van een overheidsbestuur en dat op naam van de persoon belast met het dagelijks beheer van het centrum voor sociaal toerisme is afgeleverd sinds minder dan drie maanden;

5° de plattegronden, het bestek en een gedetailleerde raming van de investeringen en de uitgaven waarvoor de subsidie is aangevraagd;

6° een nota waaruit de toeristische gepastheid blijkt en waarmee vastgesteld wordt dat de werken of aankopen conform zijn aan de wettelijke en regelgevende bepalingen; de motivering van de werken of aankopen ten opzichte van de zorgvuldige exploitatie van de toeristische logiesverstrekkende inrichting of de oprichting ervan; de summiere analyse van de lokale behoeften inzake uitrustingen;

7° een afschrift van de vereiste bestuurlijke vergunningen, die een definitief karakter moeten hebben;

8° een afschrift van de eigendomstitel of van de huurpacht;

9° de lijst van de voor hypotheek in aanmerking komende goeden, eigendomstitels of huurpachten, een recente hypothecaire staat in verband met die goeden en, in voorkomend geval, een recent attest van de hypothecaire schuldeiser waaruit het bedrag van zijn schuldvordering in hoofdsom en in rente blijkt indien de aangevraagde subsidie het bedrag van 100.000 euro overschrijdt;

10° een afschrift van de laatst bijgewerkte statuten van de vereniging voor sociaal toerisme;

11° de balansen en resultaatrekeningen van de laatste twee jaar;

12° een financieringsplan voor de uitvoering van de werken;

13° een op drie jaar opgestelde raming van het beheer.

HOOFDSTUK IV. — *Bevoegdheidsoverdrachten*

Art. 81. De minister bepaalt de prioritaire investeringen bedoeld in de artikelen 101, tweede lid, 106, tweede lid, en 114, § 3, van het decreet.

Art. 82. De minister wijst in het Commissariaat-generaal voor Toerisme de ambtenaren en personeelsleden van niveau 1, 2+, 2 of 3 aan die belast zijn met :

1° de verificaties ter plaatse bepaald in de artikelen 122 en 135 van het decreet;

2° de controle bepaald in de artikelen 125 en 138 van het decreet;

3° de controle van de naleving van de termijnen bepaald in artikel 137 van het decreet en de verlenging ervan overeenkomstig de bepaling van dat artikel.

Art. 83. De minister wijst in het Commissariaat-generaal voor Toerisme de ambtenaren en personeelsleden van niveau 1 of 2+ aan die belast zijn met :

1° het opvragen van de inschrijving der hypotheken bepaald in artikel 136 van het decreet;

2° het ondertekenen van de akten van handlichting onder voorbehoud van de voorafgaandelijke toelating van de regering bepaald in artikel 139 van het decreet.

TITEL VI. — Inbreuken en straffen

Art. 84. De ambtenaren en personeelsleden bedoeld in de artikelen 141 en 154 van het decreet worden door de minister aangewezen onder de ambtenaren en personeelsleden van niveau 1, 2+, 2 of 3 van het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Art. 85. De overtreder wordt uitgenodigd om zich van de boete bedoeld in artikel 142 van het decreet te kwijten binnen een termijn van dertig dagen.

TITEL VII. — Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 86. In het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning worden de woorden « camping-caravaning » vervangen door de term « caravaning ».

Art. 87. In artikel 1, evenals in de bijlagen 2*a*, 2*b*, 3*a* en 3*b* van hetzelfde besluit, wordt het woord « camping-caravaningvergunning » vervangen door het woord « caravaningvergunning ».

Art. 88. In artikel 1, evenals in de bijlagen 2*a*, 2*b*, 3*a* en 3*b* van hetzelfde besluit, wordt het woord « kampeer-caravaningterrein » vervangen door het woord « caravaningterrein ».

Art. 89. In de artikelen 1, 6 en 7, evenals in de bijlagen 1, 2*a*, 2*b*, 3*a* en 3*b* van hetzelfde besluit wordt het woord « kampeer- en caravaningverblijven » vervangen door het woord « caravaningverblijf ».

Art. 90. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden na het cijfer 7 de volgende bewoordingen ingevoegd : « en de uitbater ervan is houder van de vereiste bestuurlijke vergunningen, die een definitief karakter verworven moeten hebben ».

Art. 91. In artikel 3, punt 2°, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « waarvan de omvang bepaald wordt door het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar » geschrapt.

Art. 92. In artikel 3, punt 3°, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « volgens het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar » geschrapt.

Art. 93. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden in fine twee leden, luidend als volgt, ingevoegd :

« Om te voldoen aan de veiligheidsvoorwaarden dient het overstroombaar gedeelte van het caravaningterrein vrij te zijn van iedere bezetting door kampeerverblijven van 15 november tot en met 15 maart.

Daarnaast dient de aanvrager of de vergunninghouder, om aan de veiligheidsvoorwaarden te voldoen, voor elk niet-verplaatsbaar verblijf en voor elk gebouw dat voor de kampeerders toegankelijk is, te beschikken over een brandveiligheidsattest in de zin van artikel 73 van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen. »

Art. 94. Punt 2° van artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tekst : « de plaatsen die voorbehouden zijn voor de rijcaravans en de campers of andere vergelijkbare verblijven waarvan de grondoppervlakte, luifel en voortent in zeil inbegrepen, de 25 m^2 niet overschrijdt, hebben een maximumoppervlakte van 80 m^2 ».

Art. 95. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt er een punt 13° ingevoegd, luidend als volgt :

« de vrije plaatsen en de onderdelen van plaatsen die niet bezet zijn door caravaningverblijven of door berghokjes dienen een grasachtig uitzicht te behouden ».

Art. 96. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt punt 1° vervangen door volgende tekst :

« een afschrift van de vereiste bestuurlijke vergunningen, die een definitief karakter verworven dienen te hebben ».

Art. 97. In artikel 10, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « van de gemachtigd ambtenaar en » geschrapt.

Art. 98. In de artikelen 10, vierde lid, 11, laatste lid, en 18, vierde lid, evenals in de bijlagen 2*a*, 2*b*, 3*a* en 3*b* worden de bewoordingen « aan de gemachtigd ambtenaar » geschrapt.

Art. 99. Artikel 10, zesde lid, wordt opgeheven.

Art. 100. In artikel 10, laatste lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « de bepalingen van de eensluidende adviezen gegeven door de gemachtigde ambtenaar en de Commissaris voor Toerisme » vervangen door de woorden « de bepalingen van het eensluidend advies gegeven door het Commissariaat-generaal voor Toerisme ».

Art. 101. In artikel 12, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « opschorting » geschrapt.

Art. 102. Artikel 12, vijfde lid, van hetzelfde besluit is opgeheven.

Art. 103. In artikel 12, derde lid en laatste lid, evenals in de artikelen 13, § 2, tweede lid, 15, tweede en vierde lid, 19, laatste lid, 20 § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, 22, tweede en zesde lid en 24, derde lid, evenals in de bijlagen 2*a*, 2*b*, 3*a* en 3*b*, van hetzelfde besluit, worden de bewoordingen « aan de gemachtigd ambtenaar » geschrapt.

Art. 104. In artikel 13, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « en aan de gemachtigd ambtenaar » geschrapt.

Art. 105. Artikel 13, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 106. In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « rekening houdend met het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar » geschrapt.

Art. 107. In artikel 18, laatste lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « van het eensluidend advies gegeven door de gemachtigd ambtenaar » geschrapt.

Art. 108. Artikel 20, § 3, tweede lid, evenals de artikelen 31, 32, 45 en de bijlagen 4*a*, 4*b*, 5*a*, 5*b*, 6*a*, 6*b*, 7*a* en 7*b* van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 109. Na artikel 30 worden er een nieuw hoofdstuk V met als opschrift « Schild » en een nieuw artikel 31 luidend als volgt ingevoegd :

« De minister stelt het model van het schild bedoeld in artikel 4, 3°, van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van de caravaningterreinen vast.

Diefstal, verlies of vernietiging van het schild dienen bij de lokale politieoverheid aangegeven te worden. Er wordt enkel een nieuw schild afgeleverd tegen inlevering van een afschrift van die aangifte.

Bij beslissing tot definitieve intrekking van de vergunning dient het afgeleverde schild binnen de tien dagen na ontvangst van de beslissing te worden teruggegeven.

Indien de exploitatie van het terrein definitief beëindigd wordt, dient het afgeleverde schild binnen de tien dagen na de beëindiging ingeleverd te worden. »

Art. 110. In de bijlagen 2*a*, 2*b*, 3*a* et 3*b* bij hetzelfde besluit wordt het visum « Gelet op het advies van de gemachtigd ambtenaar gegeven op luidend als volgt » geschrapt.

Art. 111. In het beschikkend gedeelte van bijlage 2*a* bij hetzelfde besluit worden de bewoordingen « in de bovenstaande adviezen van de gemachtigde ambtenaar en van de Commissaris voor Toerisme » vervangen door « in het advies van het Commissariaat-generaal voor Toerisme ».

Art. 112. In het beschikkend gedeelte van bijlage 3*a* bij hetzelfde besluit worden de bewoordingen « en onder deze vermeld in de bovenstaande adviezen van de gemachtigde ambtenaar » geschrapt.

Art. 113. De bijlagen 8 en 10 bij hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 114. In het opschrift en in artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 9 december 1991 tot aanwijzing van de ambtenaren belast met het opsporen en het vaststellen van de overtredingen inzake hotelwezen, logiesverstrekkende inrichtingen en kampeer-caravaninrichtingen worden de bewoordingen « hotelwezen, logiesverstrekkende inrichtingen » geschrapt.

Art. 115. In het opschrift evenals in de artikelen 2, 1°, en 3 van het besluit van de Waalse Regering van 16 februari 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van premies inzake camping-caravaning worden de woorden « camping-caravaning » vervangen door het woord « caravaning ».

Art. 116. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden « de oprichting, de vergroting en » geschrapt.

Art. 117. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt punt 2° opgeheven.

Art. 118. In artikel 3, derde lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « 50.000 euro » vervangen « 25.000 euro ».

Art. 119. In punt 5° van artikel 7 worden de bewoordingen « eventueel een afschrift van de bouwvergunning » vervangen door de woorden « afschrift van de milieuvergunning ».

Art. 120. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt punt 4° opgeheven.

Art. 121. De artikelen 11 en 11*bis* van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 122. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003 ter aanwijzing van de badzones en houdende verschillende maatregelen voor de bescherming van het zwemwater wordt punt *h* vervangen door volgende tekst :

« camping-caravaning : toeristische camping in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet of camping-caravaning zoals omschreven in artikel 1, 1°, van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen ».

Art. 123. In hetzelfde artikel wordt punt i vervangen door volgende tekst :

« camping-caravaningterrein : toeristisch kampeerterrein in de zin van artikel 2, 18°, van het decreet of caravaningterrein in de zin van artikel 1, 2°, van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen ».

Art. 124. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 tot bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van premies inzake camping-caravaning in het kader van het meerjarenactieplan betreffende het permanent wonen in toeristische accommodaties wordt vervangen door volgende tekst :

« Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting verleent de Minister bevoegd voor Toerisme de gemeenten een subsidie voor het slopen van verplaatsbare verblijven zoals omschreven bij artikel 1 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen of bij artikel 2, 15°, van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting verleent de minister bevoegd voor toerisme de gemeenten een subsidie voor het slopen van niet-verplaatsbare verblijven zoals omschreven bij artikel 1 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen of bij artikel 2, 19°, van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen. »

Art. 125. In artikel 3, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden « camping-caravaningterrein » vervangen door de woorden « caravaningterrein of toeristisch kampeerterrein ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 126. De vergunningsaanvraag bepaald in artikel 162 van het decreet wordt ingediend door middel van het formulier afgeleverd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme.

Art. 127. Indien er op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit in een gebouw een toeristische logiesverstrekkende inrichting is ondergebracht waarvan de maximumcapaciteit lager is dan tien personen ofwel meerdere toeristische logiesverstrekkende inrichtingen waarvan de samengetelde maximumcapaciteit lager is dan tien personen, beschikt de vergunninghouder over een termijn van twaalf maanden, te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit, om een aanvraag voor een vereenvoudigd controleattest aan de burgemeester te richten.

Art. 128. De termijn bedoeld in artikel 169, eerste lid, van het decreet mag de tien jaar niet overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 129. Het decreet, de artikelen 56 tot en met 63, van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de organisatie van het toerisme en dit besluit treden in werking op 1 januari 2005.

Art. 130. De minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 1

Classificatienormen voor hotelinrichtingen.

Onderstaande tabel vermeldt de uitrustingen die in aanmerking komen voor de classificatie van een hotelinrichting in één van de vijf categorieën (sterren). Een punt wordt toegekend aan elke inrichting. Bovendien wanneer het vakje doorgekruist is, betekend het dat het criterium verplicht is.

		1	2	3	4	5
A.	SLAAPKAMER					
02.	ALGEMEEN					
02.010.	Zichtbare kentekens aan de buitenkant	X	X	X	X	X
02.011.	(bijv. : nummer, naam, letters)					
02.012.	Sluitingsmogelijkheid	X	X	X	X	X
02.013.	Minimum eéń raam	X	X	X	X	X
02.014.	In elke slaapkamer moet gepaste informatie over bijkomende diensten aangeplakt worden			X	X	X
02.015.	Minimale oppervlakte van een slaapkamer voor 2 personen -24 m^2 (met badkamer zoals omschreven in norm 03.12)					X
	Vanaf 1 januari 2000 wordt deze norm gewijzigd :					
	Minimale oppervlakte van een slaapkamer voor 2 personen					
	17 m^2 (met badkamer zoals omschreven in norm 03.12), voor hotels waarvan de bouw na 1 januari 2000 is voltooid			X		
	22 m^2 (met badkamer zoals omschreven in norm 03.12)				X	
	26 m^2 (met badkamer zoals omschreven in norm 03.12)					X
02.016.	Afscherming tegen geluidshinder					X
002.017.	Eigen ingang voor elke slaapkamer	X	X	X	X	X
03.	MEUBILAIR EN ANDERE VOORZIENINGEN					
03.01.	Ondoorschijnende gordijnen of gelijksoortige voorziening	X	X	X		
03.02.	*A.* Aan de buitenkant ondoorschijnende gordijnen of gelijksoortige voorziening				X	X
	B. Niet doorschijnende gordijnen of gelijksoortige voorziening				X	X
03.03.	Bed met gepast beddengoed	X	X	X	X	X
03.04.	Kast of ruimte ingericht als hang- of legkast met kleerhangers	X	X	X	X	X
03.05.	Eeń zetel per persoon	X	X	X	X	X
03.06.	Eeń fauteuil per persoon				X	X
03.07.	Eeń tafel en een geschikte stoel (als een zetel geteld)	X	X			
03.08.	Een tafel die als schrijftafel kan dienen en een geschikte stoel (als een zetel geteld)			X		
03.09.	Een salontafel en de gepaste fauteuils zoals bedoeld in norm 2.06				X	X
03.10.	Een schrijftafel en een stoel (als een zetel geteld)				X	X
03.11.	Een eettafel (of de schrijf- of salontafel kan als deze kan worden aangepast), of een in het hotel beschikbare verplaatsbare tafel, en een					X
	geschikte stoel per clieńt (als een zetel geteld, zoals bedoeld in norm 2.05)					
03.12.	Een bagagedrager of een gelijksoortige voorziening		X	X	X	X
03.13.	Een grote spiegel (een andere dan de wastafelspiegel)			X	X	X
03.14.	Radio op verzoek		X			
03.15.	Verplichte radio en TV op verzoek			X		

		1	2	3	4	5
03.16.	Kleurentelevisie met afstandsbediening en radio				X	X
03.17.	Brandkast					X
03.18.	Prullenmand	X	X	X	X	X
04.	PRIVE SANITAIR					
03.010.	Wastafel met doorlopend warm en koud water	X	X	X	X	X
03.011.	Wastafelspiegel	X	X	X	X	X
03.012.	Vergrotende spiegel met ingebouwde verlichting					X
03.013.	Ruimte voor toiletartikelen bij de wastafel	X	X	X	X	X
03.014.	Zeep	X	X	X	X	X
03.015.	Eeń beker per persoon	X	X	X	X	X
03.016.	Handgreep om in of uit de badkuip te stappen	X	X	X	X	X
03.017.	Eeń handdoek per persoon (minimale afmetingen : 0,45 x 0,85 m)	X	X	X		
03.018.	Twee handdoeken per persoon (minimale afmetingen : 0,45 x 0,85 m)				X	X
03.13.	Eeń badhanddoek per persoon (minimale afmetingen : 0,63 x 1,26 m) als de badkamer aan norm 3.12 voldoet	X	X	X	X	X
03.14.	Badmat				X	X
03.15.	Prive-badkamer met toilet naast de slaapkamer (onder badkamer wordt verstaan een dichte ruimte die via een deur toegankelijk is, voorzien van een badkuip met handdouche of douche, doorlopend warm en koud stromend water, verlichting en luchtverversing)					
	A. Voor 35 % van het totaalaantal kamers		X			
	B. Voor 100 % van het totaalaantal kamers			X	X	X
04.13.	Wegwerpbadmuts			X	X	X
04.14.	Gel douche/badschuim en shampoo			X	X	X
04.15.	Haardroger					X
05.	TECHNISCHE VOORZIENINGEN					
04.010.	Bij de wastafelspiegel, een stopcontact met vermelding van de spanning	X	X	X	X	X
04.011.	Ventilatiesysteem als geen raam kan worden geopend	X	X	X	X	X
04.012.	Algemene verlichting	X	X	X	X	X
04.013.	Lichtschakelaar bij de kamerdeur	X	X	X	X	X
04.014.	Wastafelverlichting	X	X	X	X	X
04.015.	Verlichting die vanuit het bed bediend kan worden	X				
04.016.	Nachtlampje dat vanuit het bed bediend kan worden		X			
04.017.	Eeń nachtlampje per persoon dat vanuit het bed bediend kan worden			X	X	X
04.018.	Verlichting van de schrijftafel			X	X	X
04.16.	Centrale verwarming of verwarming met afzonderlijk af te stellen vaste toestellen	X	X			
04.17.	Centrale verwarming in elke kamer of gelijksoortige afzonderlijk af te stellen apparatuur			X	X	X
04.18.	Telefoon (on)rechtstreeks aangesloten op het openbare net			X	X	X
04.19.	Airconditioning					X
04.20.	Aansluitingsmogelijkheid voor de overbrenging van gegevens					X
04.21.	Mogelijkheid om een aangestelde op te bellen via een individueel toestel	X	X	X	X	X
B.	GEMEENSCHAPPELIJKE SANITAIRE VOORZIENING IN HET HOOFDGEBOUW VOOR DE LOGERENDE GASTEN					
09.	Toilet (in het hoofdgebouw)					
09.01.	Het gedeelte van de hotelinrichting bestemd voor overnachting moet	X				
	voorzien zijn van ten minste eéń toilet voor 10 kamers zonder eigen					
	toilet (minder kamers = 10 kamers; zijn er meer dan 10 kamers, dan wordt het aantal afgerond naar het hoger veelvoud van 10). Het toilet moet beschikken over een klerenstandaard en stromend water, vol-					
	doende geventileerd en verlicht zijn en gescheiden zijn van de badkamer bedoeld in hoofdstuk 6.					

		1	2	3	4	5
09.02.	Het gedeelte van de hotelinrichting bestemd voor overnachting moet per verdieping of op de verdieping hoger of lager beschikken over ten		X			
	minste eéń toilet voor 10 kamers zonder eigen toilet (minder dan					
	10 kamers = 10 kamers; zijn er meer dan 10 kamers, dan wordt het					
	aantal afgerond naar het hoger veelvoud van 10). Het toilet moet beschikken over een klerenstandaard en stromend water, voldoende					
	geventileerd en verlicht zijn en gescheiden zijn van de badkamer bedoeld in hoofdstuk 6.					
09.03.	Toiletemmer	X	X			
010.	BADKAMER (in het gebouw)					
010.01.	Het gedeelte van de hotelinrichting bestemd voor overnachting moet	X	X			
	voorzien zijn van ten minste eéń badkamer, zoals bedoeld in norm 03.12 (toilet uitgesloten), voor 10 kamers zonder eigen badkamer, (minder dan 10 kamers = 10 kamers; zijn er meer dan 10 kamers, dan wordt het aantal afgerond naar het hoger veelvoud van 10)					
010.02.	Voorziening om kleding op te hangen buiten waterbereik	X	X			
010.03.	Zetel	X	X			
010.04.	Handgreep om in of uit de badkuip te stappen	X	X			
010.05.	Spiegel	X	X			
010.06.	Zeepbakje	X	X			
010.07.	Handdoekenrek	X	X			
010.08.	Eeń badhanddoek	X	X			
C.	GEMEENSCHAPPELIJKE DIENSTEN EN LOKALEN IN HET HOOFDGEBOUW VOOR DE LOGERENDE GASTEN					
011.	TOEGANG/TOEGANKELIJKHEID					
011.01.	De hotelinrichting moet dag en nacht toegankelijk zijn voor de	X	X	X	X	X
	logerende clieńteel					
011.02.	A. Extern					
	De inrichting moet dag en nacht bereikbaar zijn, eventueel per fax of met antwoordapparaat	X				
	In de inrichting moet dag en nacht een aangestelde bereikbaar zijn		X	X	X	X
	B. Intern					
	In de inrichting moet dag en nacht een aangestelde ter beschikking staan van de logerende gasten	X	X	X	X	X
011.03.	Receptiedienst van 7 tot 23 uur			X		
011.04.	Receptiedienst waargenomen van 7 tot 23 uur door een aangestelde en van 23 tot 7 uur door een hotelbediende in de gemeenschappelijke lokalen.				X	
011.05.	Receptiedienst dag en nacht waargenomen door een aangestelde					X
012.	LOKALEN					
012.01.	Receptie		X			
	(onder receptie wordt verstaan een hal of een lokaal voor het onthaal van de logerende gasten)					
012.02.	Receptie met een toonbank voor de logerende gasten			X	X	X
012.03.	Ruimte met zetels, eventueel in de receptiehal, waar iets gebruikt kan worden, evenwel zonder verplichting	X	X	X	X	X
012.04.	Afgezonderd lokaal met zetels, waar iets gebruikt kan worden			X		
012.05.	Bar met personeel om de klanten op te dienen				X	X
012.06.	Als maaltijden worden opgediend, moet voorzien worden in een lokaal of lokaalgedeelte dat daarvoor bestemd is	X				
012.07.	Een eetkamer als maaltijden worden opgediend		X	X	X	X
012.08.	Restaurant [2]a la carte[2]					X
012.09.	Als de inrichting ook een restaurant bevat, moeten de logerende gasten het hoofdgebouw kunnen bereiken zonder langs het lokaal te moeten				X	X

		1	2	3	4	5
08.15.	Vestiaire				X	
08.16.	Bewaakte vestiaire					X
08.17.	Ten minste eéń dames- en eéń herentoilet alsmede eéń wastafel bij de toiletten op de verdieping van de gemeenschappelijke lokalen of op de verdieping hoger of lager. Kapstokhaak en afgesloten toiletemmer	X	X			
08.18.	Ten minste eéń dames- en eéń herentoilet, met een individuele wastafel, op de verdieping van de gemeenschappelijke lokalen of op de verdieping hoger of lager. Kapstokhaak en dichte toiletemmer			X		
08.19.	Ten minste eéń dames- en eéń herentoilet, met een individuele wastafel, met warm en koud stromend water, op de verdieping van de				X	X
	gemeenschappelijke lokalen of op de verdieping hoger of lager. Kapstokhaak en afgesloten toiletemmer					
010.	TECHNISCHE VOORZIENING					
09.010.	Mogelijkheid permanente verwarming en verluchting van alle lokalen die toegankelijk zijn voor de gasten	X	X	X	X	X
09.011.	Mogelijkheid prive-telefoongesprekken	X	X			
09.012.	Een telefoon met geluiddempende kap of een telefooncel, met aansluiting op het openbaar net			X	X	X
09.013.	Fax		X	X	X	X
09.014.	Zijn er meer dan drie verdiepingen, ten minste eéń lift die al de voor de logerende gasten bestemde verdiepingen bedient vanaf de benedenverdieping (niet beschouwd als een verdieping)		X			
09.015.	Zijn er meer dan twee verdiepingen, ten minste eéń lift die al de voor de logerende gasten bestemde verdiepingen bedient vanaf de benedenverdieping (niet beschouwd als een verdieping)			X		
09.016.	Een lift die al de voor de logerende gasten bestemde verdiepingen bedient				X	
09.017.	Een lift die al de voor de gasten bestemde verdiepingen bedient					X
09.018.	Verlichting in de gemeenschappelijke lokalen	X	X	X	X	X
09.11.	De toegang tot het toilet bedoeld in 05.01 en 05.02 moet duidelijk aangegeven worden en de hele nacht verlicht zijn.	X	X	X	X	X
11.	OVERIGE VOORZIENINGEN					
11.01.	Ontbijtmogelijkheid	X	X	X	X	X
11.02.	Ontbijtbuffet					X
11.03.	Mogelijkheid ontbijt in kamers				X	X
11.04.	Schoenpoetsmogelijkheid (in de kamers of schoenpoetsapparaten in het gebouw)	X	X			
11.05.	Schoenpoetsmogelijkheid (in de kamers) en een schoenpoetsapparaat in het gebouw of een schoenpoetsdienst			X	X	
11.06.	Schoenpoetsmogelijkheid (in de kamers) en een schoenpoetsapparaat in het hotel en een schoenpoetsdienst					X
11.07.	Bagagetransport bij gebrek aan bagagewagentjes		X	X	X	
11.08.	Bagagedienst waargenomen door kruiers					X
11.09.	Mogelijkheid voor de logerende gasten om waardevolle voorwerpen tegen ontvangbewijs af te geven			X	X	X

		1	2	3	4	5
10.30.	Kluizendienst				X	X
10.31.	*A.* Mogelijkheid om kranten te kopen				X	
	B. Mogelijkheid om lectuur, kranten en toiletartikelen te kopen					X
10.32.	Taxidienst				X	X
10.33.	Dienst huurwagens					X
10.34.	Reisreserveringen					X
10.35.	Reserveringen van voorstellingen				X	X
10.36.	Mogelijkheid om de rekening met de meest gangbare kredietkaarten en vreemde valuta te betalen				X	X
10.37.	Taalkennis van het receptiepersoneel				X	X
10.38.	Kamerdienst van 07.00 tot 23.00 uur				X	
10.39.	Kamerdienst dag en nacht en minibar in de kamers					X
10.40.	Koude of warme maaltijden tot 24 uur opgediend in de kamers					X
10.41.	Mogelijkheid om geschenkartikelen te kopen					X
10.42.	Parkeerdienst					X
10.43.	Wasserijdienst				X	
10.44.	Wasserijdienst; kleren die voor 9 uur worden afgegeven, zijn dezelfde dag klaar.					X
10.45.	Dry cleaningdienst					X
10.46.	Kapperdienst					X
10.47.	Suites beschikbaar					
	Suite = woonruimte van minimum 50 m^2 bestaande uit een slaapkamer, een aparte woonkamer met een algemene toegangsdeur, en uit een badkamer zoals bedoeld in norm 3.12					X
10.48.	Secretariaat					X
10.49.	Conciërgedienst					X
D.	ALGEMEEN					
13.	ONDERHOUD EN NETHEID					
13.01.	De slaapkamer, het sanitair en de gemeenschappelijke lokalen moeten voldoende onderhouden worden	X	X	X	X	X
13.02.	De slaapkamer, het sanitair en de gemeenschappelijke lokalen moeten proper zijn	X	X	X	X	X
14.	KWALITEITSNORMEN					
14.01.	De uitrusting en de standing van de inrichting moeten tenminste aan de normen van een gewoon hotel voldoen	X				
+.02.	De uitrusting en de standing van de inrichting moeten tenminste aan de normen van een standaardhotel voldoen		X			
14.03.	De uitrusting en de standing van de inrichting moeten tenminste aan de normen van een hotel van gemiddelde klasse voldoen			X		
14.04.	De uitrusting en de standing van de inrichting moeten tenminste aan de normen van een hotel eerste klasse voldoen				X	
14.05.	De uitrusting en de standing van de inrichting moeten tenminste aan de normen van een luxehotel voldoen					X

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage 2

Classificatienormen
voor streekgebonden toeristisch logies en gemeubileerde vakantiewoningen

DEEL A

Classificatienormen voor landelijke vakantiewoningen, vakantiewoningen in de stad, vakantiewoningen op de hoeve en gemeubileerde vakantiewoningen

Minimale punten per post en categorie

		1 korenaar / sleutel	2 korenaren / sleutels	3 korenaren / sleutels	4 korenaren / sleutels
I. 1 et 2. Algemeen kader, externe uitrustingen, onthaal	/ 51 punten	22	28	34	40
II. 1 et 2. Algemeen ontwerp, ruwbouw	/ 41 punten	16	22	28	34
III. Inrichting, uitrusting en binnenversiering	/ 45 punten	18	24	30	36
TOTAAL	/ 137 punten	56	74	92	110

BELANGRIJK

Bovenstaande tabel vermeldt de uitrustingen die in aanmerking komen voor de classificatie van een landelijke vakantiewoning, een vakantiewoning in de stad, een vakantiewoning op de hoeve en een gemeubileerde vakantiewoning in één van de vier categorieën.

Wanneer het vak doorgekruist wordt, betekent het dat het criterium verplicht is.

De punten opgenomen in het indelingsrooster zijn maximale waarderingscijfers. De toegekende punten zijn dus begrepen tussen nul en genoemde waarderingscijfers. De classificatie in een categorie impliceert dus dat alle criteria van die categorie worden vervuld en dat de minimale waarderingscijfers worden bereikt.

Voor landelijke vakantiewoningen, vakantiewoningen in de stad en op de hoeve wordt de classificatie vastgesteld in korenaren. Voor gemeubileerde vakantiewoningen wordt zij vastgesteld in sleutels.

De classificatie van de huisvesting is gegrond op de basiscapaciteit; de aanvullende basiscapaciteit, met name het aantal personen aan wie logies verstrekt kan worden door middel van bijkomende bedden, wordt strikt beperkt tot twee personen, kooibedden niet inbegrepen.

Om toegestaan te zijn moet de huisvesting minstens ingedeeld worden in 1 korenaar / 1 sleutel.

Minimale punten per post en categorie

Omschrijving	1	2	3	4	Behaald cijfer	Opmerkingen
I. 1. ALGEMEEN KADER / 51 punten **(met uitzondering van vakantiewoningen en gemeubileerde vakantiewoningen in de stad)**						
1. Aanpak : / 2 punten						
1.1 Bewegwijzering / 1 punt - Uitvoerig toegangsplan voor gasten / 0,5 punt - Verkeersbord / 0,5 punt	X	X	X	X		
1.2.Toegang / 1 punt - Berijdbare weg tot aan de deur bij gebrek, verplichte vermelding in de omschrijving / 0,5 punt - Gemakkelijke stationering in de onmiddelijke nabijheid / 0,5 punt	X	X	X	X		
2. Kader : / 27 punten						
2.1 Bloemversiering / 3 punten Beplantingen, bloemen, … / 2 punten Plaatselijke soort / 1 punt			X	X		
2.2 Geen hinder / 5 punten (geluids-, visuele, geurhinder, …) - infrastructuur, verkeer dat vaste hinder veroorzaakt (0 punt) - activiteiten die tijdelijke belangrijke hinder veroorzaken (1 punt) - huisvesting in een groot dorp (2 punten) - huisvesting in een dorp (3 punten) - huisvesting in een gehucht (4 punten) - geïsoleerde huisvesting zonder hinder (5 punten)						
2.3 Zelfstandigheid van de huisvesting / 3 punten - gemeenschappelijke hall met de eigenaar (0 punt) - gemeenschappelijke hall met andere toeristen (1 punt) - toegang met doorgang voor een andere huisvesting (1 punt) - mandelig met individuele toegang (2 punten) - huisvesting 4 gevels (3 punten)						

2.4 Landschap – zonnigheid / 5 punten - natuurlijke buitenlicht, vrije ruimte rond de huisvesting, landschap / 2 punten - oriëntatie van de ramen, brede opening(en), zonnigheid / 1 punt - uitzonderlijk uitzicht / 1 punt - natuurlijke site / 1 punt						
2.5 Integratie in het leefmilieu / 2 punten						
2.6 Afwerking – Onderhoud van de huisvesting / 2 punten			X	X		
2.7 Terrein / 4 punten - aangrenzend terrein (*) (2 punten) - grasperk, aangrenzende tuin (*) (3 punten) - ingerichte binnenhof (*) (3 punten) - ingericht erf (*) (3 punten) - ingericht park of grote tuin (min. 20 aren) (*) (4 punten) (*) Indien gemeenschappelijk, ½ van de punten			X	X		
2.8 Ingerichte oppervlakte Terras / Balkon (*) / 2 punten Kwaliteit van de inrichting / 1 punt (*) Indien gemeenschappelijk, ½ van de punten				X		
3. Buitenuitrustingen : / 12 punten						
- individuele verlichting / 1 punt - tuinmeubilair / 1 punt - kleine vrijetijdsuitrusting (*) (0,5 punt met max. 3 punten) - barbecue / 1 punt - vast spel voor kinderen / 1 punt - vaste sportuitrusting : ingericht terrein, zwembad of andere (*) / 2 punten - schuur-washok (*) / 1 punt - andere buitenuitrustingen (0,5 punt met max. 1 punt) - kwaliteit van uitrustingen / 1 punt (*) Indien gemeenschappelijk, ½ van de punten			X	X X		
4. Bijgebouwen : / 2 punten						
- parkeerplaats in private eigendom (1 punt) - garage of gedekte schuilplaats (1 punt)	222 222 2			X		

5. Onthaal : / 3 punten						
- toeristische documentatie, wandelkaart	X	X				
- georganiseerde toeristische documentatie, aangeplakte wandelkaart / 1 punt			X	X		
- houding van onthaal / 1 punt			X	X		
- vitrine van streekgebonden producten / 1 punt			*	*		
(*) enkel verplicht voor streekgebonden toeristische instellingen						
6. Activiteiten, vrije tijd en diensten / 5 punten						
6.1 Streek van 10 km : / 3 punten						
- toeristische attracties, musea, … / 1 punt						
- bebakende wandeling, sportinfrastructuren / 1 punt						
- natuurlijk en cultureel patrimonium / 1 punt						
6.2 Activiteiten vanuit de huisvesting / 1 punt				X		
6.3 Faciliteiten vlakbij / 1 punt						
I. 2. ALGEMEEN KADER / 51 punten (voor vakantiewoningen en gemeubileerde vakantiewoningen in de stad)						
1. Aanpak : / 2 punten						
1.2 Bewegwijzering / 1 punt	X	X	X	X		
- Uitvoerig toegangsplan voor gasten / 0,5 punt						
- Verkeersbord / 0,5 punt						
1.3.Toegang / 1 punt	X	X	X	X		
- Berijdbare weg tot aan de deur bij gebrek, verplichte vermelding in de omschrijving / 0,5 punt						
- Gemakkelijke stationering in de onmiddelijke nabijheid / 0,5 punt						
2. Kader : / 24 punten						
2.1 Bloemversiering / 3 punten			X	X		
Beplantingen, bloemen, … / 2 punten						
Plaatselijke soort / 1 punt						
2.2 Geen hinder / 2 punten (geluids-, visuele, geurhinder, …)						
- infrastructuur, verkeer dat vaste hinder veroorzaakt (0 punt)						

- activiteiten die tijdelijke belangrijke hinder veroorzaken (1 punt) - geen hinder (2 punten)						
2.3 Zelfstandigheid van de huisvesting / 3 punten - gemeenschappelijke hall met de eigenaar (0 punt) - gemeenschappelijke hall met andere toeristen (1 punt) - doorgang voor een andere huisvesting (1 punt) - mandelig (2 punten) - huisvesting 4 gevels (3 punten)						
2.4 Landschap – zonnigheid / 5 punten - natuurlijke buitenlicht, vrije ruimte rond de huisvesting, landschap / 2 punten - oriëntatie van de ramen, brede opening(en), zonnigheid / 1 punt - site, wijk /1 punt - uitzonderlijk uitzicht / 1 punt						
2.5 Integratie in het leefmilieu / 2 punten						
2.6 Awerking – Onderhoud van het gebouw / 2 punten			X	X		
2.7 Terrein / 4 punten - aangrenzend terrein (*) (2 punten) - grasperk, aangrenzende tuin (*) (3 punten) - ingerichte binnenhof (*) (3 punten) - ingericht erf (*) (3 punten) - ingericht park of grote tuin (min. 20 aren) (*) (4 punten) (*) Indien gemeenschappelijk, ½ van de punten			X	X		
2.8 Ingerichte oppervlakte Terras / Balkon (*) / 2 punten Kwaliteit van de inrichting / 1 punt (*) Indien gemeenschappelijk, ½ van de punten			X	X		
3. Buitenuitrustingen : / 7 punten						
- individuele verlichting / 1 punt - tuinmeubilair / 1 punt			 X	X X		

- kleine vrijetijdsuitrusting (*) (0,5 punt met max. 2 punten) - barbecue / 0,5 punt - schuur- washok (0,5 punt) (*) - andere uitrustingen (0,5 punt met max. 1 punt) (*) - kwaliteit van de uitrustingen / 1 punt (*) Indien gemeenschappelijk, ½ van de punten						
4. Bijgebouwen : / 3 punten						
- parkeerplaats in private eigendom (2 punten) - garage of gedekte schuilplaats (1 punt) - parkeerplaats in private eigendom vlakbij (1 punt)				X		
5. Onthaal : / 3 punten						
- toeristische documentatie, wandelkaart - georganiseerde toeristische documentatie, aangeplakte wandelkaart / 1 punt - houding van onthaal / 1 punt - vitrine van streekgebonden producten / 1 punt (*) enkel verplicht voor streekgebonden toeristische instellingen	X	X	 X X *	 X X *		
6. Activiteiten, vrije tijd en diensten / 12 punten						
6.1 Toeristische attracties vlakbij / 4 punten - toeristische attracties , musea, … / 2 punten - bebakende wandelpaden, sportinfrastructuren / 1 punt - natuurlijk en cultureel patrimonium / 1 punt						
6.2 Toeristische attracties in een straal van 10 km / 3 punten - toeristische attracties, musea, … / 1 punt - bebakende wandelingen, sportinfrastructuren / 1 punt - natuurlijk en cultureel; patrimonium / 1 punt						
6.3 Activiteiten vanuit de huisvesting / 1 punt				X		
6.4 Faciliteiten vlakbij / 2 punten						
6.5 Openbare vervoermiddelen / 2 punten						
II. 1. ALGEMEEN ONTWERP / 41 punten (met uitzondering van microhuisvestingen)						
1. Ruimtelijke organisatie : / 13 punten						
1.1 Verdeling van de verblijfsruimten / 3 punten						

- afgebakende keukenruimte (1 punt) - salon/eetkamerruimten (1 punt) - bijkomende onspanningshoek (1 punt)						
1.2 Veilige en praktische trap naar de kamers bij gebrek, verplichte vermelding in de omschrijving / 1 punt	X	X	X	X		
1.3 Verdeling van de kamers / 1 punt - zelfstandigheid van de kamers : - via de verblijfsruimte (1 punt) - via de bijgebouwen (1 punt)			X	X X		
1.4 Verdeling van het sanitair / 4 punten a) Waterzaal / 2 punten - toegankelijk via de bijgebouwen (2 punten) b) WC / 2 punten - zelfstandig van de waterzaal (1 punt) - via de bijgebouwen[1] (1 punt) - w.c. op elk niveau	X X	X X	X X X X X	X X X X X X		
1.5 Aantal sanitair / 2 punten a) Waterzaal (1 punt) - 1 waterzaal per 10 pers. - 1 waterzaal per 7 pers. - 1 waterzaal per 5 pers. b) WC (1 punt) - 1 w.c. per 8 pers. - 1 w.c. per 6 pers. - 1 w.c. per 4 pers.	X X	X X X X	X X X X X X	X X X X X X X X		
2. Oppervlakte van de kamers : / 7 punten						
2.1 Oppervlakte van de verblijfskamers, keuken inbegrepen / 4 punten						

2 pers	3 pers	4 pers	5 pers	6 pers	Per bijkom. pers	Pt en	X	X	X	X		
10 m^2	12 m^2	14 m^2	16 m^2	18 m^2	2 m^2	1						
12 m^2	14 m^2	16 m^2	18 m^2	20 m^2	2 m^2	2						
15 m^2	20 m^2	21 m^2	24 m^2	27 m^2	3 m^2	3						
16 m^2	21 m^2	24 m^2	27 m^2	30 m^2	3 m^2	4						

Vanaf 7 pers., 3 m^2 per bijkom. pers.			X	X		
2.2 Oppervlakte van de slaapkamers - 1 pers = 8 m^2 - 2 pers = 9 m^2 ∏ per bijkom. pers.: 3 m^2	X X	X X	X X X	X X X		

2.3 Aantal kamers / 2 punten - A = cap van de huisv. / aant. kamers - A = 4 en meer = 0 punt - A = 3 = 1 punt - A = 2 = 2 punten						

[1] - vanaf 4 personen
- behalve de w.c. ingericht voor personen met beperkte beweeglijkheid (beschouwd als dusdanig door een erkende instelling)

2.4 Bijkomende sanitaire uitrusting in meer dan de helft van de kamers / 1 punt						
3. Elektriciteit en verlichting van de huisvesting: / 3 punten						
3.1 Natuurlijke verlichting = venster in alle kamers en verblijfskamers	X	X	X	X		
3.2 Vast elektrisch lichtpunt in alle kamers	X	X	X	X		
3.3 Bijkomende elektrische lichtpunten in de verblijfskamers / 1 punt						
3.4 Elektriciteit / 2 punten - stopcontacten en schakelaars in alle kamers / 1 punt - stopcontacten in voldoende aantal in de keuken / 1 punt						
4. Fonische isolatie : / 4 punten						
4.1 Waardering van de fonische kwaliteit : - tussen binnenkamers / 1 punt - tussen de verblijfs- en e nachtruimte / 2 punten - i.v.t. buitengeluid en -hinder / 1 punt						
5. Op het volume aangepaste verwarming : / 6 punten						
- vast in verblijfskamers (2 punten) - vast in de waterzaal en verblijfskamers, bijverwarming in de slaapkamer (3 punten) - vast in alle kamers (4 punten) - centraal in alle kamers (5 punten) - dubbele beglazing / isolatie (1 punt)	X	X X	X X X	X X X X		
6. Ventilatie en verluchting : 3 punten						
- verluchting van het sanitair / 1 punt - verluchting van de keuken / 1 punt - elektrisch ventilatiesysteem / 1 punt	X X	X X	X X	X X		

7. Ontwerp van de keuken : / 3 punten						
- welingerichte functionele keuken (werkplan en opruiming) / 3 punten						
8. Productie van warm water : / 1 punt						
- productie van warm water , min. 40l. per pers. of continue productie van warm water	X	X	X	X		
- warm/koud water in de keuken en de waterzaal	X	X	X	X		
- thermostatische mengkranen / 1 punt						
9. Ruwbouw – Afwerking – Bijzondere technieken : / 3 punten						
- algemene stand van de binnenafwerkingen / 3 punten			X	X		
II. 2. ALGEMEEN ONTWERP / 41 punten (voor microhuisvestingen)						
1. Organisatie van de ruimte : / 11 punten						
1.1 Verdeling van de verblijfsruimte / 4 punten ∏ 1 punt per welgedefinieerde ruimte (salon – eetkam.- keuken – waterzl)						
1.2 Veilige en praktische binnentrap / 1 punt bij gebrek, verplichte vermelding in de omschrijving	X	X	X	X		
1.3 Verdeling van het sanitair / 6 punten						
- een waterzaal (3 punten)	X	X	X	X		
- een w.c.	X	X	X	X		
in de waterzaal (1 punt)						
zelfstandig van de waterzaal (3 punten)						
2. Oppervlakte van de verblijfsruimte : / 8 punten						
2.1 Oppervlakte van de verblijfsruimte / 8 punten						
2 pers / 3 pers / 4 pers / punten						
20 m² / 24 m² / 28 m² / 2	X	X	X	X		
24 m² / 28 m² / 32 m² / 4						
28 m² / 32 m² / 36 m² / 6						
32 m² / 36 m² / 40 m² / 8						
3. Elektriciteit en verlichting van de huisvesting: / 3 punten						
3.1 Natuurlijke verlichting= venster in de verblijfsruimte.	X	X	X	X		

3.2 Vaste elektrische lichtpunten	X	X	X	X		
3.3 Bijkomende vaste elektrische lichtpunten / 1 punt						
3.4 Elektriciteit / 2 punten - stopcontact en schakelaar in alle kamers (1 punt) - stopcontacten in voldoende aantal in de keuken (1 punt)						
4. Fonische isolatie : / 3 punten						
4.1 Waardering van de fonische kwaliteit : - fonisch comfort van de verblijfsruimte / 1 punt - tussen de verblijfsruimte en het sanitair / 1 punt - i.v.t. buitengeluid- en hinder / 1 punt						
5. Op het volume aangepaste verwarming : / 6 punten						
- vast in de verblijfsruimte (3 punten) - vast in de verblijfsruimte en het sanitair (4 punten) - centraal in de verblijfsruimte en het sanitair (5 punten) - dubbele beglazing / isolatie (1 punt)	X 	X 	X X 	X X X 		
6. Ventilatie en verluchting : / 3 punten						
- verluchting van het sanitair / 1 punt - verluchting van de keuken / 1 punt - elektrisch ventilatiesysteem / 1 punt	X X 	X X 	X X 	X X 		
7. Ontwerp van de keuken : / 3 punten						
- welingerichte functionele keuken (werkplan en opruiming) / 3 punten						
8. Productie van warm water : / 1 punt						
- productie van warm water , min. 40l. per pers. of continue productie van warm water - warm/koud water in de keuken en de waterzaal - thermostatische mengkranen / 1 punt	X X 	X X 	X X 	X X 		
9. Ruwbouw – Afwerking – Bijzondere technieken : / 3 punten						
- algemene stand van de binnenafwerkingen / 3 punten			X	X		

III. COMFORT EN VERSIERING / 45 punten						
1. Kwaliteit – Onderhoud : / 1 punt						
- reinigheid van grond-, muur-, plafond-bedekkingen, uitrustingen en meubilair - terbeschikkingstelling van het noodzakelijke materieel voor het dagelijks onderhoud / 1 punt	X	X	X	X		
2. Op de capaciteit aangepaste uitrustingen van de verblijfsruimten / 14 punten						
	X	X	X	X		
- tabel en stoelen		X	X	X		
- salon (1 punt)			X	X		
- kleur-T.V. + teledistributie (1 punt)				X		
- HIFI-installatie (1 punt)						
- open haard of daarmee gelijkgesteld (2 punten)						
- vrije tijdsactiviteiten binnenshuis (0,5 punt/ element avec max. 2 punten)						
- telefoon (1 punt)						
- bijkomende ontspanningshoek (1 punt)						
- vaste uitrusting voor vrijetijdsactiviteiten binnenshuis(*): sauna, hammam, zwembad, … / 3 punten				X		
- kwaliteit van het meubilair en van de uitrustingen / 2 punten (*) indien gemeenschappelijk, ½ van de punten						
3. Op de capaciteit aangepaste keuken / 11 punten						
- bij elkaar passend vaatwerk	X	X	X	X		
- kookapparaat (kookplaat, fornuis)	X	X	X	X		
- oven :	X	X	X	X		
- standaard (1 punt)						
- microgolfoven (1 punt)						
- koelkast van min. 110l.	X	X	X	X		
- freezer of aparte diepvriezer (1 punt)			X	X		
- percolator	X	X	X	X		
- gootsteen	X	X	X	X		
- gootsteen dubbele bak (0,5 punt)						
- afzuigkap (1 punt)			X	X		
- afwasmachine (vanaf 6 personen) (1 punt)			X	X		
- afwasmachine (1 punt)				X		
- wasmachine (1 punt)				X		
- strijktafel en -ijzer (0,5 punt)				X		
- andere elektrische huishoudapparaten (0,5 punt met max. 2 punten)						
- kwaliteit van huishoudapparaten en van het vaatwerk / 2 punten						

4. Beddengoed, meubilair en tobehoren : / 10 punten						
4.1 Kwaliteitsonderbed, -matras, -ondermatras, -hoofdkussens, -donsbedden of –dekkens /4 punten	X	X	X	X		
4.2 Bedmeubilair / 1 punt						
- meubel per bed op de rond		X	X	X		
- 1 meubel par pers.			X	X		
4.3 Bedlampen / 1 punt						
- 1 lamp per bed op de grond		X	X	X		
- 1 lamp per pers			X	X		
4.4 Opruiming : kast / kleerkast / 1 punt	X	X	X	X		
4.5 Stoel of leunstoel			X	X		
4.6. Tabel				X		
4.7 Afscherming - overgordijnen, luiken of zonnegordijnen / 1 punt	X	X	X	X		
4.8 Kwaliteit van de inrichting / schikking / 2 punten						
5. Sanitair : / 4 punten						
- op de capaciteit aangepaste oppervlakte			X	X		
- wastafel, handdoekenhanger, spiegel	X	X	X	X		
- douche (behalve indien badkuip)	X	X	X	X		
- kwaliteitsdouche (behalve indien badkuip)			X	X		
(1 punt)				X		
- kwaliteitsbadkuip (1 punt)		X	X	X		
- op de capaciteit aangepaste opruiming	X	X	X	X		
- gepaste bodembekleding				X		
- kwaliteitsbodem (1 punt)	X	X	X	X		
- gepaste muurbekleding				X		
- kwaliteitsmuren (1 punt)						
- kwaliteit van de sanitaire uitrustingen (1 punt)						
6. Versiering van het geheel : / 5 punten						
- eenheid van het geheel / 1 punt						
- harmonie van de kleuren / 1 punt						
- streekgebonden versieringselementen / 1 punt						
- verfijning in de decoratie (originaliteit, thema) / 2 punten						

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

DEEL B

Classificatienormen voor gastkamers en gastkamers op de hoeve

Minimale punten per post en indelingscategorie.

	1 korenaar	2 korenaren	3 korenaren	4 korenaren	Behaalde nota
I. Onthaalelementen / 24 punten	10	14	16	19	
II. Gemeenschappelijke kamers / 24 punten	10	14	16	19	
III. Kamers / 24 punten	10	14	17	19	
IV. Sanitair / 24 punten	10	14	17	19	
TOTAAL / 96 punten	40	56	66	76	

BELANGRIJK

Bovenstaande tabel vermeldt de uitrustingen die in aanmerking komen voor de classificatie van een gastkamer of een gastkamer op de hoeve.

Wanneer het vak doorgekruist wordt, betekent het dat het criterium verplicht is.

De punten opgenomen in het indelingsrooster zijn maximale waarderingscijfers. De toegekende punten zijn dus begrepen tussen nul en genoemde waarderingscijfers. De classificatie in een categorie impliceert dus dat alle criteria van die categorie worden vervuld en dat de minimale waarderingscijfers worden bereikt.

Voor gastkamers en gastkamers op de hoeve wordt de classificatie vastgesteld in korenaren.

De classificatie van de huisvesting is gegrond op de basiscapaciteit; de aanvullende basiscapaciteit, met name het aantal personen aan wie logies verstrekt kan worden door middel van bijkomende bedden, wordt strikt beperkt tot twee personen, kooibedden niet inbegrepen.

Om toegestaan te zijn moet de huisvesting minstens ingedeeld worden in 1 korenaar.

Minimale punten per post en indelingscategorie.

Beschrijving	1	2	3	4	Behaalde nota	*Opmerkingen*
I. ONTHAALELEMENTEN / 24 punten						
1. Integratie van het milieu : / 11 punten						
1.1 Bewegwijzering / 1 punt - Uitvoerig toegangsplan voor gasten (0,5 punt) - Verkeersbord (0,5 punt) Berijdbare weg tot aan de deur van de huisvesting / 1 punt Bij gebrek, verplichte vermelding in de omschrijving. Gemakkelijke stationering in de onmiddelijke nabijheid / 1 punt	X	X	X	X		
1.2 Aard van het huis / 3 punten - Type van het gebouw (1 punt) - Buitenonderhoud (1 punt) - Bloemversiering (1 punt)						
1.3 Kader, geen hinder / 5 punten (geluids-, visuele, geurhinder, ...) - Leefmilieu (2 punten) - Geen hinder (2 punten) - Faciliteit in de nabijheid (1 punt)						
2. Onthaal / 8 punten						
2.1 Warmte van het onthaal : / 4 punten - aanwezigheid ter plaatse bij de aankomst - onthaal in het Frans andere talen (1 punt)	X	X	X X	X X		
2.2. Initiatieven van de eigenaar tijdens het verblijf / 4 punten - Informatie en toeristische documentatie in het Frans en wandelkaart (1 punt) - Informatie en toeristische documentatie in vreemde talen (1 punt) - Houding tijdens het verblijf (2 punten)	X	X	X	X		
3. Activiteiten, vrije tijd en diensten / 5 punten						
3.1 Parkeerplaats – garage / 1 punt - Parkeerplaats (0,5 punt)						

- Privé parkeerplaats (0,5 punt) - Garage of bedekte schuilplaats (0,5 punt)				X		
3.2 Vrije tijd / 4 punten - Toeristische attracties, musea, sportactiviteiten,… • in de nabijheid / 1 punt • in een straal van 10 km / 1 punt - Actie vrijetijd vanuit de huisvesting / 1 punt - Buitenuitrustingen / 1 punt				X		
II. GEMEENSCHAPPELIJKE KAMERS / 24 punten						
1. Ruimtelijke organisatie / 5 punten						
- Gemeenschappelijke kamer met de eigenaar (4 punten) - Gemeenschappelijke kamer voor gasten (2 punten) - Ontwerpen, verdeling (1 punt)						
2. Verblijfskamers / 5 punten						
2. Kwaliteit en harmonie van het meubilair en de versiering / 5 punten						
3. Ontbijten : / 10 punten		X	X	X		
- Gemeenschappelijke tafel (2 punten) - Aanwezigheid tijdens het ontbijt (1 punt) - Kwaliteit van de dienst (2 punten) - Samenstelling van de ontbijten (2 punten) - Streekproducten (2 punten) - Souplesse wat de diensturen betreft (1 punt)				X		
4. Bijkomende diensten in de gemeenschappelijke kamers / 4 punten						
- Koelkast (0,5 punt) - Percolator (0,5 punt) - Binnenspelletjes (0,5 punt) - Bibliotheek (0,5 punt) - kleur-T.V (1 punt) - Telefoon (1 punt) - Andere diensten (0,5 per dienst, max. 2 punten)				X X		

III. KAMERS / 24 punten						
1. Algemeen aspect / 8 punten						
1.1 Oppervlakte – Kwaliteit / 3 punten						
- 1 pers. = 8 m², 2 pers. = 9 m²	X	X	X	X		
- 1 pers. = 10 m², 2 pers. = 12 m² (1 punt)				X		
- Tafel	X	X	X	X		
- Stoel of leunstoel	X	X	X	X		
- Kast / kleerkast	X	X	X	X		
- Bedmeubel per bed (0,5 punt)	X	X	X	X		
- Bedlamp per bed (0,5 punt)		X	X	X		
- Bedmeubel per pers (1 punt)			X	X		
- Bedlamp per pers (1 punt)			X	X		
- Basis sanitaire uitrusting (wastafel, spiegel, handdoekenhanger, glazen plaat, stopcontact)	X	X	X	X		
1.2 Versiering / 4 punten						
- Harmonie van het meubilair en van het bedlinnen (2 punten)				X		
- Kwaliteit van de muren, bodems, plafonds (2 punten)				X		
1.3 Waardering van het landschap vanuit de kamer / 1 punt						
2. Beddengoed / 7 punten						
- Onderbed, matras, ondermatras, hoofdkussen(s), donsbed(den) of dekken(s)	X	X	X	X		
- Kwaliteit van het beddengoed / 7 punten						
3. Verwarming – Verlichting – Afscherming – Isolatie / 5 punten						
- Verwarming	X	X	X	X		
- Efficiëntie van de verwarming / 2 punten						
- Thermische en fonische isolatie / 2 punten			X	X		
- Luiken, zonneluiken of overgordijnen / 1 punt	X	X	X	X		
4. Services annexes dans la chambre / 4 punten						
- Koelkast (0,5 punt)						
- Percolator (0,5 punt)						
- Bibliotheek (0,5 punt)						
- Kleur-T.V (1 punt)						
- Telefonische aansluiting (1 punt)						
- Toeristische documentatie (0,5 punt)						
- Andere diensten (0,5 per dienst, max. 2 punten)						

IV. SANITAIR / 24 punten						
1. Sanitaire uitrustingen / 2 punten						
- Wastafel, spiegel, handdoekenhanger, glazen plaat, stopcontact	X	X	X	X		
- Douche of badkuip (2 punten)	X	X	X	X		
2. Waterzaal / Badkamer / 8 punten						
- Particulier en grenzend aan de kamer (8 punten)				X		
- Particulier en niet grenzend aan de kamer (6 punten)			X			
- Gemeenschappelijk voor het exclusieve gebruik van gasten (2 punten)	X					
- Gemeenschappelijk met de eigenaar (1 punt)						
3. WC / 5 punten	X	X	X	X		
- w.c. grenzend aan de kamer en gescheiden van de waterzaal (5 punten)						
- w.c. geïntegreerd in de aangrenzende waterzaal en eigen aan de kamer (4 punten)				X		
- particuliere w.c., niet-grenzend aan de kamer en gelegen op hetzelfde niveau (3 punten)						
- gemeenschappelijke w.c. gelegen op hetzelfde niveau als de kamers (2 punten)						
- w.c. geïntegreerd in de gemeenschappelijke waterzaal en gelegen op hetzelfde niveau als de kamers (1 punt)						
- bijkomende aparte w.c. (1 punt)						
- aparte wc vanaf 4 kamers zonder privé uitrusting			X	X		
4. Inrichting van de waterzaal (WC inbegrepen) / 7 punten						
- Muren / kwaliteitsbodems / 2 punten				X		
- Kwaliteit van de sanitaire uitrustingen / 2 punten			X	X		
- Inrichting- versiering oppervlakte-zelfstandigheid / 3 punten						
5. Productie van warm water- verwarming-verluchting / 2 punten						
- Warm en koud water	X	X	X	X		
- Verwarming / 1 punt				X		
- Verluchting / 1 punt	X	X	X	X		

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage 3

CLASSIFICATIENORMEN VOOR TOERISTISCHE KAMPEERTERREINEN

Notes minimales à obtenir par catégorie de classement.

	1 ster	2 sterren	3 sterren	4 sterren	5 sterren
Minimale punten per indelingscategorie	20	30	50	65	80

BELANGRIJK :

De elementen opgenomen in onderstaand indelingsrooster worden beoordeeld volgens de onthaalcapaciteit van het toeristische kampeerterrein.

De punten opgenomen in het indelingsrooster zijn maximale cijfers. De toegekende punten zijn dus begrepen tussen nul en genoemde cijfers.

De « X » opgenomen in het indelingscijfer betekent dat het criterium verplicht is voor bedoelde categorie.

De classificatie in een categorie impliceert dus dat alle criteria van die categorie worden vervuld en dat de minimale waarderingscijfers worden bereikt.

	1*	2*	3*	4*	5*	Toegekende criteria
A. — ALGEMEEN KADER / 17 punten						
Externe bewegwijzering						
1. Aanwezigheid van minstens 4 reglementaire borden of toegangsplan voor toeristen	X	X	X	X	X	
Interne bewegwijzering						
2. Bord met plan van het kampeerterrein in het onthaal en overhandiging aan alle kampeerders van een folder met het plan van het kampeerterrein						/1
Leefmilieu						
3. Integratie van het kampeerterrein in het bestaande milieu met de voorrang aan inheemse soorten						/1
4. Rij inheemse soorten harmoniërend met het landschap (behalve natuurlijke begrenzing).	X	X	X	X	X	
4. Naleving van een afscheidingsstrook van 20 m i.v.t. naburige woningen				X	X	/1
5. Uitzicht						/1
6. Wouden / bossen / park						/1
7. Waterloop/meer /vijver						/1
8. Bloem- en struikinrichtingen van de infrastructuren						/1
9. Zonnigheid van het kampeerterrein met schaduwgevende beplantingen						/1
10. Extern aspect en afwerkingen van de infrastructuren						/1
Hinder (3 punten) :						
11. Nabijheid van een fabriek, spoorweg, weg met groot verkeer,						
12. Nabijheid van een stad						1/3
13. Nabijheid van een dorp						2/3
14. Geïsoleerd						3/3
Nabijheid op minder dan 2 km van :						
15. Openbaar vervoer						/1
16. Kleine handel/dorp (apotheek, bakkerij, post, boerderij,)						/1
17. Middelgrote of supermarkt						/1
18. Stad						/1
19. Eetgelegenheid						/1
B. — SANITAIR / 29 punten						
20. Goed algemeene onderhoud an verluchtingssysteem	X	X	X	X	X	
21. Ruim sanitair						/2
22. Alle wastafels met warm en koud lopend water			X	X	X	/3
23. Tegelvloer en muren volledig bekleed met aardewerk of samengestelde composietpanelen van goede kwaliteit			X	X	X	/3

	1*	2*	3*	4*	5*	Toegekende criteria
24. Twee bijkomende douches (1)				X	X	/1
25. Drie bijkomende douches (1)					X	/2
26. 50 % van de wastafels in aparte cabines				X	X	/2
27. 100 % van de wastafels in aparte cabines					X	/4
28. Een waterzaal aangepast op personen met beperkte beweeglijkheid en bevattend : een wc + een wastafel met warm en koud water + een douche (of een badkuip) met warm en koud water				X	X	/2
29. Ruimte voor baby's met een kussen, een commode, een vuilnisbak en een speciale badkuip met douchekop (warm water)			X	X	X	/2
30. Sanitair aangepast op jonge kinderen					X	/2
31. Waterzaal voor de familie met minstens een gootsteen en een douche / badkuip per 150 plaatsen					X	/2
32. Verwarmde sanitaire blokken			X	X	X	/3
33. Minstens een haak in de wc's, de douches, de aparte cabines, dicht bij de wastafels	X	X	X	X	X	
34. Vaste haardrogers : minstens een ″mannen″- en een ″vrouwenhoek″ per sanitair blok					X	/1
C. — INRICHTING VAN HET TERREIN - UITRUSTINGEN EN DIENSTEN / 25 PUNTEN						
Water / elektriciteit / TV (Het geheel van de plaatsen met uitzondering van die bestemd voor tenten)						
35. Plaatsen aangesloten op een individueel stopcontact met minstens 10 ampères				X	X	/1
36. Plaatsen aangesloten op een individuele drinkwaterwinning en lozing van afvalwater					X	/1
37. Aansluiting van alle plaatsen op het teledistributienet of op een collectieve antenne (uitsluiting van elke individuele antenne)						/1
Verdeling van de terreinoppervlakten						
38. Afwezigheid van wagens op perceelindeling en gemeenschappelijk parkeerterrein of daarvoor bestemde oppervlakten						/2
39. Minimum 50 % van het totaalaantal plaatsen bestemd voor tijdelijke toeristen						/3
40. Ruime plaatsen (+ 20 % i.v.t. basisnormen)						/2
41. Minimum twee tijdelijke gazonplaatsen voor motorhomes, gestabiliseerd op het niveau van de wielen d.m.v. beton-gazontegels en aanwezigheid van twee palen uitgerust met : een afvoersysteem voor afvalwater, een tank om chemische wc's te ruimen, een aansluiting op elektriciteit						/1
Diensten						
42. Cafetaria			X	X	X	/1
43. Kleine restauratie				X	X	/2
44. Restaurant (met kaart)					X	/3
45. Washok uitgerust met een wasmachine met droger en strijkhoek				X	X	/1
46. Mogelijke aankoop van elementaire voedingsmiddelen (broodopslag, organisatie en signalisatie betreffende de doorgang van handelaren,)						/1
47. Levensmiddelenwinkel op het terrein						/2
48. Kampeerwinkel op het terrein						/1
49. Per groep of groepdeel van 150 plaatsen, twee bedekte afwasbakken met koud en warm lopend water			X	X	X	/1
50. Per groep of groepdeel van 150 plaatsen, twee bedekte wasbakken met koud en warm lopend water			X	X	X	/1
51. Geïnformatiseerd beheer van het kampeerterrein met toegang tot de verschillende diensten						/1

	1*	2*	3*	4*	5*	Toegekende criteria
D. – VEILIGHEID EN HYGIËNE / 5 PUNTEN						
Veiligheid						
52. Een vaste telefonische post op het terrein of in de nabijheid (100 meter) die 24 u./24 u. toegankelijk is	X	X	X	X	X	
53. Verlichting van het geheel van de interne verkeerswegen				X	X	/1
54. Volledig hulpmaterieel (brancard, hulptas,...) in het onthaal.		X	X	X	X	/1
55. Personeelslid met een brevet van hulpverlener						/1
Onderhoud						
56. Dagelijks onderhoud van de sanitaire installaties tijdens de openingsperiode	X	X	X	X	X	
Bewaking						
57. Verantwoordelijke bereikbaar 24 u./24 u.	X	X	X	X	X	
58. Aanwezigheid van een verantwoordelijke 8 u. per dag tussen 7 u. et 22 u.		X	X	X	X	/1
59. Permanente bewaking 24 u./24 u. of huisbewaarder die een huisvesting bewoont in de nabijheid van het onthaal binnen de omtrek van het kampeerterrein				X	X	/1
E. – ONTHAAL / 12 PUNTEN						
60. Gezellige ingang en portaal						/2
61. Lokaal bestemd voor het onthaal	X	X	X	X	X	
62. Terbeschikkingstelling van toeristische informatie, met inbegrip van lokale informatie	X	X	X	X	X	
63. Alle informaties beschikbaar in het Frans						/2
64. Andere talen dan het Frans gesproken in het onthaal (1/2 punt per bijkomende taal met een maximum van twee)						/2
65. Verschillende betalingswijzen						/2
66. Waardevolle voorwerpen in bewaring geven (brandkasten)						/2
67. Geïnformatiseerd beheer van het kampeerterrein (on-line reservatie, website en e-mail)						/2
F. — SPORT- EN VRIJETIJDSACTIVITEITEN / 17 PUNTEN						
68. Zwembad :						/2
○ Inrichting van de directe omgeving						/2
○ Pierenbad						/2
69. Vaste installaties, sportterreinen en sport- of vrijetijdsactiviteiten in de omtrek van het kampeerterrein (1 punt per vak met een maximum van 4 punten) : ○ tennisterrein ○ klimmuur ○ bowling ○ voetbalterrein ○ zaalvoetbalterrein ○ basket ○ volley ○ badminton ○ mini-golf ○ kegelspellen ○ petanque ○ tafeltennis ○ speelplein ○ Andere :						/4
70. Activiteiten voorgesteld vanuit het terrein (minimum : aanplakking van activiteiten. – reservatie voor kampeerders. — begeleiding vanuit het kamperterrein) : (1/2 punt per vak met een maximum van 2 punten) : ○ begeleide thematische activiteiten ○ voet- of paardtochten ○ manege ○ VTT-circuit ○ kayak ○ waterfiets ○ windsurfplank ○ vismogelijkheid ○ langlauf ○ alpineskibaan ○ speleologie ○ klimmen ○ Andere :						/2

	1*	2*	3*	4*	5*	Toegekende criteria
71. Aanwezigheid van een animator of activiteitenprogramma tijdens juli en augustus					X	/2
72. Organisatie van activiteiten voor minder dan twaalfjarigen tijdens de vakantieperiodes						/1
73. Gemeenschappelijk lokaal zonder consumptieverplichting				X	X	/1
74. Gastvrije ruimte (ander dan het gemeenschappelijk lokaal)						/1

Nota's

(1) Bijkomende douches i.v.t. de reglementaire aantallen per groep of groepdeel van 50 plaatsen, met warm en koud lopend water en een aparte cabine met een uitkledingshoek.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 4

Classificatienormen voor vakantiedorpen en hun verblijfseenheden

DEEL A

Classificatienormen voor vakantiedorpen

Minimale cijfers per post en indelingscategorie.

	1 Eik	2 Eiken	3 Eiken
A. Algemeen kader / 35 punten	18	22	26
B. Onthaal / 10 punten	4	6	8
C. Algemene punten, sport- en vrijetijdsinstallaties / 55 punten	12	30	42

BELANGRIJK :

De elementen opgenomen in onderstaand indelingsrooster worden beoordeeld volgens de onthaalcapaciteit van het vakantiedorp.

De punten opgenomen in het indelingsrooster zijn maximale cijfers. De toegekende punten zijn dus begrepen tussen nul en genoemde cijfers.

De classificatie in een categorie impliceert dus dat alle verplichte criteria (X) van die categorie worden vervuld en dat de minimale waarderingscijfers worden bereikt voor elke rubriek *A*, *B* en *C*.

Indelingsrooster en -normen van het vakantiedorp

	1	2	3
A. ALGEMEEN KADER / 35 ptn			
01 Densiteit (lager dan 200 personen per hectare) (3 ptn) 0-49 = 3 ptn; 49-99 = 2 ptn; 100-200 = 1 pt			
02 Leefmilieu (op 4 ptn)			
02.01 Integratie van het vakantiedorp in zijn leefmilieu (1 pt)			
02.02 Integratie van de verblijfseenheden in het vakentiedorp (1 pt)			
02.03 Uitzicht (1 pt)			
02.04 Rust van de plaats (1 pt)			
03 Waterloop / meer (3 ptn)			
04 Bossen / wouden / Park (3 ptn)			
05 Hinder wegens (op 3 ptn)			
05.01 nabijheid van fabriek, spoorweg, weg met groot verkeer (0 pt)			
05.02 nabijheid van stad			
05.03 nabijheid van dorp			
05.04 isolatie			
06 Nabijheid (minder dan 2 km te voet) (op 5 ptn)			
06.01 openbaar vervoer of taxidienst verzekerd door het vakantiedorp (1 pt)			
06.02 kleine handel (1 pt)			
06.03 supermarkt (1 pt)			

	1	2	3
06.04 stad (1 pt)			
06.05 eetgelegenheid (1 pt)			
07 Externe bewegwijzering van de omtrek (op 2 ptn)			
07.01 Uitvoerig toegangsplan voor toeristen	x	x	x
07.02 Verkeersborden			x
08 Interne bewegwijzering van de omtrek (op 3 ptn)			
08.01 bord met dorpsplan (1 pt)			x
08.02 overhandiging van het vakantiedorpsplan (1 pt)	x	x	x
08.03 wagenwegen			x
08.04 voetgangerswegen (1 pt)			x
09 Verlichting van wegen en paden (3 ptn)			
10 Groen blijvende beplantingen (bomen, hagen, grasperken,) (3 ptn)			
11 Seizoensgebonden versiering van de omgevingen (3 ptn)			x
B. ONTHAAL / 10 ptn			
12.Onthaalbureau (sur 4 ptn)			
12.01 Door het personeel gesproken talen (2 ptn)			
- Fr. / Nds (2 ptn)	x	x	x
- Engl. / Duits.			x
12.02 telefoon 24 u./24 u.	x	x	x
12.03 fysieke aanwezigheid : 20 u./week		x	x
12.04 fysieke aanwezigheid : 40 u./week			x
12.05 gastvriendelijkheid (1 pt)			x
12.06 betalingsmogelijkheid met bankkaart (1 pt)			x
13.Parkeerplaats (3 ptn)			x
13.01 nabijheid van het onthaal			
13.02 capaciteit			
13.03 intégratie			
14.Inrichting van het onthaalbureau en zijn omgevingen (3 ptn)			
14.01 harmonie en kwaliteit van het meubilair			
14.02 versiering			
14.03 onthaalruimte			
C. ALGEMENE DIENSTEN, SPORT- EN VRIJETIJDSINSTALLATIES / 55 ptn			
15 Verkooppunt / kleinhandel (op 4 ptn)			
16 Georganiseerde brooddienst (3 ptn)			x
17 Washok (wasmachine + droger) (3 ptn)			x
18 Bar (met personeel om consumpties te serveren) / Kleine restauratie (op 5 ptn) open min. 8 weken/jaar (helft van de punten indien niet het ganse jaar open)			x
18.01 Bar (1,5 pt)			
18.02 Kleine restauratie (1,5 pt)			
18.03 Openingsperiodes (0,5 pt)			
18.04 Onthaalcapaciteit (0,5 pt)			
18.05 Kaartkeuze (0,5 pt)			
18.06 Sfeer / versiering (0,5 pt)			

	1	2	3
19 Restaurant (op 5 ptn) open min 8 weken / jaar (helft van de punten indien niet het ganse jaar open)			x
19.01 Restaurant (3 ptn)			
19.02 Openingsperiodes (0,5 pt)			
19.03 Onthaalcapaciteit (0,5 pt)			
19.04 Kaartkeuze (0,5 pt)			
19.05 Sfeer / versiering (0,5 pt)			
20 Ontspanningsruimte (op 2 ptn)			x
20.01 Ontspanningslokaal (1 pt)			
20.02 Inrichting van het lokaal (0,5 pt)			
20.03 Vrijetijdsuitrustingen (0,5 pt)			
21 Animatie (op 4 ptn)			
21.01 minder dan 8 weken / jaar (2 ptn)			
21.02 minstens 8 weken / jaar (4 ptn)			x
22 Huur babymeubels (1 pt)			x
23 Huur lakens / handdoeken (1 pt)			x
24 Vaste installaties, sportterrein(en) en –activiteiten (1 pt per vak met een max. van 8 ptn) (indien betalend : ½ van de punten, indien bedekt : punten x 2) ex : minigolf, kayak, waterfietsen, VTT, vissen, tennis,			x
25 Zwembad (6 ptn)			x
25.01 Zwembad (3 ptn)			
25.02 Oppervlakte (1 pt)			
26 Apart pierenbad (2 ptn)			
27 Speelplein < 5 elementen (2 ptn)	x	x	x
28 Speelplein 5-10 elementen (4 ptn)		x	x
29 Speelplein >10 elementen (6 ptn)			x
30 Overige diensten (0,5 pt per dienst met een maxim. van 5 ptn) vb : sauna, solarium, barbecue, internet, dvd, video's, spellen,)			

DEEL B

Classificatienormen voor de verblijfseenheden

Minimale cijfers per post en indelingscategorie.

	1 Eikblad	2 Eikbladeren	3 Eikbladeren	4 Eikbladeren
A. Uitrustingen van de verblijfseenheid / 25 punten	10	14	17	20
B. Verblijf / 20 punten	9	12	15	17
C. Bedkamers / 20 punten	8	11	14	17
D. Sanitair / 20 punten	5	8	12	17
E. Externe uitrustingen en interne situatie van de verblijfseenheid / 15 punten	4	6	9	12

BELANGRIJK :

De elementen opgenomen in onderstaand indelingsrooster worden beoordeeld volgens de onthaalcapaciteit van de verblijfseenheid.

De punten opgenomen in het indelingsrooster zijn maximale cijfers. De toegekende punten zijn dus begrepen tussen nul en genoemde cijfers.

De classificatie in een categorie impliceert dus dat alle verplichte criteria (X) van die categorie worden vervuld en dat de minimale waarderingscijfers worden bereikt voor elke rubriek *A, B, C, D* en *E*.

INDELINGSROOSTER EN –NORMEN VAN DE VERBLIJFSEENHEDEN

	1	2	3	4
A. UITRUSTINGEN VAN DE VERBLIJFSEENHEID / 25 ptn				
01 Verlichting (sur 2 ptn)				
01.01 Natuurlijk (1 pt)				
01.02 Kunstmatig (1 pt)				
- centraal				
- bijkomend				
02 Elektrische installatie (1 pt)				
02.01 een stopcontact en een schakelaar per kamer (uitgezonderd wc)	x	x	x	x
02.02 voldoende aantal stopcontacten (1 pt)				
03 Elementen van interne vrijetijdsactiviteiten (op 7 ptn)				
03.01 Tv met netwerk kabel/parabolische antenne (1 pt)				x
03.02 open haard / houtkachel (2 ptn)				
03.03 jacuzzi, sauna, hammam (1 pt per uitrusting met een max. van 2 ptn)				
03.04 andere uitrustingen (0,5 pt met een max. van 2 ptn)				
04 Versiering (op 7 ptn)				
04.01 harmonie van het meubilair (1 pt)				
04.02 kwaliteit / comfort van het meubilair (2 ptn)				
04.03 aspect van het meubilair (2 ptn)				
04.04 algemene versiering (1 pt)				
04.05 algemene sfeer (1 pt)				
05 Algemene binnentoestand (onderhoud muren/plafonds/bodems en interne afwerking) (op 4 ptn)				
06 Technische uitrustingen en installaties (op 4 ptn)				
06.01 Verwarming (uitgezonderd hout) (op 2 ptn)				
- verwarming in de verblijfskamer (0 pt)	x	x	x	x
- vaste verwarming in de verblijfskamer + bijkomende verwarming elders (1 pt)		x	x	x
- vaste verwarming in alle kamers (2 ptn)			x	x
06.02 Warm waterproductie (op 2 ptn)	x	x	x	x
- Boiler van minder da 40 L. pp (1 pt)				
- Boiler van minstens 40 L pp of in continu (2 ptn)				x
B. VERBLIJF / 20 ptn				
07 Oppervlakte van de verblijfskamers met inbegrip van de keuken (op 4 ptn)				
2p 3p 4p 5p 6p 7p 8p p bijk. p				
07.01 m^2 10 12 14 16 18 20 22 2 (1 pt)				
07.02 m^2 12 14 16 19 21 23 25 2 (2 ptn)				
07.03 m^2 14 16 19 21 24 26 29 3 (3 ptn)				
07.04 m^2 16 19 22 25 28 31 34 4 (4 ptn)				x
07.05 Studio 2 pers. : minim. 24 m^2 (2 ptn)				
08 Keuken. — uitrustingen aangepast op de capaciteit van de verblijfseenheid :				
08.01 Koelkast (110 L)	x	x	x	x
08.02 Koelkast van meer dan 110 L (1 pt)				
08.03 Vaatwerk / keukengerei	x	x	x	x

	1	2	3	4
08.04 Gootsteen	x	x	x	x
08.05 Fornuis	x	x	x	x
08.06 Oven / Microgolfoven (2 ptn)			x	x
08.07 Freezer (1 pt)			x	x
08.08 Verluchting : (sur 2 ptn)		x	x	x
- vlakbij		x	x	x
- venster (0,5 pt)				
- afzuiginstallatie (1 pt)				
- afzuigkap (2 ptn)			x	x
08.09 Percolator (1 pt)		x	x	x
08.10 Afwasmachine (1 pt)				x
08.11 Bijkomende uitrustingen (0,5 pt per uitrust. met een max. van 1 pt)				
08.12 Staat van de uitrust. (2 ptn)				
08.13 Functionaliteit van de keuken (op 5 ptn) — werkblad (1 pt) — ruimte (2 ptn) — bergkast (1 pt) — verlichting van het werkblad (1 pt)				
C. BEDKAMERS / 20 ptn				
09. Oppervlakte en aantal kamers				
09.01 Alle kamers hebben onderstaande minimale oppervlakte :				x
09.02 Minstens ½ van de kamers hebben onderstaande minimale oppervlakte :				x
09.03 Kamer 1 pers 5 m^2				
09.04 Kamer 2 pers 8 m^2				
09.05 Per bijkom. pers. 3 m^2				
09.06 Kamer 2 pers. (stapelbedden) 6 m^2				
09.07 Indien meer dan ½ van de kamers 2 m^2 er nog bij hebben (2 ptn)				x
09.08 Studio van 2 pers. hoger dan 26 m^2 (2 ptn)				
09.09 Aantal bedkamers i.v.t. de capaciteit van de verblijfseenheid A = Cap. de verblijfseenheid % aantal kamers A = 7 en meer = 0 pt A = 6 = 1 pt A = 5 = 2 ptn A = 4 = 3 ptn A = 3 = 4 ptn A = 2 = 5 ptn				
09.10 Indien minstens ½¼¢ van de kamers gesloten en enkelvoudig of dubbel zijn : 3 ptn (uitgezonderd stapelbedden)				
10. Beddengoed (op 5 ptn)				
- afmeting, kwaliteit, netheid, hygiëne van het onderbed, matras, beschermingen, dekkens of donsbed (minstens / bed voor 2 pers. : 1 m 40)	x	x	x	x
11. Meubilair en toebehoren (op 5 ptn)				
11.01 nachtmeubels (1 pt)			x	x
11.02 nachtlampen (1 pt)			x	x
11.03 overgordijn / zonnegordijnen (1 pt)	x	x	x	x
11.04 kleerkast / wandrek (1 pt)				x
11.05 verscheidene (0,5 pt per element met een max. van 1 pt)				

	1	2	3	4
D. SANITAIR / 20 ptn				
12. Waterzaal (douche of bad, washok met glazen plaat en spiegel). Indien enkel een douchelokaal : noodzaak voor minstens één washok (op 11 ptn)	x	x	x	x
12.01 1 waterzaal per schijf van 10 pers. (4 ptn)		x	x	x
12.02 1 waterzaal per schijf van 8 pers. (6 ptn)			x	x
12.03 1 waterzaal per schijf van 4 pers. (8 ptn)				x
12.04 Indien minstens ½¼¢ van de kamers voorzien zijn van 1 washok : 1 pt				
12.05 Andere uitrustingen (1 pt per uitrusting met een max. van 2 ptn)				
13. wc (op 5 ptn)	x	x	x	x
13.01 1 wc per schijf van 10 pers. (0,5 pt) (x 2 indien aparte wc)		x	x	x
13.02 1 wc per schijf van 8 pers. (1 pt) (x 2 indien aparte wc)			x	x
13.03 1 wc per schijf van 6 pers. (1,5 pt) (x 2 indien aparte wc)				x
13.04 Indien bijkomende aparte wc : 2 ptn				x
14. Kwaliteit, ouderdom, netheid, verluchting (4 ptn)				
E. EXTERNE UITUSTINGEN EN TOESTAND VAN DE VERBLIJFSEENHEID / 15 ptn				
15. Terras / Balkon (kwaliteit, nabijheid en oppervlakte aangepast op de capaciteit) (op 3 ptn)				x
16. Tuinmeubilair of picnictafel (1 pt)	x	x	x	x
17. Verlichting (1 pt)			x	x
18. Barbecue (1 pt)				
19. Onderhoud van de omtrek en van de verblijfseenheid (3 ptn)				
20. Uitzicht vanuit de verblijfseenheid (2 ptn)				
21. Licht (2 ptn)				
22. Zelfstandigheidsgraad :				
22.01 gemeenschappelijke ingang (0 pt)				
22.02 mogelijke doorgang voor een verblijfseenheid (0,5 pt)				
22.03 aanpalend met individuele toegang (1 pt)				
22.04 vier gevels (2 ptn)				

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 5

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

1. Algemeen.

Deze bepalingen zijn van toepassing onverminderd de toepasselijke normen en algemene of bijzondere bepalingen en met name :

het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995);

— de Codex over het welzijn op het werk (Codex);

— het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming (A.R. A.B.);

— bijlage 10 bij dit besluit tot vaststelling van de bijkomende normen die toepasselijk zijn op gebouwen voor de opvang van meerdere toeristische instellingen met een maximale capaciteit van minder dan 10 personen en waarvan de opgetelde maximale capaciteit hoger is dan 15 personen;

— het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

1.1. Doel van die bepalingen.

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

a) het voorkomen van branden;

b) de veiligheid van personen;

c) het voorkomen van problemen bij de tussenkomst van de brandweerdiensten.

1.2. Door de exploitant te treffen maatregelen.

De exploitant treft de gepaste maatregelen om :

a) branden te voorkomen;

b) elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;

c) in geval van brand :

— de gehuisveste personen in staat te stellen de alarm te slaan;

— de veiligheid van de personen te verzekeren en in voorkomend geval die snel en zonder gevaar te evacueren;

— de territoriaal bevoegde brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied.

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Tussen 10 en 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A	*	*				
Inrichting van het type B	*	*				

Deze bepalingen zijn van toepassing op het gebouw of gedeelte daarvan bestemd voor de opvang van een toeristische logiesverstrekkende inrichting met een maximale capaciteit van 9 personen overeenkomstig bovenstaande tabel.

1.4. Terminologie.

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.4.2. Deze terminologie wordt aangevuld als volgt :

Deur Rf : brandwerende deur. De bepalingen van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 inzake de ″BENOR / ATG″-erkenning en erkende plaatsers zijn enkel van toepassing op de deuren geplaatst of vervangen na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van deze regeling.

1.5. Gebruiksvoorschriften.

Binnen een gebouw mogen enkel de volgende niveaus worden gebruikt :

— het normale evacuatieniveau;

— het niveau 1 boven het normale evacuatieniveau.

1.6. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal.

1.6.1. Op het verzoek van de burgemeester of zijn afgevaardigde, is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd.

Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet kan geleverd worden.

1.6.2. Reactie bij brand - Testmethodes.

Het contructiemateriaal wordt ingedeeld volgens de klassering die opgenomen is in bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.6.3. Boringen in de wanden Rf.

De boringen en uithollingen in de wanden waarvoor een Rf vereist is, moeten afgesloten worden met elementen die een Rf-graad hebben die gelijk is met deze van de wand.

1.7. Certificering van materialen en installaties

Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling alsook de proeflaboratoria en van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 en voorzover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en / of materiaal bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaand aan de uitvoering van de installatie of het gebruik van het materieel :

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten gecertificeerd zijn door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van producten overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lidstaat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45011;

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten worden geplaatst door installateurs die gecertificeerd zijn door een certificeringsionstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van personen overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lidstaat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45013.

1.8. Norm NBN en gelijkwaardigheid in een andere Lidstaat van de Europese Unie.

Indien het wordt vastgesteld d.m.v. de noodzakelijke stukken dat een product opgenomen in deze bijlage voldoet aan de vereisten omgezet in een norm NBN volgens proef- en classificeringsmethodes die gelijkwaardig zijn in een andere Lidstaat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de technische voorschriften van deze bijlage.

1.9. Branddetectie.

Volgens zijn werking en belang moet elk gebouw uitgerust zijn met autonome detectors in de volgende lokalen :

— In elke kamer voorbehouden aan de gasten,

— In haar toegangszone, met inbegrip van het trappenhuis.

— In de gemeenschappelijke keuken voorbehouden aan de gasten.

Dat materieel moet het voorwerp uitmaken van een erkenning die zijn conformiteit met de normen bekendgemaakt door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (B.I.N.).

Hoofdstuk II. — Aanvullende voorschriften toepasselijk op nieuwe gebouwen

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, zijn de volgende voorschriften van toepassing op nieuwe gebouwen.

2.1. Dragende structuur.

Het geheel van de dragende structuur van het gebouw heeft een brandweerstand van ½ uur.

2.2. Trappenhuizen.

— Maatregelen moeten worden getroffen ter voorkoming van brandverspreiding naar het hogere niveau d.m.v. elementen Rf ½ h en zelfsluitende deuren Rf ½ h.

— De trappen hebben een brandstabiliteit van ½ h of worden gemaakt van metselwerk of beton.

— De trappen hebben een verplichte toegang tot een evacuatieniveau.

2.3. Dakwerk.

Het dakwerk heeft een brandweerstand van minstens 1/2 h of is beschermd door één of meerdere elementen met dezelfde weerstandsgraad. De binnenbekleding van het dakwerk moet worden gemaakt van materialen van klasse A0. Het geheel van de bekleding voldoet aan het normontwerp EN- 1187. 1.

Hoofdstuk III. — Algemene voorschriften

3.1 Als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde installaties.

Indien het gebouw of het landgoed waarop het gebouwd is, installaties bevat die ingedeeld zijn als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk krachtens de gewestelijke regelgeving, bepaalt de bevoegde Dienst de eventuele veiligheidsmaatregelen om de veiligheid van de gebruikers te verzekeren rekening houdend met de risico's eigen aan die installaties.

3.2. Groep van gebouwen.

De volgende bepalingen zijn van toepassing wanneer binnen eenzelfde landgoed dat tot éénzelfde exploitant behoort, verschillende aparte gebouwen bestemd zijn voor de huisvesting van toeristen.

3.2.1. Vestiging :

De bijgebouwen, luifels, uitspringende daken, delen in uitkraging of andere toevoegingen zijn enkel toegelaten indien daardoor noch de evacuatie en de veiligheid van de gebruikers noch de bewegingsvrijheid van de brandweer in het gedrang gebracht worden.

3.2.2. Toegangswegen :

De gebouwen zijn voortdurend bereikbaar door de voertuigen van de brandweerdiensten. Er wordt voor gezorgd dat in de nabijheid van de gebouwen het stationeren, het in werking stellen en het maneuvreren van het materiaal voor brandbestrijding en van het reddingsmateriaal gemakkelijk kunnen worden uitgevoerd.

De toelichtingen over de bereikbaarheid worden aan het oordeel van de bevoegde brandweerdienst overgelaten.

3.2.3. Bluswaterbevoorrading :

De bluswaterbevoorrading moet voldoende zijn. De bevoorrading kan verzekerd worden met stromend of stilstaand water of met het openbaar waterleidingsnet.

De bluswaterbevoorrading wordt bepaald door de bevoegde brandweerdienst. Die bepaling houdt rekening met het aantal gebouwen en hun vuurbelasting.

Een signalisatie conform de omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandse Zaken van 14 oktober 1975 betreffende de watervoorraden voor het blussen van branden is voorzien.

3.2.4. Opslag van verplaatsbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen :

De verplaatsbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen en de recipiënten die verondersteld worden leeg te zijn moeten in open lucht in een gesloten ruimte of in een lokaal dat voldoende geventileerd is door een hoge en lage verluchting, opgeslagen zijn.

Die ruimten en lokalen zijn voorbehouden voor dat gebruik en zijn niet toegankelijk voor de gehuisveste personen

3.2.5. Groep van gebouwen met centrum voor gemeenschappelijke diensten :

De volgende bepalingen zijn van toepassing wanneer verschillende gebouwen bestemd zijn voor de huisvesting van toeristen binnen éénzelfde landgoed dat toebehoort aan éénzelfde exploitant.

De algemene en lokale regels alsook de grondprincipes van brandpreventie zijn van toepassing op het centrum voor gemeenschappelijke diensten

Hoofdstuk IV. — Vereisten betreffende de brandweerstand

De volgende voorschriften worden gegeven onverminderd de vaststelling van gevaarlijke toestanden wat betreft de brandreactie van de materialen door de territoriale bevoegde brandweerdienst. In dit geval moeten onverwijld gepaste maatgerelen getroffen worden.

4.1. Algemene bepalingen.

Bij de vernieuwing van de bestaande bekledingen moeten de vereisten opgenomen in volgende tabel worden toegepast. De classificering van de bouwmaterialen is conform met de proefmethodes opgenomen in bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

	Vloerbekledingen	Vertikale wandbekledingen	Plafond- en valse plafondbekledingen
Binnen trappenhuizen (overlopen inbegrepen) Evacuatiewegen	A2	A1	A1
Niet hierboven vermelde andere lokalen	A3	A3	A2

4.2. Gebruik van houten plankjes.

Bij de vernieuwing van de bestaande bekledingen of bij de uitbreiding van een bestaand gebouw wordt het gebruik van houten plankjes als versieringselement toegelaten voor zover die plankjes worden geplaatst tegen een niet-brandbare drager A0 met de tussenplaatsing van een niet-brandbaar element A0 in de eventuele leegte tussen de drager en de plankjes. Hun gebruik is verboden in de evacuatiewegen;

4.3. Nieuwe lokalen.

Bij inrichting van nieuwe lokalen na de inwerkingtredingsdatum van deze regelgeving zijn de onder 4.2. en 4.3. omschreven regels onmiddellijk van toepassing.

Hoofdstuk V. — Evacuatie

De plaats, de verdeling en de breedte van de trappen, evacuatiewegen en uitgangen moeten een snelle en gemakkelijke evacuatie van de personen mogelijk maken.

Hoofdstuk VI. — Verwarming - Brandstof

6.1. Verwarmingstoestellen en toestellen voor de productie van sanitair warm water.

6.1.1 De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten zodanig ontworpen en gebouwd zijn dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden t.a.v. lokale omstandigheden.

6.1.2 De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water d.m.v. verbranding worden in goede staat gehouden, zijn verplicht verbonden aan een leiding met een goede trek en zijn zodanig ontworpen dat ze de totale en regelmatige evacuatie van de verbrandingsgassen verzekeren, zelfs bij maximale afsluiting van de regeltoestellen.

6.1.3 De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten gebouwd zijn met niet-brandbare materialen.

6.1.4 De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd zijn op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

6.1.5. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten worden gebouwd volgens de regels der kunst :

— de luchttemperatuur op de distributiepunten mag niet hoger zijn dan 80 °C;

— de warmeluchtleidingen moeten volledig gebouwd zijn met niet-brandbare materialen.

6.1.5 Beweeglijke verwarmingsapparaten zijn verboden.

6.1.6 Het materieel van de elektrische verwarmingsinstallaties draagt het CEBEC- of EG-label.

6.2. Aardgas.

Indien de bandstof bestaat uit aardgas, moet de installatie volgens haar type conform zijn met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », of met NBN D 51-004 ″Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties″.

De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

6.3 Vloeibaar gemaakt petroleumgas.

Indien de brandstof bestaat uit vloeibaar gemaakt petroleumgas, moet de installatie conform zijn met de code van goede praktijk; de gasflessen worden buiten geplaatst. De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

Het gebruik en de opslag van beweeglijke recipiënten van vloeibaar gemaakt petroleumgas, zelfs leeg, is strikt verboden in alle lokalen.

De gasflessen worden buiten de lokalen geplaatst en beschut tegen het onweer.

6.4. Hout, vloeibare of vaste brandstof.

Indien de brandstof bestaat uit vloeibaar of vast hout, moet de installatie conform zijn met de regels der kunst wat betreft de isolatie van de rookpijp i.v.t. de rest van het gebouw. De centrale verwarmingsinstallaties moeten voldoen aan de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 6 januari 1978.

Hoofdstuk VII. — Bijzondere voorschriften voor haarden en open haarden

De installatie van haarden en open haarden is toegelaten mis de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de installatie van de vuurhaard en de schoorsteen wordt uitgevoerd overeenkomstig de regels der kunst, met name wat betreft de isolatie van de vuurhaard en de rookpijp i.v.t. de rest van het gebouw; de installatie is voorzien van een vonkenvanger;

— gebruiks- en veiligheidsinstructies worden aangeplakt.

Hoofdstuk VIII. — Signalisatie

Indien noodzakelijk zijn de plaats van elke uitgang en nooduitgang alsook de richting van de wegen, gangen en trappen naar die uitgangen aangegeven d.m.v. reddingssignalen voorzien in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 en zijn bijlagen.

Hoofdstuk IX. — Veiligheidsverlichting

Volgens de bijzondere inrichting van de plaats kan de bevoegde brandweerdienst de installatie van een veiligheidsverlichting vragen.

Hoofdstuk X. — Bericht

Bij gebrek aan publieke telefooncel in de omgeving van het gebouw moet de dienst 100 altijd kunnen worden bereikt d.m.v. een telefoonpost die ter beschikking van de huurders is gesteld.

Een bericht aangeplakt in elk gebouw geeft de plaats van de telefoonpost aan alsook de oproepnummers. Die nummers bevinden zich ook op de telefoonposten.

Hoofdstuk XI. — Blusmiddelen

Elk gebouw moet ten minste beschikken over :

— een blusapparaat dat conform is met de vigerende normen van een halve bluseenheid per niveau toegankelijk voor gehuisveste personen;

— een blusdeken conform met de norm NBN-EN-1869 in de keuken.

Hoofdstuk XII. — Onderhoud en controle voor instellingen van type A en B

12.1. Algemeen.

12.1.1.De technische uitrusting wordt in goede staat gehouden. De exploitant is verantwoordelijk voor de periodieke controle van die uitrusting door bevoegde personen of instellingen.

12.1.2 De exploitant zorgt ervoor dat de inspecties, onderzoeken en controles, met name die waarvan sprake in artikel 12.2, worden uitgevoerd en dat een proces-verbaal daarvan wordt opgemaakt. De datums van de controles en de vaststellingen die in de loop daarvan werden gemaakt, worden opgenomen in een dossier dat ter beschikking van de Burgemeester of zijn afgevaardigde wordt gesteld.

12.2. Periodieke controles.

12.2.1 Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting.

De elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting van het gebouw voldoen aan de voorschriften van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties (arrêté royalE.I.).

Onverminderd de voorschriften van die regelingen worden bovenbedoelde elektrische installaties gecontroleerd door een instelling erkend door het Ministerie van Economische Zaken voor de controle op elektrische installaties :

— bij hun indienststelling en telkens als belangrijke wijzigingen daaraan worden aangebracht of bij gebrek binnen het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit;

— om de 5 jaar.

Het doel van bovenbedoelde controles is de conformiteit van de installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting met de voorschriften van deze regeling te verifiëren.

De werking van de eventuele veiligheidsverlichting moet periodiek en minstens om de 6 maanden worden gecontroleerd door de exploitant.

12.2.2 Verwarmingsinstallaties.

Onverminderd de bepalingan van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof, worden de verwarmings- en airconditioningsinstallaties jaarlijks onderzocht door een erkende bevoegde technicus.

De afvoerpijpen voor rook en verbrandingsgassen moeten altijd in goede staat worden gehouden.

12.2.3 Met brandbaar gas gevoede installaties.

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropaan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders, wordt elke nieuwe of gedeeltelijk vernieuwde of herstelde installatie onderzocht vóór de in bedrijfstelling ervan, volgens de voorschriften van de Belgische normen en de regels van goede praktijk.

De voormelde controle wordt om de vijf jaar uitgevoerd door een bevoegd organisme of installateur. De uitslagen ervan worden in een proces-verbaal opgetekend, dat de uitbater moet bewaren.

12.2.4 Onderhoud van de met brandbaar gas gevoede installaties.

Die installaties en de daarop aangesloten apparaten worden elk jaar onderhouden door een gekwalificeerde installateur.

Dat onderhoudt heeft o.a. als doel :

— de verificatie en reiniging van de branders;

— de verificatie van de beschermings- en regulatietoestellen;

— de verificatie van de waterdichtheid van de installatie;

— het bezoek en indien noodzakelijk de reiniging van de afvoerpijpen voor verbrandingsgassen.

12.2.5 Blusmiddelen.

De uitbater draagt er zorg voor dat de blustoestellen jaarlijks nagezien en onderhouden worden door een gespecialiseerde firma.

12.2.6 Filters en afvoerwegen van keukenafzuigkappen.

De exploitant zorgt ervoor dar de vetfilters en afvoerwegen van de keukenafzuigkappen minstens jaarlijks worden onderhouden.

12.2.7 Schoorstenen en afvoerpijpen.

De schoorstenen en afvoerpijpen worden één keer per jaar schoongemaakt en gecontroleerd door een gekwalificeerde technicus.

Hoofdstuk XIII. — Bijkomend onderhoud en controle voor instellingen van type B

13.1. Installatie voor branddetectie door punctuele voeler.

De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden in ontvangst genomen en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″. De controles moeten echter betrekking hebben op het geheel van de installaties (voelers, centrales, versterkingstabellen, stuurinstallaties, enz.).

De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden jaarlijks onderhouden, nagezien en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″.

13.2. Alarminstallaties :

Die installaties worden jaarlijks nagezien en onderhouden door een gekwalificeerde installateur.

13.3. Brandwerende deuren en deurtjes :

De exploitant zorgt voor de goede werking van de zelfsluitende of bij brand zelfsluitende deuren, deurtjes, Hij zorgt ook voor het regelmatig onderhoud ervan.

Hoofdstuk XIV. — Exploitatievoorschriften voor instellingen van type A en B

14.1. Algemeen.

Afgezien van wat voorzien is in deze regelgeving, neemt de exploitant alle nodige maatregelen met het oog op de bescherming van alle personen tegen brand, paniek en ontploffingen.

De opmerkingen die tijdens de periodieke controles werden geformuleerd, moeten zo spoedig mogelijk aanleiding geven tot de nodige verbeteringen.

De omtrek van de plaatsen waar brandbestrijdingsapparaten geïnstalleerd zijn, moeten steed vrij blijven zodat die apparaten onverwijld kunnen worden gebruikt.

14.2. Autonome branddetectie.

De exploitant zorgt voor de goede werking van de autonome rookdetectors minstens één keer voor elke huur. Tot dat einde houdt hij rekening met de aanwijzing van de fabrikant.

14.3. Kookapparaten.

Kooktoestellen en vloeistofverwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal. Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandbaar gas mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen.

Bij gebruik van een buigzame leiding voor de aansluiting van het fornuis op de gasdistributieinstallatie, moet die jaarlijks worden vervangen. Haar lengte wordt beperkt tot 1,5 meter. Elk uiteinde is uitgerust met spanringen.

14.4. Veiligheidsinstructies.

De exploitant handelt als een goed huisvader en verbindt zich ertoe de gehuisveste personen op de hoogte te brengen van de werking van de installaties en de brandveiligheidsinstructies die in acht moeten worden genomen in het gebouw.

Bij aanwezigheid van een haard of open haard worden gebruiks- en veiligheidsinstructies aangeplakt ten dienste van de gehuisveste personen.

Veiligheidsinstructies in de drie nationale talen en in het Engels, eventueel vervangen door pictogrammen en duidelijk zichtbaar geplaatst in het gebouw geven de aan te nemen gedragslijn in geval van brand. Ze vermelden de naaste publieke of privé telefoonpost.

Voor groeperingen van gebouwen moet een dossier bestemd om de hulpploegen te informeren de plaats vermelden van o.a. :

— de trappen en evacuatiewegen;

— de beschikbare blusmiddelen;

— de algemene tabel van het brand- en alarmdetectiesysteem;

— de stookplaats;

— in voorkomend geval de installaties en lokalen met bijzondere risico's;

— de algemene vestiging van de gebouwen, toegangswegen, waterhulpbronnen en stroomonderbrekingsapparaten.

Dat dossier wordt bijgehouden.

14.4. Bescherming tegen vallen.

De putten, tanken, bekkens, reservoirs en een of andere openingen, wanneer ze gevarlijk zijn voor de gebruikers, moeten voldoende open zijn of omringd zijn met stevig vastgemaakte borstweringen, van minstens 1 meter hoog.

De raam- en deuropeningen en andere openingen in de muren waarvan de drempel op minder dan 70 cm boven de vloer naar de binnenkant ligt en op meer dan 1,50 m boven de grond naar de buitenkant, moeten beschermd worden door stevig vastgemaakte borstweringen van minstens 1 meter hoog.

De trappen moeten voorzien zijn van stevige leuningen die geplaatst zijn op een minimale hoogte van 0,75 m aan de kant met een eventueel valrisico. Wanneer de breedte van de trappen hoger is dan 1,50m of wanneer een valrisico bestaat aan beide kanten, zijn de leuningen dubbel.

De leuningen moeten zo vervaardigd zijn dat de kinderen niet kunnen binnensluipen tussen de spijlen. Hetzelfde geldt voor de leuningen wanneer een valrisico bestaat.

Hoofdstuk XV. — Bijkomende exploitatievoorschriften voor instellingen van type B

15.1. Kookapparaten.

De gaskookplaten zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

15.2. Veiligheidsinstructies.

Het personeel en in het bijzonder het nachtwachtpersoneel wordt getraind op de bediening van blusmiddelen en wordt ingelicht over de gebruiksvoorwaarden daarvan. Dat personeel krijgt ook een algemene opleiding inzake onheilpreventie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 6

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

ALGEMEEN.

Deze bepalingen zijn van toepassing onverminderd de toepasselijke normen en algemene of bijzondere bepalingen en met name :

het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995);

— de Codex over het welzijn op het werk (Codex);

— het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming (A.R. A.B.);

— het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Doel van die bepalingen.

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

a) het voorkomen van branden;

b) de veiligheid van personen;

c) het voorkomen van problemen bij de tussenkomst van de brandweerdiensten.

Door de exploitant te treffen maatregelen.

De exploitant treft de gepaste maatregelen om :

a) branden te voorkomen;

b) elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;

c) in geval van brand :

— de gehuisveste personen in staat te stellen de alarm te slaan;

— de veiligheid van de personen te verzekeren en in voorkomend geval die snel en zonder gevaar te evacueren;

— de territoriaal bevoegde brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied.

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Tussen 10 en 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A			*	*		
Inrichting van het type B						

Deze bepalingen zijn van toepassing op het gebouw of gedeelte daarvan bestemd voor de opvang van een toeristische logiesverstrekkende inrichting met een maximale capaciteit begrepen tussen 10 en 15 personen overeenkomstig bovenstaande tabel.

1.4. Terminologie.

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

Deur Rf : brandwerende deur. De bepalingen van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 inzake de ″BENOR / ATG″-erkenning en erkende plaatsers zijn enkel van toepassing op de deuren geplaatst of vervangen na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van deze regeling. De plaatsers zijn erkend in de zin van het ministerieel besluit van 5 mei 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure inzake de erkenning van de plaatsers van brandwerende deuren.

1.5. Gebruiksvoorschriften.

Binnen een gebouw mogen enkel de volgende niveaus worden gebruikt :

— het normale evacuatieniveau;

— het niveau 1 boven het normale evacuatieniveau;

— het niveau 2 boven het normale evacuatieniveau mag enkel worden gebruikt indien het gebouw uitgerust is met een veralgemeende installatie voor branddetectie die conform is met de norm NBN S 21-100.

1.6. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal.

1.6.1. Op het verzoek van de burgemeester of zijn afgevaardigde, is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd.

Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet kan geleverd worden.

1.6.2. Reactie bij brand - Testmethodes.

Het contructiemateriaal wordt ingedeeld volgens de klassering die opgenomen is in bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.6.3. Boringen in de wanden Rf.

De boringen en uithollingen in de wanden waarvoor een Rf vereist is, moeten afgesloten worden met elementen die een Rf-graad hebben die gelijk is met deze van de wand.

1.7.Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteits-beoordeling alsook de proeflaboratoria en van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 en voorzover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en / of materiaal bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaand aan de uitvoering van de installatie of het gebruik van het materieel :

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten gecertificeerd zijn door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van producten overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lidstaat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45011;

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten worden geplaatst door installateurs die gecertificeerd zijn door een certificeringsionstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van personen overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lidstaat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45013.

1.8. Norm NBN en gelijkwaardigheid in een andere lid-Staat van de Europese Unie.

Indien het wordt vastgesteld d.m.v. de noodzakelijke stukken dat een product opgenomen in deze bijlage voldoet aan de vereisten omgezet in een norm NBN volgens proef- en classificeringsmethodes die gelijkwaardig zijn in een andere lid-Staat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de technische voorschriften van deze bijlage.

1.9. Branddetectie.

Volgens zijn werking en belang moet elk gebouw uitgerust zijn met :

— hetzij een installatie voor branddetectie d.m.v. puntdetectoren, conform met de NBN S21-100 « Opvatting van algemene installaties voor automatische branddetectie door puntdetectoren » en met de addenda bij die norm.

— hetzij met autonome detectoren in de kamers, de gemeenschappelijke keuken of de naaste woonkamer, in de gangen en trappenhuizen.

Dat materieel moet het voorwerp uitmaken van een erkenning die zijn conformiteit met de normen bekendgemaakt door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (B.I.N.).

In elk geval moet het signaal van de branddetectie hoorbaar zijn in de wooneenheid.

Hoofdstuk II. — Bijkomende voorschriften toepasselijk op nieuwe gebouwen

De volgende voorschriften zijn toepasselijk op de nieuwe gebouwen :

2.1. Dragende structuur :

Het geheel van de dragende structuur van het gebouw heeft een brandweerstand van ½ uur voor gebouwen met één enkel niveau en 1 uur voor gebouwen met verschillende niveaus.

2.2 Trappenhuizen

2.2.1 Gebouwen met een niveau boven het evacuatieniveau :

— Maatregelen moeten worden getroffen ter voorkoming van brandverspreiding naar het hogere niveau d.m.v. elementen Rf ½ h en zelfsluitende deuren Rf ½ h.

— De trappen hebben een brandstabiliteit van ½ h of worden gemaakt van metselwerk of beton.

— De trappen hebben een verplichte toegang tot een evacuatieniveau.

2.2.2. Gebouwen met meer dan 1 niveau boven het evacuatieniveau :

De trappenhuizen worden gemaakt van metselwerk of beton. Bij gebrek vertonen zen de volgende kenmerken :

— De binnenwanden en de deuren van de trappenhuizen hebben een brandstabiliteit van ½ h. De deuren van de trappenhuizen zijn zelfsluitend.

— De trappen hebben een brandstabiliteit van ½ h.

De trappenhuizen hebben een verplichte toegang tot een evacuatieniveau.

— De voorschriften inzake trappenhuizen zijn niet van toepassing op de gebouwen waarvan de niveaus boven het gewone evacuatieniveau uitgerust zijn met een rechtstreekse en veilige uitgang naar de openbare weg. In dit geval moeten maatregelen worden getroffen ter voorkoming van brandverspreiding naar het hogere niveau d.m.v. elementen Rf ½ h en zelfsluitende deuren Rf ½ h.

2.3. Dakwerk.

Het dakwerk heeft een brandweerstand van minstens ½ h of is beschermd door één of meerdere elementen met dezelfde weerstandsgraad.

Wat betreft de isolatie- en waterdichtheidsmaterialen dient men zich te schikken naar de bepalingen van bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1997) tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

Hoofdstuk III. — Algemene voorschriften

3.1 Als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde installaties.

Indien het gebouw of het landgoed waarop het gebouwd is, installaties bevat die ingedeeld zijn als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk krachtens de gewestelijke regelgeving, bepaalt de bevoegde Dienst de eventuele veiligheids-maatregelen om de veiligheid van de gebruikers te verzekeren rekening houdend met de risico's eigen aan die installaties.

3.2. Groep van gebouwen.

De volgende bepalingen zijn van toepassing wanneer binnen eenzelfde landgoed dat tot éénzelfde exploitant behoort, verschillende aparte gebouwen bestemd zijn voor de huisvesting van toeristen.

3.2.1. Vestiging :

De bijgebouwen, luifels, uitspringende daken, delen in uitkraging of andere toevoegingen zijn enkel toegelaten indien daardoor noch de evacuatie en de veiligheid van de gebruikers noch de bewegingsvrijheid van de brandweer in het gedrang gebracht worden.

3.2.2. Toegangswegen :

De gebouwen zijn voortdurend bereikbaar door de voertuigen van de brandweerdiensten. Er wordt voor gezorgd dat in de nabijheid van de gebouwen het stationeren, het in werking stellen en het maneuvreren van het materiaal voor brandbestrijding en van het reddingsmateriaal gemakkelijk kunnen worden uitgevoerd.

De toelichtingen over de bereikbaarheid worden aan het oordeel van de bevoegde brandweerdienst overgelaten.

3.2.3. Bluswaterbevoorrading :

De bluswaterbevoorrading moet voldoende zijn. De bevoorrading kan verzekerd worden met stromend of stilstaand water of met het openbaar waterleidingsnet.

De bluswaterbevoorrading wordt bepaald door de bevoegde brandweerdienst. Die bepaling houdt rekening met het aantal gebouwen en hun vuurbelasting.

Een signalisatie conform de omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandse Zaken van 14 oktober 1975 betreffende de watervoorraden voor het blussen van branden is voorzien.

3.2.4. Opslag van verplaatsbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen :

De verplaatsbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen en de recipiënten die verondersteld worden leeg te zijn moeten in open lucht in een gesloten ruimte of in een lokaal dat voldoende geventileerd is door een hoge en lage verluchting, opgeslagen zijn.

Die ruimten en lokalen zijn voorbehouden voor dat gebruik en zijn niet toegankelijk voor de gehuisveste personen.

Hoofdstuk IV - Vereisten betreffende de brandweerstand

De volgende voorschriften worden gegeven onverminderd de vaststelling van gevaarlijke toestanden wat betreft de brandreactie van de materialen door de territoriale bevoegde brandweerdienst. In dit geval moeten onverwijld gepaste maatgerelen getroffen worden.

4.1. Algemene bepalingen.

De vereisten opgenomen in volgende tabel moeten worden toegepast. De classificering van de bouwmaterialen is conform met de proefmethodes opgenomen in bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

	Vloerbekledingen	Vertikale wandbekledingen	Plafond- en valse plafondbekledingen
Binnen trappenhuizen (overlopen inbegrepen) Evacuatiewegen	A2	A1	A1
Niet hierboven vermelde andere lokalen	A3	A3	A2

4.2. Gebruik van houten plankjes.

Het gebruik van houten plankjes als versieringselement wordt toegelaten voor zover die plankjes worden geplaatst tegen een niet-brandbare drager A0 met de tussenplaatsing van een niet-brandbaar element A0 in de eventuele leegte tussen de drager en de plankjes. Hun gebruik is verboden in de evacuatiewegen.

Hoofdstuk V. — Evacuatie

De plaats, de verdeling en de breedte van de trappen, evacuatiewegen en uitgangen moeten een snelle en gemakkelijke evacuatie van de personen mogelijk maken.

Volgens de aard en het belang van het risico kan de Gewestelijke brandweerdienst maatregelen opgleggen om die doelstelling te bereiken.

Voor de vaststelling van die maatregelen moet de Gewestelijke brandweerdienst rekening houden met de kosten van de uit te voeren werken i.v.t.de waarde van het gebouw en de daaruit voortvloeiende extra veiligheid.

Hoofdstuk VI. — Verwarming, brandstof

6.1. Stookplaats.

Elke verwarmingsketel met een vermogen hoger dan 30 Kw bevindt zich in een stookplaats. De opslag van brandstoffen is daar verboden.

De stookplaats is niet toegankelijk voor de gehuisveste personen.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn ten minste Rf 1h. Elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw en tussen de stookplaats en de opslagplaats voor brandstoffen moet afgesloten zijn door een deurblok Rf ½ h. Die deuren zijn automatisch zelfsluitend. Ze zijn niet voorzien van een toestel om die open te houden.

De stookplaatsen moeten voldoende worden verlucht.

6.2. Verwarmingstoestellen en toestellen voor de productie van sanitair warm water.

6.2.1. De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten zodanig ontworpen en gebouwd zijn dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden t.a.v. lokale omstandigheden. Ze moeten conform zijn met de desbetreffende normen.

6.2.2. De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water d.m.v. verbranding worden in goede staat gehouden, zijn verplicht verbonden aan een leiding met een goede trek en zijn zodanig ontworpen dat ze de totale en regelmatige evacuatie van de verbrandingsgassen verzekeren, zelfs bij maximale afsluiting van de regeltoestellen.

6.2.3. De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten gebouwd zijn met niet-brandbare materialen en behoorlijk onderhouden zijn.

6.2.4. De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd zijn op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

6.2.5. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten worden gebouwd volgens de regels der kunst en voldoen aan volgende voorwaarden :

— de luchttemperatuur op de distributiepunten mag niet hoger zijn dan 80 °C;

— de warmeluchtleidingen moeten volledig gebouwd zijn met niet-brandbare materialen.

6.2.6. Beweeglijke verwarmingsapparaten zijn verboden.

6.2.7. Het materieel van de elektrische verwarmingsinstallaties draagt het CEBEC- of EG-label.

6.3. Aardgas.

Indien de bandstof bestaat uit aardgas, moet de installatie volgens haar type conform zijn met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », of met NBN D 51-004 ″Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties″.

De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

6.4. Vloeibaar gemaakt petroleumgas.

Indien de brandstof bestaat uit vloeibaar gemaakt petroleumgas, moet de installatie conform zijn met de code van goede praktijk; de gasflessen worden buiten geplaatst. De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

Het gebruik en de opslag van beweeglijke recipiënten van vloeibaar gemaakt petroleumgas, zelfs leeg, is strikt verboden in alle lokalen.

De gasflessen worden buiten de lokalen geplaatst en beschut tegen het onweer.

6.5. Vloeibare brandstof

Indien de brandsftof vloeibaar is, moet de installatie conform zijn met de regels der kunst en voldoen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof.

Alle luchttanken zijn geplaatst in een waterdichte kuip met een capaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume.

De olietank is buiten geplaatst of in een lokaal dat voldoet aan de hierna bepaalde criteria wanneer zijn capaciteit gelijk of hoger is dan 3 000 l.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn ten minste Rf 1h. Elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw en tussen de stookplaats en de opslagplaats voor brandstoffen moet afgesloten zijn door een deurblok Rf ½ h. Die deuren zijn automatisch zelfsluitend. Ze zijn niet voorzien van een toestel om die open te houden.

Het lokaal moet voldoende verlucht worden.

6.6. Hout, vaste brandstof.

Indien de brandstof bestaat uit vloeibaar of vast hout, moet de installatie conform zijn met de regels der kunst wat betreft de isolatie van de rookpijp i.v.t. de rest van het gebouw. De centrale verwarmingsinstallaties moeten voldoen aan de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 6 januari 1978.

Hoofdstuk VII. — Bijzondere voorschriften voor haarden en open haarden

De installatie van haarden en open haarden is toegelaten mis de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de installatie van de vuurhaard en de schoorsteen wordt uitgevoerd overeenkomstig de regels der kunst, met name wat betreft de isolatie van de vuurhaard en de rookpijp i.v.t. de rest van het gebouw;

de installatie is voorzien van een vonkenvanger;

— gebruiks- en veiligheidsinstructies worden aangeplakt.

Hoofdstuk VIII. — Signalisatie

De plaats van elke uitgang en nooduitgang alsook de richting van de wegen, gangen en trappen naar die uitgangen zijn aangegeven d.m.v. reddingssignalen voorzien in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 en zijn bijlagen.

Hoofdstuk IX. — Veiligheidsverlichting

Een veiligheidsverlichting moet worden geïnstalleerd in de gangen, trappenhuizen, gemeenschappelijke woonruimten.

In dit geval moet de installatie conform zijn met de NBN C71-100 (Installatieregels en instructies voor de controle en het onderhoud), CEI-EN-60 598-2-22 (autonome blokken van veiligheidsverlichting) en NBN EN 1838 (Veiligheidsverlichting).

Hoofdstuk X. — Bericht

Bij gebrek aan publieke telefooncel in de omgeving van het gebouw moet de dienst 100 altijd kunnen worden bereikt d.m.v. een telefoonpost die ter beschikking van de huurders is gesteld.

Een bericht aangeplakt in elk gebouw geeft de plaats van de telefoonpost aan alsook de oproepnummers. Die nummers bevinden zich ook op de telefoonposten.

Hoofdstuk XI. — Alarm

Die wordt verricht door de brandetectie.

Hoofdstuk XII - Waarschuwingstoestellen

Waarschuwingstoestellen moeten in voldoende aantal worden geïnstalleerd om de bewoners het evacuatiebevel te kunnen geven.

Het waarschuwingstoestel moet hoorbaar zijn vanuit elk punt van gebouw en blijven werken bij stroomonderbreking tijdens ½ uur. Een bedieningspunt van het toestel is voorzien op elk niveau.

Hoofdstuk XIII. — Blusmiddelen

Elk gebouw moet ten minste beschikken over :

— een blusapparaat dat conform is met de vigerende normen van een halve bluseenheid per niveau toegankelijk voor gehandicapte personen;

— een blusdeken conform met de norm NBN-EN-1869 in de keuken;

— een automatische blusinstallatie ter bescherming van de oliebranders met stroomafsluiting en geluidssignalen bij inwerkingstelling.

Voor de vaststelling van de geplande uitrusting raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Hoofdstuk XIX. — Onderhoud en controle

14.1. Algemeen.

14.1.1 De technische uitrusting wordt in goede staat gehouden. De exploitant is verantwoordelijk voor de periodieke controle van die uitrusting door bevoegde personen of instellingen.

14.1.2 De exploitant zorgt ervoor dat de inspecties, onderzoeken en controles, met name die waarvan sprake in artikel 14.2, worden uitgevoerd en dat een proces-verbaal daarvan wordt opgemaakt. De datums van de controles en de vaststellingen die in de loop daarvan werden gemaakt, worden opgenomen in een dossier dat ter beschikking van de Burgemeester of zijn afgevaardigde wordt gesteld. Dat verslag vermeldt de conformiteit met de regelgeving.

14.2. Periodieke controles.

14.2.1 Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting.

De elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting van het gebouw voldoen aan de voorschriften van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties (arrêté royalE.I.).

Onverminderd de voorschriften van die regelingen worden bovenbedoelde elektrische installaties gecontroleerd door een instelling erkend door het Ministerie van Economische Zaken voor de controle op elektrische installaties :

— bij hun indienststelling en telkens als belangrijke wijzigingen daaraan worden aangebracht of bij gebrek binnen het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit;

— om de 5 jaar.

Het doel van bovenbedoelde controles is de conformiteit van de installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting met de voorschriften van deze regeling te verifiëren.

De werking van de eventuele veiligheidsverlichting moet periodiek en minstens om de 6 maanden worden gecontroleerd door de exploitant.

14.2.2. Verwarmingsinstallaties.

Onverminderd de bepalingan van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof, worden de verwarmings- en airconditioningsinstallaties jaarlijks onderzocht door een erkende bevoegde technicus.

De afvoerpijpen voor rook en verbrandingsgassen moeten altijd in goede staat worden gehouden.

12.2.3 Met brandbaar gas gevoede installaties.

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropaan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders, wordt elke nieuwe of gedeeltelijk vernieuwde of herstelde installatie onderzocht vóór de in bedrijfstelling ervan, volgens de voorschriften van de Belgische normen en de regels van goede praktijk.

Bovenvermelde controle wordt om de vijf jaar uitgevoerd door een daartoe uitgeruste instelling die onafhankelijk is van de installateur. Die controle bevat een waterdichtheidsproef met drukproef tijdens een minimumduur van 20 minuten met open afsluitkranen.

14.2.4. Onderhoud van de met brandbaar gas gevoede installaties.

Die installaties en de daarop aangesloten apparaten worden elk jaar onderhouden door een gekwalificeerde installateur.

Dat onderhoudt heeft o.a. als doel :

— de verificatie en reiniging van de branders;

— de verificatie van de beschermings- en regulatietoestellen;

— de verificatie van de waterdichtheid van de installatie;

— het bezoek en indien noodzakelijk de reiniging van de afvoerpijpen voor verbrandingsgassen.

14.2.5. Blusmiddelen.

De uitbater draagt er zorg voor dat de blustoestellen jaarlijks nagezien en onderhouden worden door een gespecialiseerde firma.

14.2.6. Filters en afvoerwegen van keukenafzuigkappen.

De exploitant zorgt ervoor dar de vetfilters en afvoerwegen van de keukenafzuigkappen minstens jaarlijks worden onderhouden.

14.2.7. Schoorstenen en afvoerpijpen.

De schoorstenen en afvoerpijpen worden één keer per jaar schoongemaakt door een gekwalificeerde technicus.

14.2.8. Installatie voor branddetectie door punctuele voeler.

De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden in ontvangst genomen zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″. De controles moeten echter betrekking hebben op het geheel van de installaties (voelers, centrales, versterkingstabellen, stuurinstallaties, enz.).

De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden jaarlijks onderhouden, nagezien en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″.

14.2.9. Alarminstallaties :

Die installaties worden jaarlijks nagezien en onderhouden door een gekwalificeerde installateur.

14.2.10. Brandwerende deuren en deurtjes :

De exploitant zorgt voor de goede werking van de zelfsluitende of bij brand zelfsluitende deuren, deurtjes, Hij zorgt ook voor het regelmatig onderhoud ervan.

Hoofdstuk XV. — Exploitatievoorschriften.

15.1. Algemeen.

Afgezien van wat voorzien is in deze regelgeving, neemt de exploitant alle nodige maatregelen met het oog op de bescherming van alle personen tegen brand, paniek en ontploffingen.

De opmerkingen die tijdens de periodieke controles werden geformuleerd, moeten zo spoedig mogelijk aanleiding geven tot de nodige verbeteringen.

De omtrek van de plaatsen waar brandbestrijdingsapparaten geïnstalleerd zijn, moeten steeds vrij blijven zodat die apparaten onverwijld kunnen worden gebruikt.

15.2. Autonome branddetectie.

De exploitant zorgt voor de goede werking van de autonome rookdetectors minstens één keer voor elke huur. Tot dat einde houdt hij rekening met de aanwijzing van de fabrikant.

15.3. Kookapparaten.

Kooktoestellen en vloeistofverwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal. Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandbaar gas mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen.

Bij gebruik van een buigzame leiding voor de aansluiting van het fornuis op de gasdistributieinstallatie, moet die jaarlijks worden vervangen. Haar lengte wordt beperkt tot 1,5 meter. Elk uiteinde is uitgerust met spanringen.

15.4. Veiligheidsinstructies.

De exploitant handelt als een goed huisvader en verbindt zich ertoe de gehuisveste personen op de hoogte te brengen van de werking van de installaties en de brandveiligheidsinstructies die in acht moeten worden genomen in het gebouw. Die hangen af van de capaciteit, de uitrusting en de organisatie van de kamers van het gebouw.

Bij aanwezigheid van een haard of open haard worden gebruiks- en veiligheidsinstructies aangeplakt ten dienste van de gehuisveste personen.

Veiligheidsinstructies in de drie nationale talen en in het Engels, eventueel vervangen door pictogrammen en duidelijk zichtbaar geplaatst in het gebouw geven de aan te nemen gedragslijn in geval van brand. Ze vermelden de naaste publieke of privé-telefoonpost.

Het personeel en in het bijzonder het nachtwachtpersoneel wordt getraind op de bediening van blusmiddelen en wordt ingelicht over de gebruiksvoorwaarden daarvan. Dat personeel krijgt ook een algemene opleiding inzake onheilpreventie.

Voor groeperingen van gebouwen moet een dossier bestemd om de hulpploegen te informeren de plaats vermelden van o.a. :

— de trappen en evacuatiewegen;

— de beschikbare blusmiddelen;

— de algemene tabel van het brand- en alarmdetectiesysteem;

— de stookplaats;

— in voorkomend geval de installaties en lokalen met bijzondere risico's;

— de algemene vestiging van de gebouwen, toegangswegen, waterhulpbronnen en stroomonderbrekingsapparaten.

Dat dossier wordt bijgehouden.

15.5. Bescherming tegen vallen.

De putten, tanken, bekkens, reservoirs en een of andere openingen, wanneer ze gevarlijk zijn voor de gebruikers, moeten voldoende open zijn of omringd zijn met stevig vastgemaakte borstweringen, van minstens 1 meter hoog.

De raam- en deuropeningen en andere openingen in de muren waarvan de drempel op minder dan 70 cm boven de vloer naar de binnenkant ligt en op meer dan 1,50 m boven de grond naar de buitenkant, moeten beschermd worden door stevig vastgemaakte borstweringen van minstens 1 meter hoog.

De trappen moeten voorzien zijn van stevige leuningen die geplaatst zijn op een minimale hoogte van 0,75 m aan de kant met een eventueel valrisico. Wanneer de breedte van de trappen hoger is dan 1,50 m of wanneer een valrisico bestaat aan beide kanten, zijn de leuningen dubbel.

De leuningen moeten zo vervaardigd zijn dat de kinderen niet kunnen binnensluipen tussen de spijlen. Hetzelfde geldt voor de leuningen wanneer een valrisico bestaat.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 7

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

2. Algemeen.

Deze bepalingen zijn van toepassing onverminderd de toepasselijke normen en algemene of bijzondere bepalingen en met name :

het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995);

— de Codex over het welzijn op het werk (Codex);

— het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming (A.R. A.B.);

— bijlage 9 bij dit besluit tot vaststelling van de normen voor het onderhoud, de controle en het gebruik;

— het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

2.1. Doel van die bepalingen.

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

a) het voorkomen van branden;

b) de veiligheid van personen;

c) het voorkomen van problemen bij de tussenkomst van de brandweerdiensten.

2.2. Door de exploitant te treffen maatregelen.

De exploitant treft de gepaste maatregelen om :

a) branden te voorkomen;

b) elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;

c) in geval van brand :

— de gehuisveste personen in staat te stellen de alarm te slaan;

— de veiligheid van de personen te verzekeren en in voorkomend geval die snel en zonder gevaar te evacueren;

— de territoriaal bevoegde brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied.

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Tussen 10 en 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A					*	
Inrichting van het type B			*		*	

Deze normen zijn van toepassing voor zover ze bijzonderheden geven of hetzij meer dwingend zijn dan de basisnormen of specifiek zijn voor de gebouwen bestemd voor huisvesting.

Overeenkomstig bovenstaande tabel bepalen ze de voorwaarden betreffende het ontwerpen, de bouw en de inrichting van de gebouwen of gedeelten daarvan voor de opvang van een inrichting van type B met een maximale capaciteit hoger dan 9 personen of een inrichting van type A met een maximale capaciteit hoger dan 15 personen.

1.5. Terminologie.

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.4.2. Deze terminologie wordt aangevuld als volgt :

Positieve veiligheid : De installaties worden geacht in positieve veiligheid te werken als de veiligheidsfunctie van die installaties of apparaten blijft werken wanneer de energiebron en/of het voedings- en/of bedieningsapparaat gebrekkig is/zijn.

Flat : Elke toeristische logiesverstrekkende inrichting met minstens één plaats voor de voorbereiding van maaltijden door de gehuisveste personen.

1.5. Nummering van de niveaus

1.5.1. Een ordenummer wordt toegekend aan elk niveau met inachtneming van volgende regels :

— de verschillende niveaus vormen een ononderbroken opeenvolging;

— één van de niveaus heeft het nummer 0;

— de niveaus beneden het niveau 0 hebben een negatief ordenummer;

— de niveaus boven het niveau 0 hebben een positief ordenummer.

1.5.2. Op elk niveau moet het ordenummer daarvan :

— ingeschreven zijn ten minste op één van de wanden van de overlopen van de trappenhuizen en van de liften;

— leesbaar zijn vanuit de liftkooi bij het stilstaan daarvan.

1.5.3. In de liften is het ordenummer van de niveaus ingeschreven naast de overeenstemmende bedieningsknop. Bovendien staan de woorden ″uitgang″ en ″nooduitgang″ vermeld naast de ordenummers van de niveaus met uitgangen en nooduitgangen.

1.6. Proef- en classificatiemethoden voor producten in een andere lid-Staat van de Europese Unie

Indien het wordt vastgesteld d.m.v. bewijsstukken dat een product voldoet aan de vereisten van dit besluit volgens gelijkwaardige proef- en classificatiemethoden die geldig zijn in een andere lid-Staat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de in deze bijlage vastgestelde technische vereisten.

1.7. Certificering van materialen en installaties.

Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling alsook de proeflaboratoria en van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 en voorzover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en/of materiaal bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaand aan de uitvoering van de installatie of het gebruik van het materieel :

— de installaties en/of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten gecertificeerd zijn door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van producten overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45011;

— de installaties en/of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten worden geplaatst door installateurs die gecertificeerd zijn door een certificeringsionstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van personen overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lidstaat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45013.

Hoofdstuk II. — Vestiging, bouw en uitrusting

2.1. Compartimentering van de lokalen

2.1.1. De oppervlakte van een gebouw, gemeten tussen de binnenkanten van de wanden die het afbakenen, is lager dan 1 250 m^2.

2.1.2. Elk geheel van 20 kamers of van lokalen bestemd voor de huisvesting van maximum 40 personen verdeeld op éénzelfde niveau wordt omringd door binnenwanden met een graad Rf 1 h, behalve voor lage gebouwen met één enkel niveau waar Rf gelijk is aan ½ h.

De wandopeningen zijn gesloten d.m.v. zelfsluitende deuren Rf ½ h.

2.2. Lokalen gelegen beneden het laagste evacuatieniveau.

Beneden het laagste evacuatieniveau :

— mag geen individuele of collectieve slaapkamer gelegen zijn;

— mag enkel het naaste niveau lokalen bevatten die bestemd zijn voor huisvesting.

2.3.Aantal trappenhuizen.

Het aantal trappenhuizen wordt vastgesteld met inachtneming van :

— het aantal gehuisveste personen boven het naaste evecuatieniveau;

— de voorschriften betreffende de maximale afstanden voor toegang tot het naaste trappenhuis of de naaste evacuatieweg.

Op de evacuatieniveaus leiden de trappen naar een uitgang hetzij rechtstreeks, hetzij via een zo kort mogelijke evacuatieweg die voldoet aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd).

Op de benedenverdieping kunnen de ontvangsthal en haar directe bijgebouwen ingesloten zijn in het compartiment van één van de trappenhuizen of van de evacuatieweg : dit impliceert permanente beschermingsmaatregelen tegen brand.

2.4. Verticale binnenwanden

De verticale binnenwanden die een kamer of een flat afbakenen, hebben een Rf van minstens ½ h.

Voor de binnenwanden van de evacuatiewegen en de deuren die ertoe leiden, zie het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd).

2.5. Deuren.

De deuren van de evacuatiewegen alsook de deuren die leiden buiten het gebouw moeten altijd kunnen worden geopend met het oog op de evacuatie. Die deuren kunnen gegrendeld zijn met inachtneming van volgende voorwaarden : - Elektrische ontgrendeling vanuit een altijd toegankelijke plaats (wachtkantoor, onthaal, enz); - Automatische ontgrendeling in geval van branddetectie, alarm en stroomstoring; - Installatie uitgevoerd volgens de principes van de positieve veiligheid.

2.6. Niet-vlottende bekledingsmaterialen die gebruikt worden als thermische of geluidsisolatie of als versiering.

Men dient zich te schikken naar de voorschriften van bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1997).

2.7. Dakwerk.

Men dient zich te schikken naar de voorschriften van bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1997).

2.8. Bouwvoorschriften betreffende de compartimenten en de doorgangen die bij evacuatie gebruikt moeten worden.

2.8.1. Aantal trappen

In elk geval moet iedere bewoonde verdieping beschikken over ten minste twee verschillende evacuatiewegen die over de hele hoogte van het gebouw zelfstandig van elkaar zijn.

In elk geval zijn de trappenhuizen zodanig en in zo'n hoeveelheid opgericht dat de voorschriften van het koninklijk besluit in acht worden genomen.

In elk geval moeten de verdiepingen voorzien zijn van ten minste één binnentrap. Bijkomende trappen mogen buitentrappen zijn.

In de gebouwen van type 2 moet een compartiment voorzien zijn van ten minste twee trappenhuizen.

In de gebouwen van type 1, in akkoord met de territoriaal bevoegde brandweerdienst, mogen de verdiepingen waar minder dan 20 bewoners ondergebracht worden, alleen voorzien zijn van één trappenhuis voorzover een tweede evacuatieweg bestaat.

2.8.2. Ventilatie van de binnentrappenhuizen

Het handbedieningstoestel is duidelijk zichtbaar in akkoord met de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

2.9. Bouwvoorschriften betreffende sommige technische lokalen en ruimten.

2.9.1.Linnenkamers van meer dan 2 m^2, washokken, archiefdepots en werkplaatsen.

Die lokalen zijn gelegen buiten de voor de bewoners toegankelijke compartimenten.

Als het onmogelijk is, in akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer en met inachtneming van volgende voorschriften, mogen die lokalen gelegen zijn in de voor de bewoners toegankelijke compartimenten.

Het betrokken lokaal wordt omringd door binnenwanden die aan volgende voorschriften voldoen :

— Rf 1 h;

— De openingen in die wanden worden gesloten door Rf ½ h-zelfsluitende deuren;

— Als ze niet worden bewoond, worden die lokalen afgesloten.

2.9.2. Mantelbuizen

Stortkokers en mantelbuizen voor de afvoer van linnen zijn verboden.

2.9.3. Gemeenschappelijke keukens

2.9.3.1. Bakovens en vloeistofverwarmers zijn gelegd op draagsteunen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

2.9.3.2. Afvoerkanalen voor verbrandingsgassen en dampen.

De afvoerkanalen voor verbrandingsgassen en dampen zijn vervaardigd uit materialen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. De dichtheid van deze kanalen wordt verzekerd tot een temperatuur van 800 °C.

De verbrandingsgassen en dampen worden langs deze kanalen, die niet mogen verbonden zijn met andere leidingen, uit het gebouw gedreven.

De niet-geïsoleerde kanalen liggen ten minste 45 cm van elk niet-afgeschermd brandbaar materiaal.

De binnenzijde van de kanalen is glad en weerstaat aan de werking van scheikundige produkten die normaal in de af te voeren verbrandingsgassen en dampen aanwezig zijn.

De kanalen moeten gemakkelijk kunnen worden gereinigd.

Te dien einde zijn er eventueel openingen in aangebracht.

Met uitzondering van de gemeenschappelijke keukens, zijn de kanalen die uit de keukens komen, ofwel aan de buitenkant van de gebouwen stevig vastgemaakt, hetzij in mantelbuizen gezet waarin geen andere leidingen lopen en waarvan de wanden een weerstand tegen brand hebben van ten minste twee uur. In dit laatste geval hebben de deurtjes of de toegangsdeuren voor het nazicht en de reiniging een weerstand tegen brand van ten minste één uur.

2.9.4. Opslagplaats voor huisvuil

Het lokaal is voorzien van een automatisch hydraulisch blussingssysteem.

Die voorschriften mogen niet van toepassing zijn op de instellingen onder de volgende voorwaarden :

— het huisvuil wordt opgeslagen in een metalen container met een zelfsluitend deksel;

— de container wordt alleen te dien einde gebruikt en is gelegen op minstens 5 m van elke opening van ieder gebouw.

2.10. Liften en goederenliften.

2.10.1. In geval van alarm worden de liften automatisch teruggeroepen naar het evacuatieniveau en worden ze stopgezet. De deuren van de liften met een automatische opening worden opengehouden.

2.10.2. Voor hydraulische liften wordt de informatie betreffende de uitschakeling van de installatie overgebracht naar de branddetector.

2.11. Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie

2.11.1. De apparatuur en de gebruikstoestellen moeten voldoende veiligheidswaarborgen bieden.

Deze vereiste wordt als voldoende beschouwd wat betreft onder meer de apparatuur en de gebruikstoestellen die aan Belgische normen voldoen.

2.11.2. De toestellen die zorgen voor de normale kunstmatige verlichting van de bij evacuatie gebruikte ruimten, zijn vastgehecht. Als ze van een uurwerk afhangen, moet men zorgen voor een progressieve storing van de verlichting zodanig dat die opnieuw mag aangestoken worden zonder ooit in de duisternis te zijn.

2.12. Installaties met vloeibaar gemaakte petroleumgassen

2.12.1 Algemeen

2.12.1.1. De installaties met vloeibaar gemaakte petroleumgassen voldoen aan de desbetreffende voorschriften, normen, vakmanskunst, technische eisen en richtlijnen.

2.12.1.2. De hulpstukken zoals kranen, kleppen, deksels, veiligheidsventielen, ontspanners, enz., zijn geschikt voor het gebruik van vloeibaar gemaakte petroleumgassen.

2.12.1.3. Het gebruik van commerciële butaan in verplaatsbare flessen is verboden.

2.12.1.4. In de gebouwen bedraagt de maximaal toegelaten bedrijfsdruk 1,5 bar.

2.12.1.5. In de gebouwen is de installatie zodanig opgericht dat, zelfs per ongeluk, de druk in de leidingen de bedrijfsdruk niet overschrijdt met meer dan 50 %.

2.12.1.6. Een afsluitkraan ligt vlakbij de plaats waar de leiding het gebouw binnenkomt. Deze afsluitkraan moet buiten het gebouw en zijn ingangen liggen. De plaats waar deze kraan ligt is gemakkelijk te vinden.

2.12.1.7. De handelingen voor het plaatsen of vervangen van verplaatsbare recipiënten worden zo veilig mogelijk uitgevoerd. Na deze handelingen wordt de dichtheid van de buizen en koppelingen nagegaan.

2.12.2. Installaties die gas in vaste reservoirs gebruiken

2.12.2.1. Ongeacht hun inhoud, voldoen de opslagplaatsen met vaste reservoirs voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen aan de voorschriften van het desbetreffende koninklijk besluit van 21 oktober 1968.

2.12.2.2. Ter toepassing van de regelgeving wordt bovendien een machtiging vereist voor opslagplaatsen met vaste reservoirs met een inhoud van 300 liter en meer (gemeten in liter water). Onverminderd de voorschriften van voormelde paragraaf, moeten deze opslagplaatsen ook voldoen aan de eventuele vereisten van de machtigingsbesluiten.

2.12.2.3. De gebouwen met lokalen die bestemd zijn voor bewoners, zijn zowel verwijderd of gescheiden van de eventuele verdampingsinfiltraties als van andere gebouwen of door derden bewoonde lokalen.

2.12.3. Installaties die gas in verplaatsbare recipiënten gebruiken

2.12.3.1. De verplaatsbare recipiënten voldoen aan de voorschriften van het ″Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming″.

2.12.3.2. De opslagplaatsen met verplaatsbare recipiënten met een totale inhoud (in liter water) van 500 liter of meer moeten gemachtigd zijn overeenkomstig het ″Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming″ en moeten voldoen aan de eventuele vereisten van de machtigingsbesluiten.

2.12.3.3. Veiligheidsmaatregelen voor verplaatsbare recipiënten

2.12.3.3.1. De verplaatsbare recipiënten mogen niet in de gebouwen gelegd worden met uitzondering van die waarvan de hoeveelheid grondstof niet hoger is dan 3 kilo's. Buiten de gebouwen zijn zij op minstens 1,5 m van vensters en 2,5 m van deuren gelegd.

2.12.3.3.2. De verplaatsbare recipiënten staan steeds rechtop, op een niveau dat niet lager ligt dan de omliggende grond, en op minstens 2,5 m afstand van elke kelderopening of ingang naar een ondergrondse plek. Zij moeten tegen omvallen beschermd zijn.

2.12.3.3.3. Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,5 m van de verplaatsbare recipiënten.

2.12.3.3.4. Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

— mogen enkel vervaardigd zijn uit ontbrandbare materialen;

— zijn voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan.

2.12.3.3.5. Koppeling van de verplaatsbare recipiënten aan de distributieleiding.

Ten einde het leeglopen van de leiding bij het vervangen van een leeg recipient door een vol te vermijden, is een afsluitsysteem aangebracht op de leiding van elke verplaatsbare recipiënt. Dit apparaat mag bestaan hetzij uit een klep of een terugslapklep, hetzij uit een omkeerklep als de voorziening langs twee recipiënten gebeurt.

2.12.4. Leidingen

2.12.4.1. De leidingen zijn vervaardigd uit buizen van naadloos staal, koper of koperlegering, sterk genoeg om te weerstaan aan een bedrijfsdruk van 20 bar.

De buisstukken waaruit de distributieleiding bestaat, zijn aan elkaar gezet door :

— autogeenlassing;

— een soldeernaad waarvan het smeltpunt van het mengsel op minstens 500 °C ligt.

Nochtans wordt het gebruik toegelaten van mechanische koppelingen die bestemd zijn voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen, in hoeverre dit nodig is voor het demonteren en hermonteren.

2.12.4.2. De distributieleidingen moeten binnen de gebouwen zo gelegd zijn, dat zij over hun ganse lengte kunnen geïnspecteerd worden, behalve daar waar zij in voeringen moeten gelegd zijn. Doeltreffende maatregelen zijn getroffen om deze leidingen te beschermen tegen corrosie.

2.12.4.3. De leidingen mogen niet gelegd zijn :

— in de kanalen voor afvoer van rook of verbrandingsgassen, zelfs als deze niet gebruikt worden;

— in de schachten van de liften, lasten- of bordenliften;

— in de ventilatie- of verwarmingsmantelbuizen.

Zij mogen evenmin door voormelde kanalisaties of mantelbuizen lopen, noch door watergoten of rioolmonden. De distributieleidingen zijn gelegd op minstens 5 cm afstand van andere kanalisaties en mogen niet in verbinding staan met de afvoerkanalen voor rook en verbrandingsgassen.

2.12.4.4. De distributieleidingen mogen niet door ruimten lopen waar een lek bijzonder gevaarlijk kan zijn, hetzij door de bestemming van deze ruimte, hetzij door hun onvoldoende ventilatie. Indien dit nochtans niet kan vermeden worden, mogen de buizen van geen enkel mechanisch koppelstuk voorzien zijn over heel de lengte waarvan sprake.

2.12.4.5. Voeringen

De voeringen zijn uit één stuk en hebben een voldoende mechanische weerstand. Zij zijn verplicht voor alle leidingen die door wanden steken.

De voeringen voor de gasdistributie mogen geen andere leiding bevatten.

2.12.5. Gebruikstoestellen.

2.12.5.1. Voor de voorziening van de gebruikstoestellen worden enkel onbuigzame buizen gebruikt.

Op de aanvoerleiding van elk gebruikstoestel staat een stopkraan. Deze kraan moet gemakkelijk bereikbaar zijn en ligt vlakbij het bediende toestel.

Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze kraan is gemakkelijk te bereiken en ligt op minder dan 15 m van het eerste toestel.

De nodige maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen gebruikt worden.

2.12.5.2. Elk gebruikstoestel is aangepast aan de aard en druk van het gas. De toestellen komen overeen met het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen. Alle verwarmings- en kooktoestellen die zijn verbonden met de gasinstallatie, zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

2.12.5.3. In de lokalen waar één of meer toestellen zijn geïnstalleerd, zijn afdoende maatregelen getroffen, niet alleen voor een goede ventilatie, maar ook voor :

— een voldoende aanvoer van verse lucht, om de lucht te vervangen die door de gasverbranding werd opgebruikt;

— een voldoende afvoer van de verbrandingsgassen buiten de gebouwen.

Afvoerleidingen zorgen voor het uitdrijven van de verbrandingsproducten die voortkomen uit de in de keukens gebruikte toestellen.

2.13. Installaties bevoorraad met brandbaar gas dat lichter is dan de lucht en dat langs leidingen wordt gevoerd

2.13.1. Aansluiting op het distributienet

Op elke buis waarbij de instelling aangesloten wordt op het distributienet, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats waar deze kraan (kranen) ligt (liggen) is gemakkelijk te vinden.

2.13.2. Voeringen

De voeringen zijn onafgebroken en hebben een voldoende mechanische weerstand. Ze zijn verplicht voor alle buizen in de wanddoorvoering.

Geen andere leiding mag de voering van een gasbuis gebruiken.

2.13.3. Gebruikstoestellen

De buisleiding van de gebruikstoestellen bestaat uitsluitend uit onbuigbare elementen. Zonder dat men daarom niet meer verplicht is een stopkraan op de aanvoerbuis van elk gebruiktoestel te plaatsen wanneer verschillende gebruikstoestellen in eenzelfde lokaal zijn geïnstalleerd, wordt een verdelingskraan gelegd op de buisleiding die het geheel van deze toestellen bevoorraadt. Deze gemakkelijk bereikbare kraan ligt op minder dan 15 m van het eerste bediende toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

De toestellen stemmen overeen met het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen. Alle verwarmings- en kooktoestellen die verbonden zijn met de gasinstallatie, zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

2.14. Installaties voor verwarming en klimaatregeling.

2.14.1. Algemeen.

2.14.1.1. Terminologie

2.14.1.1.1. Installatie van centrale verwarming : verwarmingsinstallatie waarvan de warmtebron(nen) de energie van een fluïdum opvoert, en deze vervolgens overbrengt naar de lokalen die moeten worden verwarmd.

2.14.1.1.2. Lokaal verwarmingsapparaat : toestel met een warmtebron dat geïnstalleerd is in het te verwarmen lokaal.

2.14.1.1.3. Centrale installatie voor klimaatregeling : regelingsinstallatie waarbij de verwerkte lucht vervoerd wordt naar de verschillende lokalen die moeten worden geklimatiseerd of verlucht.

2.14.1.1.4. De centrale verwarmings- of klimaatregelingsinstallaties voldoen aan de voorschriften, grondregels van de bouwkunst en technische richtlijnen betreffende de centrale verwarming, de ventilatie en de klimaatregeling, die op de datum van oprichting van de installaties van kracht zijn.

2.14.2. Centrale verwarmingsinstallaties.

2.14.2.1. De warmtebronnen zijn opgericht in stookplaatsen die voldoen aan de vereisten van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd).

2.14.2.2. De warmtebronnen met automatische ontsteking waarin een vloeibare brandstof gebruikt wordt, zijn uitgerust met veiligheidstoestellen overeenkomstig de norm EN 230 ″Verstuivingsstookoliebrander uit één stuk - veiligheids-, aandrijvings- en regelingsvoorschriften″ en EN 264 ″Veiligheidsvoorschriften voor verbrandingsinstallaties die vloeibare brandstoffen gebruiken - veiligheidsvereisten - proeven″.

2.14.2.3. De warmtebronnen met een automatische ontsteking die een brandbaar gas gebruiken, zijn uitgerust met een toestel :

— dat de toevoer van brandstof naar de brander automatisch afsluit bij het stilvallen van de brander, bij oververhitting of overdruk in de wisselaar;

— dat alle toevoer van brandstof afsluit bij toevallig uitdoven van de waakvlam.

De toestellen stemmen overeen met het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen.

2.14.1.1. Centrale verwarmingsinstallaties met warme lucht.

2.14.2.4.1. In de warmtebronnen heeft de lucht voortdurend een hogere druk dan het gas dat circuleert in de ketelhaard.

2.14.2.4.2. Niet toegelaten worden :

— de verwarming met rechtstreekse verbranding in de rond te stuwen lucht;

— de verwarming met een uitwisseling van warmte met een vloeistof of stoom waarvan de temperatuur hoger is dan 180 °C.

2.14.3. Plaatselijke verwarmingstoestellen.

De plaatselijke toestellen die zorgen voor bijkomende of aanvullende verwarming, werken elektrisch en voldoen aan volgende vereisten :

— er mag geen enkel contact zijn, zelfs toevallig, tussen om het even welk voorwerp en de verwarmende weerstanden;

— de temperatuur van de lucht aan de uitlaat mag niet hoger zijn dan 80 °C;

— de temperatuur van de uitwendige en bereikbare delen van het toestel mag in geen geval hoger zijn dan 70 °C.

2.14.4. Centrale installaties voor klimaatregeling.

De groepen voor de luchtbehandeling zijn geïnstalleerd in daarvoor bestemde lokalen en voldoen aan de voorschriften betreffende de stookplaatsen.

Bovendien zijn maatregelen getroffen om te vermijden dat dampen van de koelvloeistof rechtstreeks of onrechtstreeks andere lokalen van de inrichting zouden doordringen.

2.14.5. Gemeenschappelijke voorschriften :

Die voorschriften zijn van toepassing op de installaties voor verwarming door warme lucht en op de centrale klimaatregelingsinstallaties.

2.14.5.1. De leidingen voor de luchtcirculatie zijn vervaardigd uit materialen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

2.14.5.2. De gevoerde lucht mag niet voortkomen uit de stookplaatsen, noch uit lokalen waar bijzonder brandgevaar bestaat.

2.14.5.3. Om te vermijden dat, bij brand, de rook de nog niet door het vuur aangetaste lokalen zou doordringen langs de luchtleidingen, zijn aangepaste toestellen gelegd.

2.14.5.4. Waar de gebruikte leidingen de bediende lokalen doordringen, mag de temperatuur van de gevoerde lucht niet hoger zijn dan 80 °C.

2.14.5.5. Bij abnormale stijging van de temperatuur van het verwarmde fluïdum, legt een veiligheidstoestel de ventilatoren stil, en al naar gelang het geval :

— dooft de warmtebron of zet de waakvlam aan van de warmtegeneratoren;

— snijdt de elektrische stroom af van de groepen voor luchtbehandeling.

Dit automatisch mechanisme is ontdubbeld door handbedieningen die oordeelkundig op ten minste twee plaatsen van de inrichting zijn gelegd.

Deze handbedieningen zijn gelegd buiten de lokalen waar de stookplaats of de groep voor luchtbehandeling zijn geïnstalleerd. Bovendien is één van de handbedieningen opgericht in een lokaal of ruimte die rechtstreeks van buitenuit kan betreden worden. Panelen in het wit met rode letters of tekens :

— duiden de plaats aan waar de voornoemde handbedieningen liggen;

— verstrekken de nodige inlichtingen om deze handbedieningen te kunnen gebruiken en om eventueel andere acties te kunnen verrichten.

2.14.5.6. De gedeelten van de luchtomloop in ″onderdruk″, zoals filterkamers, schachten, enz., zijn voldoende dicht om de insijpeling van rook en gassen te voorkomen uit de lokalen waarlangs de omloop is geleid.

2.14.5.7. De elektrische motoren zijn gemakkelijk bereikbaar voor onderhoud.

Wanneer een motor geïnstalleerd is in de luchtomloop, heeft hij ten minste een bescherming IP4 X (NBN C 20-001). Bovendien zijn de wikkelingen beschermd door een ingebouwde thermische beveiliging die de aanvoer van elektrische stroom naar de motor afsnijdt bij oververhitting.

De ingebouwde thermische beveiliging is niet vereist voor motoren van 0,36 kW en minder.

2.14.5.8. De mondingen voor het aanzuigen of afvoeren van lucht naar buiten zijn zodanig gelegd dat geen vast brandbaar bestanddeel kan indringen en dat het brandgevaar van buiten vermeden wordt.

Deze mondingen worden beschermd door tralies of corrosievrij maaswerk.

2.14.5.9. Verwarmingsmonden, luchtverspreiders of afzuigmonden zijn op minstens 0,08 m boven de afgewerkte vloer gelegd. Deze mondingen zijn op dezelfde wijze beschermd als bedoeld in lid

2.14.5.8.

De bepalingen van het vorig lid zijn echter niet van toepassing op de monden die, in vergaderzalen, toneelzalen en conferencielokalen, enz., in de afgewerkte planken vloer kunnen worden gelegd. Die monden zijn dan niet alleen uitgerust met het hiervoor beschreven tralie- of maaswerk maar ook met een metalen korf met dezelfde oppervlakte als de beschermde monden.

2.15 Installaties voor branddetectie, melding, waarschuwing, alarm en brandblusmiddelen

2.15.1. Algemeen

Alle inrichtingen zijn uitgerust met een installatie voor detectie van brand alsook met toestellen of middelen voor melding, waarschuwing, alarm en brandblussing.

2.15.1.2. De detectie-installaties waarmee de inrichtingen zijn uitgerust, zijn veralgemeende installaties voor automatische branddetectie door punctuele voelers, die overeenstemmen met de Belgische norm NBN S 21-100 en haar addenda.

2.15.2. Brandmelding

Vanuit elk compartiment moet de ontdekking of de detectie van brand onverwijld aan de brandweer meegedeeld kunnen worden.

2.15.3. Waarschuwing

De waarschuwingsberichten of -signalen zijn waarneembaar door elke betrokken persoon, onder meer door de leden van het waakpersoneel en het personeel van de eventuele inwendige veiligheidsdienst. Die signalen of berichten mogen geen verwarring veroorzaken met andere, in het bijzonder met de alarmsignalen of -berichten.

2.15.4. Alarm

2.15.4.1. De alarmsignalen of -berichten zijn waarneembaar door elke betrokken persoon. Die signalen of berichten mogen geen verwarring veroorzaken met andere, in het bijzonder met de waarschuwingssignalen of -berichten. In elk geval moten ze de bewoners kunnen wekken.

2.15.4.2. Vanwege de omvang van het gebouw, wordt het bevel waarbij die geheel of gedeeltelijk wordt geëvacueerd, gegeven door de alarminstallaties.

2.15.5. Blusapparaten.

De blusapparaten stemmen overeen, volgens hun type en capaciteit, met één van de vigerende Belgische normen.

Een draagbare snelblusser is gelegd vlakbij elke haspel met axiale voeding, waarvan de installatie eventueel verplicht is. In alle gevallen moet elke verdieping beschikken over ten minste één draagbaar blusapparaat.

Vanwege de bijzondere risico's die sommige lokalen, technische ruimten of installaties bieden, zoals stookplaatsen, hoogspanningskabines, machinekamers van liften, friteuses, enz., zijn een voldoende aantal blusapparaten gelegd of geïnstalleerd in oordeelkundig gekozen plaatsen.

De capaciteit en het type van de in deze paragraaf bedoelde snelblussers zijn aangepast aan de betrokken risico.

2.15.6. Vaste en automatische blusinstallaties.

In de stookplaatsen waar één of verschillende warmtebronnen in gebruik zijn die met een vloeibare brandstof gevoed worden, zijn deze bronnen uitgerust met een automatisch blussysteem gekoppeld aan toestellen die, als zij in werking treden, de aanvoer van brandstof en elke energiebron uitschakelen in de stookplaats waar brand is uitgebroken.

In keuken-restaurantcomplexen is elk vast frituurtoestel uitgerust met een vaste en automatische blusinstallatie die gekoppeld is aan een apparaat waarbij de voeding in warmte-energie van het frituurtoestel wordt onderbroken.

De in dit artikel bedoelde automatische blussingsinstallaties zijn uitgerust met een waarschuwingssysteem dat gekoppeld is aan de branddetectie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 8

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

3. Algemeen.

Deze bepalingen zijn van toepassing onverminderd de toepasselijke normen en algemene of bijzondere bepalingen en met name :

het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995);

— de Codex over het welzijn op het werk (Codex);

— het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming (A.R. A.B.);

— bijlage 9 bij dit besluit tot vaststelling van de onderhouds- en controlenormen en de bewoningsvoorschriften;

— het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

3.1. Doel van die bepalingen.

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

a) het voorkomen van branden;

b) de veiligheid van personen;

c) het voorkomen van problemen bij de tussenkomst van de brandweerdiensten.

3.2. Door de exploitant te treffen maatregelen.

De exploitant treft de gepaste maatregelen om :

a) branden te voorkomen;

b) elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;

c) in geval van brand :

— de gehuisveste personen in staat te stellen de alarm te slaan;

— de veiligheid van de personen te verzekeren en in voorkomend geval die snel en zonder gevaar te evacueren;

— de territoriaal bevoegde brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied.

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Tussen 10 en 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A						*
Inrichting van het type B				*		*

Deze bepalingen zijn van toepassing op de volgende twee categorieën :

1.3.1 de gebouwen van het middelgrote of lage type die bestonden op 26 mei 1995 of van het lage type die bestonden op 31 december 1997 en bestemd voor de opvang van een toeristische logiesverstrekkende inrichting, die een gunstig veiligheidsattest hebben ontvangen overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 9 november 1990.

Voor die gebouwen, behalve wat betreft de structuurelementen van het gebouw (art. 31), zijn die maatregelen niet van toepassing op het gedeelte van het gebouw dat door de eigenaar of de exploitant bewoond is, op voorwaarde dat dat gedeelte gescheiden is van het gebouw, zoals voorzien in artikel 4.2.

1.3.2. Overeenkomstig bovenstaande tabel, alle andere bestaande gebouwen bestemd voor de opvang van een instelling van type B met een maximale capaciteit hoger dan 9 personen of een instelling van type A met een maximale capaciteit hoger dan 15 personen.

1.4. Terminologie.

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.4.2. Die terminologie wordt aangevuld als volgt :

Deur Rf : brandwerende deur. De bepalingen van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 inzake de ″BENOR / ATG″-erkenning en erkende plaatsers zijn enkel van toepassing op de deuren geplaatst of vervangen na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van deze regeling. De plaatsers zijn erkend in de zin van het ministerieel besluit van 5 mei 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure inzake de erkenning van de plaatsers van brandwerende deuren.

Positieve veiligheid : De installaties worden geacht in positieve veiligheid te werken als de veiligheidsfunctie van die installaties of apparaten blijft werken wanneer de energiebron en / of het voedings- en / of bedieningsapparaat gebrekkig is / zijn.

Deuren met massieve kern : deuren die ontworpen en gelegd zijn overeenkomstig de grondregels van de bouwkunst en die bestaan uit :

— hetzij houtspaanderplaten met een soortelijke massa van ten minste 400 kg / m^3 en met dezelfde dichtheid als het raam,

— hetzij hardhout met een soortelijke massa van ten minste 400 kg / m^3 die bestaat uit één kozijn en panelen. De panelen vertonen overal een minimumdichtheid van 12 mm.

Flat : Elke toeristische logiesverstrekkende inrichting met minstens één plaats voor de voorbereiding van maaltijden door de gehuisveste personen.

1.5. Classificatie van de gebouwen.

De gebouwen worden ingedeeld in drie categorieën :

1.5.1. Cat. 1. — Laagbouw.

Deze worden onderverdeeld in twee subcategorieën :

Cat. 1*a*. — gebouwen met één bewoond niveau boven de grond dat het gewone evacuatieniveau is;

Cat. 1*b*. — gebouwen met 2 of 3 gewoonde niveaus boven de grond waarvan respectievelijk 1 of 2 boven het gewone evacuatieniveau.

1.5.2 Cat. 2. — Middelbouw.

Wat betreft de gebouwen omschreven in artikel 1.3.1., verstaat men onder middelbouw elk gebouw van minstens drie bewoonde niveaus boven het gewone evacuatieniveau dat niet valt onder categorie 3.

1.5.3. Cat. 3. — Hoogbouw.

Deze worden onderverdeeld in twee subcategorieën :

Cat. 3*a*. — gebouwen waarvan de bouwvergunning werd toegekend vóór 26 mei 1995.

Deze voorschriften worden gegeven onverminderd het koninklijk besluit van 4 april 1972 tot vaststelling van de algemene voorwaarden opgenomen in de norm NBN 713.010 betreffende de bescherming tegen brand in hoogbouwen.

Cat. 3*b*. — gebouwen waarvan de bouwvergunning werd toegekend vanaf 26 mei 1995.

1.6. Bewoningsvoorschriften.

Geen flat, individuele of collectieve kamer mag worden ingericht onder het laagste evacuatieniveau.

1.7. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal.

1.7.1. Op het verzoek van de burgemeester of zijn afgevaardigde, is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd.

Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet kan geleverd worden.

1.7.2. Reactie bij brand - Testmethodes.

Het contructiemateriaal wordt ingedeeld volgens de klassering die opgenomen is in bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.7.3. Boringen in de wanden Rf.

De boringen en uithollingen in de wanden waarvoor een Rf vereist is, moeten afgesloten worden met elementen die een Rf-graad hebben die gelijk is met deze van de wand.

1.7.4. Elementen van metselwerk of beton zijn toegestaan voor de gebouwen bepaald in art. 1.3.1. Bij elke belangrijke inrichting (herstructurering, wijziging van een gedeelte, enz.) worden de noodzakelijke maatregelen getroffen om de vereiste Rf-graden na te leven.

1.8. Certificering van materialen en installaties.

Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling alsook de proeflaboratoria en van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000

en voor zover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en / of materiaal bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaand aan de uitvoering van de installatie of het gebruik van het materieel :

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten gecertificeerd zijn door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van producten overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45011;

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten worden geplaatst door installateurs die gecertificeerd zijn door een certificeringsionstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van personen overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45013.

1.10. 1.9. Norm NBN en gelijkwaardigheid in een andere lid-Staat van de Europese Unie.

Indien het wordt vastgesteld d.m.v. de noodzakelijke stukken dat een product opgenomen in deze bijlage voldoet aan de vereisten omgezet in een norm NBN volgens proef- en classificeringsmethodes die gelijkwaardig zijn in een andere lid-Staat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de technische voorschriften van deze bijlage.

BIJLAGE 5

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

4. Algemeen.

Deze bepalingen zijn van toepassing onverminderd de toepasselijke normen en algemene of bijzondere bepalingen en met name :

het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995);

— de Codex over het welzijn op het werk (Codex);

— het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming (A.R. A.B.);

— bijlage 10 bij dit besluit tot vaststelling van de bijkomende normen die toepasselijk zijn op gebouwen voor de opvang van meerdere toeristische instellingen met een maximale capaciteit van minder dan 10 personen en waarvan de opgetelde maximale capaciteit hoger is dan 15 personen;

— het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

4.1. Doel van die bepalingen.

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

a) het voorkomen van branden;

b) de veiligheid van personen;

c) het voorkomen van problemen bij de tussenkomst van de brandweerdiensten.

4.2. Door de exploitant te treffen maatregelen.

De exploitant treft de gepaste maatregelen om :

a) branden te voorkomen;

b) elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;

c) in geval van brand :

— de gehuisveste personen in staat te stellen de alarm te slaan;

— de veiligheid van de personen te verzekeren en in voorkomend geval die snel en zonder gevaar te evacueren;

— de territoriaal bevoegde brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied.

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Tussen 10 en 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A	*	*				
Inrichting van het type B	*	*				

Deze bepalingen zijn van toepassing op het gebouw of gedeelte daarvan bestemd voor de opvang van een toeristische logiesverstrekkende inrichting met een maximale capaciteit van 9 personen overeenkomstig bovenstaande tabel.

1.6. Terminologie.

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.4.2. Deze terminologie wordt aangevuld als volgt :

Deur Rf : brandwerende deur. De bepalingen van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 inzake de ″BENOR / ATG″-erkenning en erkende plaatsers zijn enkel van toepassing op de deuren geplaatst of vervangen na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van deze regeling.

1.5. Gebruiksvoorschriften.

Binnen een gebouw mogen enkel de volgende niveaus worden gebruikt :

— het normale evacuatieniveau;

— het niveau 1 boven het normale evacuatieniveau.

1.11. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal.

1.6.1. Op het verzoek van de burgemeester of zijn afgevaardigde, is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd.

Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet kan geleverd worden.

1.6.2. Reactie bij brand - Testmethodes.

Het contructiemateriaal wordt ingedeeld volgens de klassering die opgenomen is in bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.6.3. Boringen in de wanden Rf.

De boringen en uithollingen in de wanden waarvoor een Rf vereist is, moeten afgesloten worden met elementen die een Rf-graad hebben die gelijk is met deze van de wand.

1.12. Certificering van materialen en installaties

Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling alsook de proeflaboratoria en van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 en voor zover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en / of materiaal bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaand aan de uitvoering van de installatie of het gebruik van het materieel :

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten gecertificeerd zijn door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van producten overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45011;

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten worden geplaatst door installateurs die gecertificeerd zijn door een certificeringsionstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van personen overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45013.

1.13. Norm NBN en gelijkwaardigheid in een andere lid-Staat van de Europese Unie.

Indien het wordt vastgesteld d.m.v. de noodzakelijke stukken dat een product opgenomen in deze bijlage voldoet aan de vereisten omgezet in een norm NBN volgens proef- en classificeringsmethodes die gelijkwaardig zijn in een andere lid-Staat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de technische voorschriften van deze bijlage.

1.14. Branddetectie.

Volgens zijn werking en belang moet elk gebouw uitgerust zijn met autonome detectors in de volgende lokalen :

— In elke kamer voorbehouden aan de gasten,

— In haar toegangszone, met inbegrip van het trappenhuis.

— In de gemeenschappelijke keuken voorbehouden aan de gasten.

Dat materieel moet het voorwerp uitmaken van een erkenning die zijn conformiteit met de normen bekendgemaakt door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (B.I.N.) bewijst.

Hoofdstuk II. — Aanvullende voorschriften toepasselijk op nieuwe gebouwen

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, zijn de volgende voorschriften van toepassing op nieuwe gebouwen.

2.4. Dragende structuur.

Het geheel van de dragende structuur van het gebouw heeft een brandweerstand van ½ uur.

2.5. Trappenhuizen.

— Maatregelen moeten worden getroffen ter voorkoming van brandverspreiding naar het hogere niveau d.m.v. elementen Rf ½ h en zelfsluitende deuren Rf ½ h.

— De trappen hebben een brandstabiliteit van ½ h of worden gemaakt van metselwerk of beton.

— De trappen hebben een verplichte toegang tot een evacuatieniveau.

2.6. Dakwerk.

Het dakwerk heeft een brandweerstand van minstens ½ h of is beschermd door één of meerdere elementen met dezelfde weerstandsgraad. De binnenbekleding van het dakwerk moet worden gemaakt van materialen van klasse A0. Het geheel van de bekleding voldoet aan het normontwerp EN- 1187. 1.

Hoofdstuk III. — Algemene voorschriften

3.2 Als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde installaties.

Indien het gebouw of het landgoed waarop het gebouwd is, installaties bevat die ingedeeld zijn als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk krachtens de gewestelijke regelgeving, bepaalt de bevoegde Dienst de eventuele veiligheids-maatregelen om de veiligheid van de gebruikers te verzekeren rekening houdend met de risico's eigen aan die installaties.

3.3. Groep van gebouwen.

De volgende bepalingen zijn van toepassing wanneer binnen eenzelfde landgoed dat tot éénzelfde exploitant behoort, verschillende aparte gebouwen bestemd zijn voor de huisvesting van toeristen.

3.2.1. Vestiging :

De bijgebouwen, luifels, uitspringende daken, delen in uitkraging of andere toevoegingen zijn enkel toegelaten indien daardoor noch de evacuatie en de veiligheid van de gebruikers noch de bewegingsvrijheid van de brandweer in het gedrang gebracht worden.

3.2.2. Toegangswegen :

De gebouwen zijn voortdurend bereikbaar door de voertuigen van de brandweerdiensten. Er wordt voor gezorgd dat in de nabijheid van de gebouwen het stationeren, het in werking stellen en het maneuvreren van het materiaal voor brandbestrijding en van het reddingsmateriaal gemakkelijk kunnen worden uitgevoerd.

De toelichtingen over de bereikbaarheid worden aan het oordeel van de bevoegde brandweerdienst overgelaten.

3.2.3. Bluswaterbevoorrading :

De bluswaterbevoorrading moet voldoende zijn. De bevoorrading kan verzekerd worden met stromend of stilstaand water of met het openbaar waterleidingsnet.

De bluswaterbevoorrading wordt bepaald door de bevoegde brandweerdienst. Die bepaling houdt rekening met het aantal gebouwen en hun vuurbelasting.

Een signalisatie conform de omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandse Zaken van 14 oktober 1975 betreffende de watervoorraden voor het blussen van branden is voorzien.

3.2.4. Opslag van verplaatsbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen :

De verplaatsbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen en de recipiënten die verondersteld worden leeg te zijn moeten in open lucht in een gesloten ruimte of in een lokaal dat voldoende geventileerd is door een hoge en lage verluchting, opgeslagen zijn.

Die ruimten en lokalen zijn voorbehouden voor dat gebruik en zijn niet toegankelijk voor de gehuisveste personen

3.2.5. Groep van gebouwen met centrum voor gemeenschappelijke diensten :

De volgende bepalingen zijn van toepassing wanneer verschillende gebouwen bestemd zijn voor de huisvesting van toeristen binnen éénzelfde landgoed dat toebehoort aan éénzelfde exploitant.

De algemene en lokale regels alsook de grondprincipes van brandpreventie zijn van toepassing op het centrum voor gemeenschappelijke diensten

Hoofdstuk IV. — Vereisten betreffende de brandweerstand

De volgende voorschriften worden gegeven onverminderd de vaststelling van gevaarlijke toestanden wat betreft de brandreactie van de materialen door de territoriale bevoegde brandweerdienst. In dit geval moeten onverwijld gepaste maatgerelen getroffen worden.

4.1. Algemene bepalingen.

Bij de vernieuwing van de bestaande bekledingen moeten de vereisten opgenomen in volgende tabel worden toegepast. De classificering van de bouwmaterialen is conform met de proefmethodes opgenomen in bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

	Vloerbekledingen	Vertikale wandbekledingen	Plafond- en valse plafondbekledingen
Binnen trappenhuizen (overlopen inbegrepen) Evacuatiewegen	A2	A1	A1
Niet hierboven vermelde andere lokalen	A3	A3	A2

4.2. Gebruik van houten plankjes.

Bij de vernieuwing van de bestaande bekledingen of bij de uitbreiding van een bestaand gebouw wordt het gebruik van houten plankjes als versieringselement toegelaten voor zover die plankjes worden geplaatst tegen een niet-brandbare drager A0 met de tussenplaatsing van een niet-brandbaar element A0 in de eventuele leegte tussen de drager en de plankjes. Hun gebruik is verboden in de evacuatiewegen;

4.3. Nieuwe lokalen.

Bij inrichting van nieuwe lokalen na de inwerkingtredingsdatum van deze regelgeving zijn de onder 4.2. en 4.3. omschreven regels onmiddellijk van toepassing.

Hoofdstuk V. — Evacuatie

De plaats, de verdeling en de breedte van de trappen, evacuatiewegen en uitgangen moeten een snelle en gemakkelijke evacuatie van de personen mogelijk maken.

Hoofdstuk VI. — Verwarming - Brandstof

6.2. Verwarmingstoestellen en toestellen voor de productie van sanitair warm water.

6.1.3 De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten zodanig ontworpen en gebouwd zijn dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden t.a.v. lokale omstandigheden.

6.1.4 De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water d.m.v. verbranding worden in goede staat gehouden, zijn verplicht verbonden aan een leiding met een goede trek en zijn zodanig ontworpen dat ze de totale en regelmatige evacuatie van de verbrandingsgassen verzekeren, zelfs bij maximale afsluiting van de regeltoestellen.

6.1.7 De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten gebouwd zijn met niet-brandbare materialen.

6.1.8 De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd zijn op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

6.1.5. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten worden gebouwd volgens de regels der kunst :

— de luchttemperatuur op de distributiepunten mag niet hoger zijn dan 80 °C;

— de warmeluchtleidingen moeten volledig gebouwd zijn met niet-brandbare materialen.

6.1.9 Beweeglijke verwarmingsapparaten zijn verboden.

6.1.10 Het materieel van de elektrische verwarmingsinstallaties draagt het CEBEC- of EG-label.

6.2. Aardgas.

Indien de bandstof bestaat uit aardgas, moet de installatie volgens haar type conform zijn met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », of met NBN D 51-004 ″Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties″.

De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

6.3 Vloeibaar gemaakt petroleumgas.

Indien de brandstof bestaat uit vloeibaar gemaakt petroleumgas, moet de installatie conform zijn met de code van goede praktijk; de gasflessen worden buiten geplaatst. De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

Het gebruik en de opslag van beweeglijke recipiënten van vloeibaar gemaakt petroleumgas, zelfs leeg, is strikt verboden in alle lokalen.

De gasflessen worden buiten de lokalen geplaatst en beschut tegen het onweer.

6.4. Hout, vloeibare of vaste brandstof.

Indien de brandstof bestaat uit vloeibaar of vast hout, moet de installatie conform zijn met de regels der kunst wat betreft de isolatie van de rookpijp i.v.t. de rest van het gebouw. De centrale verwarmingsinstallaties moeten voldoen aan de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 6 januari 1978.

Hoofdstuk VII. — Bijzondere voorschriften voor haarden en open haarden

De installatie van haarden en open haarden is toegelaten mis de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de installatie van de vuurhaard en de schoorsteen wordt uitgevoerd overeenkomstig de regels der kunst, met name wat betreft de isolatie van de vuurhaard en de rookpijp i.v.t. de rest van het gebouw;

de installatie is voorzien van een vonkenvanger;

— gebruiks- en veiligheidsinstructies worden aangeplakt.

Hoofdstuk VIII. — Signalisatie

Indien noodzakelijk zijn de plaats van elke uitgang en nooduitgang alsook de richting van de wegen, gangen en trappen naar die uitgangen aangegeven d.m.v. reddingssignalen voorzien in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 en zijn bijlagen.

Hoofdstuk IX. — Veiligheidsverlichting

Volgens de bijzondere inrichting van de plaats kan de bevoegde brandweerdienst de installatie van een veiligheidsverlichting vragen.

Hoofdstuk X. — Bericht

Bij gebrek aan publieke telefooncel in de omgeving van het gebouw moet de dienst 100 altijd kunnen worden bereikt d.m.v. een telefoonpost die ter beschikking van de huurders is gesteld.

Een bericht aangeplakt in elk gebouw geeft de plaats van de telefoonpost aan alsook de oproepnummers. Die nummers bevinden zich ook op de telefoonposten.

Hoofdstuk XI. — Blusmiddelen

Elk gebouw moet ten minste beschikken over :

— een blusapparaat dat conform is met de vigerende normen van een halve bluseenheid per niveau toegankelijk voor gehuisveste personen;

— een blusdeken conform met de norm NBN-EN-1869 in de keuken.

Hoofdstuk XII. — Onderhoud en controle voor instellingen van type A en B

12.3. Algemeen.

12.1.1.De technische uitrusting wordt in goede staat gehouden. De exploitant is verantwoordelijk voor de periodieke controle van die uitrusting door bevoegde personen of instellingen.

12.1.2 De exploitant zorgt ervoor dat de inspecties, onderzoeken en controles, met name die waarvan sprake in artikel 12.2, worden uitgevoerd en dat een proces-verbaal daarvan wordt opgemaakt. De datums van de controles en de vaststellingen die in de loop daarvan werden gemaakt, worden opgenomen in een dossier dat ter beschikking van de Burgemeester of zijn afgevaardigde wordt gesteld.

12.4. Periodieke controles.

12.2.1 Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting.

De elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting van het gebouw voldoen aan de voorschriften van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties (arrêté royalE.I.).

Onverminderd de voorschriften van die regelingen worden bovenbedoelde elektrische installaties gecontroleerd door een instelling erkend door het Ministerie van Economische Zaken voor de controle op elektrische installaties :

— bij hun indienststelling en telkens als belangrijke wijzigingen daaraan worden aangebracht of bij gebrek binnen het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit;

— om de 5 jaar.

Het doel van bovenbedoelde controles is de conformiteit van de installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting met de voorschriften van deze regeling te verifiëren.

De werking van de eventuele veiligheidsverlichting moet periodiek en minstens om de 6 maanden worden gecontroleerd door de exploitant.

12.2.2 Verwarmingsinstallaties.

Onverminderd de bepalingan van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof, worden de verwarmings- en airconditioningsinstallaties jaarlijks onderzocht door een erkende bevoegde technicus.

De afvoerpijpen voor rook en verbrandingsgassen moeten altijd in goede staat worden gehouden.

12.2.3 Met brandbaar gas gevoede installaties.

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropaan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders, wordt elke nieuwe of gedeeltelijk vernieuwde of herstelde installatie onderzocht vóór de in bedrijfstelling ervan, volgens de voorschriften van de Belgische normen en de regels van goede praktijk.

De voormelde controle wordt om de vijf jaar uitgevoerd door een bevoegd organisme of installateur. De uitslagen ervan worden in een proces-verbaal opgetekend, dat de uitbater moet bewaren.

12.2.4 Onderhoud van de met brandbaar gas gevoede installaties.

Die installaties en de daarop aangesloten apparaten worden elk jaar onderhouden door een gekwalificeerde installateur.

Dat onderhoudt heeft o.a. als doel :

— de verificatie en reiniging van de branders;

— de verificatie van de beschermings- en regulatietoestellen;

— de verificatie van de waterdichtheid van de installatie;

— het bezoek en indien noodzakelijk de reiniging van de afvoerpijpen voor verbrandingsgassen.

12.2.5 Blusmiddelen.

De uitbater draagt er zorg voor dat de blustoestellen jaarlijks nagezien en onderhouden worden door een gespecialiseerde firma.

12.2.6 Filters en afvoerwegen van keukenafzuigkappen.

De exploitant zorgt ervoor dar de vetfilters en afvoerwegen van de keukenafzuigkappen minstens jaarlijks worden onderhouden.

12.2.7 Schoorstenen en afvoerpijpen.

De schoorstenen en afvoerpijpen worden één keer per jaar schoongemaakt en gecontroleerd door een gekwalificeerde technicus.

Hoofdstuk XIII. — Bijkomend onderhoud en controle voor instellingen van type B

13.1. Installatie voor branddetectie door punctuele voeler.

De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden in ontvangst genomen en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″. De controles moeten echter betrekking hebben op het geheel van de installaties (voelers, centrales, versterkingstabellen, stuurinstallaties, enz.).

De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden jaarlijks onderhouden, nagezien en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″.

13.2. Alarminstallaties :

Die installaties worden jaarlijks nagezien en onderhouden door een gekwalificeerde installateur.

13.3. Brandwerende deuren en deurtjes :

De exploitant zorgt voor de goede werking van de zelfsluitende of bij brand zelfsluitende

deuren, deurtjes, Hij zorgt ook voor het regelmatig onderhoud ervan.

Hoofdstuk XIV. — Exploitatievoorschriften voor instellingen van type A en B

14.1. Algemeen.

Afgezien van wat voorzien is in deze regelgeving, neemt de exploitant alle nodige maatregelen met het oog op de bescherming van alle personen tegen brand, paniek en ontploffingen.

De opmerkingen die tijdens de periodieke controles werden geformuleerd, moeten zo spoedig mogelijk aanleiding geven tot de nodige verbeteringen.

De omtrek van de plaatsen waar brandbestrijdingsapparaten geïnstalleerd zijn, moeten steeds vrij blijven zodat die apparaten onverwijld kunnen worden gebruikt.

14.5. Autonome branddetectie.

De exploitant zorgt voor de goede werking van de autonome rookdetectors minstens één keer voor elke huur. Tot dat einde houdt hij rekening met de aanwijzing van de fabrikant.

14.6. Kookapparaten.

Kooktoestellen en vloeistofverwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal. Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandbaar gas mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen.

Bij gebruik van een buigzame leiding voor de aansluiting van het fornuis op de gasdistributieinstallatie, moet die jaarlijks worden vervangen. Haar lengte wordt beperkt tot 1,5 meter. Elk uiteinde is uitgerust met spanringen.

14.4. Veiligheidsinstructies.

De exploitant handelt als een goed huisvader en verbindt zich ertoe de gehuisveste personen op de hoogte te brengen van de werking van de installaties en de brandveiligheidsinstructies die in acht moeten worden genomen in het gebouw.

Bij aanwezigheid van een haard of open haard worden gebruiks- en veiligheidsinstructies aangeplakt ten dienste van de gehuisveste personen.

Veiligheidsinstructies in de drie nationale talen en in het Engels, eventueel vervangen door pictogrammen en duidelijk zichtbaar geplaatst in het gebouw geven de aan te nemen gedragslijn in geval van brand. Ze vermelden de naaste publieke of privé telefoonpost.

Voor groeperingen van gebouwen moet een dossier bestemd om de hulpploegen te informeren de plaats vermelden van o.a. :

— de trappen en evacuatiewegen;

— de beschikbare blusmiddelen;

— de algemene tabel van het brand- en alarmdetectiesysteem;

— de stookplaats;

— in voorkomend geval de installaties en lokalen met bijzondere risico's;

— de algemene vestiging van de gebouwen, toegangswegen, waterhulpbronnen en stroomonderbrekingsapparaten.

Dat dossier wordt bijgehouden.

14.7. Bescherming tegen vallen.

De putten, tanken, bekkens, reservoirs en een of andere openingen, wanneer ze gevarlijk zijn voor de gebruikers, moeten voldoende open zijn of afgesloten zijn met stevig vastgemaakte borstweringen, van minstens 1 meter hoog.

De raam- en deuropeningen en andere openingen in de muren waarvan de drempel op minder dan 70 cm boven de vloer naar de binnenkant ligt en op meer dan 1,50 m boven de grond naar de buitenkant, moeten beschermd worden door stevig vastgemaakte borstweringen van minstens 1 meter hoog.

De trappen moeten voorzien zijn van stevige leuningen die geplaatst zijn op een minimale hoogte van 0,75 m aan de kant met een eventueel valrisico. Wanneer de breedte van de trappen hoger is dan 1,50 m of wanneer een valrisico bestaat aan beide kanten, zijn de leuningen dubbel.

De leuningen moeten zo vervaardigd zijn dat de kinderen niet kunnen binnensluipen tussen de spijlen. Hetzelfde geldt voor de leuningen wanneer een valrisico bestaat.

Hoofdstuk XV. — Bijkomende exploitatievoorschriften voor instellingen van type B

15.1. Kookapparaten.

De gaskookplaten zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

15.3. Veiligheidsinstructies.

Het personeel en in het bijzonder het nachtwachtpersoneel wordt getraind op de bediening van blusmiddelen en wordt ingelicht over de gebruiksvoorwaarden daarvan. Dat personeel krijgt ook een algemene opleiding inzake onheilpreventie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 6

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

2. Algemeen.

Deze bepalingen zijn van toepassing onverminderd de toepasselijke normen en algemene of bijzondere bepalingen en met name :

het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995);

— de Codex over het welzijn op het werk (Codex);

— het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming (A.R. A.B.);

— het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Doel van die bepalingen.

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

a) het voorkomen van branden;

b) de veiligheid van personen;

c) het voorkomen van problemen bij de tussenkomst van de brandweerdiensten.

Door de exploitant te treffen maatregelen.

De exploitant treft de gepaste maatregelen om :

a) branden te voorkomen;

b) elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;

c) in geval van brand :

— de gehuisveste personen in staat te stellen de alarm te slaan;

— de veiligheid van de personen te verzekeren en in voorkomend geval die snel en zonder gevaar te evacueren;

— de territoriaal bevoegde brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied.

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Tussen 10 en 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A			*	*		
Inrichting van het type B						

Deze bepalingen zijn van toepassing op het gebouw of gedeelte daarvan bestemd voor de opvang van een toeristische logiesverstrekkende inrichting met een maximale capaciteit begrepen tussen 10 en 15 personen overeenkomstig bovenstaande tabel.

1.4. Terminologie.

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

Deur Rf : brandwerende deur. De bepalingen van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 inzake de "BENOR / ATG"-erkenning en erkende plaatsers zijn enkel van toepassing op de deuren geplaatst of vervangen na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van deze regeling. De plaatsers zijn erkend in de zin van het ministerieel besluit van 5 mei 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure inzake de erkenning van de plaatsers van brandwerende deuren.

1.5. Gebruiksvoorschriften.

Binnen een gebouw mogen enkel de volgende niveaus worden gebruikt :

— het normale evacuatieniveau;

— het niveau 1 boven het normale evacuatieniveau;

— het niveau 2 boven het normale evacuatieniveau mag enkel worden gebruikt indien het gebouw uitgerust is met een veralgemeende installatie voor branddetectie die conform is met de norm NBN S 21-100.

1.6. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal.

1.6.1. Op het verzoek van de burgemeester of zijn afgevaardigde, is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd.

Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet kan geleverd worden.

1.6.2. Reactie bij brand - Testmethodes.

Het contructiemateriaal wordt ingedeeld volgens de klassering die opgenomen is in bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.6.3. Boringen in de wanden Rf.

De boringen en uithollingen in de wanden waarvoor een Rf vereist is, moeten afgesloten worden met elementen die een Rf-graad hebben die gelijk is met deze van de wand.

1.7.Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling alsook de proeflaboratoria en van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 en voorzover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en/of materiaal bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaand aan de uitvoering van de installatie of het gebruik van het materieel :

— de installaties en/of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten gecertificeerd zijn door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van producten overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45011;

— de installaties en/of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten worden geplaatst door installateurs die gecertificeerd zijn door een certificeringsionstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van personen overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45013.

1.8. Norm NBN en gelijkwaardigheid in een andere lid-Staat van de Europese Unie.

Indien het wordt vastgesteld d.m.v. de noodzakelijke stukken dat een product opgenomen in deze bijlage voldoet aan de vereisten omgezet in een norm NBN volgens proef- en classificeringsmethodes die gelijkwaardig zijn in een andere lid-Staat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de technische voorschriften van deze bijlage.

1.9. Branddetectie.

Volgens zijn werking en belang moet elk gebouw uitgerust zijn met :

— hetzij een installatie voor branddetectie d.m.v. puntdetectoren, conform met de NBN S21-100 « Opvatting van algemene installaties voor automatische branddetectie door puntdetectoren » en met de addenda bij die norm.

— hetzij met autonome detectoren in de kamers, de gemeenschappelijke keuken of de naaste woonkamer, in de gangen en trappenhuizen.

Dat materieel moet het voorwerp uitmaken van een erkenning die zijn conformiteit met de normen bekendgemaakt door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (B.I.N.) bewijst.

In elk geval moet het signaal van de branddetectie hoorbaar zijn in de wooneenheid.

Hoofdstuk II. — Bijkomende voorschriften toepasselijk op nieuwe gebouwen

De volgende voorschriften zijn toepasselijk op de nieuwe gebouwen :

2.1. Dragende structuur :

Het geheel van de dragende structuur van het gebouw heeft een brandweerstand van ½ uur voor gebouwen met één enkel niveau en 1 uur voor gebouwen met verschillende niveaus.

2.2 Trappenhuizen

2.2.1 Gebouwen met een niveau boven het evacuatieniveau :

— Maatregelen moeten worden getroffen ter voorkoming van brandverspreiding naar het hogere niveau d.m.v. elementen Rf ½ h en zelfsluitende deuren Rf ½ h.

— De trappen hebben een brandstabiliteit van ½ h of worden gemaakt van metselwerk of beton.

— De trappen hebben een verplichte toegang tot een evacuatieniveau.

2.2.2. Gebouwen met meer dan 1 niveau boven het evacuatieniveau :

De trappenhuizen worden gemaakt van metselwerk of beton. Bij gebrek vertonen zen de volgende kenmerken :

— De binnenwanden en de deuren van de trappenhuizen hebben een brandstabiliteit van ½ h. De deuren van de trappenhuizen zijn zelfsluitend.

— De trappen hebben een brandstabiliteit van ½ h.

De trappenhuizen hebben een verplichte toegang tot een evacuatieniveau.

— De voorschriften inzake trappenhuizen zijn niet van toepassing op de gebouwen waarvan de niveaus boven het gewone evacuatieniveau uitgerust zijn met een rechtstreekse en veilige uitgang naar de openbare weg. In dit geval moeten maatregelen worden getroffen ter voorkoming van brandverspreiding naar het hogere niveau d.m.v. elementen Rf ½ h en zelfsluitende deuren Rf ½ h.

2.3. Dakwerk.

Het dakwerk heeft een brandweerstand van minstens ½ h of is beschermd door één of meerdere elementen met dezelfde weerstandsgraad.

Wat betreft de isolatie- en waterdichtheidsmaterialen dient men zich te schikken naar de bepalingen van bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1997) tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

Hoofdstuk III. — Algemene voorschriften

3.1 Als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde installaties.

Indien het gebouw of het landgoed waarop het gebouwd is, installaties bevat die ingedeeld zijn als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk krachtens de gewestelijke regelgeving, bepaalt de bevoegde Dienst de eventuele veiligheidsmaatregelen om de veiligheid van de gebruikers te verzekeren rekening houdend met de risico's eigen aan die installaties.

3.2. Groep van gebouwen.

De volgende bepalingen zijn van toepassing wanneer binnen eenzelfde landgoed dat tot éénzelfde exploitant behoort, verschillende aparte gebouwen bestemd zijn voor de huisvesting van toeristen.

3.2.1. Vestiging :

De bijgebouwen, luifels, uitspringende daken, delen in uitkraging of andere toevoegingen zijn enkel toegelaten indien daardoor noch de evacuatie en de veiligheid van de gebruikers noch de bewegingsvrijheid van de brandweer in het gedrang gebracht worden.

3.2.2. Toegangswegen :

De gebouwen zijn voortdurend bereikbaar door de voertuigen van de brandweerdiensten. Er wordt voor gezorgd dat in de nabijheid van de gebouwen het stationeren, het in werking stellen en het manœuvreren van het materiaal voor brandbestrijding en van het reddingsmateriaal gemakkelijk kunnen worden uitgevoerd.

De toelichtingen over de bereikbaarheid worden aan het oordeel van de bevoegde brandweerdienst overgelaten.

3.2.3. Bluswaterbevoorrading :

De bluswaterbevoorrading moet voldoende zijn. De bevoorrading kan verzekerd worden met stromend of stilstaand water of met het openbaar waterleidingsnet.

De bluswaterbevoorrading wordt bepaald door de bevoegde brandweerdienst. Die bepaling houdt rekening met het aantal gebouwen en hun vuurbelasting.

Een signalisatie conform de omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandse Zaken van 14 oktober 1975 betreffende de watervoorraden voor het blussen van branden is voorzien.

3.2.4. Opslag van verplaatsbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen :

De verplaatsbare recipiënten voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen en de recipiënten die verondersteld worden leeg te zijn moeten in open lucht in een gesloten ruimte of in een lokaal dat voldoende geventileerd is door een hoge en lage verluchting, opgeslagen zijn.

Die ruimten en lokalen zijn voorbehouden voor dat gebruik en zijn niet toegankelijk voor de gehuisveste personen

Hoofdstuk IV. — Vereisten betreffende de brandweerstand

De volgende voorschriften worden gegeven onverminderd de vaststelling van gevaarlijke toestanden wat betreft de brandreactie van de materialen door de territoriale bevoegde brandweerdienst. In dit geval moeten onverwijld gepaste maatgerelen getroffen worden.

4.1. Algemene bepalingen.

De vereisten opgenomen in volgende tabel moeten worden toegepast. De classificering van de bouwmaterialen is conform met de proefmethodes opgenomen in bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

	Vloerbekledingen	Vertikale wandbekledingen	Plafond- en valse plafondbekledingen
Binnen trappenhuizen (overlopen inbegrepen) Evacuatiewegen	A2	A1	A1
Niet hierboven vermelde andere lokalen	A3	A3	A2

4.2. Gebruik van houten plankjes.

Het gebruik van houten plankjes als versieringselement wordt toegelaten voor zover die plankjes worden geplaatst tegen een niet-brandbare drager A0 met de tussenplaatsing van een niet-brandbaar element A0 in de eventuele leegte tussen de drager en de plankjes. Hun gebruik is verboden in de evacuatiewegen;

Hoofdstuk V. — Evacuatie

De plaats, de verdeling en de breedte van de trappen, evacuatiewegen en uitgangen moeten een snelle en gemakkelijke evacuatie van de personen mogelijk maken.

Volgens de aard en het belang van het risico kan de Gewestelijke brandweerdienst maatregelen opgleggen om die doelstelling te bereiken.

Voor de vaststelling van die maatregelen moet de Gewestelijke brandweerdienst rekening houden met de kosten van de uit te voeren werken i.v.t.de waarde van het gebouw en de daaruit voortvloeiende extra veiligheid.

Hoofdstuk VI. — Verwarming, brandstof

6.1. Stookplaats.

Elke verwarmingsketel met een vermogen hoger dan 30 kW bevindt zich in een stookplaats. De opslag van brandstoffen is daar verboden.

De stookplaats is niet toegankelijk voor de gehuisveste personen.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn ten minste Rf 1 h. Elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw en tussen de stookplaats en de opslagplaats voor brandstoffen moet afgesloten zijn door een deurblok Rf ½ h. Die deuren zijn automatisch zelfsluitend. Ze zijn niet voorzien van een toestel om die open te houden.

De stookplaatsen moeten voldoende worden verlucht.

6.3. Verwarmingstoestellen en toestellen voor de productie van sanitair warm water.

6.2.1. De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten zodanig ontworpen en gebouwd zijn dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden t.a.v. lokale omstandigheden. Ze moeten conform zijn met de desbetreffende normen.

6.2.2. De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water d.m.v. verbranding worden in goede staat gehouden, zijn verplicht verbonden aan een leiding met een goede trek en zijn zodanig ontworpen dat ze de totale en regelmatige evacuatie van de verbrandingsgassen verzekeren, zelfs bij maximale afsluiting van de regeltoestellen.

6.2.3. De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten gebouwd zijn met niet-brandbare materialen en behoorlijk onderhouden zijn.

6.2.4. De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd zijn op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

6.2.5. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten worden gebouwd volgens de regels der kunst en voldoen aan volgende voorwaarden :

— de luchttemperatuur op de distributiepunten mag niet hoger zijn dan 80 °C;

— de warmeluchtleidingen moeten volledig gebouwd zijn met niet-brandbare materialen.

6.2.6. Beweeglijke verwarmingsapparaten zijn verboden.

6.2.7. Het materieel van de elektrische verwarmingsinstallaties draagt het CEBEC- of EG-label.

6.3. Aardgas.

Indien de bandstof bestaat uit aardgas, moet de installatie volgens haar type conform zijn met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », of met NBN D 51-004 ″Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties″.

De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

6.4. Vloeibaar gemaakt petroleumgas.

Indien de brandstof bestaat uit vloeibaar gemaakt petroleumgas, moet de installatie conform zijn met de code van goede praktijk; de gasflessen worden buiten geplaatst. De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmingsapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

Het gebruik en de opslag van beweeglijke recipiënten van vloeibaar gemaakt petroleumgas, zelfs leeg, is strikt verboden in alle lokalen.

De gasflessen worden buiten de lokalen geplaatst en beschut tegen het onweer.

6.5. Vloeibare brandstof

Indien de brandsftof vloeibaar is, moet de installatie conform zijn met de regels der kunst en voldoen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof.

Alle luchttanken zijn geplaatst in een waterdichte kuip met een capaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume.

De olietank is buiten geplaatst of in een lokaal dat voldoet aan de hierna bepaalde criteria wanneer zijn capaciteit gelijk of hoger is dan 3 000 l.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn ten minste Rf 1h. Elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw en tussen de stookplaats en de opslagplaats voor brandstoffen moet afgesloten zijn door een deurblok Rf ½ h. Die deuren zijn automatisch zelfsluitend. Ze zijn niet voorzien van een toestel om die open te houden.

Het lokaal moet voldoende verlucht worden.

6.6. Hout, vaste brandstof.

Indien de brandstof bestaat uit vloeibaar of vast hout, moet de installatie conform zijn met de regels der kunst wat betreft de isolatie van de rookpijp i.v.t. de rest van het gebouw. De centrale verwarmingsinstallaties moeten voldoen aan de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 6 januari 1978.

Hoofdstuk VII. — Bijzondere voorschriften voor haarden en open haarden

De installatie van haarden en open haarden is toegelaten mis de volgende voorwaarden worden vervuld :

— de installatie van de vuurhaard en de schoorsteen wordt uitgevoerd overeenkomstig de regels der kunst, met name wat betreft de isolatie van de vuurhaard en de rookpijp i.v.t. de rest van het gebouw;

de installatie is voorzien van een vonkenvanger;

— gebruiks- en veiligheidsinstructies worden aangeplakt.

Hoofdstuk VIII. — Signalisatie

De plaats van elke uitgang en nooduitgang alsook de richting van de wegen, gangen en trappen naar die uitgangen zijn aangegeven d.m.v. reddingssignalen voorzien in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 en zijn bijlagen.

Hoofdstuk IX. — Veiligheidsverlichting

Een veiligheidsverlichting moet worden geïnstalleerd in de gangen, trappenhuizen, gemeenschappelijke woonruimten.

In dit geval moet de installatie conform zijn met de NBN C71-100 (Installatieregels en instructies voor de controle en het onderhoud), CEI-EN-60 598-2-22 (autonome blokken van veiligheidsverlichting) en NBN EN 1838 (Veiligheidsverlichting).

Hoofdstuk X. — Bericht

Bij gebrek aan publieke telefooncel in de omgeving van het gebouw moet de dienst 100 altijd kunnen worden bereikt d.m.v. een telefoonpost die ter beschikking van de huurders is gesteld.

Een bericht aangeplakt in elk gebouw geeft de plaats van de telefoonpost aan alsook de oproepnummers. Die nummers bevinden zich ook op de telefoonposten.

Hoofdstuk XI. — Alarm

Die wordt verricht door de brandetectie.

Hoofdstuk XII. — Waarschuwingstoestellen

Waarschuwingstoestellen moeten in voldoende aantal worden geïnstalleerd om de bewoners het evacuatiebevel te kunnen geven.

Het waarschuwingstoestel moet hoorbaar zijn vanuit elk punt van gebouw en blijven werken bij stroomonderbreking tijdens ½ uur. Een bedieningspunt van het toestel is voorzien op elk niveau.

Hoofdstuk XIII. — Blusmiddelen

Elk gebouw moet ten minste beschikken over :

— een blusapparaat dat conform is met de vigerende normen van een halve bluseenheid per niveau toegankelijk voor gehandicapte personen;

— een blusdeken conform met de norm NBN-EN-1869 in de keuken;

— een automatische blusinstallatie ter bescherming van de oliebranders met stroomafsluiting en geluidssignalen bij inwerkingstelling.

Voor de vaststelling van de geplande uitrusting raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Hoofdstuk XIX. — Onderhoud en controle

14.3. Algemeen.

14.1.1 De technische uitrusting wordt in goede staat gehouden. De exploitant is verantwoordelijk voor de periodieke controle van die uitrusting door bevoegde personen of instellingen.

14.1.2 De exploitant zorgt ervoor dat de inspecties, onderzoeken en controles, met name die waarvan sprake in artikel 14.2, worden uitgevoerd en dat een proces-verbaal daarvan wordt opgemaakt. De datums van de controles en de vaststellingen die in de loop daarvan werden gemaakt, worden opgenomen in een dossier dat ter beschikking van de Burgemeester of zijn afgevaardigde wordt gesteld. Dat verslag vermeldt de conformiteit met de regelgeving.

14.4. Periodieke controles.

14.2.1 Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting.

De elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting van het gebouw voldoen aan de voorschriften van het Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties (arrêté royalE.I.).

Onverminderd de voorschriften van die regelingen worden bovenbedoelde elektrische installaties gecontroleerd door een instelling erkend door het Ministerie van Economische Zaken voor de controle op elektrische installaties :

— bij hun indienststelling en telkens als belangrijke wijzigingen daaraan worden aangebracht of bij gebrek binnen het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit;

— om de 5 jaar.

Het doel van bovenbedoelde controles is de conformiteit van de installaties voor drijfkracht, verlichting, signalisatie en veiligheidsverlichting met de voorschriften van deze regeling te verifiëren.

De werking van de eventuele veiligheidsverlichting moet periodiek en minstens om de 6 maanden worden gecontroleerd door de exploitant.

14.2.2. Verwarmingsinstallaties.

Onverminderd de bepalingan van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof, worden de verwarmings- en airconditioningsinstallaties jaarlijks onderzocht door een erkende bevoegde technicus.

De afvoerpijpen voor rook en verbrandingsgassen moeten altijd in goede staat worden gehouden.

12.2.3 Met brandbaar gas gevoede installaties.

Onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropaan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders, wordt elke nieuwe of gedeeltelijk vernieuwde of herstelde installatie onderzocht vóór de in bedrijfstelling ervan, volgens de voorschriften van de Belgische normen en de regels van goede praktijk.

Bovenvermelde controle wordt om de vijf jaar uitgevoerd door een daartoe uitgeruste instelling die onafhankelijk is van de installateur. Die controle bevat een waterdichtheidsproef met drukproef tijdens een minimumduur van 20 minuten met open afsluitkranen.

14.2.4. Onderhoud van de met brandbaar gas gevoede installaties.

Die installaties en de daarop aangesloten apparaten worden elk jaar onderhouden door een gekwalificeerde installateur.

Dat onderhoudt heeft o.a. als doel :

— de verificatie en reiniging van de branders;

— de verificatie van de beschermings- en regulatietoestellen;

— de verificatie van de waterdichtheid van de installatie;

— het bezoek en indien noodzakelijk de reiniging van de afvoerpijpen voor verbrandingsgassen.

14.2.5. Blusmiddelen.

De uitbater draagt er zorg voor dat de blustoestellen jaarlijks nagezien en onderhouden worden door een gespecialiseerde firma.

14.2.6. Filters en afvoerwegen van keukenafzuigkappen.

De exploitant zorgt ervoor dar de vetfilters en afvoerwegen van de keukenafzuigkappen minstens jaarlijks worden onderhouden.

14.2.7. Schoorstenen en afvoerpijpen.

De schoorstenen en afvoerpijpen worden één keer per jaar schoongemaakt door een gekwalificeerde technicus.

14.2.8. Installatie voor branddetectie door punctuele voeler.

De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden in ontvangst genomen zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″. De controles moeten echter betrekking hebben op het geheel van de installaties (voelers, centrales, versterkingstabellen, stuurinstallaties, enz.).

De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden jaarlijks onderhouden, nagezien en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″.

14.2.9. Alarminstallaties :

Die installaties worden jaarlijks nagezien en onderhouden door een gekwalificeerde installateur.

14.2.10. Brandwerende deuren en deurtjes :

De exploitant zorgt voor de goede werking van de zelfsluitende of bij brand zelfsluitende deuren, deurtjes, Hij zorgt ook voor het regelmatig onderhoud ervan.

Hoofdstuk XV. — Exploitatievoorschriften

15.1. Algemeen.

Afgezien van wat voorzien is in deze regelgeving, neemt de exploitant alle nodige maatregelen met het oog op de bescherming van alle personen tegen brand, paniek en ontploffingen.

De opmerkingen die tijdens de periodieke controles werden geformuleerd, moeten zo spoedig mogelijk aanleiding geven tot de nodige verbeteringen.

De omtrek van de plaatsen waar brandbestrijdingsapparaten geïnstalleerd zijn, moeten steed vrij blijven zodat die apparaten onverwijld kunnen worden gebruikt.

15.2. Autonome branddetectie.

De exploitant zorgt voor de goede werking van de autonome rookdetectors minstens één keer voor elke huur. Tot dat einde houdt hij rekening met de aanwijzing van de fabrikant.

15.3. Kookapparaten.

Kooktoestellen en vloeistofverwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal. Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandbaar gas mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen.

Bij gebruik van een buigzame leiding voor de aansluiting van het fornuis op de gasdistributieinstallatie, moet die jaarlijks worden vervangen. Haar lengte wordt beperkt tot 1,5 meter. Elk uiteinde is uitgerust met spanringen.

15.4. Veiligheidsinstructies.

De exploitant handelt als een goed huisvader en verbindt zich ertoe de gehuisveste personen op de hoogte te brengen van de werking van de installaties en de brandveiligheidsinstructies die in acht moeten worden genomen in het gebouw. Die hangen af van de capaciteit, de uitrusting en de organisatie van de kamers van het gebouw.

Bij aanwezigheid van een haard of open haard worden gebruiks- en veiligheidsinstructies aangeplakt ten dienste van de gehuisveste personen.

Veiligheidsinstructies in de drie nationale talen en in het Engels, eventueel vervangen door pictogrammen en duidelijk zichtbaar geplaatst in het gebouw geven de aan te nemen gedragslijn in geval van brand. Ze vermelden de naaste publieke of privé telefoonpost.

Het personeel en in het bijzonder het nachtwachtpersoneel wordt getraind op de bediening van blusmiddelen en wordt ingelicht over de gebruiksvoorwaarden daarvan. Dat personeel krijgt ook een algemene opleiding inzake onheilpreventie.

Voor groeperingen van gebouwen moet een dossier bestemd om de hulpploegen te informeren de plaats vermelden van o.a. :

— de trappen en evacuatiewegen;

— de beschikbare blusmiddelen;

— de algemene tabel van het brand- en alarmdetectiesysteem;

— de stookplaats;

— in voorkomend geval de installaties en lokalen met bijzondere risico's;

— de algemene vestiging van de gebouwen, toegangswegen, waterhulpbronnen en stroomonderbrekingsapparaten.

Dat dossier wordt bijgehouden.

15.5. Bescherming tegen vallen.

De putten, tanken, bekkens, reservoirs en een of andere openingen, wanneer ze gevaarlijk zijn voor de gebruikers, moeten voldoende open zijn of afgesloten zijn met stevig vastgemaakte borstweringen, van minstens 1 meter hoog.

De raam- en deuropeningen en andere openingen in de muren waarvan de drempel op minder dan 70 cm boven de vloer naar de binnenkant ligt en op meer dan 1,50 m boven de grond naar de buitenkant, moeten beschermd worden door stevig vastgemaakte borstweringen van minstens 1 meter hoog.

De trappen moeten voorzien zijn van stevige leuningen die geplaatst zijn op een minimale hoogte van 0,75 m aan de kant met een eventueel valrisico. Wanneer de breedte van de trappen hoger is dan 1,50 m of wanneer een valrisico bestaat aan beide kanten, zijn de leuningen dubbel.

De leuningen moeten zo vervaardigd zijn dat de kinderen niet kunnen binnensluipen tussen de spijlen. Hetzelfde geldt voor de leuningen wanneer een valrisico bestaat.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 7

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

5. Algemeen.

Deze bepalingen zijn van toepassing onverminderd de toepasselijke normen en algemene of bijzondere bepalingen en met name :

het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995);

— de Codex over het welzijn op het werk (Codex);

— het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming (A.R. A.B.);

— bijlage 9 bij dit besluit tot vaststelling van de normen voor het onderhoud, de controle en het gebruik;

— het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

5.1. Doel van die bepalingen.

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

a) het voorkomen van branden;

b) de veiligheid van personen;

c) het voorkomen van problemen bij de tussenkomst van de brandweerdiensten.

5.2. Door de exploitant te treffen maatregelen.

De exploitant treft de gepaste maatregelen om :

a) branden te voorkomen;

b) elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;

c) in geval van brand :

— de gehuisveste personen in staat te stellen de alarm te slaan;

— de veiligheid van de personen te verzekeren en in voorkomend geval die snel en zonder gevaar te evacueren;

— de territoriaal bevoegde brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied.

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Tussen 10 en 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A					*	
Inrichting van het type B			*		*	

Deze normen zijn van toepassing voor zover ze bijzonderheden geven of hetzij meer dwingend zijn dan de basisnormen of specifiek zijn voor de gebouwen bestemd voor huisvesting.

Overeenkomstig bovenstaande tabel bepalen ze de voorwaarden betreffende het ontwerpen, de bouw en de inrichting van de gebouwen of gedeelten daarvan voor de opvang van een inrichting van type B met een maximale capaciteit hoger dan 9 personen of een inrichting van type A met een maximale capaciteit hoger dan 15 personen.

1.7. Terminologie.

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.4.2. Deze terminologie wordt aangevuld als volgt :

Positieve veiligheid : De installaties worden geacht in positieve veiligheid te werken als de veiligheidsfunctie van die installaties of apparaten blijft werken wanneer de energiebron en/of het voedings- en/of bedieningsapparaat gebrekkig is/zijn.

Flat : Elke toeristische logiesverstrekkende inrichting met minstens één plaats voor de voorbereiding van maaltijden door de gehuisveste personen.

1.5. Nummering van de niveaus

1.5.1. Een ordenummer wordt toegekend aan elk niveau met inachtneming van volgende regels :

— de verschillende niveaus vormen een ononderbroken opeenvolging;

— één van de niveaus heeft het nummer 0;

— de niveaus beneden het niveau 0 hebben een negatief ordenummer;

— de niveaus boven het niveau 0 hebben een positief ordenummer.

1.5.2. Op elk niveau moet het ordenummer daarvan :

— ingeschreven zijn ten minste op één van de wanden van de overlopen van de trappenhuizen en van de liften;

— leesbaar zijn vanuit de liftkooi bij het stilstaan daarvan.

1.5.3. In de liften is het ordenummer van de niveaus ingeschreven naast de overeenstemmende bedieningsknop. Bovendien staan de woorden ″uitgang″ en ″nooduitgang″ vermeld naast de ordenummers van de niveaus met uitgangen en nooduitgangen.

1.8. Proef- en classificatiemethoden voor producten in een andere lid-Staat van de Europese Unie

Indien het wordt vastgesteld d.m.v. bewijsstukken dat een product voldoet aan de vereisten van dit besluit volgens gelijkwaardige proef- en classificatiemethoden die geldig zijn in een andere lid-Staat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de in deze bijlage vastgestelde technische vereisten.

1.9. Certificering van materialen en installaties.

Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling alsook de proeflaboratoria en van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000

en voor zover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en / of materiaal bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaand aan de uitvoering van de installatie of het gebruik van het materieel :

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten gecertificeerd zijn door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van producten overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45011;

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten worden geplaatst door installateurs die gecertificeerd zijn door een certificeringsionstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van personen overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45013.

Hoofdstuk II. — Vestiging, bouw en uitrusting

2.1. Compartimentering van de lokalen

2.1.1. De oppervlakte van een gebouw, gemeten tussen de binnenkanten van de wanden die het afbakenen, is lager dan 1250 m^2.

2.1.3. Elk geheel van 20 kamers of van lokalen bestemd voor de huisvesting van maximum 40 personen verdeeld op éénzelfde niveau wordt afgesloten door binnenwanden met een graad Rf 1 h, behalve voor lage gebouwen met één enkel niveau waar Rf gelijk is aan ½ h.

De wandopeningen zijn gesloten d.m.v. zelfsluitende deuren Rf ½ h.

2.2. Lokalen gelegen beneden het laagste evacuatieniveau.

Beneden het laagste evacuatieniveau :

— mag geen individuele of collectieve slaapkamer gelegen zijn;

— mag enkel het naaste niveau lokalen bevatten die bestemd zijn voor huisvesting.

2.3.Aantal trappenhuizen.

Het aantal trappenhuizen wordt vastgesteld met inachtneming van :

— het aantal gehuisveste personen boven het naaste evecuatieniveau;

— de voorschriften betreffende de maximale afstanden voor toegang tot het naaste trappenhuis of de naaste evacuatieweg.

Op de evacuatieniveaus leiden de trappen naar een uitgang hetzij rechtstreeks, hetzij via een zo kort mogelijke evacuatieweg die voldoet aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd).

Op de benedenverdieping kunnen de ontvangsthal en haar directe bijgebouwen ingesloten zijn in het compartiment van één van de trappenhuizen of van de evacuatieweg : dit impliceert permanente beschermingsmaatregelen tegen brand.

2.4. Verticale binnenwanden

De verticale binnenwanden die een kamer of een flat afbakenen, hebben een Rf van minstens ½ h.

Voor de binnenwanden van de evacuatiewegen en de deuren die ertoe leiden, zie het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd).

2.5. Deuren.

De deuren van de evacuatiewegen alsook de deuren die leiden buiten het gebouw moeten altijd kunnen worden geopend met het oog op de evacuatie. Die deuren kunnen gegrendeld zijn met inachtneming van volgende voorwaarden : - Elektrische ontgrendeling vanuit een altijd toegankelijke plaats (wachtkantoor, onthaal, enz); - Automatische ontgrendeling in geval van branddetectie, alarm en stroomstoring; - Installatie uitgevoerd volgens de principes van de positieve veiligheid.

2.6. Niet vlottende bekledingsmaterialen die gebruikt worden als thermische of geluidsisolatie of als versiering.

Men dient zich te schikken naar de voorschriften van bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1997).

2.7. Dakwerk.

Men dient zich te schikken naar de voorschriften van bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1997).

2.8. Bouwvoorschriften betreffende de compartimenten en de doorgangen die bij evacuatie gebruikt moeten worden.

2.8.1. Aantal trappen

In elk geval moet iedere bewoonde verdieping beschikken over ten minste twee verschillende evacuatiewegen die over de hele hoogte van het gebouw zelfstandig van elkaar zijn.

In elk geval zijn de trappenhuizen zodanig en in zo'n hoeveelheid opgericht dat de voorschriften van het koninklijk besluit in acht worden genomen.

In elk geval moeten de verdiepingen voorzien zijn van ten minste één binnentrap. Bijkomende trappen mogen buitentrappen zijn.

In de gebouwen van type 2 moet een compartiment voorzien zijn van ten minste twee trappenhuizen.

In de gebouwen van type 1, in akkoord met de territoriaal bevoegde brandweerdienst, mogen de verdiepingen waar minder dan 20 bewoners ondergebracht worden, alleen voorzien zijn van één trappenhuis voorzover een tweede evacuatieweg bestaat.

2.8.2. Ventilatie van de binnentrappenhuizen

Het handbedieningstoestel is duidelijk zichtbaar in akkoord met de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

2.9. Bouwvoorschriften betreffende sommige technische lokalen en ruimten.

2.9.1.Linnenkamers van meer dan 2 m^2, washokken, archiefdepots en werkplaatsen.

Die lokalen zijn gelegen buiten de voor de bewoners toegankelijke compartimenten.

Als het onmogelijk is, in akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer en met inachtneming van volgende voorschriften, mogen die lokalen gelegen zijn in de voor de bewoners toegankelijke compartimenten.

Het betrokken lokaal wordt afgesloten door binnenwanden die aan volgende voorschriften voldoen :

— Rf 1 h;

— De openingen in die wanden worden gesloten door Rf ½ h-zelfsluitende deuren;

— Als ze niet worden bewoond, worden die lokalen afgesloten.

2.9.2. Mantelbuizen

Stortkokers en mantelbuizen voor de afvoer van linnen zijn verboden.

2.9.3. Gemeenschappelijke keukens

2.9.3.1. Bakovens en vloeistofverwarmers zijn gelegd op draagsteunen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

2.9.3.2. Afvoerkanalen voor verbrandingsgassen en dampen.

De afvoerkanalen voor verbrandingsgassen en dampen zijn vervaardigd uit materialen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. De dichtheid van deze kanalen wordt verzekerd tot een temperatuur van 800 °C.

De verbrandingsgassen en dampen worden langs deze kanalen, die niet mogen verbonden zijn met andere leidingen, uit het gebouw gedreven.

De niet-geïsoleerde kanalen liggen ten minste 45 cm van elk niet-afgeschermd brandbaar materiaal.

De binnenzijde van de kanalen is glad en weerstaat aan de werking van scheikundige produkten die normaal in de af te voeren verbrandingsgassen en dampen aanwezig zijn.

De kanalen moeten gemakkelijk kunnen worden gereinigd.

Te dien einde zijn er eventueel openingen in aangebracht.

Met uitzondering van de gemeenschappelijke keukens, zijn de kanalen die uit de keukens komen, ofwel aan de buitenkant van de gebouwen stevig vastgemaakt, hetzij in mantelbuizen gezet waarin geen andere leidingen lopen en waarvan de wanden een weerstand tegen brand hebben van ten minste twee uur. In dit laatste geval hebben de deurtjes of de toegangsdeuren voor het nazicht en de reiniging een weerstand tegen brand van ten minste één uur.

2.9.4. Opslagplaats voor huisvuil

Het lokaal is voorzien van een automatisch hydraulisch blussingssysteem.

Die voorschriften mogen niet van toepassing zijn op de instellingen onder de volgende voorwaarden :

— het huisvuil wordt opgeslagen in een metalen container met een zelfsluitend deksel;

— de container wordt alleen te dien einde gebruikt en is gelegen op minstens 5 m van elke opening van ieder gebouw.

2.10. Liften en goederenliften.

2.10.1.In geval van alarm worden de liften automatisch teruggeroepen naar het evacuatieniveau en worden ze stopgezet. De deuren van de liften met een automatische opening worden opengehouden.

2.10.2. Voor hydraulische liften wordt de informatie betreffende de uitschakeling van de installatie overgebracht naar de branddetector.

2.11. Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie

2.11.1. De apparatuur en de gebruikstoestellen moeten voldoende veiligheidswaarborgen bieden.

Deze vereiste wordt als voldoende beschouwd wat betreft onder meer de apparatuur en de gebruikstoestellen die aan Belgische normen voldoen.

2.11.2. De toestellen die zorgen voor de normale kunstmatige verlichting van de bij evacuatie gebruikte ruimten, zijn vastgehecht. Als ze van een uurwerk afhangen, moet men zorgen voor een progressieve storing van de verlichting zodanig dat die opnieuw mag aangestoken worden zonder ooit in de duisternis te zijn.

2.12. Installaties met vloeibaar gemaakte petroleumgassen

2.12.1 Algemeen

2.12.1.1. De installaties met vloeibaar gemaakte petroleumgassen voldoen aan de desbetreffende voorschriften, normen, vakmanskunst, technische eisen en richtlijnen.

2.12.1.2. De hulpstukken zoals kranen, kleppen, deksels, veiligheidsventielen, ontspanners, enz., zijn geschikt voor het gebruik van vloeibaar gemaakte petroleumgassen.

2.12.1.3. Het gebruik van commerciële butaan in verplaatsbare flessen is verboden.

2.12.1.4. In de gebouwen bedraagt de maximaal toegelaten bedrijfsdruk 1,5 bar.

2.12.1.5. In de gebouwen is de installatie zodanig opgericht dat, zelfs per ongeluk, de druk in de leidingen de bedrijfsdruk niet overschrijdt met meer dan 50 %.

2.12.1.6. Een afsluitkraan ligt vlakbij de plaats waar de leiding het gebouw binnenkomt. Deze afsluitkraan moet buiten het gebouw en zijn ingangen liggen. De plaats waar deze kraan ligt is gemakkelijk te vinden.

2.12.1.7. De handelingen voor het plaatsen of vervangen van verplaatsbare recipiënten worden zo veilig mogelijk uitgevoerd. Na deze handelingen wordt de dichtheid van de buizen en koppelingen nagegaan.

2.12.2. Installaties die gas in vaste reservoirs gebruiken

2.12.2.1. Ongeacht hun inhoud, voldoen de opslagplaatsen met vaste reservoirs voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen aan de voorschriften van het desbetreffende koninklijk besluit van 21 oktober 1968.

2.12.2.2. Ter toepassing van de regelgeving wordt bovendien een machtiging vereist voor opslagplaatsen met vaste reservoirs met een inhoud van 300 liter en meer (gemeten in liter water). Onverminderd de voorschriften van voormelde paragraaf, moeten deze opslagplaatsen ook voldoen aan de eventuele vereisten van de machtigingsbesluiten.

2.12.2.3. De gebouwen met lokalen die bestemd zijn voor bewoners, zijn zowel verwijderd of gescheiden van de eventuele verdampingsinfiltraties als van andere gebouwen of door derden bewoonde lokalen.

2.12.3. Installaties die gas in verplaatsbare recipiënten gebruiken

2.12.3.1. De verplaatsbare recipiënten voldoen aan de voorschriften van het ″Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming″.

2.12.3.2. De opslagplaatsen met verplaatsbare recipiënten met een totale inhoud (in liter water) van 500 liter of meer moeten gemachtigd zijn overeenkomstig het ″Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming″ en moeten voldoen aan de eventuele vereisten van de machtigingsbesluiten.

2.12.3.3. Veiligheidsmaatregelen voor verplaatsbare recipiënten

2.12.3.3.1. De verplaatsbare recipiënten mogen niet in de gebouwen gelegd worden met uitzondering van die waarvan de hoeveelheid grondstof niet hoger is dan 3 kilo's. Buiten de gebouwen zijn zij op minstens 1,5 m van vensters en 2,5 m van deuren gelegd.

2.12.3.3.2. De verplaatsbare recipiënten staan steeds rechtop, op een niveau dat niet lager ligt dan de omliggende grond, en op minstens 2,5 m afstand van elke kelderopening of ingang naar een ondergrondse plek. Zij moeten tegen omvallen beschermd zijn.

2.12.3.3.3. Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,5 m van de verplaatsbare recipiënten.

2.12.3.3.4. Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

— mogen enkel vervaardigd zijn uit ontbrandbare materialen;

— zijn voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan.

2.12.3.3.5. Koppeling van de verplaatsbare recipiënten aan de distributieleiding.

Ten einde het leeglopen van de leiding bij het vervangen van een leeg recipient door een vol te vermijden, is een afsluitsysteem aangebracht op de leiding van elke verplaatsbare recipiënt. Dit apparaat mag bestaan hetzij uit een klep of een terugslapklep, hetzij uit een omkeerklep als de voorziening langs twee recipiënten gebeurt.

2.12.4. Leidingen

2.12.4.1. De leidingen zijn vervaardigd uit buizen van naadloos staal, koper of koperlegering, sterk genoeg om te weerstaan aan een bedrijfsdruk van 20 bar.

De buisstukken waaruit de distributieleiding bestaat, zijn aan elkaar gezet door :

— autogeenlassing;

— een soldeernaad waarvan het smeltpunt van het mengsel op minstens 500 °C ligt.

Nochtans wordt het gebruik toegelaten van mechanische koppelingen die bestemd zijn voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen, in hoeverre dit nodig is voor het demonteren en hermonteren.

2.12.4.2. De distributieleidingen moeten binnen de gebouwen zo gelegd zijn, dat zij over hun ganse lengte kunnen geïnspecteerd worden, behalve daar waar zij in voeringen moeten gelegd zijn. Doeltreffende maatregelen zijn getroffen om deze leidingen te beschermen tegen corrosie.

2.12.4.3. De leidingen mogen niet gelegd zijn :

— in de kanalen voor afvoer van rook of verbrandingsgassen, zelfs als deze niet gebruikt worden;

— in de schachten van de liften, lasten- of bordenliften;

— in de ventilatie- of verwarmingsmantelbuizen.

Zij mogen evenmin door voormelde kanalisaties of mantelbuizen lopen, noch door watergoten of rioolmonden. De distributieleidingen zijn gelegd op minstens 5 cm afstand van andere kanalisaties en mogen niet in verbinding staan met de afvoerkanalen voor rook en verbrandingsgassen.

2.12.4.4. De distributieleidingen mogen niet door ruimten lopen waar een lek bijzonder gevaarlijk kan zijn, hetzij door de bestemming van deze ruimte, hetzij door hun onvoldoende ventilatie. Indien dit nochtans niet kan vermeden worden, mogen de buizen van geen enkel mechanisch koppelstuk voorzien zijn over heel de lengte waarvan sprake.

2.12.4.5. Voeringen

De voeringen zijn uit één stuk en hebben een voldoende mechanische weerstand. Zij zijn verplicht voor alle leidingen die door wanden steken.

De voeringen voor de gasdistributie mogen geen andere leiding bevatten.

2.12.5. Gebruikstoestellen.

2.12.5.1. Voor de voorziening van de gebruikstoestellen worden enkel onbuigzame buizen gebruikt.

Op de aanvoerleiding van elk gebruikstoestel staat een stopkraan. Deze kraan moet gemakkelijk bereikbaar zijn en ligt vlakbij het bediende toestel.

Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze kraan is gemakkelijk te bereiken en ligt op minder dan 15 m van het eerste toestel.

De nodige maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen gebruikt worden.

2.12.5.2. Elk gebruikstoestel is aangepast aan de aard en druk van het gas. De toestellen komen overeen met het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen. Alle verwarmings- en kooktoestellen die zijn verbonden met de gasinstallatie, zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

2.12.5.3. In de lokalen waar één of meer toestellen zijn geïnstalleerd, zijn afdoende maatregelen getroffen, niet alleen voor een goede ventilatie, maar ook voor :

— een voldoende aanvoer van verse lucht, om de lucht te vervangen die door de gasverbranding werd opgebruikt;

— een voldoende afvoer van de verbrandingsgassen buiten de gebouwen.

Afvoerleidingen zorgen voor het uitdrijven van de verbrandingsproducten die voortkomen uit de in de keukens gebruikte toestellen.

2.13. Installaties bevoorraad met brandbaar gas dat lichter is dan de lucht en dat langs leidingen wordt gevoerd

2.13.1. Aansluiting op het distributienet

Op elke buis waarbij de instelling aangesloten wordt op het distributienet, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats waar deze kraan (kranen) ligt (liggen) is gemakkelijk te vinden.

2.13.2. Voeringen

De voeringen zijn onafgebroken en hebben een voldoende mechanische weerstand. Ze zijn verplicht voor alle buizen in de wanddoorvoering.

Geen andere leiding mag de voering van een gasbuis gebruiken.

2.13.3. Gebruikstoestellen

De buisleiding van de gebruikstoestellen bestaat uitsluitend uit onbuigbare elementen. Zonder dat men daarom niet meer verplicht is een stopkraan op de aanvoerbuis van elk gebruiktoestel te plaatsen wanneer verschillende gebruikstoestellen in eenzelfde lokaal zijn geïnstalleerd, wordt een verdelingskraan gelegd op de buisleiding die het geheel van deze toestellen bevoorraadt. Deze gemakkelijk bereikbare kraan ligt op minder dan 15 m van het eerste bediende toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

De toestellen stemmen overeen met het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen. Alle verwarmings- en kooktoestellen die verbonden zijn met de gasinstallatie, zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

2.14. Installaties voor verwarming en klimaatregeling.

2.14.2. Algemeen.

2.14.1.1. Terminologie

2.14.1.1.1. Installatie van centrale verwarming : verwarmingsinstallatie waarvan de warmtebron(nen) de energie van een fluïdum opvoert, en deze vervolgens overbrengt naar de lokalen die moeten worden verwarmd.

2.14.1.1.2. Lokaal verwarmingsapparaat : toestel met een warmtebron dat geïnstalleerd is in het te verwarmen lokaal.

2.14.1.1.3. Centrale installatie voor klimaatregeling : regelingsinstallatie waarbij de verwerkte lucht vervoerd wordt naar de verschillende lokalen die moeten worden geklimatiseerd of verlucht.

2.14.1.1.4. De centrale verwarmings- of klimaatregelingsinstallaties voldoen aan de voorschriften, grondregels van de bouwkunst en technische richtlijnen betreffende de centrale verwarming, de ventilatie en de klimaatregeling, die op de datum van oprichting van de installaties van kracht zijn.

2.14.2. Centrale verwarmingsinstallaties.

2.14.2.1. De warmtebronnen zijn opgericht in stookplaatsen die voldoen aan de vereisten van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (gewijzigd).

2.14.2.2. De warmtebronnen met automatische ontsteking waarin een vloeibare brandstof gebruikt wordt, zijn uitgerust met veiligheidstoestellen overeenkomstig de norm EN 230 ″Verstuivingsstookoliebrander uit één stuk - veiligheids-, aandrijvings- en regelingsvoorschriften″ en EN 264 ″Veiligheidsvoorschriften voor verbrandingsinstallaties die vloeibare brandstoffen gebruiken - veiligheidsvereisten - proeven″.

2.14.2.3. De warmtebronnen met een automatische ontsteking die een brandbaar gas gebruiken, zijn uitgerust met een toestel :

— dat de toevoer van brandstof naar de brander automatisch afsluit bij het stilvallen van de brander, bij oververhitting of overdruk in de wisselaar;

— dat alle toevoer van brandstof afsluit bij toevallig uitdoven van de waakvlam.

De toestellen stemmen overeen met het koninklijk besluit van 3 juli 1992 betreffende de veiligheid van gastoestellen.

2.14.2.1. Centrale verwarmingsinstallaties met warme lucht.

2.14.2.4.1. In de warmtebronnen heeft de lucht voortdurend een hogere druk dan het gas dat circuleert in de ketelhaard.

2.14.2.4.2. Niet toegelaten worden :

— de verwarming met rechtstreekse verbranding in de rond te stuwen lucht;

— de verwarming met een uitwisseling van warmte met een vloeistof of stoom waarvan de temperatuur hoger is dan 180 °C.

2.14.3. Plaatselijke verwarmingstoestellen.

De plaatselijke toestellen die zorgen voor bijkomende of aanvullende verwarming, werken elektrisch en voldoen aan volgende vereisten :

— er mag geen enkel contact zijn, zelfs toevallig, tussen om het even welk voorwerp en de verwarmende weerstanden;

— de temperatuur van de lucht aan de uitlaat mag niet hoger zijn dan 80 °C;

— de temperatuur van de uitwendige en bereikbare delen van het toestel mag in geen geval hoger zijn dan 70 °C.

2.14.4. Centrale installaties voor klimaatregeling.

De groepen voor de luchtbehandeling zijn geïnstalleerd in daarvoor bestemde lokalen en voldoen aan de voorschriften betreffende de stookplaatsen.

Bovendien zijn maatregelen getroffen om te vermijden dat dampen van de koelvloeistof rechtstreeks of onrechtstreeks andere lokalen van de inrichting zouden doordringen.

2.14.5. Gemeenschappelijke voorschriften :

Die voorschriften zijn van toepassing op de installaties voor verwarming door warme lucht en op de centrale klimaatregelingsinstallaties.

2.14.5.1. De leidingen voor de luchtcirculatie zijn vervaardigd uit materialen van klasse A0 overeenkomstig bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

2.14.5.2. De gevoerde lucht mag niet voortkomen uit de stookplaatsen, noch uit lokalen waar bijzonder brandgevaar bestaat.

2.14.5.3. Om te vermijden dat, bij brand, de rook de nog niet door het vuur aangetaste lokalen zou doordringen langs de luchtleidingen, zijn aangepaste toestellen gelegd.

2.14.5.4. Waar de gebruikte leidingen de bediende lokalen doordringen, mag de temperatuur van de gevoerde lucht niet hoger zijn dan 80 °C.

2.14.5.5. Bij abnormale stijging van de temperatuur van het verwarmde fluïdum, legt een veiligheidstoestel de ventilatoren stil, en al naar gelang het geval :

— dooft de warmtebron of zet de waakvlam aan van de warmtegeneratoren;

— snijdt de elektrische stroom af van de groepen voor luchtbehandeling.

Dit automatisch mechanisme is ontdubbeld door handbedieningen die oordeelkundig op ten minste twee plaatsen van de inrichting zijn gelegd.

Deze handbedieningen zijn gelegd buiten de lokalen waar de stookplaats of de groep voor luchtbehandeling zijn geïnstalleerd. Bovendien is één van de handbedieningen opgericht in een lokaal of ruimte die rechtstreeks van buitenuit kan betreden worden. Panelen in het wit met rode letters of tekens :

— duiden de plaats aan waar de voornoemde handbedieningen liggen;

— verstrekken de nodige inlichtingen om deze handbedieningen te kunnen gebruiken en om eventueel andere acties te kunnen verrichten.

2.14.5.6. De gedeelten van de luchtomloop in ″onderdruk″, zoals filterkamers, schachten, enz., zijn voldoende dicht om de insijpeling van rook en gassen te voorkomen uit de lokalen waarlangs de omloop is geleid.

2.14.5.7. De elektrische motoren zijn gemakkelijk bereikbaar voor onderhoud.

Wanneer een motor geïnstalleerd is in de luchtomloop, heeft hij ten minste een bescherming IP4 X (NBN C 20-001). Bovendien zijn de wikkelingen beschermd door een ingebouwde thermische beveiliging die de aanvoer van elektrische stroom naar de motor afsnijdt bij oververhitting.

De ingebouwde thermische beveiliging is niet vereist voor motoren van 0,36 kW en minder.

2.14.5.8. De mondingen voor het aanzuigen of afvoeren van lucht naar buiten zijn zodanig gelegd dat geen vast brandbaar bestanddeel kan indringen en dat het brandgevaar van buiten vermeden wordt.

Deze mondingen worden beschermd door tralies of corrosievrij maaswerk.

2.14.5.9. Verwarmingsmonden, luchtverspreiders of afzuigmonden zijn op minstens 0,08 m boven de afgewerkte vloer gelegd. Deze mondingen zijn op dezelfde wijze beschermd als bedoeld in lid.

2.14.5.10. De bepalingen van het vorig lid zijn echter niet van toepassing op de monden die, in vergaderzalen, toneelzalen en conferencielokalen, enz., in de afgewerkte planken vloer kunnen worden gelegd. Die monden zijn dan niet alleen uitgerust met het hiervoor beschreven tralie- of maaswerk maar ook met een metalen korf met dezelfde oppervlakte als de beschermde monden.

2.16 Installaties voor branddetectie, melding, waarschuwing, alarm en brandblusmiddelen

2.15.1. Algemeen

Alle inrichtingen zijn uitgerust met een installatie voor detectie van brand alsook met toestellen of middelen voor melding, waarschuwing, alarm en brandblussing.

2.15.1.2. De detectie-installaties waarmee de inrichtingen zijn uitgerust, zijn veralgemeende installaties voor automatische branddetectie door punctuele voelers, die overeenstemmen met de Belgische norm NBN S 21-100 en haar addenda.

2.15.2. Branddetectie

Vanuit elk compartiment moet de ontdekking of de detectie van brand onverwijld aan de brandweer meegedeeld kunnen worden.

2.15.3. Waarschuwing

De waarschuwingsberichten of -signalen zijn waarneembaar door elke betrokken persoon, onder meer door de leden van het waakpersoneel en het personeel van de eventuele inwendige veiligheidsdienst. Die signalen of berichten mogen geen verwarring veroorzaken met andere, in het bijzonder met de alarmsignalen of -berichten.

2.15.4. Alarm

2.15.4.1. De alarmsignalen of -berichten zijn waarneembaar door elke betrokken persoon. Die signalen of berichten mogen geen verwarring veroorzaken met andere, in het bijzonder met de waarschuwingssignalen of -berichten. In elk geval moten ze de bewoners kunnen wekken.

2.15.4.2. Vanwege de omvang van het gebouw, wordt het bevel waarbij die geheel of gedeeltelijk wordt geëvacueerd, gegeven door de alarminstallaties.

2.15.5. Blusapparaten.

De blusapparaten stemmen overeen, volgens hun type en capaciteit, met één van de vigerende Belgische normen.

Een draagbare snelblusser is gelegd vlakbij elke haspel met axiale voeding, waarvan de installatie eventueel verplicht is. In alle gevallen moet elke verdieping beschikken over ten minste één draagbaar blusapparaat.

Vanwege de bijzondere risico's die sommige lokalen, technische ruimten of installaties bieden, zoals stookplaatsen, hoogspanningskabines, machinekamers van liften, friteuses, enz., zijn een voldoende aantal blusapparaten gelegd of geïnstalleerd in oordeelkundig gekozen plaatsen.

De capaciteit en het type van de in deze paragraaf bedoelde snelblussers zijn aangepast aan de betrokken risico.

2.15.6. Vaste en automatische blusinstallaties.

In de stookplaatsen waar één of verschillende warmtebronnen in gebruik zijn die met een vloeibare brandstof gevoed worden, zijn deze bronnen uitgerust met een automatisch blussysteem gekoppeld aan toestellen die, als zij in werking treden, de aanvoer van brandstof en elke energiebron uitschakelen in de stookplaats waar brand is uitgebroken.

In keuken-restaurantcomplexen is elk vast frituurtoestel uitgerust met een vaste en automatische blusinstallatie die gekoppeld is aan een apparaat waarbij de voeding in warmte-energie van het frituurtoestel wordt onderbroken.

De in dit artikel bedoelde automatische blussingsinstallaties zijn uitgerust met een waarschuwingssysteem dat gekoppeld is aan de branddetectie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Bijlage 8

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

6. Algemeen.

Deze bepalingen zijn van toepassing onverminderd de toepasselijke normen en algemene of bijzondere bepalingen en met name :

het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen en wijzigingen aan dit besluit (*Belgisch Staatsblad* van 26 april 1995);

— de Codex over het welzijn op het werk (Codex);

— het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming (A.R. A.B.);

— bijlage 9 bij dit besluit tot vaststelling van de onderhouds- en controlenormen en de bewoningsvoorschriften;

— het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

6.1. Doel van die bepalingen.

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

a) het voorkomen van branden;

b) de veiligheid van personen;

c) het voorkomen van problemen bij de tussenkomst van de brandweerdiensten.

6.2. Door de exploitant te treffen maatregelen.

De exploitant treft de gepaste maatregelen om :

a) branden te voorkomen;

b) elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;

c) in geval van brand :

— de gehuisveste personen in staat te stellen de alarm te slaan;

— de veiligheid van de personen te verzekeren en in voorkomend geval die snel en zonder gevaar te evacueren;

— de territoriaal bevoegde brandweerdienst onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied.

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Tussen 10 en 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A						*
Inrichting van het type B				*		*

Deze bepalingen zijn van toepassing op de volgende twee categorieën :

1.3.1 de gebouwen van het middelgrote of lage type die bestonden op 26 mei 1995 of van het lage type die bestonden op 31 december 1997 en bestemd voor de opvang van een toeristische logiesverstrekkende inrichting, die een gunstig veiligheidsattest hebben ontvangen overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 9 november 1990.

Voor die gebouwen, behalve wat betreft de structuurelementen van het gebouw (art. 31), zijn die maatregelen niet van toepassing op het gedeelte van het gebouw dat door de eigenaar of de exploitant bewoond is, op voorwaarde dat dat gedeelte gescheiden is van het gebouw, zoals voorzien in artikel 4.2.

1.3.2. Overeenkomstig bovenstaande tabel, alle andere bestaande gebouwen bestemd voor de opvang van een instelling van type B met een maximale capaciteit hoger dan 9 personen of een instelling van type A met een maximale capaciteit hoger dan 15 personen.

1.4. Terminologie.

1.4.1. De gebruikte terminologie is die welke staat vermeld in bijlage I bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.4.2. Die terminologie wordt aangevuld als volgt :

Deur Rf : brandwerende deur. De bepalingen van bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 inzake de ″BENOR/ATG″-erkenning en erkende plaatsers zijn enkel van toepassing op de deuren geplaatst of vervangen na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van deze regeling. De plaatsers zijn erkend in de zin van het ministerieel besluit van 5 mei 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de procedure inzake de erkenning van de plaatsers van brandwerende deuren.

Positieve veiligheid : De installaties worden geacht in positieve veiligheid te werken als de veiligheidsfunctie van die installaties of apparaten blijft werken wanneer de energiebron en/of het voedings- en/of bedieningsapparaat gebrekkig is/zijn.

Deuren met massieve kern : deuren die ontworpen en gelegd zijn overeenkomstig de grondregels van de bouwkunst en die bestaan uit :

— hetzij houtspaanderplaten met een soortelijke massa van ten minste 400 kg/m^3 en met dezelfde dichtheid als het raam,

— hetzij hardhout met een soortelijke massa van ten minste 400 kg/m^3 die bestaat uit één kozijn en panelen. De panelen vertonen overal een minimumdichtheid van 12 mm.

Flat : Elke toeristische logiesverstrekkende inrichting met minstens één plaats voor de voorbereiding van maaltijden door de gehuisveste personen.

1.5. Classificatie van de gebouwen.

De gebouwen worden ingedeeld in drie categorieën :

1.5.1. Cat. 1. — Laagbouw.

Deze worden onderverdeeld in twee subcategorieën :

Cat. 1*a*. — gebouwen met één bewoond niveau boven de grond dat het gewone evacuatieniveau is;

Cat. 1*b*. — gebouwen met 2 of 3 gewoonde niveaus boven de grond waarvan respectievelijk 1 of 2 boven het gewone evacuatieniveau.

1.5.2 Cat. 2. — Middelbouw.

Wat betreft de gebouwen omschreven in artikel 1.3.1., verstaat men onder middelbouw elk gebouw van minstens drie bewoonde niveaus boven het gewone evacuatieniveau dat niet valt onder categorie 3.

1.5.3. Cat. 3. — Hoogbouw.

Deze worden onderverdeeld in twee subcategorieën :

Cat. 3*a*. — gebouwen waarvan de bouwvergunning werd toegekend vóór 26 mei 1995.

Deze voorschriften worden gegeven onverminderd het koninklijk besluit van 4 april 1972 tot vaststelling van de algemene voorwaarden opgenomen in de norm NBN 713.010 betreffende de bescherming tegen brand in hoogbouwen.

Cat. 3*b*. — gebouwen waarvan de bouwvergunning werd toegekend vanaf 26 mei 1995.

1.6. Bewoningsvoorschriften.

Geen flat, individuele of collectieve kamer mag worden ingericht onder het laagste evacuatieniveau.

1.7. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal.

1.7.1. Op het verzoek van de burgemeester of zijn afgevaardigde, is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd.

Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet kan geleverd worden.

1.7.2. Reactie bij brand - Testmethodes.

Het contructiemateriaal wordt ingedeeld volgens de klassering die opgenomen is in bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

1.7.3. Boringen in de wanden Rf.

De boringen en uithollingen in de wanden waarvoor een Rf vereist is, moeten afgesloten worden met elementen die een Rf-graad hebben die gelijk is met deze van de wand.

1.7.4. Elementen van metselwerk of beton zijn toegestaan voor de gebouwen bepaald in art. 1.3.1. Bij elke belangrijke inrichting (herstructurering, wijziging van een gedeelte, enz.) worden de noodzakelijke maatregelen getroffen om de vereiste Rf-graden na te leven.

1.8. Certificering van materialen en installaties.

Algemene bepalingen betreffende de certificering van de uitrustingen en installaties.

Ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling alsook de proeflaboratoria en van het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 en voor zover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en / of materiaal bestaat binnen een termijn van 2 jaar voorafgaand aan de uitvoering van de installatie of het gebruik van het materieel :

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten gecertificeerd zijn door een certificeringsinstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van producten overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45011;

— de installaties en / of het materieel gebruikt of vervangen in het gebouw moeten worden geplaatst door installateurs die gecertificeerd zijn door een certificeringsionstelling, geaccrediteerd als instelling voor de certificering van personen overeenkomstig het BELCERT-systeem of volgens een certificeringsprocedure die als gelijkwaardig wordt erkend in een andere lid-Staat van de Europese Unie of, bij gebrek aan accreditatie, voldoen aan de algemene criteria opgenomen in de NBN-EN-45013.

1.15. 1.9. Norm NBN en gelijkwaardigheid in een andere lid-Staat van de Europese Unie.

Indien het wordt vastgesteld d.m.v. de noodzakelijke stukken dat een product opgenomen in deze bijlage voldoet aan de vereisten omgezet in een norm NBN volgens proef- en classificeringsmethodes die gelijkwaardig zijn in een andere lid-Staat van de Europese Unie, wordt dat product geacht te voldoen aan de technische voorschriften van deze bijlage.

1.10. Uitzonderingen voorbehouden aan de gebouwen bepaald in artikel 1.3.1.

Wat betreft de gebouwen bepaald in artikel 1.3.1., voorzien verschillende artikelen (3.1., 3.2., 4.2., 4.4.3., 5.2.1.1.) in een uitzondering op de bijzondere voorschriften indien de instelling uitgerust is met een veralgemeende installatie voor automatische branddetectie d.m.v. punctuele voelers.

Deze uitzondering is van toepassing voor enkel één niet-nageleefd voorschrift. In het tegenovergestelde geval kan een afwijkingsaanvraag worden ingediend.

Hoofdstuk II. — Vestiging en toegangswegen

2.1. Vestiging.

Het gebouw moet afgescheiden zijn van aangrenzende gebouwen door wanden met een minimum Rf van :

— voor categorie 1 : Rf 1 / 2 h;

— voor categorieën 2 en 3 : Rf 1 h.

Voor de in artikel 1.3.1. bepaalde gebouwen worden wanden van metselwerk of beton toegelaten.

De bijgebouwen, luifels, uitspringende daken, delen in uitkraging of andere toevoegingen zijn enkel toegelaten indien daardoor noch de evacuatie en de veiligheid van de gebruikers noch de bewegingsvrijheid van de brandweer in het gedrang gebracht worden.

Indien verschillende gebouwen met elkaar verbonden zijn d.m.v. gedekte en gesloten gangen, zijn hun openingen voorzien van zelfsluitende of bij brand automatische zelfsluitende deuren Rf ½ h.

2.2. Toegangswegen.

De gebouwen zijn voortdurend bereikbaar door de voertuigen van de brandweerdiensten. Er wordt voor gezorgd dat in de nabijheid van de gebouwen het stationeren, het in werking stellen en het maneuvreren van het materiaal voor brandbestrijding en van het reddingsmateriaal gemakkelijk kunnen worden uitgevoerd.

De toelichtingen over de bereikbaarheid worden aan het oordeel van de bevoegde brandweerdienst overgelaten.

Hoofdstuk III. — Voorschriften betreffende sommige bouwelementen

3.1. Structuurelementen.

3.1.1. De elementen van de dragende structuur van het gebouw hebben ten minste :

— voor categorie 1 : een Rf ½ h;

— voor categorieën 2 en 3 : een Rf 1 h.

Voor de in artikel 1.3.1. bepaalde gebouwen worden elementen van metselwerk of beton toegelaten. Voor diezelfde instellingen, indien de voorschriften van artikel 1.3.1. niet worden nageleefd, moet het geheel van de instelling en van de evacuatiewegen voorzien zijn van een veralgemeende installatie voor automatische branddetectie d.m.v. punctuele voelers die conform is met de voorschriften van artikel 8.4.4.

In alle gevallen hebben de structuurelementen van de instellingen van categorieën 2 en 3 ten minste een Rf ½ h.

3.1.2. Deze voorschriften zijn niet van toepassing op de structuurelementen die het dakwerk ondersteunen..

3.2. Valse plafonds.

De valse plafonds van de evacuatiewegen hebben een Rf ½ h.

Wat betreft de gebouwen bepaald in artikel 1.3.1., hebben de valse plafonds van de evacuatiewegen van de enige instellingen van categorie 3 een Rf ½h. Voor diezelfde instellingen, indien dit voorschrift niet wordt nageleefd, moet de instelling voorzien zijn van een veralgemeende installatie voor automatische branddetectie d.m.v. punctuele voelers die conform is met de voorschriften van artikel 8.4.4.

Hoofdstuk IV. — Compartimentering

4.1. Elk gebouwd niveau dat geen gewoon evacuatieniveau is, bestaat uit één of meerdere compartimenten

De oppervlakte van een gebouw is lager dan 1250 m^2.

De lengte van een compartiment is de afstand tussen de verste punten van het compartiment. Ze mag niet hoger zijn dan 75 m.

De volgende uitzonderingen zijn toegelaten :

— bovenstaande voorschriften zijn niet van toepassing op parkeerruimten met verdiepingen;

— een compartiment mag zich uitstrekken tot twee opeengestapelde verdiepingen met interne verbindingstrappen (duplex) voor zover de gecumuleerde oppervlakte van beide verdiepingen niet hoger is dan 700 m^2;

4.2. Bouw van de compartimenten.

De wanden tussen de compartimenten hebben ten minste :

— voor categorie 1 : Rf ½ h;

— voor categorieën 2 en 3 : Rf 1 h.

De verbinding tussen twee compartimenten is enkel toegelaten d.m.v. zelfsluitende of bij brand automatische zelfsluitende deuren Rf ½ h.

Voor de in artikel 1.3.1. bepaalde gebouwen worden wanden van metselwerk of beton toegelaten. Voor dat soort gebouwen, indien deze voorschriften niet worden nageleefd, moet het gebouw voorzien zijn van een veralgemeende installatie voor automatische branddetectie d.m.v. punctuele voelers die conform is met de voorschriften van artikel 8.4.4.

4.3. Gedekte parkeerplaatsen.

De wanden tussen de parkeerplaatsen en de rest van het gebouw hebben ten minste :

— voor categorie 1 : Rf ½ h;

— voor categorieën 2 en 3 : Rf 1 h.

Voor de in artikel 1.3.1. bepaalde gebouwen worden wanden van metselwerk of beton toegelaten. De verbinding tussen de parkeerplaats en de rest van het gebouw is enkel toegelaten d.m.v. zelfsluitende deuren Rf ½ h.

4.4. Bijzondere voorschriften voor sommige wanden of tussenwanden.

4.4.1. De wanden die elke flat afbakenen, voldoen aan de volgende voorschriften :

— voor categorie 1 : Rf ½ h;

— voor categorieën 2 en 3 : Rf 1 h.

De verbinding tussen die wanden is enkel toegelaten d.m.v. zelfsluitende deuren Rf ½ h.

De deuren van de flats hoeven niet voorzien te zijn van een automatisch sluitingstoestel.

4.4.2. Elk geheel van kamers met een gecumuleerde capaciteit van 20 personen op eenzelfde niveau wordt afgesloten door binnenwanden die voldoen aan de volgende voorschriften :

— voor categorie 1 : Rf ½ h

— voor categorieën 2 en 3 : Rf 1 h

Voor de in artikel 1.3.1. bepaalde gebouwen worden wanden van metselwerk of beton toegelaten.

De openingen zijn gesloten d.m.v. zelfsluitende deuren Rf ½ h.

4.4.3. In afwijking van artikelen 4.4.1. et 4.4.2., voor de in artikel 1.3.1.bepaalde gebouwen, zijn de verticale binnenwanden die de flats en de kamers afbakenen, ten minste Rf ½ h of gebouwd van metselwerk of beton.

Dit voorschrift is niet van toepassing op deuren.

Indien dit voorschrift niet wordt nageleefd, moet het gebouw voorzien zijn van een veralgemeende installatie voor automatische branddetectie d.m.v. punctuele voelers die conform is met de voorschriften van artikel 8.4.4.

Hoofdstuk V. — Evacuatie

5.1. Algemeen.

De evacuatiewegen worden op zelfstandige wijze verdeeld in het gebouw zodat de bewoners het snel en gemakkelijk kunnen verlaten. Elk compartiment heeft minstens twee evacuatiewegen in geval van brand. Het is verboden één van de evacuatiewegen te gebruiken om te tweede te gebuiken.

Een trap vormt de eerste evacuatiemogelijkheid.

Wat betreft de tweede mogelijkhei, bestaat de tweede mogelijkheid uit :

voor gebouwen van categorie 1

— een andere trap;

— één opende raam per kamer zodat de vloer van die kamer ongeveer op het niveau van de bodem ligt en de drempel van het raam op maximum 1,5 m hoogte ligt i.v.t. die vloer;

— buitenladders waarvan het ontwerpen voldoet aan de voorschriften van art. 5.2.7.;

voor gebouwen van categorieën 2 en 3

een andere trap.

De afstand tot de naaste trap mag niet hoger zijn dan 35 m. De afstand tot de tweede evacuatieweg mag niet hoger zijn dan 60 m.

De lengte van de doodlopende gangdelen bedraagt hoogstens 15 m.

De deuren geplaatst in de evacuatiewegen openen naar buiten. Dit voorschrift is oof van toepassing op de deuren met een toegang naar buiten.

5.2. Evacuatiewegen.

5.2.1. Ligging, verdeling en breedte

5.2.1.1. De ligging, de verdeling en de breedte van de trappen, uitgangswegen, uitgangen, deuren en wegen die ernaartoe leiden moeten een snelle en gemakkelijke ontruiming van de mensen toelaten, ofwel door hen de mogelijkheid te bieden in alle veiligheid op straat te komen ofwel door hen op een vrije ruimte buitenhuis te laten uitkomen waarop iedereen in alle veiligheid plaats kan vinden.

Wat betreft de gebouwen bedoeld in art. 1.3.1., wanneer de plaats zodanig wordt ingericht dat de twee vereiste evacuatiewegen op het gewone evacuatieniveau uitlopen op hetzelfde volume zonder mogelijkheid om rechtstreeks buiten uit te komen door een beschermde weg met dezelfde Rf-graad als die voorgeschreven voor de overeenstemmende elementen die toegang geven op de trappenhuizen, moet het gebouw uitgerust zijn met een veralgemeende installatie voor automatische branddetectie d.m.v. van punctuele voelers waarvan het ontwerpen voldoet aan de voorschriften van artikel 8.4.4.

5.2.1.2. Op de niveaus van de kamers en op deze van de andere lokalen, waartoe de gehuisveste personen toegang hebben en die op de verdiepingen of in de kelderverdieping gelegen zijn :

— moet er in elk geval : ten minste een trap bestaan, die toegang geeft tot die plaatsen, zelfs indien er een ander toegangsmiddel bestaat;

— moeten er, wat de inrichtingen van de categorieën 2 en 3 betreft : tenminste twee trappen bestaan, die toegang geven tot die lokalen.

5.2.1.3. De breedte van de trappen, uitgangswegen, uitgangen en wegen die ernaartoe leiden moet gelijk zijn aan of groter zijn dan 0,80 m. De breedte van de trappen kan verminderd worden tot 0,70 m voor de bestaande gebouwen of voor deze die men aan ’t bouwen is op 1 juni 1972.

5.2.1.4. De uitgangswegen, uitgangen, deuren en wegen die ernaartoe leiden moeten een totale breedte hebben die ten minste gelijk is, in centimeters, aan het aantal personen die ze moeten gebruiken om de uitgang van het gebouw te bereiken.

De trappen moeten een totale breedte hebben die tenminste gelijk is, in centimeters, aan dit aantal vermenigvuldigd met 1,25 indien ze afdalen naar de uitgang, en vermenigvuldigd met 2 indien ze er naar opstijgen.

Het berekenen van deze breedten moet gesteund zijn op de onderstelling dat bij de evacuatie van het gebouw, alle personen van een verdieping samen de naburige verdieping vervoegen en dat deze al ontruimd is wanneer zij er aankomen.

Onder deze personen worden niet alleen het personeel van de inrichting verstaan, maar ook de bezoekers, de gehuisveste personen en de andere personen die deze trappen, uitgangswegen, uitgangen en wegen die ernaartoe leiden moeten gebruiken.

Wanneer het aantal van deze personen niet met voldoende benadering kan vastgesteld worden, stelt de uitbater dit aantal onder zijn eigen verantwoordelijkheid vast.

5.2.1.5. De trappen zijn ten minste voorzien van een leuning langs de kant waar er gevaar bestaat van te vallen.

5.2.1.6. De lokalen waar doorgaans ten minste honderd personen hun verblijf hebben en de niveaus waarop zich doorgaans ten minste honderd personen bevinden moeten ten minste twee afgescheiden uitgangen hebben.

5.2.1.7. De niveaus waarop zich doorgaans ten minste 100 personen bevinden moeten met de benedenverdieping in verbinding staan langs ten minste twee afgescheiden trappen.

5.2.1.8. Het is verboden allerlei voorwerpen in de trappehuizen, uitgangswegen, nooduitgangen en wegen die ernaartoe leiden achter te laten, die de doorgang zouden versperren of de nuttige breedte ervan versmallen.

5.2.1.9. De kamers en andere lokalen toegankelijk voor de gehuisveste personen geven rechtstreeks uitgang op een evacuatieweg. De verbinding tussen en naar de trappehuizen geschiedt langs evacuatiewegen of doorloopgangen.

5.2.2. Deuren

5.2.2.1. De deuren in de uitgangswegen die twee uitgangen verbinden moeten in beide richtingen opendraaien.

5.2.2.2. De draaideuren en de draaibomen, zelfs in binnen gelegen uitgangswegen geplaatst, zijn slechts toegelaten als aanvulling van de nodige deuren en doorgangen, in toepassing van de in artikel 5.2.1. vermelde schikkingen.

5.2.2.3. Elk zelfsluitende deur die niet gemakkelijk met de hand kan geopend worden moet uitgerust zijn met een toestel dat automatisch de deur opent bij het uitvallen van de energiebron die de deur aandrijft en dat de deuropening over heel haar breedte openstelt. Het gebruik van automatische schuifdeuren is slechts toegelaten voor de uitgangen langs waar men rechtstreeks naar buiten kan. Deze schikkingen gelden noch voor de branddeuren noch voor de liftdeuren.

5.2.2.4. De panelen van de glazen deuren moeten een merkteken dragen zodat hun aanwezigheid opvalt.

5.2.2.5. De hellende vlakken met een hellingshoek van meer dan tien percent en de mechanische trappen (roltrappen) worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal en de breedte van de nodige trappen, in toepassing van de in artikel 5.2.1.4. vermelde schikkingen.

5.2.2.6. Elke mechanische trap moet onmiddellijk kunnen stilgelegd worden door twee bedieningen, de ene bovenaan de andere onderaan de trap geplaatst.

5.2.3. Wanden van de evacuatiewegen.

Voor de gebouwen bepaald in artikel 1.3.1. hebben de binnenwanden van de evacuatiewegen tenminste :

voor categorie 1 : Rf ½ h,

voor de categorieën 2 en 3 : Rf 1 h,

of zijn in metselwerk of beton gebouwd.

De deuren van de kamers mogen geen glazen delen bevatten.

5.2.3.2. Voor de gebouwen bepaald in artikel 1.3.2.

De binnenwanden van de evacuatiewegen hebben minstens :

— voor categorie 1 : Rf ½ h;

— voor categorieën 2 en 3 : Rf 1 h.

Onverminderd de bepalingen opgenomen in artikelen 4.4.1. en 4.4.2., zijn de deuren van de lokalen voor nachtgebruik die uitkomen op de evacuatiewegen, gemaakt van hout met een massieve kern.

5.2.4. Ontwerpen van de te bouwen trappen

5.2.4.1. Algemeen

Onverminderd de bepalingen van artikel 5.2.1. zijn de trappen langs beide zijden voorzien van een stevig vastgehechte leuning die zo mogelijk doorloopt op de bordessen. Hun nuttige breedte is ten minste 0,80 m. Voor de trappen met een nuttige breedte kleiner dan 1,20 m is één leuning voldoende.

De treden hebben een diepte van ten minste 20 cm op de looplijn. Zij zijn voorzien van massieve stootboorden. De trappen van de gebouwen van categorie 3 voldoen bovendien aan de volgende vereisten :

— de traparmen zijn recht, bevinden zich de ene boven de andere en bedragen ten hoogste 17 treden;

— de diepte van de treden is overal gelijk aan ten minste 25 cm;

— de treden mogen niet hoger zijn dan 18 cm;

— geen enkele trede mag met meer dan 5 cm over de stootboorden uitsteken;

— de helling mag niet hoger zijn dan 75 % (maximale hellingshoek 37°).

Deze voorschriften zijn niet van toepassing op de binnentrappen die de lokalen van een duplex met elkaar verbinden .

5.2.4.2. Buitentrappen

De treden van buitentrappen worden anti-slip uitgevoerd. De volgende afwijkingen van artikel 5.2.4.1. zijn toegelaten :

— de stootboorden zijn niet verplicht;

— de helling mag groter zijn dan 37° maar mag 45° niet overschrijden.

5.2.5. Binnentrappenhuizen

5.2.5.1. Elk binnentrappenhuis van een inrichting, dat verscheidene compartimenten verbindt moet met wanden afgescheiden zijn.

De binnenwanden van de trappenhuizen hebben een Rf van ten minste 1 h of zijn gebouwd in metselwerk of beton. De toegangsdeuren hebben een Rf ½ h en zijn voorzien van een zelfsluitend toestel bij brand.

Op de benedenverdieping mogen de ontvangstruimte en de lokalen die er rechtstreeks bijbehoren in het compartiment van het trappenhuis ingelijfd worden : dit impliceert dat er doorlopend voorzorgsmaatregelen tegen brand worden genomen.

5.2.5.2.1. Onverminderd de voorschriften van artikelen 4.1. en 4.2. mogen de binnentrappen van de volgende gebouwen zonder wanden blijven :

— gebouw met slechts één bouwlaag boven het normaal evacuatieniveau en waarvan het aantal gasten beperkt is tot 20;

— gebouw met slechts twee bouwlagen boven het normaal evacuatieniveau en waarvan het aantal gasten beperkt is tot 20. In dit geval moeten alle kamers evenwel rechtstreeks bereikbaar zijn voor het reddingsmateriaal van de brandweerdienst die territoriaal bevoegd is.

5.2.5.2.2. Voor de gebouwen van de categorieën 1 en 2 en voor zover er slechts 10 kamers per niveau zijn met hoogstens 20 personen, kunnen de muren en de toegangsdeuren tot die kamers de afscheiding met het trappenhuis vormen. In dit geval is het toegelaten dat de Rf deuren van de kamers niet voorzien zijn van een zelfsluitend toestel.

5.2.5.3. De trappenhuizen geven toegang tot een evacuatieniveau.

5.2.5.4. De trappenhuizen die toegang geven tot de verdiepingen en de kelderverdieping mogen niet in de rechtstreekse verlenging liggen van de trappenhuizen die toegang geven tot de niveaus gelegen boven een evacuatieniveau.

Onverminderd de bepalingen voorzien inzake compartimentering, mogen de trappenhuizen de ene boven de andere gelegen zijn op voorwaarde dat zij afgescheiden zijn door wanden Rf 1 h en / of deuren Rf ½ h en dat ze voorzien zijn van een zelfsluitend toestel.

5.2.5.5. Met uitsluiting van de draagbare blustoestellen, het materiaal ter bestrijding van de brand en het receptiemeubilair dat zich op het evacuatieniveau bevindt, mag geen enkel voorwerp dat kan verplaatst worden zich in een trappehuis bevinden.

4.2.5.7. Een ventilatieopening die uitmondt in open lucht is voorzien bovenaan elk trappenhuis. Deze opening met een doorsnede van 1 m^2 kan horizontaal, vertikaal of hellend zijn.

Het openen gebeurt door middel van een manueel te bedienen systeem, dat goed zichtbaar geplaatst wordt op het evacuatieniveau en dat uitsluitend voorbehouden is aan de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Het openen gebeurt volgens de principes van de positieve veiligheid.

5.2.6. Toegang tot de buitenevacuatieweg

Het gebruik van een kamer om een buitenevacuatieweg te bereiken is toegelaten indien de deur van de betrokken kamer uitgerust is met een elektrisch slot met positieve veiligheid die automatisch opent onder de actie van één van de sensors van de veralgemeende installatie voor automatische branddetectie of in geval van de inwerkingtreding van het alarm en manueel vanuit een centraal geplaatst bedieningstoestel (onthaal, receptie, enz).

Dit impliceert dus dat de in artikel 1.3.1. bedoelde gebouwen uitgerust zijn met een detectie-installatie die conform is met de voorschriften van art. 8.4.4.

5.2.7. Buitenladders

5.2.7.1. Het gebruik van ladders is niet toegelaten in gebouwen voor de opvang in het hogere niveau van groepen kinderen die jonger zijn dan 12 jaar en gehandicapten.

5.2.7.2. De buitenladders zijn stevig bevestigd. Zij zijn al dan niet opklapbaar.

Zij komen uit op vrije ruimten waar de gebruikers zich in veiligheid kunnen stellen. De toegang tot de ladder moet gemakkelijk zijn en er moet een platform bestaan die voorzien is van balustrades van ten minste 1 m hoogte. Bestaat er geen doorloop aan de buitenkant dan kan een buitenladder slechts bruikbaar zijn voor de evacuatie van 2 kamers per verdieping of van 4 kamers indien die buitenladder slechts een verdieping bedient. De afstand tussen de sporten, op de aslijn gemeten bedraagt 250 mm tot 300 mm. De bovenste sport bevindt zich ten minste 1,5 m boven het hoogste niveau van waar de ladder kan bereikt worden.

5.2.7.3. Een ladderplan bedient slechts één niveau tegelijk. Voor de in artikel 1.3.1. bedoelde instellingen moet dit voorschrift worden nageleefd binnen een termijn van 15 jaar vanaf de bekendmakingsdatum van dit besluit.

5.2.8. Signalisatie.

5.2.8.1. Aan iedere bouwlaag wordt een volgnummer gegeven, met inachtneming van volgende regels :

de nummers vormen een ononderbroken reeks;

het normale evacuatieniveau draagt het nummer 0;

de bouwlagen gelegen onder het normale evacuatieniveau dragen een negatief nummer;

de bouwlagen gelegen boven het normale evacuatieniveau dragen een positief nummer.

5.2.8.2. Het volgnummer van elke bouwlaag wordt aangeduid :

leesbaar op de binnen- en buitenwand van de bordessen, van de trappen of trappehuizen;

in de liftkooi; of moet duidelijk leesbaar zijn vanuit de liftkooi telkens wanneer deze stilstaat.

5.2.8.3. De plaats van elke uitgang en van elke nooduitgang evenals de richting van de wegen, uitgangswegen en trappen die naar deze uitgangen leiden worden aangeduid door de reddingstekens bepaald bij het koninklijk besluit van 17 juni 1997 en zijn bijlagen.

5.2.8.4. De volgnummers van de bouwlagen worden aangeduid in de liftkooien op of naast de bedieningstoetsen. Bovendien worden de uitgangen of de nooduitgangen aangeduid naast het nummer van de bouwlaag waarop zij zich bevinden door middel van de respectievelijke reddingstekens omschreven in het koninklijk besluit van 17 juni 1997 en zijn bijlagen.

5.2.8.5. Langs de evacuatiewegen mogen geen spiegels worden aangebracht op plaatsen waar de gasten zich daardoor zouden kunnen vergissen in de richting naar de trappen en de uitgangen.

Hoofdstuk VI. — Vereisten betreffende de reactie bij brand

6.1. Bekledingen.

6.1.1. Bij de vernieuwing van de bestaande bekledingen, moeten de vereisten opgenomen in bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen, toegepast worden.

6.1.2. Bij de vernieuwing van de bestaande bekledingen of bij de uitbreiding van een bestaand gebouw wordt het gebruik van houten plankjes als versieringselement toegelaten voor zover die plankjes worden geplaatst tegen een niet-brandbare drager A0 met de tussenplaatsing van een niet-brandbaar element A0 in de eventuele leegte tussen de drager en de plankjes. Hun gebruik is verboden in de evacuatiewegen.

6.2. Thermische en geluidsisolatie.

Elk isolatiemateriaal waarvan de klasse niet Ao is, moet op alle kanten bekleed zijn met materialen van klasse Ao.

Elk isolatiemateriaal waarvan de klasse niet Ao is kan op alle kanten bekleed zijn met materialen van klasse A1 met het akkoord van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Hoofdstuk VII. — Verwarming van lokalen en leidingen voor brandstoftoevoer - keukens en eetkamers

7.1. Stookplaatsen.

De stookketel wordt in een lokaal gezet, de stookplaats genoemd. Het is verboden brandbare materialen in de stookplaats op te slaan.

De muren, wanden, vloeren en zolderingen van de stookplaatsen hebben ten minste een Rf 1 u. Als er gebruik gemaakt wordt van vloeibare of gasvormige brandstoffen, moet elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw, en tussen de stookplaats en de brandstofopslagplaats, afgesloten zijn door een deur met Rf ½ u.

De deuren sluiten automatisch. Zij zijn voorzien van geen enkel toestel dat het mogelijk maakt ze in geopende stand vast te zetten. Het is in alle omstandigheden verboden ze in open stand te houden.

De stookplaatsen moeten behoorlijk verlucht zijn.

De tanken met vloeibare brandstoffen worden geplaatst in een waterdichte kuip met een cpaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume.

De kuip wordt gebouwd met materialen van klasse Ao.

7.2. Verwarmingstoestellen.

7.2.1. Verwarmingstoestellen moeten zodanig opgevat en opgesteld zijn dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden rekening houdend met de plaatselijke omstandigheden.

7.2.2. De verwarmingstoestellen van het verbrandingstype moeten gebruiksklaar worden gehouden, verbonden zijn met een goed trekkende schoorsteen en zo zijn gemaakt dat een volledige en regelmatige afvoer van de verbrandingsgassen verzekerd is, zelfs in geval van maximale sluiting van de regelingssystemen.

7.2.3. De schoorstenen en de rookgangen van de verwarmingstoestellen moeten gebouwd zijn uit onbrandbare materialen en behoorlijk onderhouden worden.

7.2.4. De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookgangen moeten op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen opgesteld zijn of er zodanig van afgezonderd zijn dat brandgevaar voorkomen wordt.

7.2.5. De warmtegeneratoren met automatische aansteekmachine die vloeibare of gasvormige brandstof gebruiken moeten zodanig uitgerust zijn dat de brandstoftoevoer automatisch afgesneden wordt in de volgende gevallen :

— bij het al dan niet automatisch stilvallen van de brander;

— van zodra de vlam toevallig uitdooft;

— van zodra er oververhitting of overdruk in de uitwisselaar voorkomt;

— in geval van onderbreking van de elektrische stroom, van de warmtegeneratoren die vloeibare brandstoffen gebruiken.

7.2.6. 6.2.6. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

6.2.6.1. De temperatuur van de lucht mag op de verdelingspunten de 80 °C niet overschrijden.

6.2.6.2. De aanvoerkanalen van warme lucht moeten volledig uit onbrandbare materialen vervaardigd zijn.

6.2.6.3. Wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt :

a) is de aanzuiging van de te verwarmen lucht niet toegelaten in deze stookplaats of haar bijgebouwen;

b) moeten de roosters van de luchtaanzuigbuis en van de wederaanzuigbuis voorzien zijn van efficiënte stoffilters die geen brandbare dampen laten doorkomen.

6.2.6.4. Indien de lucht rechtstreeks in de generator wordt opgewarmd, moet de druk van de warme lucht in deze generator steeds hoger zijn dan deze van de gassen die in de haard circuleren.

* 6.2.7. In de lokalen die met warme lucht door een generator met directe uitwisseling verwarmd zijn, moet een toestel automatisch de ventilator en de generator stilleggen in geval van abnormale stijging van de temperatuur van de warme lucht. Wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt moet er naast dit toestel ook een handbediening voorzien zijn die buiten deze stookplaats is geïnstalleerd. Deze laatste schikking geldt niet voor de elektrische verwarmde generatoren met rechtstreekse uitwisseling.

* 6.2.8. In de kamers zijn de elektrische verwarmingstoestellen toegelaten, behalve diegene die een zichtbare electrische weerstand bevatten; individuele verwarmingstoestellen van het verbrandingstype zijn verboden.

Wanneer elektrische verwarmingstoestellen van het accumulatietype met ontlading door geforceerde convexie (ook genoemd elektrische radiatoren van het dynamisch accumulatietype) gebruikt worden, mag de temperatuur van de lucht op de verdelingspunten het peil van 80 °C niet overschrijden.

Die apparaten dragen het ″CEBEC″ ou ″EG″-label.

7.3. Gastoevoerleidingen.

Wanneer het gebouw gastoevoerleidingen vevat, moeten die voldoen aan de volgende voorschriften :

7.3.1. Indien de bandstof bestaat uit aardgas, moet de installatie volgens haar type conform zijn met NBN D 51-003 « Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen », of met NBN D 51-004 ″Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen : bijzondere installaties″.

De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmings- en kookapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

7.3.2. Indien de brandstof bestaat uit vloeibaar gemaakt petroleumgas, moet de installatie conform zijn met de code van goede praktijk; de gasflessen worden buiten geplaatst in een voor de gasten niet-toegankelijke plaats. De gasapparaten dragen het BENOR- of EG-label. Alle verwarmings- en kookapparaten aangesloten op de gasinstallatie zijn voorzien van veiligheidsthermokoppels.

7.4. Keukens en restaurants.

De collectieve keukens en restaurants zijn begrensd door wanden met een Rf van tenminste :

voor categorie 1 : Rf ½ h,

voor categorieën 2 en 3 : Rf 1 h,

of zijn van metselwerk of beton gebouwd.

De deuren hebben een Rf ½ h en zijn zelfsluitend of bij brand automatisch zelfsluitend.

Het restaurant en de keuken kunnen één enkel compartiment Rf vormen indien :

— de friteuses en kookapparaten zijn beschermd door een automatische uitschakelingsinstallatie met licht water;

— de inwerkingstelling van de uitschakelingsinstallatie veroorzaakt de onderbreking van de energievoeding van de friteuses en kookapparaten.

Hoofdstuk VIII. — Uitrusting van de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen

8.1. Liften en goederenliften.

Het geheel van de liften en de goederenliften, bestaande uit één of meer schachten, is begrensd door wanden met een Rf van tenminste :

voor categorie 1 : Rf ½ h,

voor categorieën 2 en 3 : Rf 1 h,

of zijn van metselwerk of beton gebouwd.

Wat betreft de gebouwen bepaald in artikel 1.3.1. zijn wanden van metselwerk of beton toegelaten.

Dit voorschrift geldt niet voor de voorzijden van de liftbordessen en voor de wanden die deel uitmaken van de gevel, de liftbordesvoorzijde, de deuren inbegrepen, voldoet gedurende 1/2 uur aan de criteria van stabiliteit en vlamdichtheid van de norm NBN 713.020.

8.2.Liften met prioritaire oproep.

7.2.1. Elke inrichting van categorie 3 wordt bediend door een lift met prioritaire oproep. Deze lift geeft uit op een evacuatieniveau dat gemakkelijk toegankelijk is voor de brandweerdiensten. Bedienen verscheidene liftgroepen eenzelfde compartiment, dan bezit elke liftgroep een prioritaire lift.

Aan deze vereiste is voldaan :

indien een lift het evacuatieniveau en alle bovenliggende verdiepingen bedient;

indien verscheidene liften elk het evacuatieniveau en een gedeelte van de bovenliggende verdiepingen bedienen op voorwaarde dat het geheel van de liften met prioritaire oproep de toegang tot alle compartimenten van het gebouw mogelijk maakt.

Op het liftbordes van het evacuatieniveau is een brandweerschakelaar aangebracht waarmee de voorkeursoproep van de liften kan gegeven worden. Deze schakelaar moet in een kistje zijn aangebracht dat voorzien is van een ruitje met het opschrift ″ Brandweer ″. Daarmee kan de liftkooi prioritair worden opgeroepen op het evacuatieniveau na stilstand zonder buitenoproepen te beantwoorden. Buiten de omstandigheden die hun specifieke gebruik noodzakelijk maken, worden de liften met prioritaire oproep normaal gebruikt.

8.3. Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie.

8.3.1. Alle evacuatiewegen, de buitenreddingsladder, -galerijen en -trappen inbegrepen, zijn voldoende verlicht. Alleen elektrische verlichting is toegelaten.

8.3.2. Het vermogen van de autonome stroombron(nen) is voldoende om de volgende installaties gelijktijdig te voeden :

— de installaties voor melding, waarschuwing en alarm;

— de machines van de liften met prioritaire oproep;

— de installaties voor rookafvoer (ventilatieopeningen van artikel 525);

— de brandspuiten.

Zodra de normale voeding van het electriciteitsnet uitvalt, verzekert (verzekeren) de autonome stroombron(nen) automatisch en binnen de dertig sekonden de werking van bovenvermelde installaties gedurende één uur.

8.3.3. Veiligheidsverlichting

De grote gemeenschappelijke lokalen (refters, restaurantzalen, keukens, vergaderzalen, ontspanningszaken) de evacuatiewegen en -mogelijkheden, de trappen, de liftkooien, de stookplaatsen en de lokalen waarin de autonome stroombronnen zijn ondergebracht, zijn voorzien van een veiligheidsverlichting.

Deze veiligheidsverlichting is conform de NBN C71-100 (installatievoorschriften en instructies voor het toezicht en het onderhoud) en het machinepark is conform de CEI-EN-60 598-2-22 (autonome blokken van veiligheidsverlichting) en de NBN EN 1838 (noodverlichting).

8.4. Melding, waarschuwing, alarm, automatische detectie en brandbestrijdingsmiddelen.

8.4.1. Bepalingen van de toestellen voor melding, waarschuwing, alarm, automatische detectie en brandbestrijding.

8.4.1.1. Alle inrichtingen zijn uitgerust met installaties voor melding, waarschuwing, alarm, automatische detectie en brandbestrijding. De territoriaal bevoegde brandweerdienst wordt door de uitbater geraadpleegd voor het bepalen van deze uitrusting.

8.4.1.2. Het aantal en het type toestellen worden bepaald door het brandrisico. De toestellen worden in voldoend aantal oordeelkundig gespreid, zodat zij elk punt van de instelling kunnen bedienen.

8.4.1.3. De handbediende toestellen moeten gemakkelijk bereikbaar, oordeelkundig geplaatst en degelijk aangeduid zijn. Ze zijn zodanig geplaatst dat zij de circulatie niet hinderen en niet beschadigd of omvergestoten kunnen worden. De eventueel buiten geplaatste toestellen worden tegen alle weersomstandigheden beschut.

8.4.2. Branddetectie

Bij gebrek aan een altijd toegankelijke publieke telefooncel in de omgeving van het gebouw moet de dienst 100 altijd kunnen worden bereikt d.m.v. een telefoonpost.

Een bericht aangeplakt in elk gebouw geeft de plaats van de telefoonpost aan alsook de oproepnummers.

Elk toestel dat de verbinding tot stand kan brengen mits menselijke interventie is voorzien van een bericht over zijn bestemming en gebruiksaanwijzing.

Gaat het om een telefoontoestel, dan vermeldt dit bericht het te vormen oproepnummer om de territoriaal bevoegde brandweerdienst te verwittigen, behalve wanneer de verbinding rechtstreeks of automatisch geschiedt. In dit laatste geval en onafgezien van wat voorafgaat, moet de melding van ontdekking of detectie van brand terstond aan de brandweerdiensten bevestigd kunnen worden door middel van een telefoontoestel.

8.4.3. Waarschuwing en alarm

De waarschuwings- en alarmsignalen of -berichten kunnen door alle betrokken personen opgevangen worden en mogen niet met elkaar noch met andere signalen kunnen worden verward. Hun elektrische circuits zijn apart.

De detectiecentrale zet automatisch het alarmsignaal in werking indien het waarschuwingssignaal niet is geaccepteerd binnen de termijn vastgesteld door de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

In de gebouwen van categorie 3 veroorzaakt de inwerkingtreding van het alarm de achtereenvolgende terugkeer van de liftkooien van de niet-prioritaire liften naar het evacuatieniveau en het stopzetten met open deuren op dat niveau.

8.4.4. Algemene automatische installaties voor branddetectie d.m.v. een puntdetector

8.4.4.1. Elke inrichting moet uitgerust zijn met een algemene automatische installatie voor branddetectie d.m.v. een puntdetector. Die installatie wordt uitgevoerd en gekeurd overeenkomstig de norm NBN S 21.100 « Opvatting van algemene installaties voor automatische branddetectie door puntdetectoren » en de addenda bij die norm. Dat materieel moet het voorwerp uitmaken van een erkenning die zijn conformiteit met de normen bekendgemaakt door het Belgisch Instituut voor Normalisatie (B.I.N.) bewijst.

8.4.4.2. Voor de in artikel 1.3.1. vermelde instellingen is de in 8.4.4.1. bedoelde algemene automatische installatie voor branddetectie enkel verplicht :

— in geval van toepassing van de uitzonderingen bedoeld in artikelen 3.1., 3.2., 4.4.3., 4.2. en 5.2.1.1.;

— wanneer het vereist is bij ministerieel besluit genomen op advies van de Commissie brandveiligheid;

— in de andere gevallen, vanaf 1 januari 2010.

De in artikel 1.3.1. bedoelde instellingen voorzien van een algemene automatische installatie voor branddetectie worden vrijgesteld van de naleving van artikelen 3.1, 3.2, 4.4.3, 4.2 en 5.2.1.1, na 1 januari 2010 inbegrepen.

8.4.5. Brandbestrijdingsmiddelen.

8.4.5.1. Algemeen.

De blusmiddelen bestaan uit al dan niet automatische toestellen of installaties.

De snelblussers en de muurhaspels dienen voor de eerste interventie, dit wil zeggen dat zij hoofdzakelijk bestemd zijn om gebruikt te worden door het personeel en de bewoners.

8.4.5.2. De snelblussers en de muurhaspels voldoen aan de Belgische normen. Het ″ Benor ″ merk waarborgt deze overeenstemming.

8.4.5.3. Muurhaspels met axiale voeding en muurhydranten.

8.4.5.3.1. Wanneer muurhaspels met axiale voeding worden gekozen als middel voor brandbestrijding en eerste interventie, beantwoorden zij aan volgende voorschriften :

zij worden in voldoende aantal aangebracht en op de plaatsen die zodanig worden bepaald dat alle punten van de te beschermen oppervlakte bereikt worden door de straal van een brandspuit;

zij komen overeen met de norm EN 671/1.

8.4.5.3.2. Wanneer de muurhaspels met axiale voeding, aangevuld door muurhydranten, weerhouden worden als middelen voor brandbestrijding en eerste interventie, voldoen zij aan volgende voorschriften :

ze worden gegroepeerd en hebben een gemeenschappelijke watertoevoer;

ze worden in voldoende aantal aangebracht en op de plaatsen die zodanig worden bepaald dat alle punten van de te beschermen oppervlakte bereikt worden door de straal van een brandspuit;

ze komen overeen met de EN 671/1 (haspels) en met de NBN 5-71 (hydrant).

8.4.5.3.3. In de gebouwen van categorie 3 is er ten minste een muurhydrant per niveau voorzien, conform de norm NBN 571. De doorsnede van de stijgende toevoerkolom is ten minste 70 mm breed, de overblijvende druk in de meest benadeelde hydrant is gelijk aan ten minste 2,5 bar bij een debiet van 500 1/min zonder darm noch spuit.

8.4.5.3.4. Er is druk op het water die de toestellen bevoorraadt zonder daartoe voorafgaande manœuvres uit te voeren.

De toevoercanalisaties binnen het gebouw zijn van roestvrij staal, gegalvaniseerd staal of koper vervaardigd. Ze worden zorgzaam afgeschermd tegen de vorst.

8.4.5.4. Buiswaterbevoorrading.

De bluswaterbevoorrading moet voldoende zijn. De bevoorrading kan verzekerd worden met stromend of stilstaand water of met het openbaar waterleidingsnet. In dit laatste geval zijn het aantal en de localisatie van de brandkranen en de hydranten zo bepaald dat de dichtst bij gelegen kraan of hydrant op minder dan 100 m gelegen is van de ingang van het gebouw.

Een signalisatie conform de omzendbrief van het Ministerie van Binnenlandse Zaken van 14 oktober 1975 betreffende de watervoorraden voor het blussen van branden is voorzien.

In geval de bevoorrading met stromend of stilstaand water verzekerd wordt is de capaciteit van de watervoorraad ten minste gelijk aan 400 m^3 voor de inrichtingen van de categorieën 1 en 2 en 120 m^3 voor dezer van categorie 3.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 9

Voorschriften betreffende het onderhoud, de controle en de bewoning

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

0.1. 1.1. Doel van deze bepalingen

a) Ze vermelden de minimale maatregelen met het oog op

b) het onderhoud en de controle op de technische en veiligheidsinstallaties

c) een veilige bewoning

1.2. Toepassingsgebied

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Tussen 10 en 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van het type A					*	*
Inrichting van het type B			*	*	*	*

Deze bepalingen zijn van toepassing op de gebouwen die moeten voldoen aan de voorschriften van bijlagen 7 en 8 overeenkomstig bovenstaande tabel.

Hoofdstuk II. — Onderhoud en controles

2.1 Algemeen.

2.1.1. De technische uitrusting van de inrichting wordt in goede staat gehouden.

2.1.2. De exploitant zorgt ervoor dat de hierna vermelde keuringen, bezoeken en controles uitgevoerd worden en dat proces-verbalen hiervan worden opgemaakt waarvan hij een exemplaar behoudt dat hij ter beschikking stelt van de Burgemeester of zijn afgevaardigde, de bevoegde Minister of zijn afgevaardigde.

2.1.3. De verschillende instellingen belast met de controle op de installaties moeten geaccrediteerd zijn volgens de norm EN 45004 wat betreft het door de controle beoogde bevoegdheidsgebied.

2.2. Liften en goederenliften.

De liften en goederenliften zijn gekeurd en bezocht overeenkomstig de bepalingen van het ″Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming″, van de Codex over het welzijn op het werk en van het koninklijk besluit van 10 augustus 1988 tot uitvoering van de richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 juni 1995 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lid-Staten betreffende liften (*Belgisch Staatsblad* van 11 september 1998). Dit voorschrift betreft ook al de in dit besluit bedoelde gebouwen, die al dan niet personeelsleden tewerkstellen.

2.3. Elektrische installaties voor drijfkracht, verlichting en signalisatie.

De elektrische installaties, met inbegrip van de installaties voor veiligheidsverlichting, zijn gekeurd en bezocht door een instelling, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het ″Algemeen Reglement op de Elektrische Installaties″ en de bijzondere bepalingen die in voornoemde bijlage opgenomen zijn :

— bij hun inbedrijfstelling, alsook wanneer belangrijke wijzigingen worden aangebracht;

— één keer per jaar voor alle hoogspanningsinstallaties;

— om de 5 jaar voor alle andere installaties.

Deze voorschriften betreffen ook al de in dit besluit bedoelde gebouwen, die al dan niet personeelsleden tewerkstellen.

2.4. Installaties met brandbaar gas dat langs openbare leidingen wordt gevoerd.

2.4.1. Vóór de inbedrijfstelling van een installatie of een gedeeltelijk vernieuwde installatie, wordt deze nagezien overeenkomstig de voorschriften van het koninklijk besluit van 28 juni 1971 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasdistributie door middel van leidingen.

2.4.2. Bovendien worden alle nieuwe installaties en alle belangrijke wijzigingen van een installatie onderworpen, alvorens de bestrijking en de schildering op het nieuwe gedeelte en / of het gewijzigde gedeelte aan te brengen, aan de volgende consecutieve controles :

— een controle van de leidingen : nadat de verdeelmeters en de afsluitkranen zijn ontkoppeld, terwijl de buizen zijn dichtgestopt, worden de leidingen onderworpen aan een drukproef waarbij de druk minstens gelijk is aan tienmaal de maximaal toegelaten bedrijfsdruk, terwijl al de koppelingen, verbindingen, lasnaden, enz., ingesmeerd worden met een schuimend product. De proef wordt gunstig geacht als geen enkele luchtbel verschijnt en als geen enkele drukverlaging waargenomen wordt in de installatie.

— een controle van de koppeling van de apparaten : de dichtheid van de terug aangekoppelde afsluitkranen en verdeelmeters wordt nagezien door een drukproef waarbij de druk minstens gelijk is aan de maximaal toegelaten bedrijfsdruk, terwijl deze kranen en koppelingen van de meters ingesmeerd worden met een schuimend product. De proef wordt gunstig geacht als geen enkele luchtbel verschijnt en als geen enkele drukverlaging waargenomen wordt in de installatie.

In beide gevallen wordt de drukproef uitgevoerd d.m.v. een inert gas. Elke proef duurt minstens twintig minuten.

— een onderzoek van de op de installatie aangekoppelde apparaten (overeenstemming met de veiligheidsvoorschriften, met name de voldoende ventilatie van het lokaal). Bovendien bevat het examen van de apparaten een proef van het afspannen van de thermo-elementen (sluitduur bij vlamonderbreking).

— een onderzoek van de afvoerpijpen van de verbrande gassen van de apparaten : staat, trek, vastmaking, uitmonding in de open lucht in een depressiezone...

De voormelde controles moeten uitgevoerd worden door een daartoe uitgerust organisme dat onafhankelijk van de installateur is.

De uitslagen van alle uitgevoerde testen worden opgetekend in het proces-verbaal, opgesteld na de beëindiging van de proeven.

2.4.3. De nieuwe geplaatste verbruikstoestellen worden vóór hun ingebruikstelling getest door een bevoegde installateur die nagaat of ze goed werken.

2.4.4. Minstens één keer per jaar worden de installaties nagezien door een bevoegde installateur of een daartoe uitgerust organisme.

Deze inspectie omvat o.m. :

— het nazicht en de reiniging van de branders;

— het nazicht van de beschermings- en regelingsinrichtingen;

— het nazicht van de dichtheid van de installatie;

— de inspectie en zo nodig de reiniging van de afvoerpijpen van de verbrandingsgassen.

2.4.5. Om de drie jaar wordt de dichtheid van de toestellen en leidingen nagezien door een daartoe uitgerust organisme dat onafhankelijk van de installateur is.

Deze controle bestaat uit :

— het onderzoek van de installatie : leidingen, afsluitkleppen, haspels en diverse onderdelen om na te gaan of de werken en de apparatuur uitgevoerd worden overeenkomstig het ″Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming″ en de normen NBN D 51-003 en D 51-004.

— een dichtheidsproef op al de installatie, die bestaat uit :

— een drukproef d.m.v. inert gas met een kraan voor het afsluiten van de gesloten apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met een druk die gelijk is aan tweemaal de bedrijfsdruk, zonder de maximale bedrijfsdruk te overschrijden die toegelaten is door sommige op de installatie bestaande sluitapparaten. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden alle koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen van de installatie met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt.

— een drukproef d.m.v. inert gas met een kraan voor het afsluiten van de open apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met de bedrijfsdruk. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden alle koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen, die stroomafwaarts van de afsluitkranen gelegen zijn, met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt.

— een onderzoek van de op de installatie aangekoppelde apparaten (overeenstemming met de veiligheidsvoorschriften, met name de voldoende ventilatie van het lokaal). Bovendien bevat het examen van de apparaten een proef van het afspannen van de thermo-elementen (sluitduur bij vlamonderbreking).

— een onderzoek van de afvoerpijpen van de verbrande gassen van de apparaten : staat, trek, vastmaking, uitmonding in de open lucht in een depressiezone...

2.5. Installaties met vloeibaar gemaakte petroleumgassen.

2.5.1. Vooraleer de installatie in gebruik genomen wordt :

— wordt de leiding aan een drukproef onderworpen waarbij de druk minstens gelijk is aan anderhalve keer de maximale bedrijfsdruk. De proefdruk mag in geen geval minder dan 3 bar zijn. Het onder druk zetten gebeurt uitsluitend d.m.v. inert gas. De proef duurt minstens twintig minuten.

— Indien de proefdruk meer bedraagt dan de maximale druk die voorzien is voor een op de leiding gemonteerd onderdeel, zoals een ontspanner, een regelaar, een meter of een veiligheidsklep, worden deze onderdelen eerst buiten bedrijf gesteld. De testen worden zo zorgvuldig mogelijk uitgevoerd, ten einde de dichtheid te controleren, de vervormingen en de defecten op te sporen die de veiligheid in het gedrang kunnen brengen. De proeven worden gunstig geacht als geen enkele luchtbel verschijnt en als geen enkele drukverlaging waargenomen wordt in de installatie;

— wordt een drukproef d.m.v. inert gas uitgevoerd, met al de apparaten en onderdelen in bedrijf en met een kraan voor het afsluiten van de open apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met de bedrijfsdruk. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden al de tijdens de eerste proef niet gecontroleerde koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen en degene die stroomafwaarts van de afsluitkranen gelegen zijn, met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt;

— wordt een onderzoek uitgevoerd van de op de installatie aangekoppelde apparaten (overeenstemming met de veiligheidsvoorschriften, met name de voldoende ventilatie van het lokaal). Bovendien bevat het examen van de apparaten een proef van het afspannen van de thermo-elementen (sluitduur bij vlamonderbreking).

— wordt een onderzoek uitgevoerd van de afvoerpijpen van de verbrande gassen van de apparaten : staat, trek, vastmaking, uitmonding in de open lucht in een depressiezone...

Nieuwe proeven worden gedaan, na herstelling of vervanging van de defekte stukken, totdat ze een gunstig resultaat geven.

Bij elke belangrijke wijziging wordt het gewijzigde gedeelte van de installatie aan de hierboven beschreven testen onderworpen.

De inspecties waarvan sprake in deze paragraaf worden uitgevoerd door een daartoe uitgerust zelfstandig organisme. De uitslagen van alle uitgevoerde testen worden opgetekend in het proces-verbaal, opgesteld na de beëindiging van de proeven.

2.5.2. Vooraleer de verbruikstoestellen in gebruik genomen worden, worden ze getest door een bevoegde installateur om na te gaan of ze goed werken.

2.5.3. Minstens één keer per jaar worden de installaties nagezien door een bevoegde installateur of een daartoe uitgerust organisme.

Deze inspectie omvat o.m. :

— het nazicht en de reiniging van de branders;

— het nazicht van de beschermings- en regelingsinrichtingen;

— het nazicht van de dichtheid van de installatie;

— de inspectie en zo nodig de reiniging van de afvoerpijpen van de verbrandingsgassen.

2.5.4. Om de drie jaar wordt de dichtheid van de toestellen en leidingen nagezien door een daartoe uitgerust organisme dat onafhankelijk van de installateur is.

Deze controle bestaat uit :

— het onderzoek van de installatie : leidingen, afsluitkleppen, haspels en diverse onderdelen om na te gaan of de werken en de apparatuur uitgevoerd worden overeenkomstig het ″Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming″, de voorschriften van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 (gewijzigd) betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropaan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders en de code van goede praktijk betreffende dit soort installatie.

— een dichtheidsproef op al de installatie, die bestaat uit :

— een drukproef d.m.v. inert gas met een kraan voor het afsluiten van de gesloten apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met een druk die gelijk is aan tweemaal de bedrijfsdruk, zonder de maximale bedrijfsdruk te overschrijden die toegelaten is door sommige op de installatie bestaande sluitapparaten. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden alle koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen van de installatie met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt;

— een drukproef d.m.v. inert gas met een kraan voor het afsluiten van de open apparaten. Deze drukproef wordt uitgevoerd met de bedrijfsdruk. De proef duurt minstens twintig minuten. Tijdens de proef worden alle koppelingen, afsluitkleppen en onderdelen, die stroomafwaarts van de afsluitkranen gelegen zijn, met zeepwater ingesmeerd om de plaats van een eventuele lekkage te bepalen. De proef wordt gunstig geacht als geen drukverlaging tijdens deze waargenomen wordt;

— een onderzoek van de op de installatie aangekoppelde apparaten (overeenstemming met de veiligheidsvoorschriften, met name de voldoende ventilatie van het lokaal). Bovendien bevat het examen van de apparaten een proef van het afspannen van de thermo-elementen (sluitduur bij vlamonderbreking);

een onderzoek van de afvoerpijpen van de verbrande gassen van de apparaten : staat, trek, vastmaking, uitmonding in de open lucht in een depressiezone...

2.6. Installaties voor verwarming en klimaatregeling.

2.6.1. Een keer per jaar worden de installaties voor centrale verwarming en de centrale klimaatregelingsinstallaties nagezien door een bevoegde installateur. Deze inspectie omvat o.m. :

— het nazicht en de reiniging van de branders;

— het nazicht van de beschermings- en regelingsinrichtingen;

— de inspectie en zo nodig de reiniging van de afvoerpijpen van de verbrandingsgassen.

Voor de centrale verwarming wordt deze inspectie uitgevoerd vóór de ingebruikneming van de installaties.

2.6.2. De vaste of verplaatsbare afvoerleidingen voor rook of verbrandingsgas moeten steeds in goede staat zijn. Elke gebroken of gebarsten leiding moet hersteld of vervangen worden vooraleer ze terug in werking gesteld wordt.

Na een schouwbrand wordt de koker waar het vuur ontstond over zijn hele lengte nagezien en geveegd, daarna wordt een dichtheidstest uitgevoerd.

2.6.3. De installaties voor centrale verwarming met vaste of vloeibare brandstof worden gecontroleerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof.

2.7. Installaties voor branddetectie, toestellen en middelen voor melding, waarschuwing, alarm en brandblussing.

2.7.1. De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden in ontvangst genomen en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″. De controles moeten echter betrekking hebben op het geheel van de installaties (voelers, centrales, versterkingstabellen, stuurinstallaties, etc.)

2.7.2. De algemeen verspreide installaties voor automatische detectie worden jaarlijks onderhouden, nagezien en gecontroleerd zoals bepaald in de Belgische norm NBN S 21-100 ″Concipiëring van de installaties voor automatische branddetectie door punctuele voeler″.

2.7.3. Eenmaal per jaar worden de andere elektrische brandmeldingsinstallaties dan de openbare telefoonlijnen, alsook de elektrische waarschuwings- en alarmtoestellen in ontvangst genomen, gecontroleerd en nagezien door een organisme dat door het Ministerie van Economische Zaken erkend werd voor de controle van de elektrische installaties.

2.7.4. De draagbare of verplaatsbare snelblussers worden jaarlijks nagezien.

2.7.5. Elk jaar worden door een daartoe uitgerust organisme de muurhaspels met axiale voeding en de muurhydranten nagezien, alsmede hun hulpstukken en de voedingsleidingen, overeenkomstig de NBN EN 671-3.

2.7.6. Bij het periodieke onderzoek waarvan sprake in lid 21.7.5. gaat de directie van de instelling na of de afsluitkleppen van de muurhaspels met axiale voeding en de muurhydranten volledig geopend zijn.

2.8. Allerlei.

Bovendien kan de exploitant jaarlijks de controle en het onderhoud van de volgende installaties laten uitvoeren door bekwaam personeel :

— de vuurvaste deuren en kleppen...,

— de keukenzuigkappen en hun afvoerpijpen,

— de autonome stroombronnen en de installatie voor veiligheidsverlichting,

— de rookafvoerriolen en de ontrookinrichtingen.

De data van deze controles en de tijdens deze controles vastgestelde opmerkingen moeten ingeschreven worden in het veiligheidsregister dat ter beschikking moet worden gesteld van de burgemeester of van zijn afgevaardigde en van de bevoegde Minister of van zijn afgevaardigde.

Hoofdstuk III. — Bewoningsvoorschriften

3.1. Algemeen.

Buiten hetgeen voorzien is door deze reglementering, neemt de exploitant alle nodige maatregelen om de bewoners van de instelling te beschermen tegen de gevolgen van brand en paniek. De permanente maatregelen die in dat opzicht door de exploitant genomen worden, zullen vermeld worden in een huishoudelijk reglement.

De exploitant zal regelmatig en ten minste jaarlijks de aandacht van het personeel vestigen op de voorschriften van dit hoofdstuk.

De nodige verbeteringen moeten zo spoedig mogelijk worden aangebracht aan de opmerkingen opgenomen in de processen-verbaal van de in hoofdstuk 2 bedoelde periodieke controles.

3.2. Doorgangen.

3.2.1. Het is verboden in de doorgangen die bij evacuatie gebruikt worden, meubelen, karretjes of andere voorwerpen op te stapelen of neer te zetten. Met instemming van de territoriaal bevoegde brandweer mogen sommige vaste meubelen in de doorgangen geplaatst worden voorzover :

— de nuttige breedte van de doorgangen door deze meubelen niet verminderd wordt, zelfs wanneer hun deuren open zijn;

— de meubelen vastgelegd worden of niet verplaatst en/of omgegooid kunnen worden bij de evacuatie van het gebouw;

— de opgevulde meubelen overeenstemmen met de normen NBN EN 1021-1 en NBN EN 1021-2 betreffende de ″Evaluatie van de brandbaarheid van de opgevulde meubelen″.

3.2.2. In de gemeenschappelijke lokalen, die al dan niet toegankelijk zijn voor het publiek, zoals refters, eredienstplaatsen, vegaderingszalen, kapellen, enz., wordt het meubilair zodanig geplaatst dat men gemakkelijk door kan.

3.2.3. In geen geval mag de goede werking belemmerd worden van de zelfsluitende deuren of de bij brand zelfsluitende deuren of luiken.

3.2.4. Langs de evacuatiewegen mogen geen spiegels worden aangebracht op plaatsen waar de gasten zich daardoor zouden kunnen vergissen in de richting naar de trappen en de uitgangen.

3.3. Keukens, kooktoestellen en vloeistofverwarmers.

3.3.1. Kooktoestellen en vloeistofverwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal.

3.3.2. Het gebruik van kooktoestellen of vloeistofverwarmers is in de kamers of in de lokalen van het personeel enkel toegelaten als het om elektrische toestellen gaat die voldoende veilig zijn.

3.3.3. Kooktoestellen en verwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal. Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandbaar gas mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen, met uitzondering van die waarvan de hoeveelheid brandstoffen niet hoger is dan 3 kilo's of 1 liter.

Lege en reserverecipiënten worden in de openlucht opgeslagen of in een daartoe ingericht lokaal. Dat lokaal bevat geen brandbare stof en is voorzien van een lage en een hoge verluchting.

3.4. Installaties voor elektrische drijfkracht, verlichting en signalisatie.

De soepele leidingen die de elektrische verplaatsbare toestellen voeden, mogen geen hinder zijn voor het doorgaand verkeer van personen.

3.5. Afval en huisvuil.

Stofvodden en afval waarin zelfontbranding kan optreden of die gemakkelijk brandbaar zijn, worden bewaard in metalen vaten met deksel of opgeborgen in een plaats waar ze geen brandgevaar opleveren.

3.6. Voorlichting van het personeel en van de bewoners op het gebied van de bescherming en de brandbestrijding.

3.6.1. De personeelsleden en in het bijzonder de personeelsleden van de nachtwacht worden geoefend in het behandelen van de blusmiddelen en ontvangen onderricht aangaande hun gebruiksvoorwaarden. Deze personen volgen ook een algemene opleiding inzake schadepreventie. De lijst van deze personen wordt aangeplakt met de inlichtingen waarvan sprake in lid 8.6.2. De organisatie van de diensten binnen het rustoord moet zodanig uitgevoerd worden dat een persoon die deze opleiding volgt, op elk ogenblik aanwezig is en bereikt kan worden in de inrichting.

3.6.2. Instructies in voldoend aantal uitgehangen op plaatsen waar ze goed leesbaar zijn :

a) lichten het personeel in over de bij brand te volgen gedragslijnen en namelijk voor :

— het onmiddellijk melden van de brand;

— het in werking stellen van waarschuwings- en alarmtoestellen of -middelen en van de brandblusapparaten;

— de te treffen schikkingen om de veiligheid van de bewoners, het personeel en eventueel het publiek te verzekeren;

— de te nemen maatregelen om de tussenkomst van de bevoegde brandweer te vergemakkelijken;

b) lichten de bewoners voor betreffende het alarm, ten einde :

— hen in staat te stellen het overeenstemmende signaal te identificeren;

— hen de gedragslijnen te leren die zij moeten volgen bij alarm.

3.6.4. De directie van de inrichting houdt minstens één keer per jaar praktische oefeningen, die tot doel hebben haar personeelsleden te onderrichten aangaande hun gedragslijn bij brand.

3.6.5. Branddetectie.

Al de personeelsleden moeten in kennis worden gesteld van de werking en de interpretatie van de signalen van de installatie voor branddetectie.

3.6.6. Veiligheidsrichtlijnen en plannen

3.6.6.1. Bij de ingang en in de onthaalkamers :

Een plan van de inrichting bedoeld om de hulpdiensten in te lichten moet zichtbaar worden aangeplakt en ondermeer de plaats aanduiden van :

— de trappen en de evacuatiewegen;

— de beschikbare brandbestrijdingsmiddelen;

— in voorkomend geval, het stopmechanisme van het ventilatiesysteem;

— in voorkomend geval, het overzichtsbord van het detektie- en alarmsysteem;

de stookplaatsen;

— in voorkomend geval, de installaties en de lokalen die een bijzonder risico inhouden.

3.6.6.2. Op elke verdieping.

In de gebouwen met twee of meer verdiepingen wordt een oriëntatieplan conform met de voorschriften van het vorige lid aangebracht nabij de toegang tot elke verdieping.

3.6.6.3. In elke kamer of flat.

Richtlijnen in de drie landstalen en in het Engels geven aan hoe te handelen in geval van brand. Zij worden vervolledigd met een vereenvoudigd verdiepingsplan waarop bondig de plaats van de kamer (of flat) ten opzichte van de evacuatiewegen, de trappen en / of de uitgangen aangegeven is. Deze richtlijnen vestigen ondermeer de aandacht op het verbod de liften te gebruiken in geval van brand.

3.7. Bescherming tegen vallen.

De putten, tanken, bekkens, reservoirs en een of andere openingen, wanneer ze gevarlijk zijn voor de gebruikers, moeten voldoende open zijn of afgesloten zijn met stevig vastgemaakte borstweringen, van minstens 1 meter hoog.

De raam- en deuropeningen en andere openingen in de muren waarvan de drempel op minder dan 70 cm boven de vloer naar de binnenkant ligt en op meer dan 1,20 m boven de grond naar de buitenkant, moeten beschermd worden door stevig vastgemaakte borstweringen van minstens 1 meter hoog.

De trappen moeten voorzien zijn van stevige leuningen die geplaatst zijn op een minimale hoogte van 0,75 m aan de kant met een eventueel valrisico. Wanneer de breedte van de trappen hoger is dan 1,20 m of wanneer een valrisico bestaat aan beide kanten, zijn de leuningen dubbel.

De leuningen moeten zo vervaardigd zijn dat de kinderen niet kunnen binnensluipen tussen de spijlen. Hetzelfde geldt voor de leuningen wanneer een valrisico bestaat.

3.8. Allerlei.

3.8.1. De directie van de instelling zorgt ervoor dat onbevoegde personen geen toegang hebben tot de technische lokalen en doorgangen.

3.8.2. Zonder afbreuk te doen aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropaan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders, is het verboden in de nabijheid van deze houders te roken, brandende voorwerpen te brengen of vuur te maken op minder dat 5 m van de vaste houders, en op minder dan 2,5 m van de verplaatsbare houders.

Dit verbod wordt aangeplakt.

3.8.3. Elk toestel dat bestemd is om vast geïnstalleerd te worden, moet geleverd worden samen met een voor de gebruiker bestemde gebruiks- en onderhoudsaanwijzing, opgemaakt in de taal van de gebruiker (en minstens in het Frans, Nederlands, Duits en Engels), waarin alle nodige inlichtingen worden gegeven om het toestel veilig en doelmatig te gebruiken. De directie houdt deze aanwijzingen ter beschikking van de gebruikers.

3.8.4. De omgeving van de plaatsen waar handbediende toestellen voor melding, waarschuwing of alarm of apparaten voor de brandbestrijding geplaatst of aangebracht zijn, moet steeds vrij blijven, zodat deze toestellen of apparaten onverwijld gebruikt kunnen worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Bijlage 10

Deze tekst is van toepassing wanneer verschillende toeristische logiesverstrekkende inrichtingen met een maximale capaciteit van minder dan 10 personen die een gebouwgedeelte vormen in de zin van artikel 2, 33°, van het decreet, gelegen zijn binnen éénzelfde gebouw met een opgetelde maximale capaciteit van meer dan 15 personen.

2. De structuur van het gebouw heeft een Rf ½ h voor de gebouwen met één niveau en Rf 1h voor gebouwen met verschillende niveaus.

3. Binnen het gebouw mogen enkel de volgende niveaus bewoond worden :

— het gewone evacuatieniveau;

— het niveau 1 boven het gewone evacuatieniveau.

4. Elke inrichting heeft een rechtstreekse uitgang naar buiten. Voor de inrichtingen met verschillende niveaus wordt die uitgang uitgevoerd d.m.v. galerijen en/of trappen gebouwd met onbrandbare stoffen. Geen punt van de externe evacuatiewegen mag gelegen zijn op minder dan 1m van elke opening of glazen gedeelte van de gebouwen behalve als die evacuatiewegen beschermd zijn met brandwerende schermen. De buitentrappen voldoen aan de voorschriften van artikel 4.3 van bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen (gewijzigd).

5. Indien het gebouw verschillende niveaus bevat, wordt de breedte van de evacuatiewegen naar buiten berekend overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen (gewijzigd). Die wegen zijn voorzien van een verkeers- en veiligheidsverlichting.

6. Elke instelling is afgesloten met wanden van metselwerk of beton en vormt een brandwerend compartiment Rf ½h voor de gebouwen met één niveau en Rf 1h voor de gebouwen met verschillende niveaus. Alle technische mantelbuizen, leidingsopeningen worden zodanig ingericht dat ze de brandweerstand van de wanden niet verminderen; ze moeten de woning afsluiten en/of de structuur van het gebouw vormen.

7. Wanneer het gebouw beschikt over een gemeenschappelijke stookplaats, voldoen die en de brandstofopslagplaats aan de volgende voorschriften :

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn ten minste Rf 1h.

De stookplaats is toegankelijk van buiten in de nieuwe gebouwen.Voor de andere gebouwen, indien de stookplaats toegankelijk is van binnen het gebouw, moet elke verbinding tussen het gebouw en de stookplaats afgesloten zijn door een deurblok Rf ½ h. Die deuren zijn zelfsluitend. Ze zijn niet voorzien van een systeem om die open te houden. Het is altijd verboden die open te houden.

Elke opslag van brandbare stoffen is er verboden.

De stookplaats is niet toegankelijk voor huurders.

De stookplaats moet behoorlijk verlucht zijn.

Een automatische blusinstallatie beschermt de oliebranders met stroomafsluiting en geluidssignalen bij inwerkingstelling.

Indien de brandstof vloeibaar is, moet de installatie conform zijn met de regels der kunst en voldoen aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof.

Alle niet-ondergraven tanken worden geplaatst in een waterdichte kuip met een capaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume. De kuip is gebouwd met onbrandbare materialen.

De ondergraven tanken voldoen aan de desbetreffende federale en gewestelijke voorschriften.

De olietank wordt buiten geplaatst of in een lokaal dat voldoet aan de hiernabepaalde criteria wanneer zijn capaciteit gelijk of hoger is dan 3.000 l.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn ten minste Rf 1h. In de nieuwe gebouwen is dat lokaal alleen van buiten toegankelijk of via de stookplaats. Elke verbinding tussen dat lokaal en de stookplaats moet afgesloten zijn door een deurblok Rf ½h. Elke verbinding tussen dat lokaal en de rest van het gebouw moet ook afgesloten zijn door een deurblok Rf ½h. Die deuren zijn zelfsluitend. Ze zijn niet voorzien van een systeem om die open te houden. Het is altijd verboden die open te houden.

Het lokaal moet behoorlijk verlucht zijn.

8. Alarm :

Wanneer het gebouw meer dan twee toeristische logiesverstrekkende inrichtingen bevat die vallen onder de voorschriften van bijlage 5 en die gelegen zijn boven het evacuatieniveau, moet het uitgerust zijn met een alarmsysteem.

Alarmtoestellen moeten in voldoende aantal worden geïnstalleerd om de bewoners te waarschuwen van het evacuatiebevel.

Het alarmtoestel moet hoorbaar zijn vanuit elk punt van het gebouw en blijven werken in geval van stroomstoring tijdens ½ uur. Een bedieningspunt is voorzien in elke woning.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Namen, 9 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles. − *Belgisch Staatsblad*, Leuvenseweg 40-42, 1000 Brussel.
Conseiller/Adviseur : A. VAN DAMME